

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
TARBES-LOURDES-PYRENEES
ET
RESEAU ENTREPRENDRE ADOUR
Année 2020**

Entre les soussignés :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, domiciliée à Zone tertiaire Pyrène Aéro-Pôle – Téléport 1 CS51331 65013 TARBES Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Gérard TREMEGE, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération n°1 du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2019,

Et

L'ASSOCIATION RESEAU ENTREPRENDRE ADOUR, structure d'accompagnement et de financement des entreprises régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège à Pau, représenté par Monsieur Xavier MASSOU agissant en qualité de Président, dûment habilité, en vertu des statuts de l'association,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La première association Réseau Entreprendre a été créée en 1986 par André Mulliez avec comme objectif de « créer des employeurs pour créer de l'emploi ». En Adour, l'association voit le jour en 2003.

Aujourd'hui, elle est présente sur quatre (4) territoires dont celui de la Bigorre et fédère 156 chefs d'entreprise en activité (dont 30 dans les Hautes-Pyrénées). Son équipe de salariés compte quatre (4) personnes à temps plein. Le président actuel est Xavier MASSOU.

Réseau Entreprendre Adour s'adresse aux créateurs et repreneurs d'entreprise à potentiel de création d'emplois. Le candidat à la création ou à la reprise doit avoir pour ambition de créer ou de maintenir de 5 à 10 emplois à 3 ans et il doit démontrer un besoin de financement correspondant à celui d'une future PME (le plan de financement de démarrage doit être supérieur à 70 K€).

L'offre de Réseau Entreprendre Adour repose sur un accompagnement personnalisé par les membres de l'association dont l'accompagnement par un chef d'entreprise pendant une durée de 2 ans et un financement sous forme de prêt d'honneur, facilitant l'accès aux banques.

Depuis sa création, il y a 15 ans, le réseau a accompagné 283 entreprises à l'échelle du bassin de l'Adour représentant 2 291 emplois créés ou préservés.

Sur le périmètre de la Communauté d'agglomération :

- Trois (3) projets ont été accompagnés en 2017 (création de BALKO par Sébastien MOIROUX, reprise de LA BONNE MAISON [ex-MAISON RUSTIC] par Julien ALVES et reprise de SERAL par Jean-Aimé BOUTELIER) ;
- Trois (3) projets ont été accompagnés en 2018 (reprise de HOURCADE MOBILIER par Jean-François REMENANT, création de HMT par Kevin REGI et Alexis DARIUS et création de YOUSITI par Alexandre MAGNAT).
- Deux (2) projets ont été accompagnés au cours du premier semestre 2019 (reprise de la société LAUMAILLÉ et création de la société FOXYZ)

Par ailleurs, Réseau Entreprendre Adour déploie « Les Entrepreneuriales en Adour », programme de sensibilisation des étudiants (niveau BAC + 2 minimum en cours) à l'entrepreneuriat. Chaque année, ce sont plus de 70 étudiants du campus de Tarbes qui testent un projet de création d'entreprise en étant accompagnés par des professionnels (dirigeants d'entreprise en activité et experts de la création d'entreprise).

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées souhaite accentuer l'appui de Réseau Entreprendre Adour sur son territoire afin d'accompagner un nombre plus important d'entreprises en phase de croissance. Réseau Entreprendre Adour a également pour ambition de renforcer sa présence sur le territoire communautaire.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet du partenariat est d'appuyer Réseau Entreprendre Adour dans sa vocation d'accompagnement de porteurs de projets et jeunes entreprises en création ou reprise implantés sur le territoire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées. Afin d'accompagner un nombre plus important d'entreprises en phase de croissance, il a été convenu que les objectifs suivants soient atteints : avoir, annuellement, cinq (5) projets de jeunes entreprises accompagnés en permanence. Dans ce cadre, les conditions de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées et l'Association Réseau Entreprendre Adour sont définies comme suit.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

2-1. La Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'engage à :

- Soutenir le fonctionnement de Réseau Entreprendre Adour en versant la cotisation de 5 000 € (cinq mille euros) au titre de l'année 2020,
- Participer financièrement aux Entrepreneuriales en Adour Edition 2020-2021 en versant une subvention complémentaire de 1 500 € (mille cinq cents euros),

- Contribuer à l'atteinte des objectifs à travers des actions de promotion et d'apport d'affaires, en favorisant les mises en relations avec le tissu socioéconomique local et les porteurs de projets, et en valorisant le partenariat avec l'association au sein des outils de communication disponibles (sites internet de la CA TLP et notamment son site www.invest-in-tlp.fr, magazine AggloMag, Facebook, etc.).

2-2. En contrepartie, l'Association Réseau Entreprendre Adour s'engage à :

- Réaliser les objectifs fixés : cinq projets de jeunes entreprises accompagnés en permanence sur le territoire communautaire,
- Présenter le concours « Start In Pyrénées » aux étudiants participant aux Entrepreneuriales en Adour et repérer les équipes des Entrepreneuriales relevant des thématiques du concours Start In Pyrénées et les inciter à participer,
- Proposer au représentant de la Communauté d'Agglomération, la remise d'un prix lors de la Soirée de Clôture et de Gala des Entrepreneuriales en Adour et lui ouvrir une tribune pour évoquer les actions portées par la Communauté d'agglomération en matière d'innovation, de création d'entreprises et d'innovation,
- Faire figurer le logo de la Communauté d'Agglomération sur l'ensemble des supports de communication diffusés dans le cadre des Entrepreneuriales,
- Transmettre à la Communauté d'agglomération son rapport d'activité et son bilan financier annuel,
- Mentionner le concours de la Communauté d'agglomération et apposer le logo sur tous les documents de communication relatifs aux actions de l'Association sur le territoire communautaire.

ARTICLE 3 : MODALITES DE SUIVI DE L'AVANCEMENT DE LA CONVENTION

Afin de garantir une bonne mise en œuvre de la présente convention, chacune des parties s'engage à désigner, au plus tard trente jours après sa signature, un interlocuteur chargé du suivi des actions. Les interlocuteurs désignés se réuniront autant que nécessaire et au minimum une fois par semestre pour assurer le suivi de mise en œuvre du présent accord, chaque réunion donnant lieu à compte-rendu.

ARTICLE 4 : SIGNATURE ET PROMOTION DE LA CONVENTION

La signature de la convention se fera de façon protocolaire et donnera lieu à une conférence de presse conjointe. Les parties s'engagent à en assurer la promotion, notamment via une communication sur leurs sites web respectifs et autres outils de web marketing (newsletters, magazines, etc.). La signature d'un avenant pourra en revanche s'effectuer par simple échange de courrier.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées s'acquittera de ses contributions de la façon suivante :

5-1. Concernant l'adhésion annuelle :

- un premier acompte de 50 % du montant de la subvention, soit la somme de 2 500 € sur production par l'association :

- D'un courrier de demande de l'association
- D'un RIB

- le solde (50 %) soit la somme de 2 500 €, ne pourra intervenir qu'après production par l'association d'un bilan d'activités au 31/12/2020.

5-2. Concernant l'opération « Les Entrepreneuriales en Adour » :

La Communauté d'agglomération procédera au versement total de sa participation qu'après la remise des prix (mars 2021) et sur présentation du bilan technique et financier de l'action en soulignant les noms et prénoms des étudiants issus du pôle universitaire de Tarbes-Pyrénées qui ont concouru et éventuellement gagné.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention, conclue à compter de sa signature par les parties, court jusqu'au 31 décembre 2020. Il est expressément convenu que cette convention n'est pas tacitement renouvelable. Une réunion de bilan de l'année écoulée et d'échanges sur les perspectives de l'année suivante préside à tout envoi de nouvelle demande de partenariat.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect des présentes par l'Association, la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées se réserve le droit d'en demander le remboursement, si besoin par voie juridictionnelle.

ARTICLE 8 : LITIGES

Tout litige sera de la compétence du Tribunal administratif de Pau. Néanmoins, les parties s'engagent, en cas de difficulté, à tenter de résoudre le différend sur un terrain amiable.

Fait à Juillan, le

Pour la Communauté d'Agglomération de
Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Pour l'Association Réseau Entreprendre
Adour

Le Président
Gérard TREMEGE

Le Président
Xavier MASSOU

PROJET

C ONVENTION O PÉRATIONNELLE

« Secteur Peyramale –
Marcadal – Champ
commun »

N° de la convention :

Signée le

Approuvée par le Préfet de Région le

LOGOS
Collectivités



DONNONS DU SENS
A L'ACTION FONCIERE

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION	6
1.1 Objet.....	6
1.2 Durée	6
ARTICLE 2 – PERIMETRE D’INTERVENTION	6
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L’EPF	6
3.2 Engagement financier.....	7
3.3 RECOURS A L’EMPRUNT	7
3.4 INTERVENTION D’UN TIERS.....	7
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES PUBLICS	8
4.1 Engagements de la commune.....	8
4.2 Engagements de l’EPCI.....	8
Article 5 – Cofinancement des études pre-operationnelles par l’epf	9
Article 6 – Modalités d’intervention opérationnelle.....	10
6.1 Modalités d’acquisition foncière.....	10
6.2 Durées de la période d’acquisition et du portage foncier.....	12
▪ Durée d’acquisition.....	12
▪ Durée de portage foncier	12
6.3 Conditions de gestion foncière des biens acquis.....	12
6.4 Cession des biens acquis.....	12
▪ Conditions générales de cession	12
6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSIION	13
ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION.....	15
ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION	15
8.1 RESILIATION D’UN COMMUN ACCORD	15
8.2 RESILIATION UNILATERALE	15
ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSIION	16
9.1 Suivi du projet.....	16
9.2 Suivi des biens portés par l’epf.....	16
ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L’ACTION DE L’EPF	16
ARTICLE 11 - CONTENTIEUX	17
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION	17
ANNEXE 2.....	19

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Entre

La commune de Lourdes, représentée par madame Josette Bourdeu, maire, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du conseil municipal en date du.....

Dénommée ci-après "La commune",

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par monsieur Gérard Trémège, président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire en date du.....

Dénommée ci-après
"L'EPCI",

D'une part,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc du Millénaire Bat. 19 - à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, agissant en vertu de la délibération du n°..../.... Bureau en date du, approuvée le par le préfet de Région,

Dénommé ci-après "EPF",

D'autre part,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

PREAMBULE

L'Etablissement public foncier d'Occitanie, est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

La Ville de Lourdes est une commune de près de 14 000 habitants, fortement marquée par sa vocation culturelle et touristique, qui voit depuis plusieurs années sa population reculer du fait aussi d'un développement plutôt sur les communes environnantes.

La Ville de Lourdes s'est engagée dans un projet de revitalisation / requalification de son centre ancien, en lien avec son rôle majeur pour la vocation touristique de la Ville, mais aussi en lien avec sa dimension de pôle de services, d'activités et de commerces pour son bassin de vie.

Ce projet doit permettre de requalifier l'habitat vacant et/ou dégradé du centre ancien, de développer une offre d'habitat nouvelle et de qualité en cœur de ville adaptée aux besoins, de conforter et diversifier la polarité commerciale du centre ancien et de poursuivre l'amélioration des espaces publics.

La commune a été retenue dans l'appel à projet Action Cœur de Ville et définit ainsi, dans un cadre partenarial, un projet multi-thématique pour la requalification de son centre ancien.

Dans ce cadre, elle a identifié comme un enjeu majeur la requalification des rues et places commerçantes de son centre ancien, véritable poumon économique et espace d'attractivité. Par ailleurs, sur ces places et rues commerçantes, la ville compte un certain nombre de commerces et bâtiments vacants dont la remise sur le marché est un enjeu majeur pour leur requalification.

La Communauté d'agglomération a signé avec l'EPF Occitanie un protocole de partenariat le 21 Septembre 2018 qui prévoit notamment comme priorité d'intervention la mise en œuvre d'une politique d'intervention sur certains centres, notamment à Tarbes et à Lourdes, au moyen d'opérations d'ensemble assurant une réelle mixité fonctionnelle (habitat, commerces, espaces et équipements publics) et contribuant au traitement de l'habitat dégradé. Dans ce cadre, la présente convention s'inscrit dans les priorités identifiées dans ce protocole.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu de la mise en place d'une convention opérationnelle.

L'action foncière conduite par l'EPF aura pour finalité :

- Pendant la phase d'élaboration ou de finalisation du projet la réalisation des acquisitions par voie amiable et par délégation des droits de préemption et de priorité et, le cas échéant, par voie de délaissement ;
- Dès validation de ce projet par la collectivité compétente, la maîtrise de l'ensemble des biens nécessaires au projet.

La présente convention opérationnelle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que la collectivité est réputée parfaitement connaître et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention ;
- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

1.1 OBJET

La commune de Lourdes et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées confient à l'EPF qui l'accepte une mission d'acquisitions foncières sur le secteur dit « Peyramale – Marcadal – Champ commun » en vue de réaliser une opération d'aménagement permettant de requalifier la centralité et de développer de l'habitat diversifié, dont au moins 25% de logements locatifs sociaux.

1.2 DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de **huit ans** à compter de son approbation par le préfet de Région.

Cette durée est automatiquement prolongée, sans nécessité d'avenant, en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, jusqu'à l'obtention d'une décision de justice définitive et cession, par l'EPF, des biens concernés.

ARTICLE 2 – PERIMETRE D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur le secteur dit « Peyramale – Marcadal – Champ commun » sis sur la commune de Lourdes dont le périmètre figure en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la commune, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

Conformément à ses statuts, l'EPF conditionne son intervention, à la réalisation de projets publics vertueux assurant la promotion des principes de mixité sociale, fonctionnelle, de développement de la ville durable et de limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

3.1 ENGAGEMENTS OPERATIONNELS

Au titre de la présente convention, l'EPF s'engage :

- à assurer une veille foncière active sur le périmètre d'intervention tel que défini en annexe 1 de la présente convention en recherchant notamment les opportunités d'acquisition à l'amiable et en préemptant chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption, du droit de priorité, et par voie de délaissement ;
- dès validation du projet par la collectivité compétente, et dès lors que l'opération est déclarée d'utilité publique, l'EPF pourra procéder à l'acquisition des derniers tenements nécessaires au projet, soit par voie amiable, soit par voie judiciaire et selon les modalités fixées à l'article 5 de la présente convention ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- à contribuer à la mise en place par la commune des outils fonciers nécessaires à la maîtrise foncière des terrains d'assiette du projet ;
- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (diagnostic de l'état bâtementaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, ...) ;
- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité des sites acquis par l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les intrusions,—nettoyage et défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, ...) et à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;
- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager... Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente ;
- à aider, si la commune en fait la demande, à la consultation et aux choix d'un bailleur social ou d'un aménageur.

3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à **1 000 000 €**.

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année. Dans le cas où l'EPF ne pourrait procéder aux acquisitions et travaux envisagés au regard des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à la commune.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

3.3 RECOURS A L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération.

Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par les collectivités signataires ou toute autre collectivité territoriale intéressée au projet.

3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission: bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à l'Etat et ses établissements publics.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES PUBLICS

4.1 ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Au titre de la présente, la commune s'engage :

- à élaborer ou mettre à jour son programme d'études et leur calendrier prévisionnel de réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPF tout en l'associant au comité de pilotage des dites études ;
- à rechercher un certain niveau de qualité dans la réalisation de son projet et à réaliser, à ce titre, des opérations d'aménagement ou de construction sur le foncier acquis par l'EPF:
 - dans le cadre de démarches vertueuses en termes de villes et territoires durables alliant qualité architecturale et urbaine, respect de l'environnement existant et de l'identité locale ;
 - en promouvant, lorsque c'est possible, des outils et des techniques constructives innovantes sur le champ des matériaux, des énergies, des usages ;
- à associer l'EPF à la rédaction du ou des cahiers des charges en vue du choix d'un aménageur, d'un maître d'œuvre, ou d'un bureau d'études (participation d'un représentant de l'EPF au jury ou commission ad hoc) ;
- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,...), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique.
- à inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPF, l'année précédant leur cession à son profit ;
- à transmettre dès notification de la présente à l'EPF, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations ou arrêtés relatifs au droit de préemption, données SIG, documents d'urbanisme...).

4.2 ENGAGEMENTS DE L'EPCI

Conformément au protocole d'accord signé le 21 septembre 2018, la Communauté d'agglomération s'engage :

- à mener les procédures d'évolution des documents d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre du projet objet de la convention ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- à assister la commune dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière et la mise en œuvre du projet ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet de la collectivité.

Par ailleurs, elle s'engage :

- à apporter son appui à la commune pour le relogement des occupants en application de l'article L.314-1 du code de l'urbanisme ;
- à inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPF si la commune la sollicite pour se substituer à la garantie de rachat après validation du Conseil communautaire sur la base d'une demande motivée de la commune.

ARTICLE 5 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;
- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation...) ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019

Après service fait dument constaté par la commune, et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisés dans le calcul du prix revient par l'EPF.

Cependant, dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la commune ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer- après mise en demeure restée infructueuse- le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

ARTICLE 6 – MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE

6.1 MODALITES D'ACQUISITION FONCIERE

L'EPF s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre défini à l'article 2, soit à l'amiable, soit par exercice des droits de préemption et de priorité définis par le code de l'urbanisme s'il en est délégataire ou titulaire soit, le cas échéant, par voie d'expropriation.

L'EPF peut également procéder, à la demande de la collectivité, à l'acquisition de biens faisant l'objet d'une procédure de délaissement en application des articles L. 211-5, L.212-3 et L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF est réalisé dans la limite du prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis est obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

Les acquisitions seront formalisées par acte notarié.

■ Acquisition à l'amiable

La commune informe l'EPF des opportunités de cession jugées intéressantes pour le futur projet dans la mesure où elle en a connaissance.

L'EPF, sous réserves des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, rappelées précédemment, procède à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre défini en annexe 1 de la présente.

Un accord écrit du représentant habilité de la commune sera demandé préalablement à toute acquisition amiable par EPF.

L'EPF informe par courrier ou courriel la commune dès signature d'un acte d'acquisition ou tout avant contrat de vente.

■ Acquisition par délégation du droit de préemption à l'EPF

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice des droits de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

■ Acquisition par délégation du droit de priorité à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice du droit de priorité conformément aux dispositions des articles L.240-1 et L.213-3 du code de l'urbanisme sur le périmètre visé à l'article 2 de la présente convention.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

Dans le délai légal des deux mois pour notifier la décision de préemption au propriétaire, l'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques.

■ Acquisition par voie de délaissement

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition, par voie amiable ou le cas échéant, par voie judiciaire, du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquiescer.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que dès lors qu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

■ Acquisition par la procédure d'expropriation

Si l'autorité compétente décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habilitier l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans ces hypothèses, l'EPF procédera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

6.2 DUREES DE LA PERIODE D'ACQUISITION ET DU PORTAGE FONCIER

▪ Durée d'acquisition

L'EPF procède aux acquisitions pendant toute la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

▪ Durée de portage foncier

La durée de portage des biens acquis par l'EPF, y compris ceux acquis au titre de la convention pré opérationnelle, s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

6.3 CONDITIONS DE GESTION FONCIERE DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu, qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion des dits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de la commune de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par la commune. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

6.4 CESSIION DES BIENS ACQUIS

▪ Conditions générales de cession

Les biens acquis par l'EPF ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à l'opérateur désigné par la collectivité suivant les règles concurrentielles en vigueur pour réaliser son opération. A défaut d'une telle désignation, la commune s'engage, d'une part à racheter l'ensemble des biens acquis par l'EPF dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que la commune, celle-ci se réalise sur la base:

- d'une part, d'un cahier des charges joint à l'acte de vente approuvé par la commune ou l'EPCI et précisant les droits et obligations du preneur ;
- d'autre part, d'un bilan financier de l'opération approuvé dans les mêmes conditions.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié ou par acte administratif aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

toute cession.

■ Cession à la demande de la collectivité

Si la collectivité en fait la demande, les biens acquis peuvent être cédés avant l'échéance de la convention à son profit ou à celui de l'opérateur économique qu'elle aura désigné en vue de la réalisation de l'opération.

■ Cession à la demande de l'EPF

Au cas où la collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné, souhaite entreprendre des travaux sur des biens acquis par l'EPF durant la période de portage en vue de la réalisation du projet d'aménagement, elle devra en faire préalablement la demande par écrit à l'EPF pour accord. Selon l'état d'avancement du projet et la nature des travaux, l'EPF se réservera alors la possibilité de proposer une cession de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION

■ Cession au prix de revient

Dans le cas de cession à la commune ou l'opérateur qu'elle aura désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant:

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux acquisitions :
 - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions... ;
 - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
 - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
 - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
 - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais de portage : impôts fonciers, assurances... ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,...) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;
- les frais financiers liés au remboursement éventuel de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

La première actualisation est appliquée le 1er janvier de la quatrième année qui suit la date du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon des dispositifs en vigueur.

■ Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques

À défaut de désignation d'un opérateur économique par la collectivité cocontractante ou en cas de dévoiement par celle-ci de l'objet de la convention, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

■ Régime de TVA

Quel que soit le prix de cession, l'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

■ Paiement du prix

En cas de cession à la commune ou l'EPCI ou tout opérateur économique soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

■ Apurement des comptes

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;
- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention, ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

L'EPF, la commune et la communauté de communes conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention, notamment à travers un bilan annuel d'exécution.

Cette démarche s'effectue à travers un comité de pilotage associant les collectivités et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de l'un des signataires de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

La commune est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier,

- dans un délai maximum de six mois suivant la décision de résiliation ;
- ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 6 mois au moment de la résiliation.

Pour ce faire la collectivité s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

8.2 RESILIATION UNILATERALE

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

Toutefois, l'EPF se réserve la possibilité, un mois après mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- si, passé le délai visé à l'article 4 de la présente convention, il est constaté que la collectivité n'a pas exécuté ses engagements contractuels ;
- s'il est constaté que l'opération envisagée par la collectivité ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, l'EPF se réserve la possibilité :

- soit d'exiger de la collectivité de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la décision de résiliation, avec une majoration du prix d'acquisition initial au taux annuel de 5% à compter des dates de comptabilisation des dépenses d'acquisition des biens ;
- soit de céder les biens en cause au profit d'un bailleur social, ou tout autre

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION

9.1 SUIVI DU PROJET

La collectivité, et le cas échéant, l'opérateur qu'elle aura désigné, s'engage :

- à réaliser sur les biens dont l'EPF a assuré le portage le projet d'aménagement défini dans le cadre conventionnel ;
- à fournir tout élément permettant d'attester de la conformité de la réalisation à l'objet de la présente convention, une fois l'opération achevée.

L'EPF se réserve le droit de demander à la collectivité ou son opérateur tout élément permettant d'attester de la réalisation de l'opération.

A défaut de pouvoir justifier de l'état d'avancement d'un projet conforme, la collectivité, ou son opérateur, pourront se voir appliquer les pénalités définies dans l'acte de cession des biens en cause, conformément aux dispositions du PPI et du règlement d'intervention en vigueur.

9.2 SUIVI DES BIENS PORTES PAR L'EPF

Sans préjudice des dispositions précédentes, si la commune et/ou l'EPCI réalise une plus-value foncière en cas de cession des biens portés par l'EPF dans les six ans qui suivent leur acquisition à l'établissement, la plus-value réalisée devra être reversée pour moitié à l'EPF.

La plus-value s'entend comme la différence entre le prix de cession du bien par la collectivité ou l'EPCI et le prix de l'acquisition à l'EPF, stipulé dans le ou les actes de vente, diminué :

- des dépenses et frais de gestion inhérents aux biens en cause ;
- des dépenses de construction, de reconstruction, d'entretien ;
- des frais de voirie, réseaux et distribution en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Cette différence est actualisée en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ces dispositions seront reportées dans tout acte de cession de biens.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L'ACTION DE L'EPF

La commune s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, la commune apposera le logo de l'EPF sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Elle citera également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans le dossier de presse du projet.

La commune s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019

intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication de la collectivité, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement sur tous supports.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention...) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à

Le

En exemplaires originaux

L'établissement public foncier d'Occitanie	La communauté d'agglomération Tarbes- Lourdes-Pyrénées	La commune de Lourdes
La directrice générale,	Le président,	Le maire,
Sophie Lafenêtre	Gérard Trémège	Josette Bourdeu

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019
Des Pyrénées / Commune de

ANNEXE 2

JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION DU BIEN

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de la commune qui l'accepte expressément, les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune et de l'établissement public foncier.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'établissement public foncier.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à la commune.

La commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procédera avant tout transfert de garde :

- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage... Elle peut à cet effet passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

La commune ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui est transférée.

Elle est par ailleurs tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'établissement public foncier, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la collectivité, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;

- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après chaque évènement climatique exceptionnel ;
- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;
- d'informer sous trois jours maximum l'établissement public foncier des évènements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, ...
- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- Cas des biens occupés à la date de mise en gestion

La commune se substitue à l'EPF et assume à ce titre toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à la dite occupation (bail, convention d'occupation précaire...). Il est à ce titre précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité.
- Les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

Elle souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.... et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

La commune rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

La commune est garante des obligations d'assurance des occupants, à ce titre, l'occupant justifie auprès de la collectivité d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- Cas des biens devenus vacants

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, la commune informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ARTICLE 4 : DEPENSES

L'établissement public foncier acquitte uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant (ces impôts seront pris en compte dans le calcul du prix de revient du bien lors de la cession comme stipulé dans la présente convention) ; la taxe d'habitation est prise en charge par la collectivité, le cas échéant.

La commune supportera la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens dont la gestion et la garde sont transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété).

En deux exemplaires originaux.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

C ONVENTION O PÉRATIONNELLE

« Secteur Rochers »

N° de la convention :

Signée le

Approuvée par le Préfet de Région le

LOGOS
Collectivités



DONNONS DU SENS

A L'ACTION FONCIERE

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION	6
1.1 Objet.....	6
1.2 Durée	6
ARTICLE 2 – PERIMETRE D’INTERVENTION	6
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L’EPF	6
3.2 Engagement financier.....	7
3.3 RECOURS A L’EMPRUNT	7
3.4 INTERVENTION D’UN TIERS.....	7
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES PUBLICS	8
4.1 Engagements de la commune.....	8
4.2 Engagements de l’EPCI.....	8
Article 5 – Cofinancement des études pre-operationnelles par l’epf	9
Article 6 – Modalités d’intervention opérationnelle.....	10
6.1 Modalités d’acquisition foncière.....	10
6.2 Durées de la période d’acquisition et du portage foncier.....	12
▪ Durée d’acquisition.....	12
▪ Durée de portage foncier	12
6.3 Conditions de gestion foncière des biens acquis.....	12
6.4 Cession des biens acquis.....	12
▪ Conditions générales de cession	12
6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION	13
ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION.....	15
ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION	15
8.1 RESILIATION D’UN COMMUN ACCORD	15
8.2 RESILIATION UNILATERALE	15
ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION	16
9.1 Suivi du projet.....	16
9.2 Suivi des biens portés par l’epf.....	16
ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L’ACTION DE L’EPF	16
ARTICLE 11 - CONTENTIEUX	17
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION	17
ANNEXE 2.....	19

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Entre

La commune de Lourdes, représentée par madame Josette Bourdeu, maire, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du conseil municipal en date du.....

Dénommée ci-après "La commune",

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par monsieur Gérard Trémège, président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire en date du.....

Dénommée ci-après
"L'EPCI",

D'une part,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc du Millénaire Bat. 19 - à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, agissant en vertu de la délibération du n°..../.... Bureau en date du, approuvée le par le préfet de Région,

Dénommé ci-après "EPF",

D'autre part,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

PREAMBULE

L'Etablissement public foncier d'Occitanie, est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

La Ville de Lourdes est une commune de près de 14 000 habitants, fortement marquée par sa vocation culturelle et touristique, qui voit depuis plusieurs années sa population reculer du fait aussi d'un développement plutôt sur les communes environnantes.

La Ville de Lourdes s'est engagée dans un projet de revitalisation / requalification de son centre ancien, en lien avec son rôle majeur pour la vocation touristique de la Ville, mais aussi en lien avec sa dimension de pôle de services, d'activités et de commerces pour son bassin de vie.

Ce projet doit permettre de requalifier l'habitat vacant et/ou dégradé du centre ancien, de développer une offre d'habitat nouvelle et de qualité en cœur de ville adaptée aux besoins, de conforter et diversifier la polarité commerciale du centre ancien et de poursuivre l'amélioration des espaces publics.

La commune a été retenue dans l'appel à projet Action Cœur de Ville et définit ainsi, dans un cadre partenarial, un projet multi-thématique pour la requalification de son centre ancien.

Elle a aussi mené des études dans le cadre de la mise en place d'une Opah de Renouvellement Urbain identifiant plus précisément des immeubles ou des îlots pour lesquels il existe des enjeux de maîtrise foncière et de requalification globale dans le cadre d'un projet d'ensemble.

Dans ce cadre, elle a identifié dans le secteur dit des « Rochers » (rue des Rochers) plusieurs bâtiments ou fonciers pouvant faire l'objet d'opérations de requalification et/ou de démolition-reconstruction en vue de développer une offre d'habitat de qualité et diversifiée. Ce projet d'aménagement est l'objet de la présente convention.

La Communauté d'agglomération a signé avec l'EPF Occitanie un protocole de partenariat le 21 Septembre 2018 qui prévoit notamment comme priorité d'intervention la mise en œuvre d'une politique d'intervention sur certains centres, notamment à Tarbes et à Lourdes, au moyen d'opérations d'ensemble assurant une réelle mixité fonctionnelle

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

(habitat, commerces, espaces et équipements publics) et contribuant au traitement de l'habitat dégradé. Dans ce cadre, la présente convention s'inscrit dans les priorités identifiées dans ce protocole.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu de la mise en place d'une convention opérationnelle.

L'action foncière conduite par l'EPF aura pour finalité :

- Pendant la phase d'élaboration ou de finalisation du projet la réalisation des acquisitions par voie amiable et par délégation des droits de préemption et de priorité et, le cas échéant, par voie de délaissement ;
- Dès validation de ce projet par la collectivité compétente, la maîtrise de l'ensemble des biens nécessaires au projet.

La présente convention opérationnelle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que la collectivité est réputée parfaitement connaître et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention ;
- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

1.1 OBJET

La commune de Lourdes et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées confient à l'EPF qui l'accepte une mission d'acquisitions foncières sur le secteur dit « Rochers » en vue de réaliser une opération d'aménagement permettant de requalifier la centralité et de développer de l'habitat diversifié, dont au moins 25% de logements locatifs sociaux.

1.2 DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de **huit ans** à compter de son approbation par le préfet de Région.

Cette durée est automatiquement prolongée, sans nécessité d'avenant, en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, jusqu'à l'obtention d'une décision de justice définitive et cession, par l'EPF, des biens concernés.

ARTICLE 2 – PERIMETRE D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur le secteur dit « Rochers » sis sur la commune de Lourdes dont le périmètre figure en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la commune, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

Conformément à ses statuts, l'EPF conditionne son intervention, à la réalisation de projets publics vertueux assurant la promotion des principes de mixité sociale, fonctionnelle, de développement de la ville durable et de limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

3.1 ENGAGEMENTS OPERATIONNELS

Au titre de la présente convention, l'EPF s'engage :

- à assurer une veille foncière active sur le périmètre d'intervention tel que défini en annexe 1 de la présente convention en recherchant notamment les opportunités d'acquisition à l'amiable et en préemptant chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption, du droit de priorité, et par voie de délaissement ;
- dès validation du projet par la collectivité compétente, et dès lors que l'opération est déclarée d'utilité publique, l'EPF pourra procéder à l'acquisition des derniers tenements nécessaires au projet, soit par voie amiable, soit par voie judiciaire et selon les modalités fixées à l'article 5 de la présente convention ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- à contribuer à la mise en place par la commune des outils fonciers nécessaires à la maîtrise foncière des terrains d'assiette du projet ;
- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (diagnostic de l'état bâtementaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, ...) ;
- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité des sites acquis par l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les intrusions,—nettoyage et défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, ...) et à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;
- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager... Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente ;
- à aider, si la commune en fait la demande, à la consultation et aux choix d'un bailleur social ou d'un aménageur.

3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à **350 000 €**.

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année. Dans le cas où l'EPF ne pourrait procéder aux acquisitions et travaux envisagés au regard des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à la commune.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

3.3 RECOURS A L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération.

Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par les collectivités signataires ou toute autre collectivité territoriale intéressée au projet.

3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission: bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à l'Etat et ses établissements publics.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES PUBLICS

4.1 ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Au titre de la présente, la commune s'engage :

- à élaborer ou mettre à jour son programme d'études et leur calendrier prévisionnel de réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPF tout en l'associant au comité de pilotage des dites études ;
- à rechercher un certain niveau de qualité dans la réalisation de son projet et à réaliser, à ce titre, des opérations d'aménagement ou de construction sur le foncier acquis par l'EPF:
 - dans le cadre de démarches vertueuses en termes de villes et territoires durables alliant qualité architecturale et urbaine, respect de l'environnement existant et de l'identité locale ;
 - en promouvant, lorsque c'est possible, des outils et des techniques constructives innovantes sur le champ des matériaux, des énergies, des usages ;
- à associer l'EPF à la rédaction du ou des cahiers des charges en vue du choix d'un aménageur, d'un maître d'œuvre, ou d'un bureau d'études (participation d'un représentant de l'EPF au jury ou commission ad hoc) ;
- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,...), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique.
- à inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPF, l'année précédant leur cession à son profit ;
- à transmettre dès notification de la présente à l'EPF, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations ou arrêtés relatifs au droit de préemption, données SIG, documents d'urbanisme...).

4.2 ENGAGEMENTS DE L'EPCI

Conformément au protocole d'accord signé le 21 septembre 2018, la Communauté d'agglomération s'engage :

- à mener les procédures d'évolution des documents d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre du projet objet de la convention ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019

- à assister la commune dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière et la mise en œuvre du projet ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet de la collectivité.

Par ailleurs, elle s'engage :

- à apporter son appui à la commune pour le relogement des occupants en application de l'article L.314-1 du code de l'urbanisme ;
- à inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPF si la commune la sollicite pour se substituer à la garantie de rachat après validation du Conseil communautaire sur la base d'une demande motivée de la commune.

ARTICLE 5 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;
- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation...) ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Après service fait dument constaté par la commune, et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisés dans le calcul du prix revient par l'EPF.

Cependant, dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la commune ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer- après mise en demeure restée infructueuse- le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

ARTICLE 6 – MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE

6.1 MODALITES D'ACQUISITION FONCIERE

L'EPF s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre défini à l'article 2, soit à l'amiable, soit par exercice des droits de préemption et de priorité définis par le code de l'urbanisme s'il en est délégataire ou titulaire soit, le cas échéant, par voie d'expropriation.

L'EPF peut également procéder, à la demande de la collectivité, à l'acquisition de biens faisant l'objet d'une procédure de délaissement en application des articles L. 211-5, L.212-3 et L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF est réalisé dans la limite du prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis est obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

Les acquisitions seront formalisées par acte notarié.

■ Acquisition à l'amiable

La commune informe l'EPF des opportunités de cession jugées intéressantes pour le futur projet dans la mesure où elle en a connaissance.

L'EPF, sous réserves des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, rappelées précédemment, procède à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre défini en annexe 1 de la présente.

Un accord écrit du représentant habilité de la commune sera demandé préalablement à toute acquisition amiable par EPF.

L'EPF informe par courrier ou courriel la commune dès signature d'un acte d'acquisition ou tout avant contrat de vente.

■ Acquisition par délégation du droit de préemption à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice des droits de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

■ Acquisition par délégation du droit de priorité à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice du droit de priorité conformément aux dispositions des articles L.240-1 et L.213-3 du code de l'urbanisme sur le périmètre visé à l'article 2 de la présente convention.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

Dans le délai légal des deux mois pour notifier la décision de préemption au propriétaire, l'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques.

■ Acquisition par voie de délaissement

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition, par voie amiable ou le cas échéant, par voie judiciaire, du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquiescer.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que dès lors qu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

■ Acquisition par la procédure d'expropriation

Si l'autorité compétente décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habilitier l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans ces hypothèses, l'EPF procédera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019

6.2 DUREES DE LA PERIODE D'ACQUISITION ET DU PORTAGE FONCIER

▪ Durée d'acquisition

L'EPF procède aux acquisitions pendant toute la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

▪ Durée de portage foncier

La durée de portage des biens acquis par l'EPF, y compris ceux acquis au titre de la convention pré opérationnelle, s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

6.3 CONDITIONS DE GESTION FONCIERE DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu, qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion des dits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de la commune de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par la commune. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

6.4 CESSIION DES BIENS ACQUIS

▪ Conditions générales de cession

Les biens acquis par l'EPF ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à l'opérateur désigné par la collectivité suivant les règles concurrentielles en vigueur pour réaliser son opération. A défaut d'une telle désignation, la commune s'engage, d'une part à racheter l'ensemble des biens acquis par l'EPF dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que la commune, celle-ci se réalise sur la base:

- d'une part, d'un cahier des charges joint à l'acte de vente approuvé par la commune ou l'EPCI et précisant les droits et obligations du preneur ;
- d'autre part, d'un bilan financier de l'opération approuvé dans les mêmes conditions.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié ou par acte administratif aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à toute cession.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

■ Cession à la demande de la collectivité

Si la collectivité en fait la demande, les biens acquis peuvent être cédés avant l'échéance de la convention à son profit ou à celui de l'opérateur économique qu'elle aura désigné en vue de la réalisation de l'opération.

■ Cession à la demande de l'EPF

Au cas où la collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné, souhaite entreprendre des travaux sur des biens acquis par l'EPF durant la période de portage en vue de la réalisation du projet d'aménagement, elle devra en faire préalablement la demande par écrit à l'EPF pour accord. Selon l'état d'avancement du projet et la nature des travaux, l'EPF se réservera alors la possibilité de proposer une cession de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION

■ Cession au prix de revient

Dans le cas de cession à la commune ou l'opérateur qu'elle aura désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant :

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux acquisitions :
 - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions... ;
 - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
 - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
 - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
 - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais de portage : impôts fonciers, assurances... ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,...) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;
- les frais financiers liés au remboursement éventuel de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

l'actualisation).

La première actualisation est appliquée le 1er janvier de la quatrième année qui suit la date du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon des dispositifs en vigueur.

■ Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques

À défaut de désignation d'un opérateur économique par la collectivité cocontractante ou en cas de dévoiement par celle-ci de l'objet de la convention, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

■ Régime de TVA

Quel que soit le prix de cession, l'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

■ Paiement du prix

En cas de cession à la commune ou l'EPCI ou tout opérateur économique soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

■ Apurement des comptes

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;
- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention, ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

L'EPF, la commune et la communauté de communes conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention, notamment à travers un bilan annuel d'exécution.

Cette démarche s'effectue à travers un comité de pilotage associant les collectivités et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de l'un des signataires de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

La commune est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier,

- dans un délai maximum de six mois suivant la décision de résiliation ;
- ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 6 mois au moment de la résiliation.

Pour ce faire la collectivité s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

8.2 RESILIATION UNILATERALE

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

Toutefois, l'EPF se réserve la possibilité, un mois après mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- si, passé le délai visé à l'article 4 de la présente convention, il est constaté que la collectivité n'a pas exécuté ses engagements contractuels ;
- s'il est constaté que l'opération envisagée par la collectivité ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, l'EPF se réserve la possibilité :

- soit d'exiger de la collectivité de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la décision de résiliation, avec une majoration du prix d'acquisition initial au taux annuel de 5% à compter des dates de comptabilisation des dépenses d'acquisition des biens ;
- soit de céder les biens en cause au profit d'un bailleur social, ou tout autre

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION

9.1 SUIVI DU PROJET

La collectivité, et le cas échéant, l'opérateur qu'elle aura désigné, s'engage :

- à réaliser sur les biens dont l'EPF a assuré le portage le projet d'aménagement défini dans le cadre conventionnel ;
- à fournir tout élément permettant d'attester de la conformité de la réalisation à l'objet de la présente convention, une fois l'opération achevée.

L'EPF se réserve le droit de demander à la collectivité ou son opérateur tout élément permettant d'attester de la réalisation de l'opération.

A défaut de pouvoir justifier de l'état d'avancement d'un projet conforme, la collectivité, ou son opérateur, pourront se voir appliquer les pénalités définies dans l'acte de cession des biens en cause, conformément aux dispositions du PPI et du règlement d'intervention en vigueur.

9.2 SUIVI DES BIENS PORTES PAR L'EPF

Sans préjudice des dispositions précédentes, si la commune et/ou l'EPCI réalise une plus-value foncière en cas de cession des biens portés par l'EPF dans les six ans qui suivent leur acquisition à l'établissement, la plus-value réalisée devra être reversée pour moitié à l'EPF.

La plus-value s'entend comme la différence entre le prix de cession du bien par la collectivité ou l'EPCI et le prix de l'acquisition à l'EPF, stipulé dans le ou les actes de vente, diminué :

- des dépenses et frais de gestion inhérents aux biens en cause ;
- des dépenses de construction, de reconstruction, d'entretien ;
- des frais de voirie, réseaux et distribution en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Cette différence est actualisée en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ces dispositions seront reportées dans tout acte de cession de biens.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L'ACTION DE L'EPF

La commune s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, la commune apposera le logo de l'EPF sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Elle citera également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans le dossier de presse du projet.

La commune s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication de la collectivité, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement sur tous supports.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention...) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à

Le

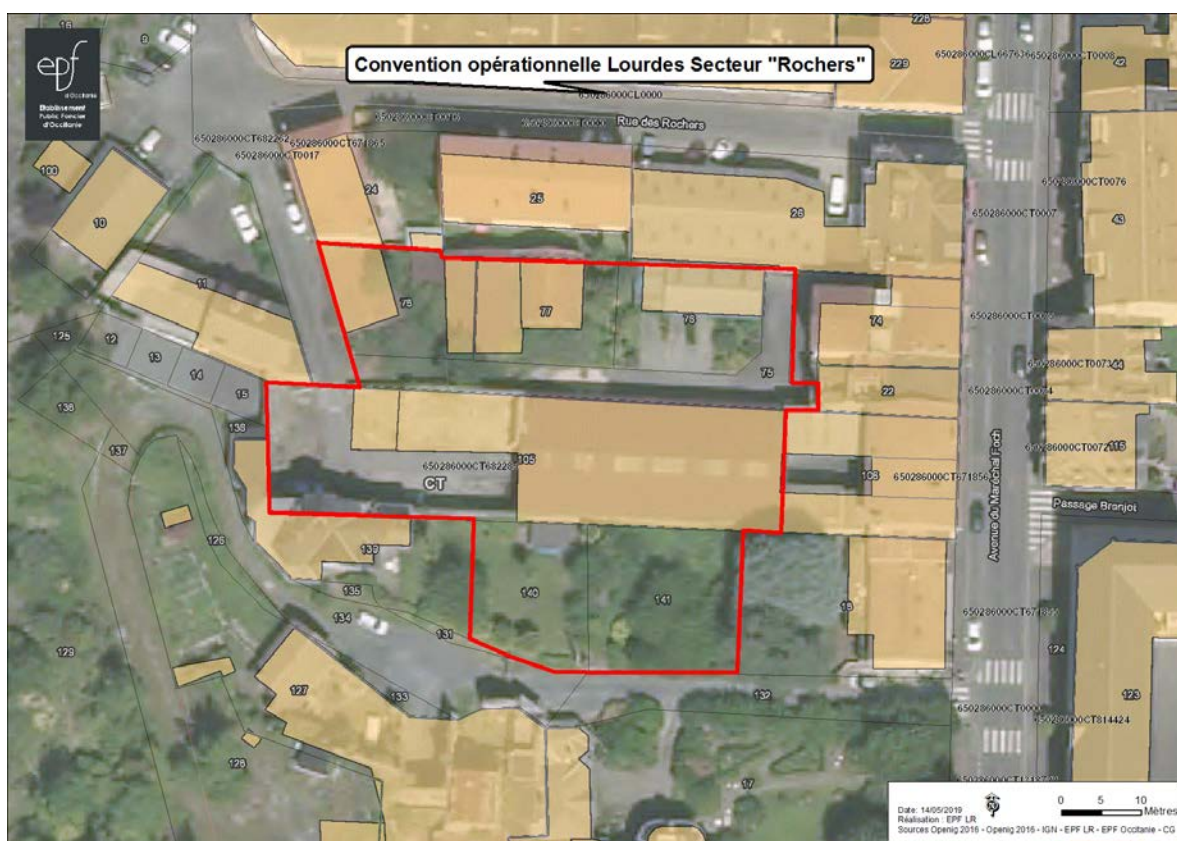
En exemplaires originaux

L'établissement public foncier d'Occitanie	La communauté d'agglomération Tarbes- Lourdes-Pyrénées	La commune de Lourdes
La directrice générale,	Le président,	Le maire,
Sophie Lafenêtre	Gérard Trémège	Josette Bourdeu

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception en préfecture : 01/10/2019

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ANNEXE 2

JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION DU BIEN

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de la commune qui l'accepte expressément, les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune et de l'établissement public foncier.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'établissement public foncier.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à la commune.

La commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procédera avant tout transfert de garde :

- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage... Elle peut à cet effet passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

La commune ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui est transférée.

Elle est par ailleurs tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'établissement public foncier, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la collectivité, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;

- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après chaque évènement climatique exceptionnel ;
- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;
- d'informer sous trois jours maximum l'établissement public foncier des évènements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, ...
- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- Cas des biens occupés à la date de mise en gestion

La commune se substitue à l'EPF et assume à ce titre toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à la dite occupation (bail, convention d'occupation précaire...). Il est à ce titre précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité.
- Les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

Elle souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.... et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

La commune rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

La commune est garante des obligations d'assurance des occupants, à ce titre, l'occupant justifie auprès de la collectivité d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- Cas des biens devenus vacants

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, la commune informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

C ONVENTION O PÉRATIONNELLE

Commune de Tarbes (65)
« Rue Brauhauban »

Opération d'aménagement – Axe 1

N° de la convention :

Signée le

Approuvée par le Préfet de Région le



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION	6
1.1 Objet.....	6
1.2 Durée	6
ARTICLE 2 – PERIMETRE D’INTERVENTION	6
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L’EPF	6
3.2 Engagement financier.....	7
3.3 RECOURS A L’EMPRUNT	7
3.4 INTERVENTION D’UN TIERS.....	7
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES PUBLICS	8
4.1 Engagements de la commune.....	8
4.2 Engagements de l’EPCI	8
Article 5 – Cofinancement des études pré-opérationnelles par l’epf	9
Article 6 – Modalités d’intervention opérationnelle.....	10
6.1 Modalités d’acquisition foncière	10
6.2 Durées de la période d’acquisition et du portage foncier.....	11
▪ Durée d’acquisition.....	12
▪ Durée de portage foncier	12
6.3 Conditions de gestion foncière des biens acquis.....	12
6.4 Cession des biens acquis.....	12
▪ Conditions générales de cession	12
6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION	13
ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION.....	15
ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION	15
8.1 RESILIATION D’UN COMMUN ACCORD	15
8.2 RESILIATION UNILATERALE	15
ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION	16
9.1 Suivi du projet.....	16
9.2 Suivi des biens portés par l’epf.....	16
ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L’ACTION DE L’EPF	16
ARTICLE 11 - CONTENTIEUX	17
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION	17
ANNEXE 1.....	18
ANNEXE 2.....	19

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

Entre

La commune de Tarbes, représentée par Madame Anne-Marie ARGOUNES, adjointe au maire, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du conseil municipal en date du.....

Dénommée ci-après "La commune",

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par Monsieur Gérard TRÉMÈGE, président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire en date du.....

Dénommée ci-après "L'EPCI ",

D'une part,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc du Millénaire Bat. 19 – à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par Madame Sophie LAFENÊTRE, directrice générale, agissant en vertu de la délibération du n°....../.... Bureau en date du, approuvée le par le préfet de Région,

Dénommé ci-après "EPF",

D'autre part,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyrénées / Commune de Tarbes

PREAMBULE

L'Etablissement public foncier d'Occitanie est un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi que, à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

La Ville de Tarbes est une ville de plus de 41 000 habitants, aujourd'hui pôle d'emplois, de services et d'équipements pour tout son bassin de vie.

Malgré son attractivité, la Ville a perdu des habitants, notamment dans son cœur de ville : attirés par une offre pavillonnaire, les jeunes ménages et les actifs préférant s'installer en périphérie au détriment du cœur de ville dont la population, en partie paupérisée, accuse un vieillissement marqué. Depuis 2016, toutefois, la Ville regagne des habitants.

La Ville connaît un réel dynamisme commercial dans son centre, renforcé par les aménagements urbains réalisés et les projets de développement d'espaces commerciaux, d'équipements culturels et de services en cœur de ville.

Pour autant, le cœur de ville compte un nombre important de logements vacants et possède sur certains linéaires des cellules commerciales sans affectation. C'est notamment le cas le long de la rue Brauhauban, artère commerciale majeure du centre-ville, qui concentre quelques immeubles de grande taille entièrement ou partiellement vacants dans des états différents de dégradation. Les raisons de cette vacance sont multiples : inadéquation entre l'offre et la demande de logements, dégradation du bâti, problème d'agencement et de fonctionnement des immeubles, problématiques de dureté foncière dans des situations d'indivision ou de copropriétés,...

La Ville est lauréate du dispositif Action Cœur de ville et développe dans ce cadre un projet global et transversal de redynamisation de son cœur de ville avec l'ensemble de ses partenaires. Elle a aussi lancé une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain pour favoriser la dynamique de réhabilitation et de mise en valeur patrimoniale de son bâti en centre ancien. Ces dispositifs doivent aussi permettre de développer une offre d'habitat de qualité en cœur de ville et diversifiée pour attirer

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyrénées / Commune de Tarbes

de nouveaux ménages, notamment des ménages familiaux. Ils doivent, par ailleurs, permettre de renforcer l'armature commerciale sur les linéaires stratégiques.

La communauté d'agglomération a signé avec l'EPF Occitanie un protocole de partenariat le 21 Septembre 2018 qui prévoit notamment comme priorité d'intervention la mise en œuvre d'une politique d'intervention sur certains centres, notamment à Tarbes et à Lourdes, au moyen d'opérations d'ensemble assurant une réelle mixité fonctionnelle (habitat, commerces, espaces et équipements publics) et contribuant au traitement de l'habitat dégradé. Dans ce cadre, la présente convention s'inscrit dans les priorités identifiées dans ce protocole.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu de la mise en place d'une convention opérationnelle.

L'action foncière conduite par l'EPF aura pour finalité :

- Pendant la phase d'élaboration ou de finalisation du projet, la réalisation des acquisitions par voie amiable et par délégation des droits de préemption et de priorité et, le cas échéant, par voie de délaissement ;
- Dès validation de ce projet par la collectivité compétente, la maîtrise de l'ensemble des biens nécessaires au projet.

La présente convention opérationnelle vise à :

- définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que la collectivité est réputée parfaitement connaître et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention ;
- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

1.1 OBJET

La commune de Tarbes et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées confient à l'EPF, qui l'accepte, une mission d'acquisitions foncières sur le secteur dit « Rue Brauhauban » en vue de réaliser une opération d'aménagement permettant de requalifier la centralité et de développer de l'habitat diversifié, dont au moins 25% de logements locatifs sociaux.

1.2 DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de **huit ans** à compter de son approbation par le préfet de Région.

Cette durée est automatiquement prolongée, sans nécessité d'avenant, en cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière, jusqu'à l'obtention d'une décision de justice définitive et cession, par l'EPF, des biens concernés.

ARTICLE 2 – PERIMETRE D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur le secteur dit « Rue Brauhauban » sis sur la commune de Tarbes dont le périmètre figure en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la commune, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

Conformément à ses statuts, l'EPF conditionne son intervention à la réalisation de projets publics vertueux assurant la promotion des principes de mixité sociale, fonctionnelle, de développement de la ville durable et de limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

3.1 ENGAGEMENTS OPERATIONNELS

Au titre de la présente convention, l'EPF s'engage :

- à assurer une veille foncière active sur le périmètre d'intervention, tel que défini en annexe 1 de la présente convention, en recherchant notamment les opportunités d'acquisition à l'amiable et en préemptant chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption, du droit de priorité, et par voie de délaissement ;
- dès validation du projet par la collectivité compétente, et dès lors que l'opération est déclarée d'utilité publique, l'EPF pourra procéder à l'acquisition des derniers tenements nécessaires au projet, soit par voie amiable, soit par voie judiciaire et selon les modalités fixées à l'article 5 de la présente convention ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

- à contribuer à la mise en place par la commune des outils fonciers nécessaires à la maîtrise foncière des terrains d'assiette du projet ;
- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (diagnostic de l'état bâtementaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, ...) ;
- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité des sites acquis par l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les intrusions, nettoyage et défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, ...) et, à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;
- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager... Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente ;
- à aider, si la commune en fait la demande, à la consultation et aux choix d'un bailleur social ou d'un aménageur.

3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à **2 000 000 €**.

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année. Dans le cas où l'EPF ne pourrait procéder aux acquisitions et travaux envisagés au regard des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à la commune.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

3.3 RECOURS A L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire avec l'accord préalable de la collectivité, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération. Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par les collectivités signataires ou toute autre collectivité territoriale intéressée au projet.

3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission : bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à l'Etat et ses établissements publics.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES PUBLICS

4.1 ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Au titre de la présente, la commune s'engage :

- à élaborer ou mettre à jour son programme d'études et leur calendrier prévisionnel de réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPF tout en l'associant au comité de pilotage des dites études ;
- à rechercher un certain niveau de qualité dans la réalisation de son projet et à réaliser, à ce titre, des opérations d'aménagement ou de construction sur le foncier acquis par l'EPF:
 - dans le cadre de démarches vertueuses en termes de villes et territoires durables alliant qualité architecturale et urbaine, respect de l'environnement existant et de l'identité locale ;
 - en promouvant, lorsque c'est possible, des outils et des techniques constructives innovantes sur le champ des matériaux, des énergies, des usages ;
- à associer l'EPF à la rédaction du ou des cahiers des charges en vue du choix d'un aménageur, d'un maître d'œuvre, ou d'un bureau d'études (participation d'un représentant de l'EPF au jury ou commission ad hoc) ;
- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,...), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce ou, à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique ;
- à inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPF, l'année précédant leur cession à son profit ;
- à transmettre dès notification de la présente à l'EPF, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations ou arrêtés relatifs au droit de préemption, données SIG, documents d'urbanisme...).

4.2 ENGAGEMENTS DE L'EPCI

Conformément au protocole d'accord signé le 21 septembre 2018, la communauté d'agglomération s'engage :

- à mener les procédures d'évolution des documents d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre du projet objet de la convention ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

- à assister la commune dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière et la mise en œuvre du projet ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet de la collectivité.

Par ailleurs, elle s'engage :

- à apporter son appui à la commune pour le relogement des occupants en application de l'article L.314-1 du code de l'urbanisme ;
- à inscrire à son budget le montant nécessaire à l'acquisition des biens portés par l'EPF si la commune la sollicite pour se substituer à la garantie de rachat après validation du conseil communautaire sur la base d'une demande motivée de la commune.

ARTICLE 5 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré-opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude, tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions *ad hoc* ;

Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;
- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation...) ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyrénées / Commune de Tarbes

Après service fait, dûment constaté par la commune, et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisées dans le calcul du prix de revient par l'EPF.

Cependant, dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la commune ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer – après mise en demeure restée infructueuse – le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

ARTICLE 6 – MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE

6.1 MODALITES D'ACQUISITION FONCIERE

L'EPF s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre défini à l'article 2 soit à l'amiable, soit par exercice des droits de préemption et de priorité définis par le code de l'urbanisme s'il en est délégataire ou titulaire, soit, le cas échéant, par voie d'expropriation.

L'EPF peut également procéder, à la demande de la collectivité, à l'acquisition de biens faisant l'objet d'une procédure de délaissement en application des articles L. 211-5, L.212-3 et L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF est réalisé dans la limite du prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis est obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

Les acquisitions seront formalisées par acte notarié.

■ Acquisition à l'amiable

La commune informe l'EPF des opportunités de cession jugées intéressantes pour le futur projet dans la mesure où elle en a connaissance.

L'EPF, sous réserve des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, rappelées précédemment, procède à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre défini en annexe 1 de la présente.

Un accord écrit du représentant habilité de la commune sera demandé préalablement à toute acquisition amiable par EPF.

L'EPF informe par courrier et par courriel la commune dès signature d'un acte d'acquisition ou tout avant contrat de vente.

■ Acquisition par délégation du droit de préemption à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice des droits de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivant leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

■ Acquisition par délégation du droit de priorité à l'EPF

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice du droit de priorité conformément aux dispositions des articles L.240-1 et L.213-3 du code de l'urbanisme sur le périmètre visé à l'article 2 de la présente convention.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivant leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

Dans le délai légal des deux mois pour notifier la décision de préemption au propriétaire, l'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques.

■ Acquisition par voie de délaissement

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition - par voie amiable ou, le cas échéant, par voie judiciaire - du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquiescer.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que dès lors qu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

■ Acquisition par la procédure d'expropriation

Si l'autorité compétente décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habiliter l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans ces hypothèses, l'EPF procédera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

6.2 DUREES DE LA PERIODE D'ACQUISITION ET DU PORTAGE FONCIER

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

- **Durée d'acquisition**

L'EPF procède aux acquisitions pendant toute la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

- **Durée de portage foncier**

La durée de portage des biens acquis par l'EPF, y compris ceux acquis au titre de la convention pré-opérationnelle, s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

6.3 CONDITIONS DE GESTION FONCIERE DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion desdits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de la commune de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par la commune. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

6.4 CESSION DES BIENS ACQUIS

- **Conditions générales de cession**

Les biens acquis par l'EPF ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à l'opérateur désigné par la collectivité suivant les règles concurrentielles en vigueur pour réaliser son opération. A défaut d'une telle désignation, la commune s'engage, d'une part, à racheter l'ensemble des biens acquis par l'EPF dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que la commune, celle-ci se réalise sur la base :

- d'une part, d'un cahier des charges joint à l'acte de vente approuvé par la commune ou l'EPCI et précisant les droits et obligations du preneur ;
- d'autre part, d'un bilan financier de l'opération approuvé dans les mêmes conditions.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié ou par acte administratif aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à toute cession.

- **Cession à la demande de la collectivité**

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU Date de télétransmission : 02/10/2019 Date de réception préfecture : 02/10/2019 Pyénées / Commune de Tarbes
--

Si la collectivité en fait la demande, les biens acquis peuvent être cédés avant l'échéance de la convention à son profit ou à celui de l'opérateur économique qu'elle aura désigné en vue de la réalisation de l'opération.

■ Cession à la demande de l'EPF

Au cas où la collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné souhaite entreprendre des travaux sur des biens acquis par l'EPF durant la période de portage en vue de la réalisation du projet d'aménagement, elle devra en faire préalablement la demande par écrit à l'EPF pour accord. Selon l'état d'avancement du projet et la nature des travaux, l'EPF se réservera alors la possibilité de proposer une cession de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

6.5 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION

■ Cession au prix de revient

Dans le cas de cession à la commune ou l'opérateur qu'elle aura désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant :

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux acquisitions :
 - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions... ;
 - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
 - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
 - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
 - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais de portage : impôts fonciers, assurances... ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,...) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;
- les frais financiers liés au remboursement éventuel de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

La première actualisation est appliquée le 1er janvier de la quatrième année qui suit la date du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon des dispositifs en vigueur.

■ Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques

À défaut de désignation d'un opérateur économique par la collectivité cocontractante ou en cas de dévoiement par celle-ci de l'objet de la convention, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

■ Régime de TVA

Quel que soit le prix de cession, l'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

■ Paiement du prix

En cas de cession à la commune ou l'EPCI ou tout opérateur économique soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

■ Apurement des comptes

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;
- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention, ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

ARTICLE 7 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

L'EPF, la commune et l'EPCI conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention, notamment à travers un bilan annuel d'exécution.

Cette démarche s'effectue à travers un comité de pilotage associant la commune, l'EPCI et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de la commune signataire de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

L'EPF s'engage à fournir un état détaillé des dépenses engagées au titre du portage foncier sur les biens acquis tout au long du portage. Ces états seront présentés au moins une fois par an lors des comités de pilotage.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 RESILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

La commune est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier :

- dans un délai maximum de six mois suivant la décision de résiliation ;
- ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 6 mois au moment de la résiliation.

Pour ce faire, la collectivité s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

8.2 RESILIATION UNILATERALE

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

Toutefois, l'EPF se réserve la possibilité, un mois après mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- si, passé le délai visé à l'article 4 de la présente convention, il est constaté que la collectivité n'a pas exécuté ses engagements contractuels ;
- s'il est constaté que l'opération envisagée par la collectivité ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, l'EPF se réserve la possibilité :

- soit d'exiger de la collectivité de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la décision de résiliation, avec une majoration du prix d'acquisition initial au taux annuel de 5% à compter des dates de comptabilisation des dépenses d'acquisition des biens ;
- soit de céder les biens en cause au profit d'un bailleur social, ou tout autre

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

ARTICLE 9 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION

9.1 SUIVI DU PROJET

La collectivité - le cas échéant, l'opérateur qu'elle aura désigné - s'engage :

- à réaliser sur les biens dont l'EPF a assuré le portage le projet d'aménagement défini dans le cadre conventionnel ;
- à fournir tout élément permettant d'attester de la conformité de la réalisation à l'objet de la présente convention, une fois l'opération achevée.

L'EPF se réserve le droit de demander à la collectivité ou son opérateur tout élément permettant d'attester de la réalisation de l'opération.

A défaut de pouvoir justifier de l'état d'avancement d'un projet conforme, la collectivité - ou son opérateur - pourra se voir appliquer les pénalités définies dans l'acte de cession des biens en cause, conformément aux dispositions du PPI et du règlement d'intervention en vigueur.

9.2 SUIVI DES BIENS PORTES PAR L'EPF

Sans préjudice des dispositions précédentes, si la commune et/ou l'EPCI réalise une plus-value foncière en cas de cession des biens portés par l'EPF dans les six ans qui suivent leur acquisition à l'établissement, la plus-value réalisée devra être reversée pour moitié à l'EPF.

La plus-value s'entend comme la différence entre le prix de cession du bien par la collectivité ou l'EPCI et le prix de l'acquisition à l'EPF, stipulé dans le ou les actes de vente, diminué :

- des dépenses et frais de gestion inhérents aux biens en cause ;
- des dépenses de construction, de reconstruction, d'entretien ;
- des frais de voirie, réseaux et distribution en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Cette différence est actualisée en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ces dispositions seront reportées dans tout acte de cession de biens.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L'ACTION DE L'EPF

La commune s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, la commune apposera le logo de l'EPF sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Elle citera également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans le dossier de presse du projet.

La commune s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication de la collectivité, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement sur tous supports.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention...) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics, ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à Tarbes

Le

En trois exemplaires originaux

L'établissement public foncier d'Occitanie	La communauté d'agglomération Tarbes- Lourdes-Pyrénées	La commune de Tarbes
La directrice générale,	Le président,	L'adjointe au maire,
Sophie LAFENETRE	Gérard TRÉMÈGE	Anne-Marie ARGOUNES

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyrénées / Commune de Tarbes

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019

ANNEXE 2

JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION DU BIEN

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de la commune qui l'accepte expressément les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune et de l'établissement public foncier.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'établissement public foncier.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à la commune.

La commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF, à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procédera avant tout transfert de garde :

- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage... Elle peut, à cet effet, passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

La commune ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui est transférée.

Elle est, par ailleurs, tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'établissement public foncier, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la collectivité, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;

- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après chaque événement climatique exceptionnel ;
- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;
- d'informer sous trois jours maximum l'EPF des événements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, ...
- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- Cas des biens occupés à la date de mise en gestion

La commune se substitue à l'EPF et assume, à ce titre, toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à ladite occupation (bail, convention d'occupation précaire...). Il est, à ce titre, précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité.
- les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

Elle souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.... et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

La commune rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

La commune est garante des obligations d'assurance des occupants. A ce titre, l'occupant justifie auprès de la collectivité d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- Cas des biens devenus vacants

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, la commune informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder, sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

La commune ne pourra consentir sur les biens dont elle a la gestion et la garde que des conventions d'occupation temporaire et révocable ne conférant à l'occupant aucun droit au maintien dans les lieux et de renouvellement du contrat.

ARTICLE 4 : DEPENSES

- A la charge de l'établissement public foncier

L'EPF acquitte uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant (ces impôts seront pris en compte dans le calcul du prix de revient du bien lors de la cession comme stipulé dans la présente convention) ; la taxe d'habitation est prise en charge par la collectivité, le cas échéant.

- A la charge de la commune

La commune supportera la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens dont la gestion et la garde sont transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété).

Fait à Tarbes

Le

En deux exemplaires originaux.

<p>L'établissement public foncier d'Occitanie</p> <p>La directrice générale,</p> <p>Sophie LAFENETRE</p>	<p>La commune de Tarbes</p> <p>Le maire,</p> <p>Gérard TRÉMÈGE</p>
--	--

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_02c-AU
Date de télétransmission : 02/10/2019
Date de réception préfecture : 02/10/2019
Pyénées / Commune de Tarbes

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 3

**Avis sur le projet de décret modifiant le périmètre de
l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelynne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO

M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. TREMEGE

Objet : Avis sur le projet de décret modifiant le périmètre de l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 321-2, L 324-2-1-C et R 321-2
Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1607 ter
Vu le décret n°2008-670 du 2 juillet 2018 modifié portant création de l'EPF d'Occitanie

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_03-AU
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu l'arrêté Préfectoral du 24 novembre 2016 portant création de la communauté d'agglomération « le Muretain Agglo »

Vu la délibération du 21 mai 2019 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération « le Muretain Agglo »

EXPOSE DES MOTIFS :

En application de l'article L.324-2-1-C du code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération « le Muretain Agglo », membre de l'établissement public foncier d'Occitanie, demeure pour une partie de son territoire, comprenant le territoire des communes de Frouzins, Lamasquère, Roques et Seysses, couvert par l'établissement public foncier local du Grand Toulouse jusqu'au 31 décembre 2019.

Par délibération du 21 mai 2019, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération « le Muretain Agglo » a pris acte de la sortie de ces quatre communes de l'établissement public foncier local au 31 décembre 2019 et fait part de son souhait d'intégrer ces quatre communes au périmètre de l'établissement public foncier d'Occitanie.

Cela nécessite donc la modification du périmètre de l'établissement public foncier d'Occitanie, ces communes, qui étaient membres de l'établissement public foncier local en 2017, ayant été exclues du périmètre de l'établissement public foncier d'Occitanie (décret n°2008-670 du 2 juillet 2008).

A défaut, ces quatre communes ne seraient couvertes par aucun établissement public foncier.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de donner un avis favorable à l'intégration des communes de Frouzins, Lamasquère, Roques et Seysses dans l'EPF d'Occitanie

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_03-AU
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 4

Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER

Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.101-1 et L.101-2, L.153-11 et suivants, R.153-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_04-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°5 en date du 25 novembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune d'Odos a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération n°1 en date du 24 novembre 2016 par laquelle le Conseil Municipal de la commune d'Odos a débattu des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

Vu la délibération n°14 en date du 30 mars 2017 par laquelle la commune d'Odos donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°11 en date du 28 septembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées s'est prononcé en faveur de la modernisation du contenu des P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues,

Vu la délibération n°14 en date du 21 décembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de P.L.U. de la commune d'Odos,

Vu la délibération n°2019- 0523- 01 en date du 23 mai 2019 du Conseil Municipal de la commune d'Odos portant approbation du schéma de gestion des eaux pluviales et du zonage d'assainissement collectif,

Vu l'ensemble des avis des Personnes Publiques Associées, de l'Autorité Environnementale et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers recueillis sur le projet de P.L.U. de la commune d'Odos,

Vu l'arrêté n°2018- SAEU- 13 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, en date du 23 octobre 2018, prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique unique portant sur l'élaboration des projets de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et de schéma de gestion des eaux pluviales, ainsi que sur la modification du zonage assainissement de la commune d'Odos,

Vu l'enquête publique unique réglementaire qui s'est déroulée du 14 novembre au 17 décembre 2018 inclus, soit 34 jours consécutifs, à la mairie d'Odos et au bâtiment de la Communauté d'Agglomération situé à Tarbes, sous l'autorité de Monsieur Jacques LEVERT, commissaire enquêteur, désigné par décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau n°E18000137/64 en date du 25 juillet 2018,

Vu les observations du public, 67 inscrites sur le registre papier et 19 déposées sur le registre dématérialisé relatives au projet de P.L.U., 5 inscrites sur le registre papier et 2 déposées sur le registre dématérialisé concernant le schéma de gestion des eaux pluviales,

Vu le rapport, les conclusions motivées et les avis favorables assortis de recommandations rendus par le commissaire enquêteur sur les projets de P.L.U., de schéma de gestion des eaux pluviales et de modification du zonage d'assainissement de la commune d'Odos,

Vu les modifications apportées au projet de P.L.U. arrêté de la commune d'Odos pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique unique, des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur, figurant dans la note annexée à la présente délibération,

Vu le dossier de P.L.U. modifié annexé à la présente délibération, comportant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le règlement graphique et le règlement écrit, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, ainsi que les annexes dont le schéma de gestion des eaux pluviales et le zonage modifié de l'assainissement.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, créée au 1^{er} janvier 2017 et disposant de la compétence aménagement de l'espace communautaire, a poursuivi la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune d'Odos, suite à l'accord donné par cette dernière par délibération en date du 30 mars 2017.

La Communauté d'Agglomération, en collaboration avec les élus et les services de la commune d'Odos, a ainsi finalisé les travaux d'élaboration du P.L.U., arrêté le projet de P.L.U. en Conseil Communautaire au mois de décembre 2017 et engagé les phases de consultations obligatoires.

En parallèle, le Conseil Municipal d'Odos a lancé en mai 2016 l'élaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales visant à assurer une meilleure collecte et une meilleure évacuation des eaux de ruissellement, en vue notamment de répondre aux enjeux environnementaux mis en exergue dans le projet de P.L.U. Ainsi qu'une modification du zonage assainissement pour le faire correspondre au mieux au nouveau zonage du P.L.U.

C'est la raison pour laquelle une enquête publique unique a été organisée aux mois de novembre et décembre 2018 sur les projets de P.L.U., de schéma de gestion des eaux pluviales et de modification du zonage assainissement.

Par la suite, les services de la Communauté d'Agglomération et de la commune d'Odos ont examiné les différents avis des personnes publiques associées, les observations du public et les recommandations du commissaire enquêteur dans les différents projets de documents soumis à enquête publique unique.

Par délibération n°2019- 0523- 01 en date du 23 mai 2019, le Conseil Municipal de la commune d'Odos a approuvé le schéma de gestion des eaux pluviales et la modification du zonage assainissement, lesquels sont annexés au projet de P.L.U.

Considérant que les avis des personnes publiques associées, les observations du public et les recommandations du commissaire enquêteur ont conduit à apporter des modifications au projet de P.L.U. sans remettre en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ni l'économie générale du projet de P.L.U.

Considérant que lesdites modifications sont présentées dans le tableau ci- annexé.

Considérant que le projet de P.L.U. de la commune d'Odos, intégrant les modifications exposées, a été présenté en conférence intercommunale le 25 septembre 2019, et que l'ensemble du dossier a été transmis aux délégués communautaires et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération situé au siège à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées est appelé à approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos, conformément aux dispositions de l'article L 153- 21 du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_04-DE Date de télétransmission : 30/09/2019 Date de réception préfecture : 30/09/2019
--

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver les modifications apportées au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos, telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 : d'approuver le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos ci-annexé.

Article 3 : de transmettre à Monsieur le Préfet des Hautes- Pyrénées la présente délibération accompagnée du dossier du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos, composé des pièces suivantes :

- | | |
|---|---|
| 0- Procédure | 3- Règlement graphique |
| 1- Rapport de présentation | 4- Annexes |
| 2- Projet d'Aménagement et de Développement Durable | 5- Orientations d'Aménagement et de Programmation |

Article 4 : d'indiquer que le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos deviendra exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois, à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet des Hautes- Pyrénées, conformément aux dispositions de l'article L.153- 24 du Code de l'Urbanisme, sauf si, dans ce délai, il notifie des modifications qu'il estime nécessaire d'apporter au P.L.U. En ce cas, il ne sera exécutoire qu'à compter de l'intervention des modifications demandées.

Article 5 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures réglementaires de publicité, conformément aux dispositions des articles R.153- 20 et R.153- 21 Code de l'Urbanisme.

Article 6 : conformément aux dispositions de l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme, de tenir à la disposition du public le Plan Local d'Urbanisme approuvé en mairie d'Odos et au siège de la Communauté d'Agglomération aux jours et heures d'ouverture habituels au public.

Article 7 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

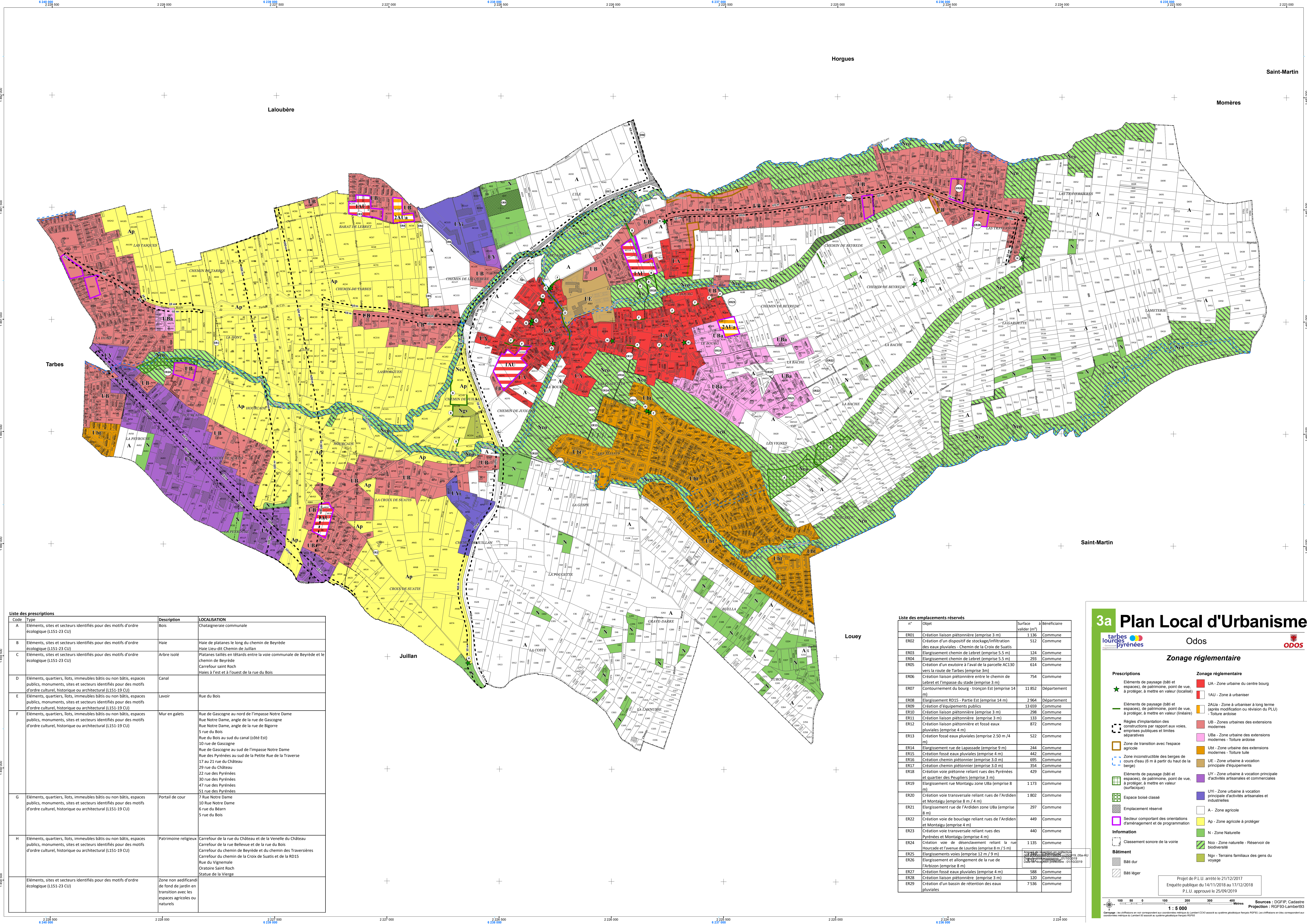
à l'unanimité

Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_04-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_04-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019



Liste des prescriptions		
Code	Type	Description
A	Eléments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre écologique (L151-23 CU)	Bois
B	Eléments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre écologique (L151-23 CU)	Haie
C	Eléments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre écologique (L151-23 CU)	Arbre isolé
D	Eléments, quartiers, Rots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (L151-19 CU)	Canal
E	Eléments, quartiers, Rots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (L151-19 CU)	Lavoir
F	Eléments, quartiers, Rots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (L151-19 CU)	Mur en galets
G	Eléments, quartiers, Rots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (L151-19 CU)	Portail de cour
H	Eléments, quartiers, Rots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (L151-19 CU)	Patrimoine religieux
	Eléments, sites et secteurs identifiés pour des motifs d'ordre écologique (L151-23 CU)	Zone non aedificandi de fond de jardin en transition avec les espaces agricoles ou naturels

LOCALISATION
Chataigneraie communale
Haie d'éléments le long du chemin de Beyrède
Haie d'éléments le long du chemin de Julien
Platanes taillés en bords entre la voie communale de Beyrède et le chemin de Beyrède
Carrefour saint Roch
Haies à l'est et à l'ouest de la rue du Bois
Rue de Gascogne au nord de l'impasse Notre Dame
Rue des Pyrénées au sud de la rue de Gascogne
Rue Notre Dame, angle de la rue de Gascogne
17 au 21 rue du Château
29 rue du Château
22 rue des Pyrénées
30 rue des Pyrénées
47 rue des Pyrénées
51 rue des Pyrénées
7 Rue Notre Dame
10 Rue Notre Dame
6 rue du Béarn
5 rue du Bois
Carrefour de la rue du Château et de la Venelle du Château
Carrefour de la rue Bellevue et de la rue du Bois
Carrefour du chemin de Beyrède et du chemin des Traversières
Carrefour du chemin de la Croix de Suats et de la RD15
Rue du Vignemale
Oratoire Saint Roch
Statue de la Vierge

Liste des emplacements réservés			
n°	Objet	Surface valable (m²)	à Bénéficiaire
ER01	Création liaison piétonnière (emprise 3 m)	1136	Commune
ER02	Création d'un dispositif de stockage/irrigation des eaux pluviales - Chemin de la Croix de Suats	512	Commune
ER03	Elargissement chemin de Lebrat (emprise 5.5 m)	124	Commune
ER04	Elargissement chemin de Lebrat (emprise 5.5 m)	293	Commune
ER05	Création d'un exutoire à l'aval de la parcelle AC130 vers la route de Tarbes (emprise 3m)	614	Commune
ER06	Création liaison piétonnière entre le chemin de Lebrat et l'impasse du stade (emprise 3 m)	754	Commune
ER07	Contournement du bourg - tronçon Est (emprise 14 m)	11 852	Département
ER08	Elargissement RD15 - Partie Est (emprise 14 m)	2 964	Département
ER09	Création d'équipements publics	13 659	Commune
ER10	Création liaison piétonnière (emprise 3 m)	298	Commune
ER11	Création liaison piétonnière (emprise 3 m)	133	Commune
ER12	Création liaison piétonnière et fossé eaux pluviales (emprise 4 m)	872	Commune
ER13	Création fossé eaux pluviales (emprise 2.50 m / 4 m)	522	Commune
ER14	Elargissement rue de Lapassade (emprise 9 m)	244	Commune
ER15	Création fossé eaux pluviales (emprise 4 m)	442	Commune
ER16	Création chemin piétonnier (emprise 3.0 m)	695	Commune
ER17	Création chemin piétonnier (emprise 3.0 m)	354	Commune
ER18	Création voie piétonne reliant rues des Pyrénées et quartier des Peupliers (emprise 3 m)	429	Commune
ER19	Elargissement rue Montaigu zone UBa (emprise 8 m)	1 173	Commune
ER20	Création voie transversale reliant rues de l'Aridien et Montaigu (emprise 8 m / 4 m)	1 802	Commune
ER21	Elargissement rue de l'Aridien zone UBa (emprise 8 m)	297	Commune
ER22	Création voie de bouclage reliant rues de l'Aridien et Montaigu (emprise 4 m)	449	Commune
ER23	Création voie transversale reliant rues des Pyrénées et Montaigu (emprise 4 m)	440	Commune
ER24	Création voie de descentement reliant la rue Houcade et l'avenue de Lourdes (emprise 8 m / 5 m)	1 135	Commune
ER25	Elargissements voies (emprise 12 m / 5 m)	2 298	Commune
ER26	Elargissement et allongement de la rue de l'Arbizon (emprise 8 m)	588	Commune
ER27	Création fossé eaux pluviales (emprise 4 m)	120	Commune
ER28	Création liaison piétonnière (emprise 3 m)	7 536	Commune
ER29	Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales		

3a

tarbes
pyrénées

Plan Local d'Urbanisme

Odos

ODOS

★

Eléments de paysage (bâti et espaces), de patrimoine, point de vue, à protéger, à mettre en valeur (localisé)

—

Eléments de paysage (bâti et espaces), de patrimoine, point de vue, à protéger, à mettre en valeur (linéaire)

⬢

Règles d'implantation des constructions par rapport aux voies, emprises publiques et limites séparatives

⬢

Zone de transition avec l'espace agricole

⬢

Zone inconstructible des berges de cours d'eau (6 m à partir du haut de la berge)

⬢

Eléments de paysage (bâti et espaces), de patrimoine, point de vue, à protéger, à mettre en valeur (surfaçique)

⬢

Espace boisé classé

⬢

Emplacement réservé

⬢

Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation

⬢

Classement sonore de la voirie

⬢

Bâtiment

⬢

Bâti dur

⬢

Bâti léger

UA - Zone urbaine du centre bourg

1AU - Zone à urbaniser

2AUa - Zone à urbaniser à long terme (après modification ou révision du PLU)

UB - Zones urbaines des extensions modernes

UBa - Zone urbaine des extensions modernes - Toiture ardoise

Ubt - Zone urbaine des extensions modernes - Toiture tuile

UE - Zone urbaine à vocation principale d'équipements

UY - Zone urbaine à vocation principale d'activités artisanales et commerciales

Uv - Zone urbaine à vocation principale d'activités artisanales et commerciales

A - Zone agricole

Ap - Zone agricole à protéger

N - Zone Naturelle

Noo - Zone naturelle - Réservoir de biodiversité

Noy - Terrains familiaux des gens du voyage

Projet de P.L.U. arrêté le 21/12/2017

Enquête publique du 14/11/2018 au 17/12/2018

P.L.U. approuvé le 25/09/2019

1 : 5 000

Sources : DGFIP, Cadastre

Projection : RGF93-Lambert93

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 5

Institution du droit de préemption urbain – commune d'Odos

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER

Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Institution du droit de préemption urbain – commune d'Odos

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.210-1 et suivants, L.211- 1 et suivants, L.213- 1 et suivants, R.211- 1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_05-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°8 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées, en date du 27 mars 2019, portant délégation de compétences du Conseil Communautaire au Président et au Bureau,

Vu la délibération n°5 en date du 25 novembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune d'Odos a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération n°14 en date du 30 mars 2017 par laquelle la commune d'Odos donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°2 en date du 25 septembre 2019 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées exerçant de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire, cela emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L.211- 2 du Code de l'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos ayant été approuvé par le Conseil Communautaire, il est proposé d'instaurer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines, quelle que soit leur vocation, et des zones d'urbanisation future (1AU et 2AU) délimitées par le règlement graphique de ce document d'urbanisme.

L'objectif est de permettre, sur le territoire de la commune d'Odos et dans l'intérêt général, la réalisation d'actions ou d'opérations répondant aux objets définis à l'article [L.300-1](#) du Code de l'Urbanisme, ou la constitution de réserves foncières en vue de rendre possible la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation future du Plan Local d'Urbanisme approuvé de la commune d'Odos, dont le plan est annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'indiquer que la présente délibération fera l'objet des mesures réglementaires de publicité, conformément aux dispositions des articles R.211- 2 et R.211- 3 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 6

Edification des clôtures sur le territoire de la commune d'Odos : soumission à déclaration préalable

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO

M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Edification des clôtures sur le territoire de la commune d'Odos : soumission à déclaration préalable

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,
Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement l'article R.421- 12 d),
Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_06-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°5 en date du 25 novembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal de la commune d'Odos a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération n°14 en date du 30 mars 2017 par laquelle la commune d'Odos donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)- transformation en P.L.U.,

Vu la délibération n°2 en date du 25 septembre 2019 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Odos.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune d'Odos de soumettre à la procédure de déclaration préalable, sur l'ensemble de son territoire, l'édification des clôtures à l'exception des clôtures agricoles et forestières.

Considérant que l'objectif poursuivi est de s'assurer du respect des dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme en la matière, et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de soumettre à la procédure de déclaration préalable l'édification des clôtures, sur l'ensemble du territoire de la commune d'Odos, en application des dispositions de l'article R.421-12 d) du Code de l'urbanisme, à l'exception des clôtures agricoles et forestières.

Article 2 : d'indiquer que la présente délibération fera l'objet des mesures réglementaires de publicité, conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_06-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Note explicative de synthèse à l'attention de Mesdames et Messieurs les délégués communautaires

Objet : abrogation de la carte communale, bilan de la concertation et arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) - commune de CHIS

Il est porté à votre attention que le dossier d'abrogation de la carte communale et du projet de P.L.U. de la commune de Chis, ainsi que le bilan de la concertation, sont laissés à votre disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération au siège, à Juillan.

1) Rappel de la démarche engagée par la commune de Chis

En décembre 2009, la commune de Chis a approuvé sa carte communale, document également approuvé par arrêté préfectoral en date du 23 mars 2010.

Cette carte communale devait permettre à la commune de Chis :

- d'implanter de nouvelles habitations dans le respect du bourg et du bâti existant,
- de préserver les meilleurs espaces agricoles pour le maintien de l'activité agricole,
- de protéger les bois et paysages naturels.

Cependant, l'urbanisation autorisée dans le cadre de la carte communale arrivant à son terme, les élus de la commune ont souhaité élaborer un document d'urbanisme permettant de définir des règles de construction communes en vue d'assurer un développement plus harmonieux de la commune.

Par délibération en date du 2 février 2015, la commune de Chis a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et a défini les objectifs suivants :

Objectif 1 : préserver le cadre de vie et la protection des espaces naturels et agricoles dans une démarche de développement durable

- contenir l'étalement urbain,
- limiter l'extension des réseaux et de la voirie,
- préserver les espaces naturels de qualité,
- relier entre eux les différents quartiers de la commune par des cheminements doux.

Objectif 2 : favoriser le bien vivre ensemble et organiser la mixité à l'échelle urbaine

- adapter l'urbanisme pour assurer le renouvellement de la population,
- prendre en compte l'évolution de ses besoins,
- développer notamment un habitat permettant le maintien à domicile des personnes vieillissantes et l'accueil de jeunes ménages

Ces objectifs traduisent la volonté des élus de préserver les espaces naturels qui caractérisent le territoire chissois tout en assurant le développement urbain autour du bourg pour le renforcer, et limiter l'urbanisation au niveau du quartier du Campacès pour protéger les espaces agricoles.

La commune de Chis s'est initialement associée aux communes d'Angos, Bours, Odos et Soues, dans le cadre d'un groupement de commande afin de faire des économies d'échelle et retenir un prestataire compétent dans la planification stratégique.

Le groupement de bureaux d'études T.A.D.D.- Territoires et Environnement, Atelier Sols Urbanisme et Paysages et Pyrénées Cartographie a été retenu en 2015.

2) Le devenir de la carte communale

Le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas de procédure spécifique d'abrogation de la carte communale, et il est juridiquement impossible de faire coexister sur un même territoire deux documents d'urbanisme.

C'est la raison pour laquelle les deux procédures seront menées en parallèle :

- la délibération qui tire le bilan de la concertation et arrête le projet de P.L.U. sera précédée de celle qui prescrit l'abrogation de la carte communale,
- une enquête publique unique sera organisée à la fois sur le projet d'abrogation de la carte communale et sur le projet de P.L.U.,
- enfin, il conviendra d'abroger officiellement la carte communale et d'approuver le P.L.U. en fin de procédure.

3) Le projet de P.L.U. de la commune de Chis

Le travail sur le projet de P.L.U. a démarré en juillet 2015 et s'est déroulé comme suit :

- réunion de lancement de la démarche en juillet 2015
- visite de terrain par le bureau d'études en septembre 2015
- présentation des 1ers éléments du diagnostic au conseil municipal en janvier 2016

Principaux enjeux issus du diagnostic et présentés en conseil municipal de Chis en janvier 2016 :

Thèmes	Enjeux
Les paysages	Enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none">- la définition des limites à l'urbanisation- la préservation des haies et boisements qui structurent le paysage,- la préservation d'échappées visuelles vers les Pyrénées et les coteaux.

L'eau	Enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none"> - la maîtrise des écoulements pour éviter l'aggravation des risques, - la mise en valeur et à la préservation du patrimoine lié à l'eau, - la requalification des anciennes gravières
La qualité urbaine	Enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation globale du bourg (liens entre les quartiers), - la mise en valeur de l'espace public, - la prise en compte de l'identité architecturale de la commune.
Les déplacements	Enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none"> - la sécurité compte tenu de la proximité avec la RN21 (commune scindée en deux par cette voie), - aux entrées de la commune.
L'agriculture	Enjeux liés à/ aux : <ul style="list-style-type: none"> - la pression foncière et à la présence de parcelles agricoles et de bâtiments d'élevage à proximité des zones urbaines, - limites à l'urbanisation pour éviter les risques de conflits (entre habitations et bâtiments d'élevage).
La démographie	Enjeux liés aux fluctuations marquées entre les classes d'âge qui ont peu d'impact sur la pérennisation des équipements et des services (ceux-ci sont en commun avec Orleix)
Le logement/ l'habitat	Enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none"> - la rénovation énergétique des logements, - la diversité des logements à proposer (taille et type des logements).

4) L'élaboration du P.A.D.D.

Le P.A.D.D est la pièce maîtresse et obligatoire du P.L.U. car il est l'expression du projet politique global de la commune.

Il définit les orientations générales des politiques :

- d'aménagement,
- d'équipement,
- d'urbanisme
- de paysage
- de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers,
- de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

Les travaux relatifs au P.A.D.D. et au pré- zonage du projet de P.L.U. de la commune de Chis se sont déroulés jusqu'en 2017.

Le P.A.D.D. a été présenté au conseil municipal de la commune de Chis le 29 juin 2017, sans que cette présentation donne lieu à délibération, puis les orientations ont été débattues en séance du Conseil Communautaire le 28 septembre 2017 (*délibération n°13*).

Les axes du P.A.D.D. sont présentés en page suivante :

<p>Axe 1 : préserver le caractère villageois et convivial de Chis</p>	<ul style="list-style-type: none"> - maîtriser le développement démographique et la consommation des espaces agricoles et naturels, - s'appuyer sur la trame des réseaux et voiries pour définir les secteurs d'extension de l'urbanisation dans le respect des contraintes qui s'imposent au territoire, - affirmer l'identité du village, - limiter les effets de la coupure créée par la RN21 dans la traversée du village, - répondre aux besoins de l'ensemble de la population, en s'inscrivant dans le cadre plus large de la communauté d'agglomération dans le respect de l'intérêt général
<p>Axe 2 : affirmer le caractère rural de Chis et préserver les ressources naturelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - valoriser les paysages : des espaces ouverts de plaine avec échappées visuelles vers les coteaux et les Pyrénées, - préserver et mettre en valeur les espaces naturels garants de la biodiversité.
<p>Axe 3 : Renforcer les activités économiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - permettre l'évolution des structures agricoles, - favoriser le développement des activités présentes sur la commune, - œuvrer pour une amélioration du débit internet en relation avec les organismes compétents.

La projection démographique pour la commune de Chis a pris en considération l'évolution démographique sur les années 2013 et 2016 (soit une croissance de 0,9% par an). Le besoin en résidences principales a été évalué à 34 supplémentaires en se basant sur une taille moyenne de ménages en 2030 à 2,3 personnes.

La surface nécessaire pour répondre à cet objectif de croissance est évaluée à 4 hectares à ouvrir à l'urbanisation, pour des constructions au sein et en extension des espaces déjà urbanisés.

5) Les différentes zones du règlement et le zonage

Le territoire de la commune de Chis est organisé d'après les zones suivantes :

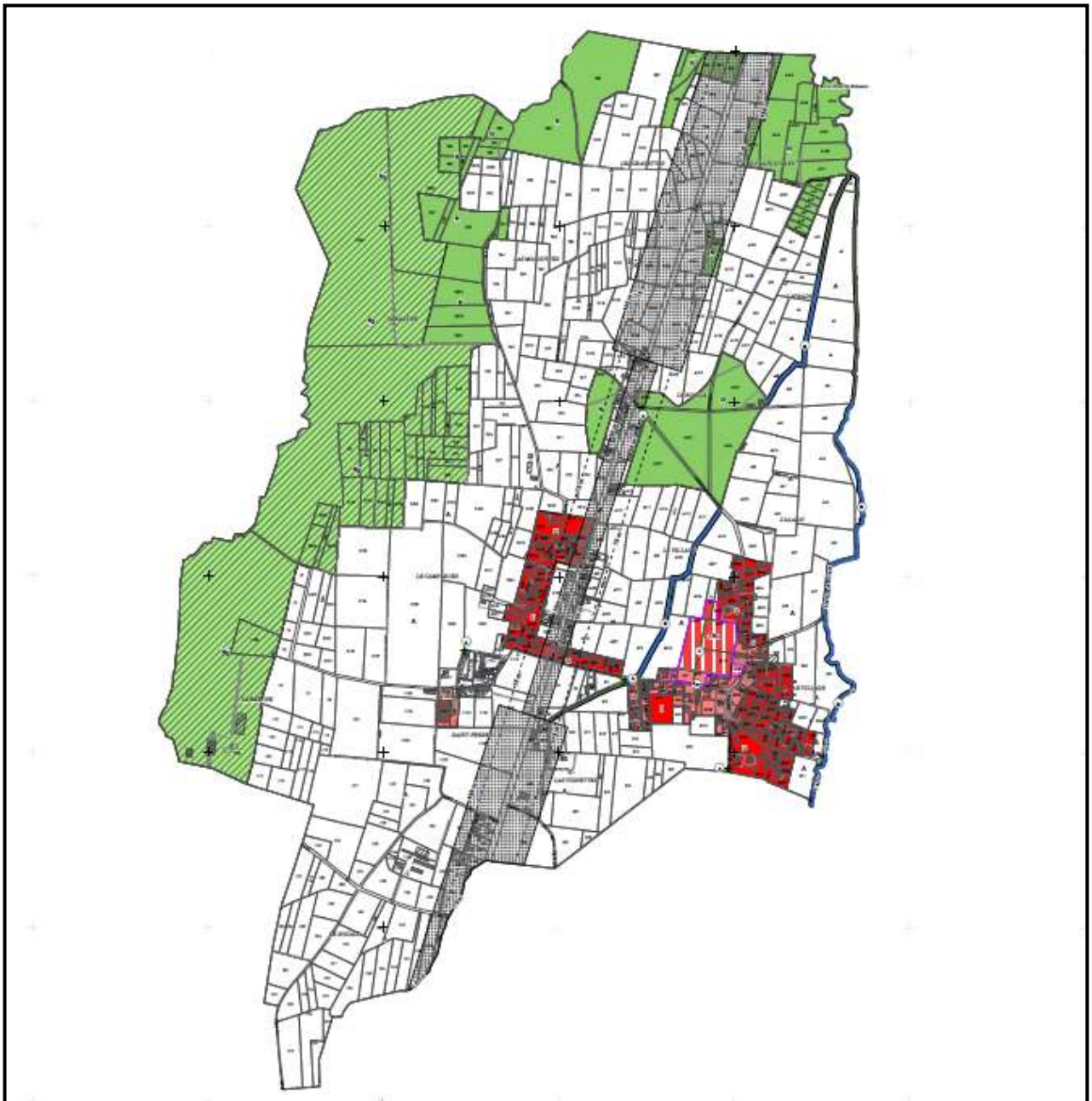
- Les zones urbaines : les zones U correspondent au village ancien de Chis (Ua), à ses extensions et au quartier du Camparcès (U). Elles sont à dominante principale d'habitat et permettent l'accueil d'activités compatibles avec l'habitat.

La zone UL est une zone urbaine accueillant principalement des constructions et équipements à vocation de loisirs, qu'ils soient publics ou privés.

- Les zones à urbaniser : elles correspondent à des secteurs à vocation dominante d'habitat, services et commerces, destinées à être ouvertes à l'urbanisation à court et moyen termes.

La commune de Chis comprend un secteur 1AU soumis à O.A.P.

- Les zones agricoles correspondent à des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres.
- Les zones naturelles font références aux espaces naturels et forestiers à protéger en raison de la qualité de leurs paysages et de leur caractère d'espaces naturels. Le secteur Ng est destiné à l'exploitation des gravières.



6) Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.)

Les O.A.P. constituent une pièce importante du P.L.U. et obligatoire pour les zones de type 1AU. Elles sont opposables aux autorisations de construire.

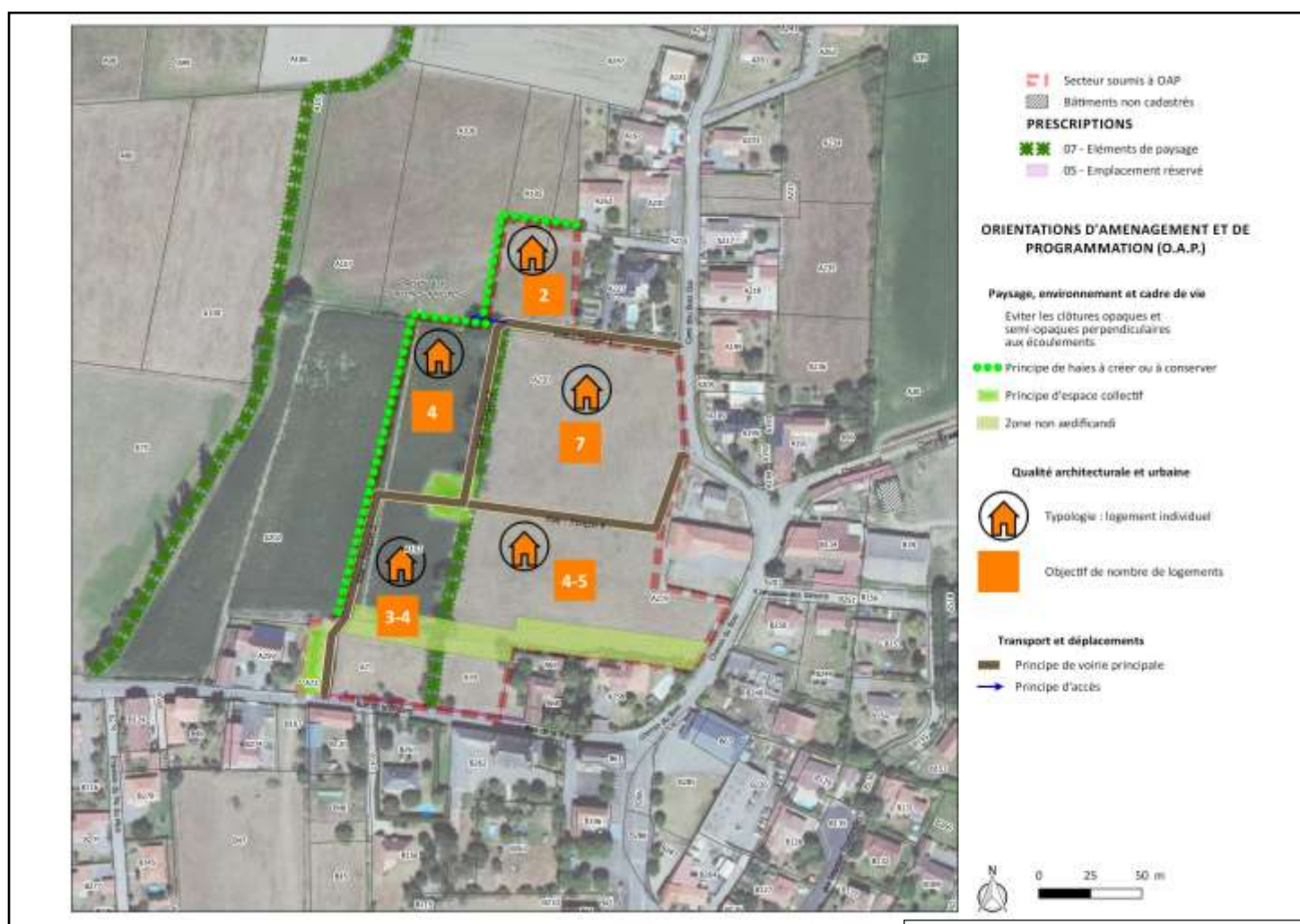
En cohérence avec le P.A.D.D., elles comprennent des dispositions relatives à l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. Ecrites et/ ou graphiques, elles peuvent définir des objectifs d'aménagement, de réhabilitation ou de restructuration de certains secteurs ou quartiers ou formaliser, par des schémas d'aménagement, les caractéristiques des voies et des espaces publics.

Dans le projet de P.L.U. de la commune de Chis, les O.A.P. concernent un seul secteur, situé à proximité immédiate du centre bourg.

Secteur 1 - Nord de la rue de la Bigorre : il se situe en bordure-nord-ouest du centre bourg. Les OAP concernent majoritairement des parcelles ou parties de parcelles classées en zone à urbaniser, mais aussi 2 parcelles situées en zone urbaine, desservies par tous les réseaux.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- compléter l'aménagement des espaces disponibles du sud-ouest du village, en assurant la cohérence avec le contexte environnant ;
- assurer l'intégration du nouveau quartier au village de Chis.



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_07a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 06/10/2019

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur est conditionnée par la réalisation des équipements internes et, plus particulièrement, par l'extension du réseau de collecte des eaux usées à partir du chemin du Bosc Clar.

A titre indicatif, ce secteur peut être aménagé en plusieurs parties dont certaines peuvent être regroupées ou divisées :

- hors phasage: elle concerne les zones qui bordent une voie existante et qui disposent à leur périphérie de l'ensemble des réseaux. Elle est ouverte à l'urbanisation immédiatement;
- secteur A1 : il concerne les zones qui doivent être desservies par le tronçon de voie n°1 à créer à partir du chemin du Bosc Clar, dans lequel les extensions des réseaux pourront être implantées;
- secteur A2 : il concerne les zones qui doivent être desservies par le tronçon de voie n°2 à créer dans la continuité du tronçon de voie n°1, dans lequel les extensions des réseaux pourront être implantées ;
- secteur A3 : il concerne les zones qui doivent être desservies par le tronçon de voie n°3 à créer dans la continuité du tronçon de voie n°2, dans lequel les extensions des réseaux pourront être implantées ;
- secteur B : il concerne les zones qui doivent être desservies par le tronçon de voie n°4 à créer à partir du chemin du Bosc Clar, dans lequel les extensions des réseaux pourront être implantées.



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_07a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 07/10/2019

7) La concertation

Comme l'indique le projet de délibération qui est soumis à votre examen, la commune de Chis a défini les modalités de la concertation par délibération en date du 2 février 2015.

La commune de Chis a notamment laissé un cahier de concertation en mairie sur lequel les habitants ont pu faire leurs observations, et ouvert la possibilité d'écrire à Monsieur le Maire.

Outre l'insertion régulière d'informations sur l'état d'avancement du projet de P.L.U. dans le bulletin municipal, d'autres ont été mises en ligne sur le site internet de la Communauté d'Agglomération.

Le projet de P.L.U. a été présenté dans sa globalité aux Personnes Publiques Associées pour recueillir leurs observations ainsi qu'aux habitants, en réunion publique, le 18 février 2019.

Enfin, une information à l'attention du public a été publiée sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées indiquant que, *« compte tenu du calendrier de déroulement de la procédure d'arrêt du projet de P.L.U., les observations et demandes inscrites au cahier de concertation, ainsi que les courriers adressés à Monsieur le Maire de Chis ou à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, qui interviendront après le 5 septembre, 18h00, ne pourront être pris en considération.*

Néanmoins, les observations et demandes qui seront versées au cahier de concertation, et les courriers adressés à Monsieur le Maire de Chis ou à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération après cette date, seront transmis au Commissaire Enquêteur désigné par le Tribunal Administratif pour conduire l'enquête publique sur le projet de P.L.U. de la commune de Chis, afin qu'il en soit informé. »

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 7

**Prescription de l'abrogation de la carte communale de la commune
de Chis**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelynne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO

M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Prescription de l'abrogation de la carte communale de la commune de Chis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.101-1 et L.101-2, L.160-1 et suivants, R.161-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_07-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Chis en date du 10 décembre 2009, portant approbation de la carte communale,

Vu l'arrêté préfectoral n°2010/ 082- 01 en date du 23 mars 2010, portant approbation de la carte communale de la commune de Chis,

Vu la délibération n°2015- 002 en date du 2 février 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Chis a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur son territoire,

Vu la délibération n°2017- 13 en date du 29 mars 2017 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Chis a donné son accord sur la poursuite de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme par la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées,

Vu le stade d'avancement de la procédure d'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chis.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que, par délibération en date du 2 février 2015, la commune de Chis a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), défini les objectifs poursuivis par la municipalité dans le cadre de cette procédure ainsi que les modalités de la concertation.

Considérant que, à travers l'élaboration de son P.L.U., la commune de Chis entendait non seulement préserver le cadre de vie, la protection des espaces naturels et agricoles dans une démarche de développement durable, favoriser le bien vivre ensemble et organiser la mixité sociale à l'échelle urbaine.

Mais également disposer d'un ensemble de règles assurant une cohérence architecturale et un développement harmonieux de son territoire.

Considérant que deux documents d'urbanisme ne peuvent coexister sur un même territoire, il convient de prescrire l'abrogation de la carte communale de la commune de Chis.

Considérant que les projets d'abrogation de la carte communale et de P.L.U. de la commune de Chis ont été présentés en Commission d'Aménagement de l'Espace et d'Urbanisme le 14 mai 2019, et que l'ensemble du dossier a été transmis aux conseillers communautaires et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération situé au siège de la collectivité, à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées est appelé à abroger la carte communale de la commune de Chis.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prescrire l'abrogation de la carte communale de la commune de Chis.

Article 2 : de soumettre, pour avis, le projet d'abrogation de la carte communale aux personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à enquête publique.

Article 3 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_07-DE Date de télétransmission : 30/09/2019 Date de réception préfecture : 30/09/2019
--

- affichage réglementaire en mairie de Chis et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées durant un mois,
- transmission au Représentant de l'État dans le département,
- publication au registre des délibérations,
- insertion au recueil des actes administratifs.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 8

**Bilan de la concertation et arrêt du projet de Plan Local
d'Urbanisme de la commune de Chis**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO

M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,
Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L.101-1 et L.101-2, L.103-3 à L.103-6, L.153-1 et suivants, R.153-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération en date n°2015- 002 du 2 février 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Chis a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de la concertation,

Vu la délibération n°2017- 13 en date du 29 mars 2017 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Chis donne son accord à la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées pour qu'elle poursuive la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.),

Vu la délibération n°11 en date du 28 septembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées s'est prononcé en faveur de la modernisation du contenu des P.L.U. des communes de Bours, Chis, Odos et Soues,

Vu la délibération n°13 en date du 28 septembre 2017 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées prenant acte du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) du projet de P.L.U. de la commune de Chis,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Chis annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que, par délibération n°2015- 002 en date du 2 février 2015, la commune de Chis a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), défini les modalités de la concertation ainsi que les objectifs poursuivis par la municipalité dans le cadre de cette procédure.

Considérant que ces objectifs étaient les suivants :

- d'une part, préserver le cadre de vie et la protection des espaces naturels et agricoles dans une démarche de développement durable : en contenant l'étalement urbain, en limitant l'extension des réseaux et de la voirie, en préservant les espaces naturels de qualité et en reliant entre eux les différents quartiers de la commune par des cheminements doux ;
- d'autre part, favoriser le bien vivre ensemble et organiser la mixité à l'échelle urbaine : en adaptant l'urbanisme pour assurer le renouvellement de la population, en prenant en compte l'évolution de ses besoins, en développant notamment un habitat permettant le maintien à domicile des personnes vieillissantes et l'accueil de jeunes ménages.

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) ont fait l'objet d'un débat en Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées le 28 septembre 2017.

Le P.A.D.D. se décline selon les trois axes suivants :

- Axe 1 : préserver le caractère villageois et convivial de Chis,
- Axe 2 : affirmer le caractère rural de Chis et préserver les ressources naturelles,
- Axe 3 : renforcer les activités économiques.

Considérant que les axes qui fondent le P.A.D.D. du projet de P.L.U. de la commune de Chis sont conformes aux dispositions des articles L.101-1 et L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

Considérant que, conformément aux dispositions des articles L.103-3 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, la Conseil Municipal de la commune de Chis a défini les modalités de la concertation publique par délibération en date du 2 février 2015, à savoir :

- l'affichage de la délibération qui prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme au panneau d'information de la mairie pendant la durée de la procédure,
- l'insertion dans le bulletin municipal,
- l'information du public par la presse locale,
- la mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques,
- la possibilité d'écrire au Maire et, pour la municipalité, de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

Considérant que, durant l'élaboration du projet de P.L.U. de Chis, ces modalités ont permis d'associer à la définition du projet les habitants de la commune et les personnes publiques associées.

Qu'ainsi, la concertation a été concrètement mise en œuvre à travers :

- l'affichage de la délibération qui prescrit l'élaboration du P.L.U. en date du 2 février 2015, au panneau d'information de la mairie à compter du 13 mars 2015,
- l'insertion régulière, dans le bulletin municipal, d'informations sur les travaux d'élaboration du P.L.U., et d'articles dans le journal La Nouvelle République,
- l'insertion, sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées (rubrique « Aménagement, Urbanisme & Habitat » - onglet « PLUI/PLU ») d'informations relatives à l'élaboration du projet de de P.L.U.,
- la mise à disposition, en mairie, d'un cahier de concertation pour recueillir par écrit les observations du public,
- la mise à disposition du public, en mairie, d'un dossier explicatif présentant les éléments du diagnostic et les enjeux qui se posent sur le territoire communal,
- l'organisation de réunions avec la population et les personnes publiques associées, dont les dates sont récapitulées dans le bilan de la concertation annexé à la présente délibération.

Considérant que les projets d'abrogation de la carte communale et de P.L.U. de la commune de Chis ont été présentés en Commission d'Aménagement de l'Espace et d'Urbanisme le 14 mai 2019, et que l'ensemble du dossier a été transmis aux délégués communautaires et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la Communauté d'Agglomération situé au siège de la collectivité, à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de P.L.U. de la commune de Chis, conformément aux articles L 153-14 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_08-DE Date de télétransmission : 30/09/2019 Date de réception préfecture : 30/09/2019
--

Article 1 : d'approuver le bilan de la concertation afférente au projet de P.L.U. de la commune de Chis annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'arrêter le projet de P.L.U. de la commune de Chis annexé à la présente délibération.

Article 3 : de soumettre, pour avis, le projet de P.L.U. arrêté aux personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à enquête publique, conformément aux dispositions des articles L.153- 16 et L.153-19 du Code de l'urbanisme.

Article 4 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- affichage réglementaire en mairie de Chis et au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées durant un mois,
- transmission au Représentant de l'État dans le département,
- publication au registre des délibérations,
- insertion au recueil des actes administratifs.

Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_08-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 9

DM n° 3 - Budget Principal

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD

Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE

M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. FEGNE

Objet : DM n° 3 - Budget Principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par rapport au budget primitif du budget principal, des ajustements s'avèrent nécessaires.
Ces inscriptions budgétaires s'inscrivent en recettes et en dépenses à la somme de :
3 359 506 ,00 €.

BUDGET PRINCIPAL 2019

Décision Modificative n°3

Total général en RECETTES	3 359 506,00
Total général en DEPENSES	3 359 506,00

INVESTISSEMENT

RECETTES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
10	1068-01	Excédents de fonctionnement capitalisés : réajustement de crédits ouverts en DM N°2 suite à une erreur matérielle	27 000,00
16	1641-020	Emprunts en euros	493 500,00
041	13241-op 33-414	Acquisition bâtiment 313 à l'euro symbolique : Atelier des sports	700 000,00
	13241-op 36-321	Acquisition bâtiment 111 à l'euro symbolique : Médiathèque CA TLP	145 000,00
	021	Virement de la section de fonctionnement	971 003,00
		TOTAL	2 336 503,00

DEPENSES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
	001-01	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : réajustement de crédits ouverts en DM N°2 suite à une erreur matérielle	27 000,00
21	2111-op 18-414	Acquisition terrain : opération pistes VTT Pic du JER + frais notariés	210 000,00
	2115-op 6-90	Acquisition du bâtiment 116 à la ville Tarbes pour vente à M LOUIT	1 050 003,00
	2111-op 5-524	Acquisition terrain : gens du voyage : aire de grand passage+ frais notariés	46 500,00
	2313-op 5-524	Immobilisations encours : gens du voyage	- 170 000,00
	2128-op 5-524	Travaux aires de Lasgravette : installation télégestion	170 000,00
	2111- fin-020	Réserves pour acquisition foncières	100 000,00

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_09-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

23	238-blau-321	Travaux de réfection de la verrière de la bibliothèque Nelson Mandela : convent° MO	57 000,00
26	266-eco-90	Autres formes de participation : Mangeons Happy : entrée au capital : délibération n°8 janvier 2018	1 000,00
041	21318-op 33-414	Acquisition bâtiment 313 à l'euro symbolique : Atelier des sports	700 000,00
	21318-op 36-321	Acquisition bâtiment 111 à l'euro symbolique : Médiathèque CA TLP	145 000,00
TOTAL			2 336 503,00

FONCTIONNEMENT

RECETTES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
77	775-01	Vente du bâtiment 116 à M. LOUIT	1 050 003,00
	002-01	Résultat de fonctionnement reporté : réajustement crédits ouverts en DM N°2 suite à une erreur matérielle	- 27 000,00
			1 023 003,00

DEPENSES

Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
011	62875 - ST- 90	Remboursement de frais aux communes : ZAE arsenal	50 000,00
	60622-env-824	Carburant : réajustement crédits service commun de l'ex CCB	1 000,00
	61551-env-824	Entretien matériel roulant : réajustement crédits service commun de l'ex CCB	1 000,00
	023	Virement à la section d'investissement	971 003,00
TOTAL			1 023 003,00

Sur avis favorable de la Commission Finances du 19 septembre 2019, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver la décision modificative n°3, arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de **3 359 506,00 €**.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : d'approuver la décision modificative n°3 du budget Principal.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_09-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

PRESENTATION CONSOLIDEE DES COMPTES ADMINISTRATIFS DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES 2018
budget principal géré en ttc et budgets annexes gérés en ht et ttc

Exercice 2018	BUDGET PRINCIPAL	BUDGETS ANNEXES LOCATION			BUDGETS ANNEXES ASSAINISSEMENT		BUDGET ANNEXE	BUDGETS ANNEXES AMENAGEMENT DE ZONES								PREVISIONS CUMULEES BP + BA 2018
		HOTELS * D'ENTREPRISES	COOP HARICOT	LOCATION ° TELEPORT	CCM	CCB (TTC)		PARC DES PYRENEES	ECOPARC	ZAC DE GABAS	ZAC CAP AERO	ZAC DE ST PE DE BIGORRE	ZAC PYRENE AEROPOLE	ZAC DE SAUX	PARC DE L'ADOUR	
FONCTIONNEMENT																
DEPENSES	79 338 666,80	423 324,77	6 857,33	700 667,45	21 113,71	194 454,36	8 447 730,78	392 008,54	55 285,75	2 008,38	42 773,64	3 184,00	452 400,23	139 515,62	11 575 791,52	101 795 782,88
RECETTES	83 943 924,04	566 058,36	6 857,33	917 673,55	43 345,33	225 799,57	11 849 892,80	498 853,78	55 286,16	2 008,37	149 073,66	3 184,08	581 116,92	166 242,15	21 801 332,72	120 810 648,82
Résultat de l'exercice	4 605 257,24	142 733,59	-	217 006,10	22 231,62	31 345,21	3 402 162,02	106 845,24	0,41	- 0,01	106 300,02	0,08	128 716,69	26 726,53	10 225 541,20	19 014 865,94
002 excédent reporté	8 725 611,83			87 100,13	3 878,45	- 57 359,71	6 944 708,47	478 686,55	131 818,94	83 613,68	0,20	8 160,00	0,82	77 100,00		16 483 319,36
FONCTIONNEMENT Résultat cumulé	13 330 869,07	142 733,59	-	304 106,23	26 110,07	- 26 014,50	10 346 870,49	585 531,79	131 819,35	83 613,67	106 300,22	8 160,08	128 717,51	103 826,53	10 225 541,20	35 498 185,30
INVESTISSEMENT																
DEPENSES	6 256 672,41	236 923,96	2 170,00	983 794,45	1 004 131,40	120 399,27	112 932,73	287 094,36	54 693,63	1 422,88	30 773,49	-	438 263,03	136 099,06	11 575 791,52	21 241 162,19
RECETTES	7 521 801,99	395 447,12	20 031,33	473 354,37	118 548,38	-	595 307,75	236 165,42	23 616,66	1 422,88	8 691,75	-	411 496,35	174 434,79	-	9 980 318,79
Résultat de l'exercice	1 265 129,58	158 523,16	17 861,33	- 510 440,08	- 885 583,02	- 120 399,27	482 375,02	- 50 928,94	- 31 076,97	-	- 22 081,74	-	- 26 766,68	38 335,73	- 11 575 791,52	- 11 260 843,40
001 solde d'invest reporté	- 2 062 034,03	- 1 077 343,52	181 134,33	529 797,35	26 683,81	- 60 459,56	525 292,37	- 368 610,96	- 1 486 982,51	286 791,06	- 105 581,30		153 996,77	- 52 150,72		- 3 509 466,91
INVESTISSEMENT Résultat cumulé	- 796 904,45	- 918 820,36	198 995,66	19 357,27	- 858 899,21	- 180 858,83	1 007 667,39	- 419 539,90	- 1 518 059,48	286 791,06	- 127 663,04	-	127 230,09	- 13 814,99	- 11 575 791,52	- 14 770 310,31
SOLDE SANS RAR	- 796 904,45	- 776 086,77	198 995,66	323 463,50	- 832 789,14	- 206 873,33	11 354 537,88	165 991,89	- 1 386 240,13	370 404,73	- 21 362,82	8 160,08	255 947,60	90 011,54	- 1 350 250,32	20 727 874,99
RAR																
DEPENSES	3 751 389,70	3 420,00		60 739,50	160 367,09	40 222,82	349 114,55						10 780,00	26 367,00		4 402 400,66
RECETTES				416 400,00	782 308,32											1 198 708,32
SOLDE RAR	- 3 751 389,70	- 3 420,00		355 660,50	621 941,23	- 40 222,82	- 349 114,55	-	-	-	-	-	10 780,00	- 26 367,00	-	- 3 203 692,34
SOLDE AVEC RAR	8 782 574,92	- 779 506,77	198 995,66	679 124,00	- 210 847,91	- 247 096,15	11 005 423,33	165 991,89	- 1 386 240,13	370 404,73	- 21 362,82	8 160,08	245 167,60	63 644,54	- 1 350 250,32	17 524 182,65

* Le BA Hôtels d'entreprises regroupe les hôtels d'entreprises avenue Renaudet, avenue de la Libération et le restaurant inter-entreprises sur le site Alstom

* Le BA Téléports et location immeubles regroupe les Téléports 2,3, et 4 et les hôtels d'entreprises de GABAS et de LANNE

Ces sept budgets sont gérés en comptabilité de stocks

1 386 240,54

AFFECTATION BRUTE DU RESULTAT ISSUE DU CA 2018

Exercice 2018	BUDGET PRINCIPAL	BUDGETS ANNEXES LOCATION			BUDGETS ANNEXES ASSAINISSEMENT		BUDGET ANNEXE TRANSPORT	BUDGETS ANNEXES AMENAGEMENT DE ZONES							
		HOTELS * D'ENTREPRISES	COOP HARICOT	LOCATION * TELEPORT	CCM	CCB		PARC D'ACTIVITES DES PYRENEES	ECOPARC	ZAC DE GABAS	ZAC CAP AERO	ZAC DE ST PE DE BIGORRE	ZAC PYRENE AEROPOLE	ZAC DE SAUX	PARC DE L'ADOUR
INVESTISSEMENT - DEPENSES 001	796 904,45	918 820,36	198 995,66	19 357,27	858 899,21	180 858,83	1 007 667,39	419 539,90	1 518 059,48	286 791,06	127 663,04	127 230,09		13 814,99	11 575 791,52
INVESTISSEMENT - RECETTES 001															
INVESTISSEMENT - RECETTES 1068	4 651 694,15	142 733,59			26 110,07						106 300,22			40 181,99	
FONCTIONNEMENT - DEPENSES 002				304 106,23		26 014,50									
FONCTIONNEMENT - RECETTES 002	8 679 174,92						10 346 870,49	585 531,79	131 819,35	83 613,67		8 160,08	128 717,51	63 644,54	10 225 541,20

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 10

Modification de la délibération relative à l 'Affectation du résultat 2018 du Budget Principal et des Budgets Annexes

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN

M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE

M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. FEGNE

Objet : Modification de la délibération relative à l'affectation du résultat 2018 du Budget Principal et des Budgets Annexes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_10-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

EXPOSE DES MOTIFS :

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier les articles 1, 3 et 10 de la délibération n° 7 du conseil communautaire en date du 26 juin dernier relative à l'affectation du résultat 2018 du budget principal et des budgets de la manière suivante :

Article 1 : l'excédent de fonctionnement cumulé et le déficit d'investissement du **Budget principal** après modification sont affectés de la façon suivante :

- **4 678 694,15 € au compte budgétaire 1068**, en recettes d'investissement (excédents de fonctionnement capitalisés), afin de couvrir le déficit d'investissement soit 796 904,45 € + les RAR en dépenses soit 3 751 389,70 € et les crédits nouveaux inscrits en DM N°2 soit 180 400,00 € moins les recettes nouvelles liés à l'amortissement soit 50 000,00 €
- **796 904,45 € au compte budgétaire 001** en déficit d'investissement (déficit d'exécution de la section d'investissement reporté).
- **8 652 174,92** au compte budgétaire 002 en recettes de fonctionnement (solde de fonctionnement reporté). Ce montant résulte de l'excédent de fonctionnement global des budgets situés ci-dessous soit 13 330 869,07 € moins le montant porté au compte 1068 soit 4 678 694,15 €.

Article 2 : l'excédent d'investissement du **Budget Annexe Coop du Haricot Tarbais** après modification est affecté de la façon suivante :

- **198 995,16€ au compte budgétaire 001** en recettes d'investissement (solde d'exécution de la section d'investissement reporté). Ce montant est le cumul de l'excédent d'investissement reporté de l'exercice N-1 soit 181 133,82 € et de l'excédent d'investissement de l'exercice N soit 17 861,33 €.

Article 3 : l'excédent de fonctionnement et l'excédent d'investissement du **Budget Annexe Cap Aéro** de la façon suivante :

- **127 663,04 € au compte budgétaire 001** en dépenses d'investissement (déficit d'exécution de la section d'investissement reporté). Ce montant est le résultat du déficit d'investissement reporté de l'exercice N-1 soit 105 581,30 € et du déficit d'investissement de l'exercice N de 22 081,74 €.
- **106 300,22 € au compte budgétaire 002** en recettes de fonctionnement, afin de couvrir une partie du déficit.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_10-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_10-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 12

**Remise gracieuse dans le cadre du vol de la régie du centre
nautique Paul BOYRIE**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN

M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE

M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. FEGNE

Objet : Remise gracieuse dans le cadre du vol de la régie du centre nautique Paul BOYRIE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18,
Vu le décret n°65-97 du 4 février 1965 modifié relatifs aux modes et procédures de règlement des dépenses des organismes publics,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_12-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu le décret 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret n°97-1259 du 29 décembre 1997 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des organismes publics locaux,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu le courrier en date du 7 mai 2019 établi par Mme CAUSSADE, régisseuse, à l'attention de M. le Trésorier Principal l'informant d'un vol intervenu dans la nuit du 23 au 24 avril et lui demandant pour celui-ci une remise gracieuse,

Vu la décision du 01 juillet 2019 établie M. le Trésorier Principal valant constatation de force majeure relative à Mme CAUSSADE suite au vol intervenu dans la nuit du 23 au 24 avril dernier,

EXPOSE DES MOTIFS :

La recette du Centre nautique Paul Boyrie a été dérobée dans la nuit du 23 au 24 avril 2019 suite à un vol avec effraction.

La somme volée en numéraire s'élève à 808,57 €.

Compte tenu de la décision prise par M. le Trésorier Principal constatant que la responsabilité personnelle et pécuniaire de Mme CAUSSADE, comme régisseuse de recettes de la piscine Paul Boyrie, n'est pas engagée, il est proposé que la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées réponde favorablement à la demande de remise gracieuse formulée par Mme CAUSSADE Nathalie.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : d'accepter la demande de remise gracieuse formulée par Mme CAUSSADE Nathalie pour la somme de 808,57 €.

Article 2 : d'autoriser M. le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-président, à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_12-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 13

Création des deux budgets annexes : eau et assainissement

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Serge DUCLOS
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD

Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M.
Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à
M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-
Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M.
Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à
M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à
Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
Mme Suzan DUCASSE

M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. FEGNE

Objet : Création des deux budgets annexes : eau et assainissement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 256 B du Code Général des Impôts portant sur l'assujettissement obligatoire à la TVA pour les opérations de fournitures d'eau concernant les communes ou les EPCI de plus de 3 000 habitants,
Vu l'article 260 A du Code Général des Impôts portant sur l'assujettissement optionnel à la TVA pour les opérations relatives à l'assainissement collectif et non collectif,
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République instituant le transfert de la compétence eau et assainissement aux communautés

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_13-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.49,

En vertu de la loi du 7 août 2015 dite loi Notre, les compétences Eau et Assainissement sont transférées aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020.

EXPOSE DES MOTIFS :

Le suivi des opérations comptables de ces nouvelles compétences sera retracé dans deux budgets annexes distincts tenu en M49 et dotés de la seule autonomie financière (budgets annexés au budget principal, disposant d'une comptabilité séparée avec son P 515).

Ainsi sera créé :

- un budget dit « eau » retraçant l'ensemble des opérations relatives à la distribution de l'eau à destination des usagers du territoire de la CA-TLP
- et un budget dit « assainissement » retraçant l'ensemble des opérations relatives à l'assainissement collectif et à l'assainissement non collectif. Les deux budgets assainissement dénommés ex CCM et ex CCB, gérés par la CA – TLP depuis le 1^{er} janvier 2017 suite à la fusion, seront intégrés dans ce nouveau budget.

En vertu des articles 256 B et 260 A du CGI, il sera demandé aux services fiscaux de les assujettir à la TVA selon le taux en vigueur.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE,

Article 1 : d'approuver la création d'un budget annexe eau et d'un budget annexe assainissement dotés de l'autonomie financière.

Article 2 : d'approuver la demande d'assujettissement à la TVA aux services fiscaux pour ces deux budgets annexes.

Article 2 : d'autoriser le Président, ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président à signer tout document afférent à cette délibération

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_13-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_13-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 14

Délégation de compétences du Conseil Communautaire au Président et au Bureau

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
Mme Marie-Pierre VIEU

M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE

M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE

M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. LABORDE

Objet : Délégation de compétences du Conseil Communautaire au Président et au Bureau

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération N°3 du Conseil Communautaire en date du 31 janvier 2017 donnant délégation de compétences au Bureau et au Président,
Vu la délibération N°1 en date du 13 avril 2017 modifiant les délégations de compétence du Conseil Communautaire au Bureau et au Président,
Vu la délibération N°6 en date du 28 novembre 2018 modifiant les délégations de compétence du Conseil Communautaire au Bureau et au Président,
Vu la délibération N°8 en date du 27 mars 2019 modifiant les délégations de compétence du Conseil Communautaire au Bureau et au Président.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant qu'il est nécessaire dans le cadre du transfert de la compétence eau et assainissement au 1 janvier 2020 de compléter les compétences qui sont dévolues au Président pour passer les conventions de servitude. Il convient de préciser qu'elle concerne non seulement les servitudes sur les biens de la CATLP mais aussi sur des parcelles appartenant à des propriétaires privés. (Cf passage en gras infra)

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président et en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, Patrick VIGNES, pour la durée de son mandat :

♦ à procéder à la négociation et à la conclusion des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget et au réaménagement de la dette communautaire et à passer à cet effet les actes nécessaires dans la limite des crédits inscrits au budget ;

♦ à procéder à l'ouverture des lignes de trésorerie auprès d'établissements bancaires ;

♦ à prendre toute décision relative aux accords-cadres, marchés, marchés subséquents d'un accord cadre ainsi que leurs avenants ou décisions de poursuivre, quel que soit leur objet dont le montant est inférieur au seuil communautaire, le cas échéant transposé en droit français, au-delà duquel une procédure formalisée doit être mise en œuvre par les pouvoirs adjudicateurs en matière de fournitures, de services, et pour les travaux dans la limite d'un million d'euros H.T. ;

♦ à prendre toute décision relative aux accords-cadres, marchés, marchés subséquents d'un accord cadre ainsi que leurs avenants ou décisions de poursuivre, quel que soit leur objet et leur montant, avec les limitations suivantes :

- Concernant les opérations dont le montant est supérieur au seuil communautaire, le cas échéant transposé en droit français, et qui font l'objet de procédures formalisées, l'attribution du marché sera effectuée, dans les cas pour lesquels la législation et la réglementation en vigueur le disposent, par la Commission d'appel d'offres.

- Pour les opérations dont le montant est supérieur au seuil communautaire, le cas échéant transposé en droit français, au-delà duquel une procédure formalisée doit être mise en œuvre par les pouvoirs adjudicateurs en matière de fournitures et de services, et pour les travaux dans la limite d'un million d'euros hors taxes, le Président ou son délégataire ne

pourront signer le marché qu'après y avoir été autorisés par une délibération exécutoire du Bureau Communautaire.

♦ à prendre toute décision relative aux marchés de services sociaux, spécifiques et juridiques relevant des domaines énumérés par l'article R.2123-1 al. 3 et 4 du Code de la Commande publique, qui peuvent être passés sur procédure adaptée dans la limite d'un montant de 221 000 euros H.T.

♦ à prendre toute décision relative aux « petits lots » des procédures formalisées de marchés publics déclarés infructueux qui, en application de l'article R.2123-1 al.2°(a) du Code de la Commande publique, font l'objet d'une négociation sans publicité ni mise en concurrence préalable, y compris lorsque leur montant cumulé dépasse le seuil des procédures formalisées.

♦ à prendre toute décision relative aux marchés publics négociés sans mise en concurrence et sans publicité passés selon la procédure de l'article R.2122-1 du Code de la Commande publique, qui font l'objet d'une procédure non formalisée quel qu'en soit le montant et pour les marchés passés selon la procédure de l'article R.2122-2 du Code de la Commande publique, dans la limite de 221 000 euros H.T. pour les fournitures et les services et d'un million d'euros H.T. pour les travaux.

♦ à prendre toute décision relative aux marchés publics exclus du champ d'application du Code de la Commande publique en application de son article L.2511, qui sont exclus du champ d'application dudit Code en raison de leur objet (articles L.2511 à L.2513) ou de spécificités tenant aux caractéristiques du cocontractant (articles L.2511-2 à 2511-6, et L. 2512-4) et non de leur valeur, et qui ne relèvent pas de la compétence des Commissions d'appel d'offres dans la limite de 221 000 euros H.T. pour les fournitures et les services et de un million d'euros H.T. pour les travaux.

♦ à accepter ou à refuser les indemnités proposés par les assureurs de la Communauté en application des polices souscrites ;

♦ à créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

♦ à fixer les rémunérations et à régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

♦ à intenter au nom de la Communauté les actions en justice ou à défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle ;

♦ à fixer, dans la limite de l'estimation des Services Fiscaux, le montant des offres de la Communauté à notifier aux expropriés et à répondre à leurs demandes ;

♦ à fixer les droits d'entrée et les modalités d'organisation des spectacles organisées par la Communauté ;

♦ à exercer au nom de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées le droit de préemption urbain défini par le Code de l'Urbanisme et de déléguer l'exercice de ce droit selon les dispositions prévues à l'article L 213- 3 de ce même Code ;

♦ à attribuer les mandats spéciaux et à rembourser les élus conformément au texte en vigueur au moment du déplacement ;

♦ à autoriser et conclure toute convention de servitude sur les biens de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées **mais aussi sur les biens d'autrui afin de**

pouvoir y réaliser des travaux pour y passer des réseaux ou y installer des ouvrages nécessaires à l'exécution du service public.

♦ à saisir pour avis la commission consultative des services publics locaux sur les projets de Délégation de Service Public ou de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;

Article 2: d'autoriser le Bureau :

♦ à solliciter les subventions auprès des partenaires financiers pour les dossiers dont la compétence relève de la Communauté ;

♦ à arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté ;

♦ à fixer les droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal (tarification des prestations assurées par des services communautaires, fixation du prix de vente des documents divers édités par la Communauté, etc...) ;

♦ à décider de la conclusion et de la révision du louage de biens immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération ;

♦ à accepter les dons et legs ;

♦ à décider l'aliénation et l'acquisition de biens immeubles ;

♦ à décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers ;

♦ à octroyer des subventions et signer les conventions afférentes dans la limite des crédits inscrits au budget ;

♦ à accorder après enquête toute remise gracieuse de dettes à l'initiative de la Communauté ;

♦ à attribuer une indemnité de conseil au Trésorier ;

♦ à prendre toutes dispositions relatives à l'application de la MOUS Gens du Voyage, et des conventions afférentes à son application ;

♦ à désigner des élus dans les associations, organismes et établissements publics ;

♦ à financer des thèses universitaires ; et signer les conventions afférentes, en application des conventions cadres de soutien à l'innovation et la recherche ;

♦ à approuver la maquette financière annuelle du Contrat Régional Unique ;

♦ à approuver les conventions d'opérations dans le cadre de la convention d'application du Contrat de Plan Etat-Région ;

♦ à proposer la candidature de la Communauté aux appels à manifestation d'intérêt et appels à projets européens, nationaux, régionaux ou départementaux ;

♦ à réaliser tout acte de gestion et de disposition relatif aux marques, dessins et modèles, brevets et droits d'auteurs ;

♦ à approuver les garanties d'emprunts sollicitées ;

♦ à prendre toute décision relative aux accords-cadres, marchés, marchés subséquents d'un accord cadre ainsi que leurs avenants ou décisions de poursuivre, quel que soit leur objet,

n'ayant pas fait l'objet d'une délégation d'attribution au Président en matière de travaux, fournitures, et services ;

♦ à prendre toute décision relative aux marchés de services sociaux, spécifiques et juridiques relevant des domaines énumérés par l'article R.2123-1 al. 3 et 4 du Code de la Commande publique, qui peuvent être passés sur procédure adaptée au-dessus de 221 000 euros H.T.

♦ à prendre toute décision relative aux marchés publics négociés sans mise en concurrence et sans publicité passés selon la procédure de l'article R.2122-2 du Code de la Commande publique qui font l'objet d'une procédure non formalisée pour un montant supérieur à 221 000 euros H.T. pour les fournitures et les services et de plus d'un million d'euros H.T. pour les travaux .

♦ à prendre toute décision relative aux marchés publics exclus du champ d'application du Code de la Commande publique en application de son article L.2511, qui sont exclus du champ d'application dudit Code en raison de leur objet (articles L.2511 à L.2513) ou de spécificités tenant aux caractéristiques du cocontractant (articles L.2511-2 à 2511-6, et L. 2512-4) et non de leur valeur, et qui ne relèvent pas de la compétence des Commissions d'appel d'offres, d'un montant supérieur à 221 000 euros H.T. pour les fournitures et les services et de plus d'un million d'euros H.T. pour les travaux.

♦ à délivrer l'avis de la Communauté d'Agglomération lorsque celui-ci est prévu par un texte législatif ou réglementaire ;

♦ à prendre toute décision relative aux transactions à conclure en application des articles 2044 et suivants du Code Civil ;

♦ à déclasser, si nécessaire, du domaine public, avant leur cession, les biens meubles et immeubles appartenant à la Communauté d'Agglomération ;

♦ à admettre en non-valeur ou à émettre un avis sur l'admission en non-valeur des sommes irrécouvrables ;

♦ à conclure toute convention de groupement de commandes conformément à l'article L.2113 al.6 à 8 du Code de la Commande publique;

♦ à approuver les créations et les suppressions d'emplois, les mises à disposition du personnel, à modifier les ratios d'avancement de grade du personnel communautaire, à prendre toutes dispositions en matière de régime indemnitaire, d'organisation de cycles de travail et de conventionnement avec l'Etat dans le cadre du dispositif d'emplois aidés, et toutes autres dispositions relatives au personnel communautaire ;

♦ à dresser la liste des 20 contribuables, sur proposition des communes, qui sera proposée au directeur départemental des finances publiques pour siéger à la commission intercommunale des impôts directs qui sera composée du Président ou d'un Vice-Président délégué et de 10 commissaires.

♦ sur les dossiers de procédures de modification de droit commun, modification simplifiée et révision « allégée » des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux actuellement en cours d'élaboration ;

♦ sur les mises à jour des annexes d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (P.L.U.I.), d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ou d'une carte communale ;

♦ sur la mise en compatibilité d'un P.L.U. ou d'un P.L.U.I., ou la prise en compte par un P.L.U ou un P.L.U.I. d'un document supérieur, lorsque cela n'entraîne pas une révision générale du document d'urbanisme;

♦ sur la mise en compatibilité d'un P.L.U., ou d'un P.L.U.I., avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général lorsque cela n'entraîne pas une révision générale du document d'urbanisme;

♦ sur la rectification d'une erreur matérielle d'une carte communale ;

♦ sur les demandes de dérogation au principe d'urbanisation limitée (article L142-5 du Code de l'urbanisme).

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc2501919_14-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

EXONERATION TEOM 2020 ZONE DU MERIDIEN



NOM DE L'ENSEIGNE	IDENTIFICATION ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE	NUMERO DE VOIE	TYPE DE VOIE	NOM DE LA VOIE	VILLE	MONTANT DE LA TEOM 2017	NUMERO FISCAL	REFERENCE DE L'AVIS	Numéro de Propriétaire	NUMERO DE PARCELLE	NUMERO INVARIANT
CONFORAMA	SCI IBOS MAISON Route de Pau 65420 IBOS	39	Chemin	d'Ours	IBOS	- €	4719307632347	1665407240390	226 + 00460 T	39 Chemin d'Ours	226 0190316 A
CENTRE LECLERC MERIDIEN	SCI D'IBOS Centre Commercial Meridien Route de Pau 65420 IBOS	5583	-	Oursbelille	IBOS	0,00	4719328571335	1865407502321	226 + 00164 H	5583 - Oursbelille	226 0190890 V
											226 0190895 Y
											226 0190897 P
											226 0190898 K
											226 0190899 F
											226 0190900 T
											226 0190901 N
											226 0190937 T
											226 0190938 N
											226 0190939 J
											226 0190940 S
											226 0190942 H
											226 0190943 D
											226 0190944 Z
											226 0190946 R
											226 0190947 L
											226 0190948 G
											226 0192434 J
											226 0192424 R
											226 0193402 Z
											226 0193403 V
											226 0193404 R
											226 0193405 L
											226 0194039 E
											226 0192428 Y
											226 0192430 B
											226 0192431 X
											226 0192432 T
											226 0192433 N
											226 0190889 M
											226 0190879 U
											226 0190881 X
											226 0190882 T
											226 0190883 N
											226 0190884 J
											226 0190885 E
											226 0190886 A
											226 0190887 W
											226 0190888 S
											226 0191894 P
											226 0191896 F
											226 0191897 B
											226 0191898 X
											226 0191899 T
											226 0191900 E
											226 0191901 A
											226 0191904 M
											226 0191905 H
											226 0191908 V

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_15a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

											226 0191909 R
											226 0191910 Y
											226 0191911 U
											226 0191912 P
											226 0191915 B
											226 0191916 X
											226 0191919 J
											226 0191920 S
											226 0191921 M
											226 0191922 H
											226 0192421 D
											226 0192676 C
											226 0197267 H
											226 0192677 Y
											226 0192679 P
			5584	Route	de Pau					5584 Route de Pau	226 0193401 D
BRICO-JARDIN PARVIS	SAS CDA SO Route de Pau IBOS	65420	5583	-	Oursbelille	IBOS	0,00	4719307314029	1865407514395	226 + 00468 H	5583 Oursbelille 226 0192427 C 226 0192426 G
STATION SERVICE PARKING	SAS CDA SO Route de Pau 65420 IBOS		5706	-	Yose	IBOS	0,00	4719307314029	1865407514395	226 + 00468 H	5706 Yose 226 0119091 Z 226 0194633 R
			5678	-	Oursbelille						5678 Oursbelille 226 0097481 U
			5600	-	Oursbelille						5600 Oursbelille 226 0191895 K
			5584	-	Oursbelille						5584 Oursbelille 2260190880
			5679	-	Oursbelille						5679 Oursbelille 226 0097483 K
			9001	Route	de Pau						9001 Route de Pau 226 0192680 X
CENTRE AUTO	SAS CDA SO Route de Pau 65420 IBOS		5713	-	Yose	IBOS	0,00	4719307314029	1665407228217	226 + 00516 N	5713 Yose 226 0123200 B
CERVOISERIE	SCI EQUIPIBOS Route de Pau 65420 IBOS		9001	-	Yose	IBOS	0,00	4719309096278	1565407274672	1665407237026	226 0184748 U
AD'HAUC											226 0184327 E
MAISONS DU MONDE											226 0184328 A
AFFELOU											226 0184749 P
HEYTENS	SCI IBOS DECO Centre Commercial Meridien Route de Pau 65420 IBOS		5739	Rue	du Herran	IBOS	0,00	4719318366350	1665407229207	226 + 00245 F	5739 Rue du Herran 226 0143011 C
FORD			5753								226 0152607 N 226 0197973T 226 0197951 P 226 0197952 K 226 0197953F 226 0199727 D 226 0199728Z
CUISINELLA			5769								5769 Rue du Herran 226 0197922 E 226 0197923 A
PARKING	SAS CDA SO Route de Pau IBOS	65420	5731	-	Oursbelille	IBOS	0,00	4719307314029	1865407510338	226 + 00404 P	5731 Oursbelille 226 0137286 K
PARKING IBOS 2	SAS CDA SO Route de Pau IBOS	65420	9002	Route	de Pau	IBOS	0,00	4719307314029	1865415204121	226 + 00250 W	9002 Rte de Pau 226 0192683 K
-	SAS CDA SO Route de Pau IBOS	65420	2	Rue	de Cronstadt	TARBES	0,00	4719307314029	1865415204121	440 + 02332 N	2 Rue de Cronstadt 440 0058176 H 440 0058859 G

NOM DE L'ENSEIGNE	PROPRIETAIRE	NUMERO DE VOIE	TYPE DE VOIE	NOM DE LA VOIE	CODE POSTAL	VILLE	TELEPHONE	COMMENTAIRES	MONTANT DE LA	NUMERO	REFERENCE	Numéro de Propriétaire	NUMERO	NUMERO
									TEOM 2017	FISCAL	DE L'AVIS		DE PARCELLE	INVARIANT
AUTOROUTES DU SUD DE LA France	SOCIETE ASF Quartier Sainte Anne - Vedene 84967 LE PONTET Cedex	-	QUARTIER	LESPIE	65420	IBOS		Contrat VEOLIA	0,00	5528705067354	1765407373582	226 + 00385 U	5735 Bastillac - 5693 Lespie - 5694 Lespie - 5695 Lespie - 5696 Lespie - 5697 Lespie - 5698 Lespie - 5699 Lespie - 5700 Lespie - 5701 Lespie	226 0112923 E 226 0112924 A 226 0112932 C 226 0112926 S 226 0112927 M 226 0112928 H 226 0112929 D 226 0112930 L 226 0112931 G 226 0139284 L 226 0139285 G 226 0139286 C 226 0139287 Y 226 0139278 A 226 0139279 W
BAJON ET ANDRES	SCI B A Zone industrielle - 5 Rue ampère 65320 BORDERES SUR L'ECHEZ	5		AMPERE	65320	BORDERES SUR L'ECHEZ		Contrat LIE	0,00	4719319293255	1765403836943	100 + 00188 C	5 Rue Ampère	100 0132821 S
BUFFALO GRILL	SA SOGEFIMUR GESTIONANIRE Tour les miroirs Bat D 18 Av d'Alsace 92400 COURBEVOIE	-	BOULEVARD	DU PRESIDENT JOHN KENNEDY	65000	TARBES		Contrat VEOLIA	66	3399932148AQJ5	1,69658E+12	440 + 04784 C	2 Bd du Président Kennedy	4400143773
BUT	SAS SOLIGNY 2 avenue du marché Brauhauban 65000 TARBES	5625	ROUTE	DE PAU	65420	IBOS		Contrat SUEZ	0,00	4719315799338	1865407505586	226 + 00283 N	5625 Rte de Pau	2 260 038 927
CARREFOUR MARKET	SAS CARREFOUR PROPERTY France Zi + Route de Paris 14120 MONDEVILLE	13 Bis	PLACE	GERMAIN CLAVERIE	65000	TARBES		Contrat VEOLIA	0,00	7756321698AHVY	1796584284827	440 + 04964 U	13 Bis Place Germain Clavierie	440 0136314 A 440 0136315 W 440 0085769 Y
CONFORAMA	SA CONFORAMA France Bd du Mandinet 77185 LOGNES	4	RUE	DE LA GAROUNERE	65420	IBOS		Contrat SUEZ	0,00	4148194098A0QG	1896583406645	226 + 00288 S	4 rue de la garounère	2 260 143 470
DECATHLON	IMMO DIVERSIFICATION 43 avenue de la grande armée 75116 PARIS	1	CHEMIN	DE COGNAC	65000	TARBES		Contrat VEOLIA	0,00	4719305520279	1865415329033	440 + 04854 L	1 Chemin de Cognac	440 0145519 C
FALLIERO	SCI DES VALLEES ZAC Parc des Pyrénées 65420 IBOS	11	RUE	DE TROUMOUSE	65420	IBOS		Contrat VEOLIA	0,00	4719309736407	1865407509942	226 + 00394 S	11 Rue de Troumouse	226 0182638 M
GIFI	SCI MAG TARBES ZI La Barbiere - Rue Nicolas Leblanc 47300 VILLENEUVE SUR LOT	16	ROUTE	DE PAU	65000	TARBES		Paprec	0,00	4719320660089	1865415202933	440 + 02297 N	16 Rte de Pau	440 0083916 Y
SAS JEAN LAFFORGUE	SA DURAN IMMOBILIER SA 25 rue du Pradeau 65140 RABASTENS DE BIGORRE	4	ROUTE	DE BORDEAUX	65320	BORDERES SUR L'ECHEZ		Contrat SOMAGES et VEOLIA	0,00	4719327640426	1765415018073	440 + 02088 M	9030 avenue alsace lorraine 9031 avenue alsace lorraine	440 0104935 W 440 0169492 E
	SA DURAN IMMOBILIER SA 25 rue du Pradeau 65140 RABASTENS DE BIGORRE								0,00	4719327640426	1865403885112	100 +00142 E	4 Rte de Bordeaux	440 0155425 U
	SAS SOCIETE JEAN LAFFORGUE Rte de Sauveterre 31800 VALENTINE								0,00	4719306783009	1765415138334	440 + 04606 G	9032 avenue alsace lorraine	440 0173392B
JUSTELA - MAGASIN CACHE CACHE BONOBO	SCI TARBINVEST 123 rue du château 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	1	LOT	LA PYREENEENNE	65420	IBOS		Contrat VEOLIA / RA 65	0,00	4719308050254	1865407513110	226 + 00445 J	1 lot la pyrénéenne	226 0139256 X
LATU ENTREPRISE	SCI TALH 97 rue Maréchal Foch 65000 TARBES	-	RUE	DES GARGOUSSSES	65000	TARBES		Contrat CHIMIREC DARGEL0S, Entreprise Pascal Roche et SUEZ	0,00	4719308465158	1865415291817	440 + 04291 N	Rue des gargousses	440 0185908 A
LIDL	SNC LIDL 35 Rue Charles Peguy 67200 STRASBOURG	5805	AVENUE	DES CIMES	65310	ODOS		Contrat SUEZ	0,00	343262622 8AFNR	1896583434458	331 + 00227 K	5805 Avenue des cimes	331 0137440 M 331 0137439 E
LIDL	SA FINAMUR DPT GESTION SERVICE CUIENTS 12 PL ETATS UNIS CS30002 92548 MONTROUGE CEDEX	21	AVENUE	JEAN JAURES	65800	AUREILHAN			4 374,00	4719312289405	1665401384263	047 + 00329 R	21 avenue Jean Jaures	0470153486
LIDL	SA NATIXIS LEASE IMMO GESTIONNAIRE 4 PL DE LA COUPOLE 94220 CHARENTON LE PONT	4	CHEMIN	COGNAC	65000	TARBES			0,00	333384311 8AMCM	1896583461479	440 + 04782 L	4 chemin Cognac	440 0190710 Y 440 0190709 R
LIDL	SA NATIOCREDBAIL GESTIONNAIRE 2 Ave,nue Charles Tillon 35402 Rennes Cedex	113	AVENUE	ALSACE LORRAINE	65000	TARBES			0,00	998630206 8AW64	1796584283936	440 + 04779 M	113 Avenue Alsace Lorraine	440 0182808 A
Mr BRICOLAGE	SAS BRICOLAGE PROPRIETES Direction du Porperty 35 Rue Gare 75168 PARIS CEDEX 19	32	ROUTE	DE PAU	65000	TARBES		Contrat ESO-P	2 297,00	4719313366460	1665414841232	440 + 03611 K	12 Rte de Pau	4 400 113 901
	SA SAS SADEF SAS BRICOLAGE PROPRIETES rue de Monceau 75008 PARIS								135,00	4719319791242	1665414934272	440*01130 G	12 Rte de Pau	4 400 113 899
	SAS BATI FINANCES Mr BRICOLAGE 45 Rue de l'Industrie 65420 IBOS								0,00	4719319444406	1865415215306	440 + 02629 G	12 Rte de Pau	4 400 113 900
CENTRAKOR	SCI HOUN GRANE 15 Bis rue Lamartine 65000 TARBES	2	RUE	DE LA GAROUNERE	65420	IBOS		Contrat VEOLIA	0,00	4719317110116	1865407505091	226 + 00268 E	2 rue de la garounère	226 0038875 F
SAS ORMEAUDIS CENTRE LECLERC ORMEAU	SAS ORMEAUDIS ZAC de l'Ormeau 65000 TARBES	1	RUE	JEAN PERRIN	65000	TARBES		Contrat SITA SUEZ	0,00	4719313613196	1865415263113	440 + 03790 B	2B rue de Cronstadt 9002 Rue Louis de Broglie	440 0058832 A 440 0080928 X
	SA ORMEAUDIS ZAC de l'Ormeau Chemin de l'Ormeau 65000 TARBES							Contrat SITA SUEZ	0,00	4719319875326	1865415211841	440 + 02528 X	9001 Rue Alfred Kastler	440 0157075 S
	SCI IMMOGAL Route de Pau 65420 IBOS	9003	RUE	LOUIS BROGLIE	65000	TARBES		Contrat SITA SUEZ	7 292,00	4719311729356	1865415263806	440 + 03806 Y	9003 Rue Louis de Broglie	440 0179672 D 440 0179673Z 440 0179675 R 440 0186732 R 440 0186733 L 440 0186734 G

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_15b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

CENTRE LECLERC SOVENDEX ORLEIX	COMMUNE D'ORLEIX MAIRIE Le Bourg 65800 ORLEIX	-	ROUTE	DE RABASTENS (D'AUCH)	65800	ORLEIX		Contrat SUEZ	0,00	4719330562282	1865411832479	340+ 00003 M	5255 Route de Rabastens	340 0056192 V 340 0056193 R 340 0134150 W 340 0144181 E 340 0144182 A 340 0144183 W 340 0179534 N 340 0056199 P 340 0056209 M 340 0056212 L 340 0056203 N 340 0056207 W 340 0056208 S 340 0144710 P 340 0056211 R 340 0056737 X
													5256 Route de Rabastens	340 0173649 C
COURTEPAILLE GRILL	SARL FONCIERE COURTEPAILLE 101 Rue du Pelvoux 91080 COURCOURONNES	28	ROUTE	DE PAU	65000	TARBES		Contrat VEOLIA	0,00	4719307358073	1865415316165	440 + 04667 N	28 Route de Pau	440 0190716 X
PANOFRANCE	SCI de L'AVENIR SC PARTICULIERE rue Joseph Moules 65000 TARBES	10 9	ROUTE	DE PAU	65000	TARBES		Contrat SARL SOMAGES et PAPREC	0,00	4719328559323	1865415191649	440 + 01783 W	9 Route de Pau	440 0080880D
SARL MIRA BARCOS	SARL MIRA 51 rue des chênes 65380 LANNE	-	CHEMIN	DE GAYAN	65320	BORDERES SUR L'ECHEZ		Contrat VEOLIA	215,00 €	4719307289004	1865403893723	100 +00377S	5869A Chemin de Gayan	100 0191156 R 100 0191157 F 100 0191158 B 100 0191159 X 100 0191160 E 100 0175980 M 100 0175981 H 100 0175983 Z 100 0175984 V
									- €				5968 Chemin de Gayan	100 0129754 W
AGS TARBES PYA DEMENAGEMENT	SCI GALLIENI 118 Bis Avenue de Ceinture 95210 SAINT GRATIEN	17	LOTISSEMENT	LA GAROUNERE	65000	TARBES		Contrat Récup'Actions	- €	4719320616045	1865415203527	440 + 02306 R	17 rue de la Garounère	440 0073311 C 440 0100560 U
BRICO DEPOT	SAS EURO DEPOT IMMOBILIER Chemin de la Tourelle 91310 LONGPONT SUR ORGE	-	ROUTE	DE LOURDES	65310	ODOS		Contrat SUEZ	4 795,00	4719313080174	1865411462790	331 + 00182 D	5018 Hourcade	331 0055434 M
S.A.G.E.S.	SCI SODA Zone industrielle - Centre Kennedy 65000 TARBES	-	RUE	PATRICK BAUDRY	65000	TARBES		Contrat PAPREC	0,00	4719319935386	1865415210851	440 + 02503 G	9017 Ctre Kennedy	440 0114965 J
TRESSSENS DIFFUSION PRESSE	Mme SALAS Aline rue de la gravette 65290 JUILLAN	4 27	AVENUE	DES FORGES	65000	TARBES		Contrat PAPREC	0,00	4719327695481	1765415053212	440 + 03052 V	27 Avenue des Forges	440 0147461 P
JARDILAND	SCOM FONCIERE DES MURS 28 rue Dumont d'urville 75016 PARIS	-	ROUTE	DE PAU	65000	TARBES		Contrat VEOLIA	0,00	9555158958A64C	1696584019793	440 + 04780 V	9022 Rte de Pau	440 0126716 R
SAVELYS	Mme GALIN Marie 10 Av Jean Lartigau 40130 CAPBRETON	100	AVENUE	ARISTIDE BRIAND	65000	TARBES		Contrat SUEZ	0,00	0286570265443 C	1765416677664C	440 S03403 E	100 Avenue Aristide Briand	4 400 080 853
SCI BAIJA PATRIMOINE	SCI Baia Patrimoine 8 Bis Bd des Ardennes TARBES	65000 8 Bis	BOULEVARD	DES ARDENNES	65000	TARBES		Contrat VEOLIA	965,00	4719306245493	1865415319333	440 04710 R	8 Bis Bd des Ardennes	440 0196127 Y 440 0196128 U 440 0196137 S 440 0196130 X 440 0196132 N 440 0196134 E 0196136 W 440
GARAGE 2 SOUZA	SCI PELLEPOUT 22 Route de Bigorre BERNAC DEBAT	65360 22	ROUTE	DE BIGORRE	65360	BERNAC DEBAT		Contrat CHIMIREC DARGELOS et Mewa	213,00	4719307128354	1865403516116	083 + 00041V	22 Route de Bigorre	0830189801 0830189802
Entreprise ARBERET Christophe	Mme ARBERET Michele L'arret 20 Cami de la Serre 65360 BERNAC DESSUS	20	CAMI	DE LA SERRE	65360	BERANC DESSUS		Contrat Malet	194,00	1536761581110C	1865403577482	084 L00081U	20 Cami de la Serre	084 0167121
SAS CONCEPT METAL ORTEGA	SCI Le Pechede 16 Cami de la Moulière 65360 BERNAC DESSUS	16	CAMI	DE LA MOULIERE	65360	BERNAC-DESSUS		Pas de bac	0,00	4719315225275	1765403514170	084 + 00015X	16 Cami de la Moulière	
PARDON Marie-Claude	Local commercial détruit	7	RUE	LEON BAILE	65380	OSSUN		Pas de bac	612,00	0917828231180C	1865412020145	344 B00533N	7 Rue Leon Baile	344 0117755 N
INTERMARCHE	SCI FONCIERE CHABRIERES Parc de Treville 11 allée des mousquetaires 91078 BONDUFLE Cedex	13	ROUTE	DE LOURDES	65290	JUILLAN		Contrat SUEZ	0,00	4719319494456	1865407834792	235 + 00216 w	13 Rte de Lourdes	235 0125035 Z 235 0125036 V 235 0191687 Y
BATIMENT FERME	SIC PYRENEES 69 Avenue des Pyrénées 65100 ADE	69	AVENUE	DES PYRENESS	65100	ADE		Fermé	331,00	4719328477241	1865400020156	002 + 00018 J	69 Avenue des Pyrénées	002 0000347 R
GIFI	SCI MAG LOURDES ZI La Barbière BP 225 47300 VILLENEUVE SUR LOT	20 A	AVENUE	DU MONGE	65100	LOURDES		Contrat SUEZ	0,00	4719310915053	1865409531896	286 + 01662 Z	20 A Avenue du Monge	286 0175560 R
LECLERC	SA Centre Distributeur Lourdes CDL 5 avenue François Abadie 65100 LOURDES	5	AVENUE	FRANCOIS ABADIE	65100	LOURDES		Contrat VEOLIA + SUEZ	18 416,00	4719317618113	1865409505667	286 + 01161 H	5 Avenue François Abadie	286 0148119 R 286 0023424 T 286 0148120 Y 286 0196546 E 286 0148122 P 286 0148124 F 286 0150660 E 286 0148121 U
Mr BRICOLAGE SAS SADEF	SAS BATI FINANCES 45 RUE DE L'INDUSTRIE 65420 IBOS	6	AVENUE	DU MONDE	65100	LOURDES		Contrat ESO-P	0,00	4719305001271	1865409563768	286 + 02141H	6 Av du Monge	2 860 108 502
LIDL	SNC LIDL 35 Rue Charles Peguy 67200 STRASBOURG	94	AVENUE	ALEXANDRE MARQUI	65100	LOURDES		CONTRAT SUEZ	10 793,00	3432626228A8W6	1896583422481	286+01271 R	94 Av Alexandre Marqui	2 860 133 400

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_15b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 15

TEOM - exonérations 2020

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelynne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
Mme Marie-Pierre VIEU
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT

M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER

M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX

M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS

Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : TEOM - exonérations 2020

Vu la loi du 15 juillet 1975 modifiée par la loi n° 88.1261 du 30 décembre 1988,
Vu les décrets 151 du 7 février 1977, 267 du 23 mars 1990 et 798 du 18 avril 1992,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_15-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu la délibération n° 20 du 28 septembre 2017 instituant la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) sur toute l'agglomération et la mise en place partielle de la TEOM Incitative (TEOMI),

Vu la délibération n°18 du 21 décembre 2017 modificative de la délibération n° 20 du 28 septembre 2017 instituant la mise en place partielle de la TEOMI au 1^{er} janvier 2019,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4.

EXPOSE DES MOTIFS :

Le SYMAT, en charge de la collecte des déchets ménagers et assimilés, a mis en place en 2012 la redevance spéciale pour les producteurs de déchets non ménagers qui utilisent leur(s) service(s) de collecte pour une partie de notre territoire. Les producteurs de déchets non ménagers, qui ont recours au SYMAT ou à un prestataire privé de collecte, ont donc maintenant la possibilité d'être exonérés de la TEOM au 1^{er} janvier 2020.

L'exonération, valable un an, est décidée, chaque année, par les membres du conseil communautaire pour les sociétés qui en font la demande et remplissent les conditions d'attribution. La liste de ces entreprises est annexée à la présente délibération.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE


Article 1 : sur demande et présentation de justificatifs prouvant le recours à un service privé de collecte et de traitement des déchets non ménagers, d'exonérer de la TEOM, pour 2020, les entreprises listées dans les annexes jointes.

Article 2 : que ces sociétés devront se soumettre à tous les contrôles décidés par Tarbes Lourdes Pyrénées (via le SYMAT) afin de vérifier qu'elles n'utilisent en aucune manière le service intercommunal pour la collecte et le traitement de leurs déchets non ménagers et qu'elles respectent les conditions d'hygiène liées au stockage des dits déchets.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_15-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2019-2022

Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées / ATMO Occitanie

Entre

la **Communauté d'agglomération de TARBES LOURDES PYRENEES**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) dont le siège est situé : zone tertiaire Pyrène Aéroport – Téléport 1 – CS 51331 – 65013 TARBES CEDEX, représentée par son Président, **Monsieur Gérard TREMEGE**, créée en date du 1er Janvier 2017, et ci-après désignée « Partenaire »,

D'une part,

Et :

ATMO Occitanie, association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901, dont le siège social est situé 10 rue Louis Lépine – Parc de la Méditerranée - 34470 Pérols, n° SIRET 308 599 703 00029 représentée, par son président en exercice **Monsieur Thierry SUAUD**, et ci-après désignée « ATMO Occitanie »,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant :

- L'article L.220-1 du code de l'environnement (Livre 2, titre II) : l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne Nuise pas à sa santé. Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.
- L'article L.221-3 : « Dans chaque région, et dans la collectivité territoriale de Corse, l'Etat confie la mise en œuvre de la surveillance prévue à l'article L.221-2 à un organisme agréé pour un ou des paramètres donnés de la qualité de l'air. Celui-ci associe, de façon équilibrée, des représentants de l'Etat et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, des collectivités territoriales et leurs groupements, des représentants des diverses activités contribuant à l'émission des substances surveillées, des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L.141-1, des associations agréées de consommateurs et, le cas échéant, faisant partie du même collège que les associations, des personnalités qualifiées. Les modalités d'application du présent article sont définies par un décret en Conseil d'Etat ».
- Qu'ATMO Occitanie est l'organisme agréé sur le territoire d'Occitanie par l'arrêté Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie en date du 15 Décembre 2016 N°DEVR1636794A (2016-2019) et il exerce dans ce cadre une mission d'intérêt général traduite dans son objet social en cinq axes principaux :
 - **Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'Air et contribuer aux stratégies nationale et européenne,**
 - **Axe2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Energie Santé,**
 - **Axe 3 : Evaluer et suivre l'impact des activités humaines et de l'aménagement du territoire sur la qualité de l'air,**
 - **Axe 4 : Préparer l'observatoire de demain et participer à l'innovation : phytosanitaires, odeurs, pollens, nanoparticules, air intérieur, nouvelles technologies d'observations,**
 - **Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter ;**

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_16a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019
Page 1 sur 11

- Qu'ATMO OCCITANIE s'engage, à travers le Plan Régional de Surveillance de Qualité de l'Air 2017/2021, dans une politique d'amélioration continue des connaissances de la qualité de l'air et d'évaluation de l'atmosphère par tous moyens techniques et outils d'analyse. ATMO OCCITANIE favorise toute collaboration au plan local répondant à cet objectif ;
- Qu'ATMO OCCITANIE déploie sur le territoire régional un dispositif de surveillance de la qualité de l'air adapté aux objectifs généraux de politique publique dans lesquels s'inscrit cette convention.
- ATMO Occitanie a reçu délégation, par arrêté du 8 août 2017 de Madame la Préfète des Hautes-Pyrénées, de mise en œuvre technique de la procédure d'information et d'alerte des populations en cas d'épisode de pollution atmosphérique,
- Que les lois de Grenelle N°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et N°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont apporté des changements importants au code de l'urbanisme en lien avec les enjeux du climat, de l'air et de l'énergie :
 - L'article 8 de la loi N°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement indique que les documents d'urbanisme doivent permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles,
 - L'article 14 de la loi N°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement précise en particulier que les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air [...] et la prévention [...] des pollutions et nuisances de toute nature ;
- Que le Partenaire, exerce en lieu et place des collectivités locales qui la composent, la lutte contre la pollution de l'air intégrée dans sa compétence optionnelle « Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie »,
- Que dans le cadre de l'élaboration et du suivi de son PCAET, le Partenaire intégrera les enjeux de préservation de la qualité de l'air,
- Que la présente convention poursuit le partenariat mis en place au travers de la convention pluriannuelle d'objectif 2016-2019 signée le 29 mars 2017 entre la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et ATMO Occitanie,

Considérant les enjeux partagés du Partenaire et d'ATMO Occitanie dans le domaine de l'environnement et, plus précisément le suivi et l'amélioration de la qualité de l'air et que les actions proposées au travers de ce partenariat, s'inscrivent notamment dans les axes suivants du projet associatif d'Atmo Occitanie :

- Axe 1 : Garantir la mission d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'Air et contribuer aux stratégies nationale et européenne
- Axe 2 : Adapter l'observatoire aux enjeux transversaux Air Climat Energie Santé,
- Axe 5 : Informer, sensibiliser, se concerter ;

Considérant que les actions ci-après présentées par ATMO Occitanie participent des politiques d'intérêt général menées conjointement,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif, en cohérence avec les orientations de politiques publiques mentionnées en préambule, de définir les conditions d'un engagement du Partenaire, au regard de ses compétences, à contribuer au financement du dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air qui intègre le territoire du Partenaire.

Un rappel des actions menés dans le cadre du partenariat est présenté en annexe 1 à la présente convention. Le programme d'actions pourra faire l'objet d'une réunion annuelle d'échanges entre le Partenaire et ATMO OCCITANIE afin de préciser les besoins et attentes des deux parties. Le programme d'actions intègre notamment les thèmes suivants :

- Bilan annuel de la qualité de l'air relatif a minima au suivi des particules en suspension (PM10), des particules fines (PM2.5), des oxydes d'azote (NOx) et de l'ozone.
- Prévision quotidienne de la qualité de l'air.
- Emissions annuelles de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre et consommation énergétique.
- Contribution au suivi du PCAET
- Campagnes de mesures de la qualité de l'air
- Cartographies de la pollution haute résolution à l'échelle urbaine et exposition des populations.
- Action de sensibilisation auprès d'établissement scolaires

Les demandes d'évaluation ponctuelle répondant à des problématiques autres seront formalisées sous forme d'annexes techniques à la présente convention avec selon les cas une contribution financière spécifique associée.

L'ensemble des données et résultats d'études d'ATMO Occitanie est rendu public et utilisable par le Partenaire.

Le Partenaire n'attend aucune contrepartie directe de sa contribution (selon circulaire 5811 SG du 29 septembre 2015)

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

Elle est conclue à compter du 3 aout 2019 et portera ses effets jusqu'au 31/12/2022, soit une durée de plus de trois ans, sous réserve de la réattribution de l'agrément à l'ATMO Occitanie par le Ministère de la Transition écologique et solidaire qui expire le 31/12/2019.

A son échéance, les partenaires définiront en concertation les conditions de son renouvellement.

Toute actualisation ou aménagement à la demande de l'une ou l'autre des parties sera effectué par voie d'avenant.

La dissolution de ATMO Occitanie, dans les conditions fixées par ses statuts, entraînerait la cessation de cette convention tout comme la perte ou le non renouvellement à l'ATMO Occitanie de l'agrément ministériel par le Ministère de la Transition écologique et solidaire.

ARTICLE 3 : STATUT FISCAL DE L'ASSOCIATION

Conformément à l'instruction fiscale n°4H-5-06 du 18 décembre 2006, l'association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux et ne peut à ce titre récupérer la TVA facturée par des tiers.

ARTICLE 4 : CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE AUX ACTIONS ET COTISATION D'ADHESION ANNUELLE :

Le Partenaire contribue financièrement à la surveillance de la qualité de l'air du territoire de la région Occitanie : la surveillance du territoire est assurée par un réseau de mesures fixes, des campagnes de mesures ponctuelles et des outils de prévision et de modélisation de la pollution atmosphérique.

La contribution financière forfaitaire en année pleine du Partenaire dans le cadre de l'accompagnement d'Atmo Occitanie s'élèvera à :

41 374 € (Base année 2019)

Le montant de la contribution annuelle (hors cotisation d'adhésion annuelle) sera actualisé les années suivantes selon les modalités prévues dans l'article 5.

La contribution financière forfaitaire 2019 de fonctionnement représente 0,8% du montant total du budget de fonctionnement prévisionnel 2019 d'Atmo Occitanie, évalué à 4 817 519 €.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_16a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019
Page 3 sur 11

ARTICLE 5 – RÉACTUALISATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE FORFAITAIRE ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT

La contribution financière du Partenaire au fonctionnement d'Atmo Occitanie, dans le cadre des actions définies, est réactualisée annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_o [0.15 + 0.85 (0.6 \frac{S}{S_o} + 0.4 \frac{EBIQ}{EBIQ_o})]$$

où :

- S = ICHTrev-IME, Indice du Coût Horaire du Travail révisé des Industries Mécaniques et Electriques
- EBIQ n° 010 53 48 41 = indice agrégé « Energie, Biens intermédiaires et Biens d'Investissements »
- P_o = prix d'origine
- P = prix actualisé

Valeur des indices :

- S₀ = ICHTrev TS IME de Janvier 2019 = 123.70
- EBIQ₀ = EBIQ de Janvier 2019 = 106.10
- S = ICHTrev-TS IME de Janvier de l'année en cours
- EBIQ = EBIQ de Janvier de l'année en cours

ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Le Partenaire s'engage à s'acquitter auprès d'ATMO Occitanie de cette contribution financière de la façon suivante :

Pour l'année 2019, le versement de la contribution du Partenaire pour la période allant du 3 aout 2019 au 31 décembre 2019 fera l'objet d'une facturation au prorata temporis de la contribution annuelle précisée à l'article 4 de la présente convention. L'appel à versement de cette contribution sera réalisé par Atmo Occitanie au 31 janvier 2020.

Pour les années suivantes, le montant de la contribution annuelle actualisée et fixée en concertation avec les services de la CATLP, est versé selon les modalités suivantes, sous réserve du vote du budget par délibération du conseil communautaire :

- un premier versement au 30 juin de l'année N, sur facturation, représentant 50% du montant de la contribution annuelle défini (article 4),
- le solde de l'année N, sur facturation, au terme de la réalisation du programme annuel d'actions soit au 31 janvier de l'année N+1, justifiée par Atmo Occitanie dans le cadre de ses obligations définies à l'article 7.

Le versement de la contribution sera effectué sur le compte bancaire d'ATMO Occitanie (cf. annexe 4).

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS D'ATMO OCCITANIE

ATMO Occitanie s'engage :

- À communiquer au Partenaire, une copie certifiée conforme des comptes de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat) ; les comptes sont établis conformément au plan comptable des associations ;
- À transmettre au Partenaire, tout rapport produit par le commissaire aux comptes auquel il a fait appel pour le contrôle des comptes ;
- De manière générale, à justifier à tout moment, sur demande du Partenaire, l'utilisation des contributions reçues ;
- À Informer le Partenaire de tout changement intervenu dans l'administration de son association faisant l'objet de déclaration enregistrée dans le RNA, en application de la réglementation issue de la loi du 1er Juillet 1901 ;
- À Informer le Partenaire sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention.
- À mettre en œuvre les actions prévues en Annexe 1 et à mettre à disposition du Partenaire les productions associées.

Le retard dans la mise à disposition des données contribuant à la réalisation et à la valorisation des programmes d'actions mis en place, de la part du Partenaire à ATMO Occitanie, peut avoir un impact sur le délai de restitutions des résultats de la part d'ATMO Occitanie. ATMO Occitanie ne pourra être tenu responsable des conséquences induites par ces délais.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_16a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019
Page 4 sur 11

Le Partenaire s'engage à :

- Se conformer aux statuts d'ATMO Occitanie dont il est membre. Il s'acquittera annuellement, sur appel à versement d'ATMO Occitanie, de la cotisation annuelle d'adhésion conformément à la grille de cotisations validée en Assemblée Générale d'ATMO Occitanie ; le montant de cette cotisation est mentionné en annexe 3 ;
- Verser la contribution annuelle dans les conditions définies aux articles 4,5 et 6 de la présente convention, sur appel de fonds d'ATMO OCCITANIE ;
- Apporter son appui et faciliter l'implantation de dispositifs de mesures de la qualité de l'air sur son territoire
- Fournir par ailleurs à ATMO Occitanie, pour mettre à jour l'inventaire d'émissions de polluants atmosphériques, dans la mesure de ses possibilités :
 - Les résultats d'études de trafic ou des données de comptage routier sur les principaux axes du domaine d'études, avec : Le flux des véhicules (nombre de véhicules par unité de temps), la vitesse moyenne horaire de circulation (en km/h), la référence GPS du point de comptage, ...
 - Toute étude statistique concernant le type de chauffage par bâti et/ou l'utilisation du bois énergie,
 - Les données annuelles de consommation énergétique sectorisées (résidentiel, tertiaire, industriel) des communes du Partenaire,
 - Toute étude locale concernant les pratiques agricoles ;

Les données cartographiques disponibles sur le territoire et fournies à titre gracieux par le Partenaire le sont au seul titre de la présente convention. Le Partenaire remettra les données au format .shp. Le système de coordonnées est Lambert 93CC44.

ARTICLE 9 : PROPRIETE ET DIFFUSION DES MESURES

ATMO Occitanie est propriétaire des données produites dans le cadre du partenariat Partenaire / ATMO Occitanie : mesures effectuées par les analyseurs et résultats des études réalisées sur le territoire du Partenaire.

Tous les résultats seront diffusés au partenaire ainsi qu'au public dans le cadre de la politique d'information en vigueur à ATMO Occitanie, soutenue par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire ainsi qu'au Partenaire, qui pourra en outre accéder à toutes les autres données recueillies par ATMO Occitanie.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITES

ATMO Occitanie sera seul responsable des options techniques lui permettant d'assurer un travail de qualité (maintenance des analyseurs, calibrage, inventaire des émissions, cartographie de pollution ...).

ATMO Occitanie s'engage :

- À souscrire une police d'assurance responsabilité civile générale,
- À souscrire une assurance pour les équipements installés (vol, dégradation, incendie) dans les stations de mesures et pour les locaux mis à sa disposition.

En cas de panne (informatique, analyseur, ...), la responsabilité d'ATMO Occitanie ne pourra pas être engagée, en particulier le montant de la dotation ne saurait être modifié et ATMO Occitanie ne pourra être tenu de verser des dommages et intérêts au Partenaire.

ARTICLE 11 : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par ATMO Occitanie sans l'accord écrit du Partenaire, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par ATMO Occitanie et avoir préalablement entendu ses représentants. Le Partenaire en informe ATMO Occitanie par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : EVALUATION

ATMO Occitanie s'engage notamment à fournir :

- Le rapport annuel relatif à l'évaluation de qualité de l'air sur le territoire du Partenaire, et notamment la situation des niveaux vis-à-vis de la réglementation,
- Les quantités annuelles d'émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre à l'échelle de toutes les communes du territoire du Partenaire. (Année N-2 en Septembre de l'année N)
- les indicateurs mentionnés à l'annexe 2,

ATMO Occitanie réalisera chaque année une réunion avec le partenaire afin de définir le programme d'actions à N+1.

Le Partenaire procède, conjointement à ATMO Occitanie, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle il a apporté son concours sur un plan qualitatif comme quantitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact de l'action au regard de l'intérêt général et local.

ARTICLE 13 – CONTROLE DU PARTENAIRE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Partenaire, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 12 ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

ATMO OCCITANIE s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 14 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée ou complétée que par voie d'avenant signé par le Partenaire et ATMO Occitanie. Les dits avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant la réception de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 16 – RESPONSABLES DE LA GESTION DU CONTRAT

Sont désignés en tant que correspondants pour l'exécution de la présente convention :

- Pour le **Partenaire** : Mme Sylvie SOROSTE LEIZA, Responsable du service Environnement
- Pour **ATMO OCCITANIE** : Mme Dominique TILAK, Directrice Générale.

ARTICLE 17 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Toulouse, le _____, en 2 exemplaires.

Pour le Partenaire,

Pour ATMO Occitanie,

Gérard TREMEGE
Le Président

Thierry SUAUD
Le Président

ANNEXE 1

Partenariat ATMO Occitanie / Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

La convention pluriannuelle entre ATMO Occitanie et la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) intègre un programme d'évaluation de la qualité de l'air sur le territoire de la communauté d'agglomération ainsi qu'un suivi permettant de répondre aux objectifs du PCAET.

L'évaluation et le suivi de la qualité de l'air feront appel à différents dispositifs, tels que : les dispositifs pérennes de mesures, l'inventaire des émissions de polluants, des campagnes de mesures multi-sites et une cartographie haute résolution de la pollution à l'échelle urbaine.

Bilan annuel de la qualité de l'air et prévision quotidienne

Un rapport annuel de la situation de la pollution atmosphérique est réalisé chaque année avec une analyse de la situation vis-à-vis des seuils réglementaires, une présentation du dispositif d'évaluation sur le territoire (mesures, modélisation, cartographie, campagnes d'études), le bilan des épisodes de pollution sur la CATLP, la mise en perspective de la situation par rapport aux autres territoires de la région Occitanie.

La réalisation d'une prévision quotidienne de la qualité de l'air à l'échelle de l'agglomération et la diffusion des communiqués en cas d'épisode de pollution.

Emissions annuelles de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre et consommation énergétique.

Atmo Occitanie mettra à disposition de la CATLP, les quantités annuelles d'émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre, listés dans l'arrêté du 4/08/2016, à l'échelle de chaque commune du territoire et pour les principaux secteurs d'activité (transports, résidentiel, tertiaire, agriculture, industrie). Les données de consommation énergétique seront également fournies à minima pour les secteurs Résidentiel, Tertiaire, Transport Routier, et Agriculture.

Les quantités d'émissions directes de polluants sont calculées conformément à la méthodologie définie au niveau national par le Pôle de Coordination des Inventaires territoriaux (PCIT).

Une actualisation des données d'inventaire des émissions sera mise à disposition du partenaire annuellement pour l'année N-2 en septembre de l'année N. Les données seront transmises au format Excel avec, dans la mesure du possible, mise à disposition des données pour chaque année depuis 2010 afin d'intégrer les évolutions méthodologiques et la prise en compte de données complémentaires d'activités et de données actualisées.

Contribution au suivi du PCAET

Pour permettre le suivi de l'avancée du plan d'actions adossé au PCAET du territoire, l'impact d'une action pourra être évaluée chaque année à la demande des services du Partenaire. Ce type de demande devra s'inscrire dans le cadre de la convention de partenariat et être validé par les deux partenaires. Sous réserve de la mise à disposition par CATLP des données d'activité du territoire.

Atmo Occitanie fournira également annuellement les indicateurs qui auront été définis préalablement entre les partenaires pour permettre de vérifier que les mesures du plan d'actions ont bien les effets attendus en termes de baisse des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre.

Campagnes de mesures ponctuelles de la qualité de l'air

Une évaluation sera réalisée sur le territoire de la CATLP à l'aide d'une campagne de mesures multi-sites par échantillonneurs passifs (environ 30 sites). Cette campagne se déroulera durant 2 périodes de 15 jours d'une même année au cours de la durée de la convention de partenariat. Ce suivi permettra de disposer des niveaux de concentration en dioxyde d'azote dans l'air ambiant, de confirmer la cartographie de la pollution de l'air sur le territoire et d'identifier les zones à enjeux.

Une campagne de mesure à proximité du trafic routier sera organisée au cours de l'hiver 2019/2020 le long d'un axe de circulation fréquenté et permettra d'évaluer les niveaux de concentration pour le dioxyde d'azote et les particules en suspension.

Cartographies de la pollution haute résolution à l'échelle urbaine et exposition des populations

Une cartographie de la pollution de l'air par modélisation est réalisée à minima 1 fois au cours de la durée de cette convention sur la communauté d'agglomération de Tarbes Lourdes Pyrénées à partir des données d'émissions de polluants sur le territoire et des conditions météorologiques locales.

Cette cartographie permet de disposer d'une représentation de la répartition de la pollution de l'air sur l'ensemble du territoire et ainsi d'évaluer la situation au regard des valeurs réglementaires afin d'estimer l'exposition de la population, dont les populations sensibles (écoles, crèches, établissements de santé, ...), potentiellement exposées aux dépassements des valeurs réglementaires.

Action de sensibilisation

La mise à disposition de support de communication et d'expositions temporaires.

La réalisation d'actions de sensibilisation auprès d'établissement scolaires (cycle 3 Primaire) sur sollicitation des établissements et dans la limite des moyens qu'Atmo Occitanie pourra allouer à ces demandes.

Réunions

Des réunions techniques pourront être organisées pour échanger avant lancement de campagne de mesures, transmission de données et préalablement à la communication de résultats.

Atmo Occitanie participera à minima une fois par an à la demande de CATLP à des comités de pilotage ou réunions de présentation des résultats de l'évaluation du territoire.

ANNEXE 2

INDICATEURS D'EVALUATION

- Production du bilan annuel de la qualité de l'air sur le territoire de la CA TLP.
- Mise à jour de de l'inventaire annuel des émissions de polluants atmosphériques et de GES pour les principaux secteurs d'activité à l'échelle des communes composant le territoire de la CA TLP.
- Mise à disposition des cartographies de concentrations pour le dioxyde d'azote et les particules en suspension
- Nombre de participation en commissions ou réunions (comités de suivi, réunions publiques...)
- Actions de sensibilisation menées sur le territoire de la CA TLP.

ANNEXE 3

Grille de cotisations

Applicable à partir du 1er janvier 2018 par délibération de l'Assemblée Générale du 29 Juin 2017

Cette grille propose des cotisations différenciées par collège d'appartenance.

GRILLE DE COTISATION ATMO OCCITANIE	MONTANT
COLLÈGE 1 - ÉTAT	
Agences et établissements publics de l'Etat	100 €
COLLÈGE 2 - COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	
< 3 000 hab	50 €
3 000 à 10 000 hab	100 €
10 000 à 50 000 hab	200 €
50 000 à 100 000 hab	250 €
100 000 à 250 000 hab	750 €
250 000 à 500 000 hab	1 500 €
Au-delà, plafonnement	2 000 €
COLLÈGE 3 - ENTITÉS AYANT UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	
1- Non soumis à la TGAP Air	
Syndicats professionnels	100 €
Autres activités économiques	400 €
Activités émettrices de poussières sédimentables	850 €
2- Soumis à la TGAP Air*	
TGAP <1000€	660 €
5 000	990 €
10 000	1 320 €
15 000	1 650 €
20 000	1 980 €
30 000	2 310 €
40 000	2 640 €
50 000	2 970 €
60 000	3 300 €
70 000	3 630 €
80 000	3 960 €
90 000	4 290 €
100 000	4 620 €
110 000	4 950 €
120 000	5 280 €
130 000	5 610 €
140 000	5 940 €
150 000	6 270 €
160 000	6 600 €
COLLÈGE 4 - ASSOCIATIONS ET PERSONNALITÉS QUALIFIÉES	
Personnalités qualifiées	25 €
Associations infradépartementales	25 €
Associations supradépartementales	50 €

*Pour les membres assujettis au versement de la TGAP Air, la cotisation est proportionnelle à la TGAP Air à acquitter. Les dons de TGAP versés à Atmo Occitanie recouvrent la cotisation d'adhésion.

Rappelons que le législateur a prévu que « les personnes mentionnées au 2 du I de l'article 266 sexies, membres des organismes de surveillance de la qualité de l'air, sont autorisées à déduire des cotisations et taxe dues par elles au titre de leurs installations situées dans la zone surveillée par le réseau de mesure de ces organismes les contributions ou dons de toute nature qu'elles ont versés à ceux-ci dans les douze mois précédant la date limite de dépôt de la déclaration. » (Code des Douanes – article 266 decies §2).

ANNEXE 4

Relevé d'identité bancaire



Cadre réservé au destinataire du relevé

--	--	--	--

Identification du compte pour une utilisation nationale

42559	10000	08014347639	78
c/Etabl.	c/guichet	n/compte	c/rib

Domiciliation

BIC

CREDIT COOPERATIF	CCOPFRPPXXX
-------------------	-------------

Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)

FR76	4255	9100	0008	0143	4763	978
------	------	------	------	------	------	-----

Agence
TOULOUSE

Intitulé du compte
ATMO OCCITANIE
ATMO OCCITANIE

4-6 RUE RAYMOND IV
BP 435
31009 TOULOUSE CEDEX
TEL : 05.32.81.01.12

10 B CHEMIN DES CAPELLES
31300 TOULOUSE

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 16

ATMO Occitanie - convention 2019-2022

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY

M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI

M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M.

Paul HABATJOU
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : ATMO Occitanie - convention 2019-2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie n°DEVR1636794A en date du 15 décembre 2016, agréant l'association loi 1901 Atmo Occitanie sur la région Occitanie,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modifications de l'arrêté du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montagu, de

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_16-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération du Grand Tarbes n°41 en date du 23 juin 2016 approuvant la convention de surveillance 2016-2019 de la qualité de l'air entre l'agglomération et l'association ORAMIP (Observatoire Régional de l'Air en Midi Pyrénées).

EXPOSE DES MOTIFS :

Atmo Occitanie est, par arrêté ministériel du 15 décembre 2016, l'association agréée de mesure de qualité de l'air pour la Région Occitanie. Depuis 1997, par convention d'abord avec la ville de Tarbes puis avec le Grand Tarbes, la précédente association agréée, l'ORAMIP, a géré deux stations de mesure de pollution de l'air dans l'agglomération tarbaise et depuis janvier 2011, elle gère celle du lycée Jean Dupuy, à Tarbes.

Par ailleurs, la ville de Lourdes a également conventionné avec l'ORAMIP, en 2010, pour assurer la surveillance de la qualité de l'air sur le territoire municipal en deux stations (une en ville haute, secteur scolaire et centre-ville, et une en ville basse près des sanctuaires où la circulation est très importante en saison). Ces stations réalisent le suivi en continu pour l'ozone (une), le monoxyde de carbone (une), les oxydes d'azote (deux) et les particules en suspension inférieures à 10 microgrammes (deux), ce qui permet de fournir l'indice quotidien de la qualité de l'air.

Ce suivi s'effectuait grâce à une convention, et un avenant, qui ont pris fin le 2 août 2019.

Il est proposé de conventionner à nouveau avec Atmo Occitanie à compter du 3 août 2019 jusqu'au 31 décembre 2022. Cette convention permet d'harmoniser les mesures des différents polluants sur les trois stations et de lister les obligations de chacune des parties, soit pour l'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées:

- l'adhésion à l'ORAMIP (750€/an),
- la participation financière au fonctionnement de la mesure de qualité de l'air sur l'ensemble du territoire (41 374€ pour une année complète, base 2019),
- l'obligation de se conformer aux statuts d'Atmo Occitanie et de participer à l'évaluation de ces mesures de qualité de l'air.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de poursuivre le partenariat avec Atmo Occitanie concernant la surveillance de la qualité de l'air et pour ce faire d'adopter la convention avec cet organisme (projet joint) à compter du 2 août 2019 jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2: d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

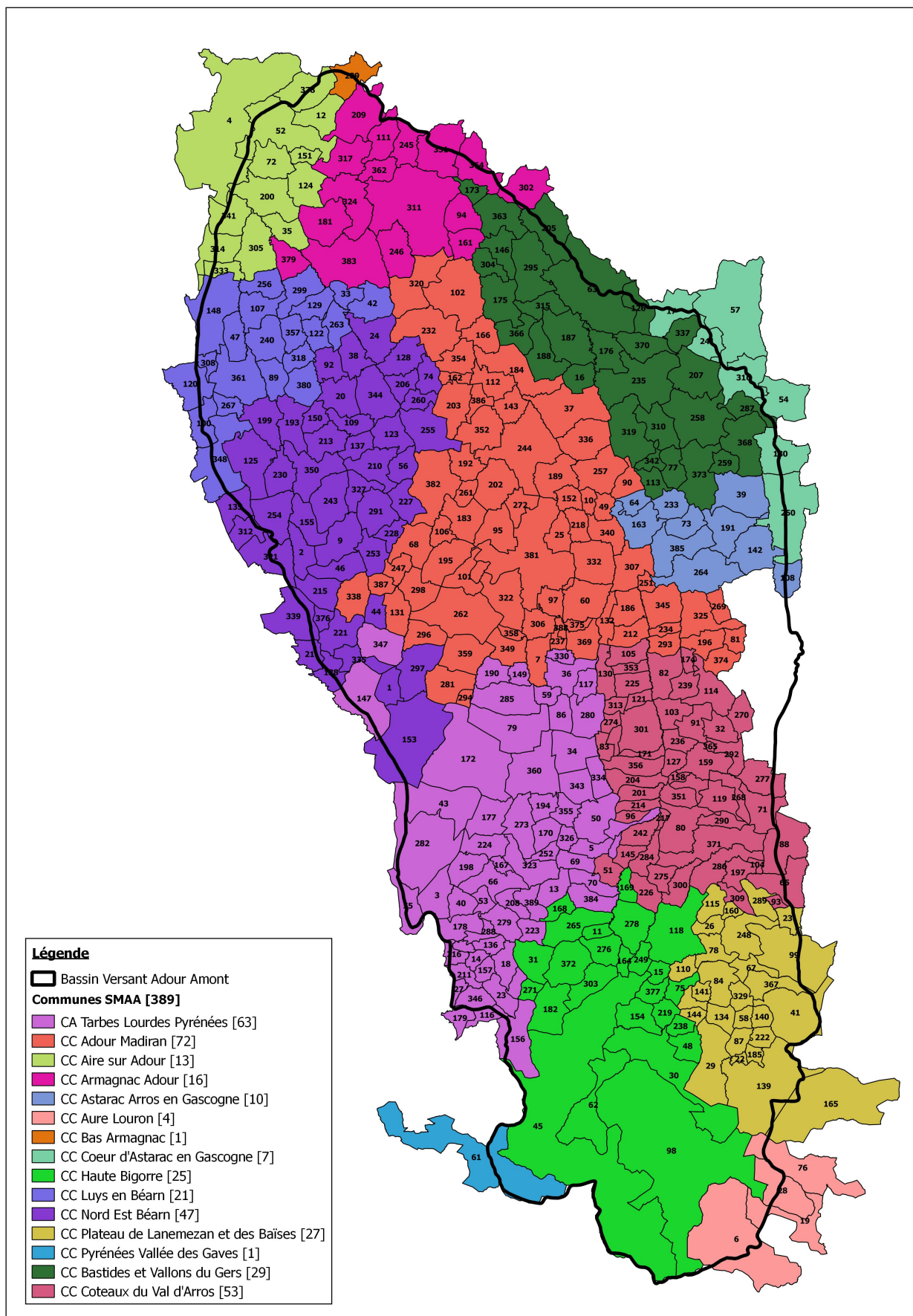
Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_16-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_16-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

NOUVEAU PERIMETRE DU SMAA au 1^{er} JANVIER 2020



Accusé de réception en préfecture
 065-200069300-20190925-cc250919_17a-AU
 Date de télétransmission : 01/10/2019
 Date de réception préfecture : 01/10/2019

EPCI	Numéro	INSEE	Commune
CA Tarbes Lourdes Pyrénées 63 communes	3	65002	Adé
	5	65005	Allier
	8	65010	Angos
	13	65019	Arcizac-Adour
	14	65020	Arcizac-ez-Angles
	18	65247	Arrayou-Lahitte
	23	65033	Arrodets-ez-Angles
	27	65038	Artigues
	34	65047	Aureilhan
	36	65048	Aurensan
	40	65052	Averan
	43	65057	Azereix
	50	65062	Barbazan-Debat
	53	65067	Barry
	55	65070	Bartrès
	59	65072	Bazet
	66	65080	Bénac
	69	65083	Bernac-Debat
	70	65084	Bernac-Dessus
	79	65100	Bordères-sur-l'Échez
	85	65107	Bourréac
	86	65108	Bours
	116	65144	Cheust
	117	65146	Chis
	136	65164	Escoubès-Pouts
	147	65185	Gardères
	149	65189	Gayan
	156	65200	Germes-sur-l'Oussouet
	157	65203	Gez-ez-Angles
	167	65220	Hibarette
	170	65223	Horgues
	172	65226	Ibos
	177	65235	Juillan
	178	65236	Julos
	179	65237	Juncalas
	190	65244	Lagarde
	194	65251	Laloubère
	198	65257	Lanne
	208	65268	Layrisse
	211	65011	Les Angles
	216	65271	Léznignan
	223	65281	Loucrup
	224	65284	Louey
	252	65313	Momères
	266	65321	Montignac
	273	65331	Odos
	279	65339	Orincles
	280	65340	Orleix
	282	65344	Ossun
	283	65345	Ossun-ez-Angles
	285	65350	Oursbelille
	288	65355	Paréac
	323	65392	Saint-Martin
	326	65401	Salles-Adour
	330	65406	Sarniguët
	334	65410	Sarrouilles
	343	65417	Séméac
	346	65421	Sère-Lanso
	347	65422	Séron
	355	65433	Soues
	360	65440	Tarbes
	384	65464	Vielle-Adour
	389	65479	Visker

CC Aure Louron 4 communes	6	65006	Ancizan
	19	65031	Arreau
	28	65039	Aspin-Aure
	76	65092	Beyrède-Jumet-Camous

CC Bas Armagnac	229	32220	Luppé-Violles
----------------------------	-----	-------	---------------

EPCI	Numéro	INSEE	Commune
CC Adour Madiran 72 communes	68	64111	Bentayou-Sérée
	101	64173	Casteide-Doat
	106	64174	Castéra-Loubix
	183	64293	Labatut
	195	64309	Lamayou
	247	64372	Maure
	261	64395	Monségur
	262	64398	Montaner
	296	64451	Ponson-Debat-Pouts
	298	64454	Pontiacq-Viellepinte
	338	64515	Sedze-Maubecq
	7	65007	Andrest
	10	65013	Ansost
	25	65035	Artagnan
	37	65049	Auriébat
	49	65061	Barbachen
	60	65073	Bazillac
	81	65102	Bouilh-Devant
	90	65114	Buzon
	95	65119	Caixon
	97	65121	Camalès
	102	65130	Castelnau-Rivière-Basse
	112	65137	Caussade-Rivière
	131	65160	Escaunets
	132	65161	Escondeaux
	143	65174	Estirac
	152	65196	Gensac
	162	65215	Hagedet
	166	65219	Hères
	184	65240	Labatut-Rivière
	186	65242	Lacassagne
	189	65243	Lafitole
	192	65248	Lahitte-Toupière
	196	65254	Laméac
	202	65262	Larreule
	203	65264	Lascazères
	212	65269	Lescurry
	218	65273	Liac
	232	65296	Madiran
	234	65297	Mansan
	237	65299	Marsac
	244	65304	Maubourguet
	251	65311	Mingot
	257	65314	Monfaucon
	269	65325	Moumoulous
	272	65330	Nouilhan
	281	65341	Oroix
	293	65361	Peyrun
	294	65364	Pintac
	306	65372	Pujo
	307	65375	Rabastens-de-Bigorre
	320	65387	Saint-Lanne
	322	65390	Saint-Lézer
	325	65397	Saint-Sever-de-Rustan
	328	65403	Sanous
	332	65409	Sarriac-Bigorre
	336	65412	Sauveterre
	340	65414	Ségallas
	345	65418	Sénac
	349	65425	Siarrouy
	352	65429	Sombrun
	354	65432	Soublecause
	358	65438	Talazac
	359	65439	Tarasteix
	369	65446	Tostat
	374	65454	Trouley-Labarthe
	375	65457	Ugnouas
	381	65460	Vic-en-Bigorre
	382	65462	Vidouze
	386	65472	Villefranque
	387	65476	Villenave-près-Béarn
	388	65477	Villenave-près-Marsac

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_17a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

EPCI	Numéro	INSEE	Commune
CC Coteaux du Val d'Arros 53 communes	32	65044	Aubarède
	51	65063	Barbazan-Dessus
	65	65079	Bègole
	71	65086	Bernadets-Dessus
	80	65101	Bordes
	82	65103	Bouilh-Péreuilh
	83	65104	Boulin
	88	65113	Burg
	91	65115	Cabanac
	93	65118	Caharet
	96	65120	Calavanté
	103	65131	Castelvieilh
	104	65132	Castéra-Lanusse
	105	65133	Castéra-Lou
	114	65142	Chelle-Debat
	119	65149	Clarac
	121	65151	Collongues
	127	65153	Coussan
	130	65156	Dours
	145	65181	Fréchou-Fréchet
	158	65204	Gonez
	159	65206	Goudon
	171	65225	Hourc
	174	65232	Jacque
	197	65256	Lanespède
	201	65259	Lansac
	204	65265	Laslades
	214	65270	Lespouey
	217	65272	Lhez
	220	65276	Lizos
	225	65285	Louit
	226	65290	Luc
	236	65298	Marquerie
	239	65301	Marseillan
	242	65303	Mascaras
	268	65324	Moulâ@dous
	270	65326	Mun
	274	65332	Oléac-Debat
	275	65333	Oléac-Dessus
	277	65337	Orieux
	284	65346	Oueilloux
	286	65353	Ozon
	290	65357	Peyraube
	292	65359	Peyriguère
	300	65367	Poumarous
	301	65369	Pouyastruc
	309	65378	Ricaud
	313	65380	Sabalos
	351	65426	Sinzos
	353	65430	Soréac
	356	65436	Souyeaux
	365	65443	Thuy
	371	65447	Tournay

CC Armagnac Adour 16 communes	94	32070	Cahuzac-sur-Adour
	111	32093	Caumont
	161	32151	Goux
	181	32170	Labarthète
	209	32209	Lelin-Lapujolle
	245	32244	Maulichères
	246	32245	Maumusson-Laguian
	302	32325	Pouydraguin
	311	32344	Riscle
	317	32378	Saint-Germé
	324	32398	Saint-Mont
	331	32414	Sarragachies
	362	32439	Tarsac
	364	32443	Termes-d'Armagnac
	379	32461	Verlus
	383	32463	Viella

EPCI	Numéro	INSEE	Commune
CC Haute Bigorre 25 communes	11	65016	Antist
	15	65024	Argelès-Bagnères
	30	65042	Asté
	31	65043	Astugue
	45	65059	Bagnères-de-Bigorre
	48	65060	Banios
	62	65078	Beaudéan
	75	65091	Bettes
	98	65123	Campan
	118	65147	Cieutat
	154	65198	Gerde
	164	65216	Hauban
	168	65221	Hiis
	169	65222	Hitte
	182	65238	Labassère
	219	65275	Lies
	238	65300	Marsas
	249	65310	Mérilheu
	265	65320	Montgaillard
	271	65328	Neuilh
	276	65335	Ordizan
	278	65338	Orignac
	303	65370	Pouzac
	372	65451	Trébons
	377	65459	Uzer

CC Nord Est Béarn 47 communes	1	64001	Aast
	2	64002	Abère
	9	64028	Anoye
	20	64052	Arricau-Bordes
	21	64053	Arrien
	24	64056	Arrosès
	38	64079	Aurions-Idernes
	44	64103	Bèdeille
	46	64089	Baleix
	56	64098	Bassillon-Vauzé
	74	64118	Bétraçq
	92	64159	Cadillon
	109	64182	Castillon
	123	64193	Corbère-Abères
	125	64194	Coslédaà -Lube-Boast
	128	64196	Crouseilles
	135	64208	Escoubès
	137	64210	Esurès
	138	64211	Eslourenties-Daban
	150	64236	Gayon
	153	64238	Ger
	155	64239	Gerderest
	193	64307	Lalongue
	199	64311	Lannecaube
	206	64323	Lasserre
	210	64331	Lembeye
	213	64337	Lespielle
	215	64338	Lespourcy
	221	64346	Lombia
	227	64356	Luc-Armau
	228	64357	Lucarré
	230	64361	Lussagnet-Lusson
	243	64369	Maspie-Lalonguère-Juillacq
	253	64388	Momy
	254	64389	Monassut-Audiracq
	255	64390	Moncaup
	260	64394	Monpezat
	291	64446	Peyrelongue-Abos
	297	64452	Ponson-Dessus
	312	64465	Riupeyrous
	321	64488	Saint-Laurent-Bretagne
	327	64503	Samsons-Lion
	335	64507	Saubole
	339	64516	Sedzère
	344	64517	Séméacq-Blachon
	350	64524	Simacourbe
	376	64544	Urost

EPCI	Numéro	INSEE	Commune
CC Astarac Arros en Gascogne 10 communes	39	32020	Aux-Aussat
	64	32039	Beccas
	73	32050	Betplan
	108	32086	Castex
	142	32126	Estampes
	163	32152	Haget
	191	32181	Laguian-Mazous
	233	32225	Malabat
	264	32283	Montégut-Arros
	385	32464	Villecomtal-sur-Arros

CC Aire sur Adour 13 communes	4	40001	Aire-sur-l'Adour
	12	32004	Arblade-le-Bas
	35	32017	Aurensan
	52	32027	Barcelonne-du-Gers
	72	32046	Bernède
	124	32108	Corneillan
	151	32145	Gée-Rivière
	200	32192	Lannux
	305	32333	Projan
	314	40247	Saint-Agnet
	333	40290	Sarron
	341	32424	Ségos
	378	32460	Vergoignan

CC Plateau de Lannemezan et des Baïses 27 communes	22	65034	Arrodets
	26	65037	Artiguemy
	29	65041	Asque
	41	65054	Avezac-Prat-Lahitte
	58	65071	Batsère
	67	65081	Benqué-Molère
	78	65096	Bonnemazon
	84	65105	Bourg-de-Bigorre
	87	65111	Bulan
	99	65127	Capvern
	110	65135	Castillon
	115	65143	Chelle-Spou
	133	65162	Esconnets
	134	65163	Escots
	139	65165	Esparrros
	140	65166	Espèche
	141	65167	Espieilh
	144	65179	Fréchendets
	160	65207	Gourgue
	165	65218	Hèches
	185	65241	Laborde
	222	65278	Lomné
	231	65294	Lutilhous
	248	65306	Mauvezin
	289	65356	Péré
	329	65405	Sarlabous
	367	65445	Tilhouse

CC Pyrénées Vallée des Gaves	61	65077	Beaucens
------------------------------------	----	-------	----------

EPCI	Numéro	INSEE	Commune
CC Bastides et Vallons du Gers 29 communes	16	32008	Armentieux
	63	32036	Beaumarchés
	77	32058	Blousson-Sérien
	113	32099	Cazaux-Villecomtal
	126	32111	Courties
	146	32136	Galiac
	173	32161	Izotges
	175	32163	Jù-Belloc
	176	32164	Juillac
	187	32174	Ladevèze-Rivière
	188	32175	Ladevèze-Ville
	205	32199	Lasserade
	207	32205	LaveraŒt
	235	32233	Marciac
	258	32273	Monlezun
	259	32275	Monpardiac
	287	32303	Pallanne
	295	32319	Plaisance
	304	32330	Préchac-sur-Adour
	310	32342	Ricourt
	315	32362	Saint-Aunix-Lengros
	319	32383	Saint-Justin
	337	32422	Scieurac-et-Flourès
	342	32427	Sembouès
	363	32440	Tasque
	366	32445	Tieste-Uragnoux
	368	32446	Tillac
	370	32450	Tourdun
	373	32455	Troncens

CC Coeur d'Astarac en Gascogne 7 communes	17	32009	Armous-et-Cau
	54	32030	Bars
	57	32032	Bassoues
	180	32167	Laas
	241	32240	Mascaras
	250	32252	Miélan
	316	32367	Saint-Christaud

CC Luys en Béarn 21 communes	33	64074	Aubous
	42	64084	Aydie
	47	64090	Baliracq-Maumusson
	89	64153	Burosse-Mendousse
	100	64167	Carrère
	107	64180	Castetpugon
	120	64190	Claracq
	122	64192	Conchez-de-Béarn
	129	64199	Diusse
	148	64233	Garlin
	240	64366	Mascaraàs-Haron
	256	64392	Moncla
	263	64401	Mont-Disse
	267	64408	Mouhous
	299	64455	Portet
	308	64464	Ribarrouy
	318	64486	Saint-Jean-Poudge
	348	64523	Sévignacq
	357	64532	Tadousse-Ussau
	361	64534	Taron-Sadirac-Viellenave
	380	64552	Vialer

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 17

**GeMAPI - Adhésion du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arros
(SMBVA) et de la Communauté des communes du Plateau de
Lannemezan et des Baïses au Syndicat Mixte de l'Adour Amont
(SMAA)**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA

M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO

M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M.

Paul HABATJOU
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : GeMAPI - Adhésion du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arros (SMBVA) et de la Communauté des communes du Plateau de Lannemezan et des Baïses au Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_17-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu l'article L.211-7 du Code l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération de la CA TLP n°17 du 28 novembre 2018 concernant l'adhésion au Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arros (SMBVA),

Vu l'arrêté n°65-2018-12-27-018 portant création du Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA) et les statuts du SMAA,

Vu la délibération du SMBVA demandant son adhésion au SMAA en date du 9 juillet 2019,

Vu la délibération de la Communauté des communes du Plateau de Lannemezan et des Baïses demandant son adhésion au SMAA en date du 2 juillet 2019.

EXPOSE DES MOTIFS :

Les instances du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arros (SMBVA) et de la Communauté des communes du Plateau de Lannemezan et des Baïses ont délibéré en juillet dernier afin d'adhérer au Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA). Ces adhésions s'inscrivent pleinement dans une gestion globale du bassin versant de l'Adour des sources jusqu'à Barcelone du Gers.

Par voie de conséquence, il est nécessaire d'élargir le périmètre du SMAA à celui du sous bassin versant de l'Arros ce qui a été entériné par délibération du SMAA le 23 juillet dernier.

Cet acte a été notifié aux 13 EPCI membres du SMAA dont la CATLP ; nous devons maintenant acter ces adhésions et le changement de périmètre du SMAA.

Par ailleurs, nous allons adhérer au SMAA pour les 6 communes de notre territoire qui sont dans le bassin versant de l'Arros (Allier, Angos, Barbazan Debat, Bernac Dessus, Montignac et Veille Adour), pour information, cinq d'entre elles (sauf Montignac) appartiennent déjà au SMAA pour le bassin versant de l'Adour.

Dans un second temps, nous aurons à étudier les nouveaux statuts du SMAA.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arros et la Communauté des communes du Plateau de Lannemezan et des Baïses à adhérer au Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA) au 1^{er} janvier 2020.

Article 2 : de rapporter la délibération n°17 du conseil communautaire du 28 novembre 2018 concernant l'adhésion au Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arros (SMBVA) et l'élection des délégués.


Article 3 : d'élargir le périmètre du Syndicat Mixte de l'Adour Amont (SMAA) aux parties des communes de la CA TLP qui sont comprises dans le sous bassin de l'Arros :

- Allier,
- Angos,
- Barbazan Debat,
- Bernac Dessus,
- Montignac,
- Veille Adour.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

STATUTS

Article 1 : Composition – Dénomination

En application du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L5211-1, L5212-1, L5212-16, L5711-1 et suivants, le « **Syndicat mixte du bassin du gave de Pau** » (SMBGP), syndicat mixte fermé à la carte, désigné dans ce qui suit par « le Syndicat » est modifié comme suit :

Le Syndicat est constitué de 8 membres :

- Communautés d'agglomération :
 - **Pau Béarn Pyrénées (64)**, pour tout ou partie des communes de Arbus, Aressy, Artigueloutan, Artiguelouve, Aubertin, Aussevielle, Beyrie-en-Béarn, Billère, Bizanos, Bosdarros, Bougarber, Denguin, Gan, Gelos, Idron, Jurançon, Laroin, Lée, Lescar, Lons, Mazères-Lezons, Meillon, Ousse, Pau, Poey-de-Lescar, Rontignon, Saint-Faust, Sendets, Siros, Uzoz
 - **Tarbes Lourdes Pyrénées (65)**, pour tout ou partie des communes de Barlest, Bartrès, Lamarque-Pontacq, Loubajac, Lourdes, Poueyferré, Saint-Pé-de-Bigorre
- Communautés de communes :
 - **du Béarn des Gaves (64)**, pour tout ou partie des communes de Bérenx, Lahontan, L'Hôpital-d'Orion, Ogenne-Camptort
 - **du Haut Béarn (64)**, pour tout ou partie des communes de Estialescq, Goes, Lasseube, Lasseubetat, Ledeuix, Ogeu-les-Bains, Oloron-Sainte-Marie
 - **de Lacq-Orthez (64)**, pour tout ou partie des communes de Abidos, Abos, Argagnon, Arthez-de-Béarn, Artix, Baigts-de-Béarn, Balansun, Bellocq, Bézingrand, Biron, Cardesse, Casteide-Cami, , Castétis, Castetner, Cescau, Cuqueron, Laà-Mondrans, Labastide-Cézéracq, Labastide-Monréjeau, Lacommande, Lacq-Audéjos, Lagor, Lahourcade, Lanneplàa, Loubieng, Lucq-de-Béarn, Maslacq, Mesplède, Monein, Mont-Arance-Gouze-Lendresse, Mourenx, Noguères, Orthez, Os-Marsillon, Ozenx-Montestrucq, Parbayse, Pardies, Puyoô, Ramous, Saint-Boès, Saint-Girons-en-Béarn, Salles-Mongiscard, Sallespisse, Sarpourenx, Sauvelade, Serres-Sainte-Marie, Tarsacq, Urdès, Vielleségure
 - **du Nord Est Béarn (64)**, pour tout ou partie des communes de Andoins, Barzun, Espoey, Gomer, Hours, Limendous, Livron, Lucgarier, Morlaàs, Nousty, Pontacq, Soumoulou
 - **du Pays de Nay (64 et 65)**, pour les communes de Angaïs, Arbéost (65), Arros de Nay, Arthez d'Asson, Assat, Asson, Baliros, Baudreix, Bénéjacq, Beuste, Boeil Bezing, Bordères, Bordes, Bourdettes, Bruges-Capbis-Mifaget, Coarraze, Ferrières (65), Haut de Bosdarros, Igon, Labatmale, Lagos, Lestelle Bétharram, Mirepeix, Montaut, Narcastet, Nay, Pardies Piétat, Saint Abit, Saint Vincent
 - **du Pays d'Orthe et Arrigans (40)**, pour tout ou partie des communes de Cauneille, Habas, Labatut, Misson, Ossages, Pouillon, Saint-Cricq du Gave, Sorde l'Abbaye

Article 2 : Objet et compétences

Le Syndicat a pour objectif la prévention des inondations, la gestion des milieux aquatiques et de la ressource en eau, dans le strict respect des compétences et des responsabilités reconnues respectivement aux propriétaires (riverains des cours d'eau non domaniaux, propriétaires d'ouvrages, ...) ou à leur association syndicale, à l'Etat et à ses éventuels concessionnaires, aux collectivités territoriales et à leurs regroupements ainsi qu'à l'Agence de l'Eau.

Il est constitué en syndicat à la carte avec des compétences obligatoires et d'autres facultatives.

2.1- Socle commun de compétences exercées pour tous les membres du Syndicat

Pour mettre en œuvre son objet, le Syndicat est habilité à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant la compétence suivante :

- les missions composant la compétence « **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations** » (GeMAPI), définies aux items 1°, 2°, 5°, 8° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement :
 - l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
 - l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
 - la défense contre les inondations et contre la mer ;
 - la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

2.2- Compétences à la carte exercées au choix des membres du Syndicat

Les compétences facultatives du Syndicat sont ouvertes aux membres adhérant aux compétences obligatoires. Elles sont les suivantes :

- item 11° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques
- item 12° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique

2-3- Autres

Le Syndicat est également habilité à réaliser des prestations de services et des opérations de mandat pour le compte de tiers. Ces opérations visent toutes actions (étude, exécution et exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations) en lien avec la gestion des cours d'eau et leurs milieux associés.

Ces prestations peuvent être réalisées au profit :

- des membres adhérents : dans le cadre de contrats de quasi-régie ou de mutualisation de services et de moyens (au sens de l'article L5721-9 du CGCT), sur l'intégralité de leur périmètre,
- de tous types de tiers (membres adhérents, personnes morales de droit public non adhérentes, personnes morales de droit privé) : en tant que mandataire, au sens de la loi du 12 juillet 1985, dite loi MOP, notamment de ses articles 3 et 4, par établissement d'une convention entre les parties, ou au sens de l'article L211-7-1 du Code de l'Environnement.

Ces prestations peuvent être réalisées sur toutes les parties du bassin hydrographique détaillé en annexe 1, sur l'intégralité du périmètre des membres adhérents, ainsi que, le cas échéant, sur les bassins hydrographiques amont et aval dès lors qu'elles visent à assurer une cohérence des actions sur l'intégralité du bassin versant du gave de Pau.

Le comité syndical déterminera la tarification des prestations ainsi réalisées par le Syndicat en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects des services rendus.

Article 3 : Périmètre

Le Syndicat intervient sur le bassin hydrographique du gave de Pau présenté à l'annexe 1.

Il couvre le Domaine Public Fluvial (DPF) du gave de Pau depuis la limite avec les Hautes-Pyrénées, ainsi que ses affluents dont les têtes de bassin se trouvent dans les Hautes-Pyrénées, jusqu'à la confluence avec le gave d'Oloron dans les Landes.

Les missions composant la compétence « **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations** » (GeMAPI), définies aux items 1°, 2°, 5°, 8° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement sont exercées sur les sous bassins détaillés à l'annexe 2. Il s'agit de l'intégralité du bassin du gave de Pau (annexe 1), à l'exception :

- Sur le **sous-bassin Ousse-Oussère**, tout ou partie des communes de l'Agglomération Pau Béarn Pyrénées concernées par le bassin versant de l'Oussère et les cours d'eau rive droite du gave de Pau entre les confluences de l'Ousse et de l'Oussère (Ousse-des-Bois) avec le gave de Pau, soit : Artigueloutan, Aussevielle, Billère, Bizanos, Denguin, Idron, Laroin, Lée, Lescar, Lons, Pau, Poey-de-Lescar, Sendets, Siros
- Sur les **sous-bassins Beez-Ouzom, Luz-Gest et Neez-Soust**, les communes de la Communauté des communes de la Vallée d'Ossau, soit : Béost, Bescat, Buzy, Louvie-Juzon, Louvie-Soubiron, Lys, Rébénacq, Sainte-Colome, Sévignacq-Meyracq

Les compétences facultatives définies aux items 11° et 12° de l'article L.211-7 du code de l'Environnement sont exercées pour les seules parties de territoires couverts par les EPCI-FP ayant effectivement transféré ces compétences facultatives.

Article 4 : Transfert d'une compétence facultative

4-1 Procédure

Les compétences facultatives telles que définies à l'article 2-2 des présents statuts pourront être transférées au Syndicat par les membres dans les conditions suivantes :

L'organe délibérant du membre qui souhaite transférer une compétence facultative telle que définie à l'article 2-2 adopte une délibération à cet effet, qui devra préciser l'étendue du transfert de compétence.

Cette délibération est notifiée par l'organe exécutif au Président du Syndicat. A réception de cette délibération, le Président en informe le Comité syndical et l'organe exécutif de chaque membre du Syndicat.

Conformément à l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, le transfert est décidé par délibérations concordantes de l'organe délibérant du Syndicat et de celui des membres du Syndicat se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le conseil de chaque organe délibérant membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant du syndicat mixte pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Le transfert de compétences est, sous réserve du respect de la procédure visée aux alinéas précédents, exécutoire, dans les conditions visées à l'article 4-2.

4-2 Date d'effet du transfert de compétence

Le transfert prend effet au premier janvier de l'année suivant celle où les conditions de majorité requises relatives à ce transfert de compétences ont été obtenues.

Article 5 : reprise d'une compétence facultative

Les compétences facultatives telles que définies à l'article 2-2 des présents statuts pourront être reprises par un adhérent dans les conditions suivantes :

5-1 Procédure

Le membre souhaitant reprendre une compétence facultative adopte une délibération à cet effet. Cette délibération est notifiée par l'organe exécutif au Président du Syndicat.

Dès la réception de cette délibération, le Président du Syndicat en informe le Comité Syndical et les autres membres du Syndicat.

Cette reprise est décidée par délibérations concordantes des organes délibérants membres se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le conseil de chaque organe délibérant membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification de la délibération du comité du syndicat pour se prononcer sur les reprises proposées. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La reprise de compétences est, sous réserve du respect de la procédure visée aux alinéas précédents, exécutoire, dans les conditions visées à l'article 5-2.

5-2 Date d'effet de la reprise

La reprise prend effet au premier janvier de l'année suivant celle où les conditions de majorité requises relatives à cette reprise de compétences ont été obtenues.

Article 6 : Siège

Le siège du Syndicat est fixé à l'adresse suivante :

- Technopole Hélioparc Pau – Pyrénées - 2, avenue du Président Pierre Angot, 64053 PAU cedex 9

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du comité syndical.

Les réunions du Syndicat se tiennent au siège du Syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des membres du Syndicat.

Article 7 : Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 8 : Comité syndical

8.1- Composition du comité syndical

En application des articles L 5212-6 et L 5711-1 du CGCT, le Syndicat est administré par un comité syndical composé de 32 délégués, désignés par leur assemblée délibérante.

Chaque collectivité membre est représentée par le nombre suivant de délégués :

- la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées : 11 délégués
- la Communauté de communes de Lacq-Orthez : 9 délégués

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_18a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- la Communauté de communes du Pays de Nay : 6 délégués
- la Communauté de communes du Nord Est Béarn : 2 délégués
- la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées : 1 délégué
- la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans : 1 délégué
- la Communauté de communes du Béarn des Gaves : 1 délégué
- la Communauté de communes du Haut Béarn : 1 délégué

Chaque membre désignera autant de délégué(s) suppléant(s) que de délégué(s) titulaire(s), qui seront appelés à siéger avec voix délibérative en remplacement d'un délégué titulaire empêché, dans un ordre de suppléance défini par le membre.

8.2- Fonctionnement du comité syndical

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres, et notamment pour l'élection du Président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat.

Dans le cadre des délibérations relatives aux compétences facultatives, ne prennent part au vote que les délégués représentant les membres concernés par l'affaire mise en délibération.

Le Président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L.2121-14 et L.2131-11 du code général des collectivités territoriales.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés (art. L2121-20 du CGCT). Le vote du Président est prépondérant en cas de partage des voix.

Les autres dispositions régissant le fonctionnement du comité syndical sont fixées par le règlement intérieur.

Article 9 : Bureau

Le comité syndical élit parmi les délégués qui le composent, un bureau constitué de 6 à 10 membres. Sa composition est décidée à chaque renouvellement du comité syndical. Sont membres obligatoires du bureau, le Président, qui préside le bureau, et les vice-présidents.

Le comité syndical peut déléguer au bureau tout pouvoir d'administration et de gestion financière par une délégation spéciale ou permanente dont il fixe les limites.

Le fonctionnement du bureau est fixé par le règlement intérieur.

Article 10 : Président

Le comité syndical élit parmi les délégués qui le composent, un Président.

Le Président prépare et exécute les délibérations du comité syndical, il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Syndicat (art. L5211-9 du CGCT)

Il représente le Syndicat en justice.

Le comité syndical peut déléguer au Président tout pouvoir d'administration et de gestion financière par une délégation spéciale ou permanente dont il fixe les limites.

Le Président peut déléguer, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents ou, dès lors que les vice-présidents sont tous titulaires d'une délégation

Accusé de réception en préfecture
04/10/2019 09:08:20
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

d'autres membres du bureau. Le Président peut enfin subdéléguer la délégation d'attribution qu'il a reçue du comité syndical aux vice-présidents (art. L. 5211-10 du CGCT).

Article 11 : Commissions

Pour le bon fonctionnement du Syndicat et pour l'avancement de ses projets, des commissions thématiques ou géographiques peuvent être créées.

La mise en œuvre des commissions, leur composition et leurs fonctions sont précisées dans le règlement intérieur du Syndicat.

Article 12 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur détermine le fonctionnement interne du Syndicat. Il est approuvé et modifié par le comité syndical.

Article 13 : Recettes

Le Syndicat pourvoit aux dépenses nécessitées par l'exécution des missions constituant son objet.

Conformément à l'article L5212-19 du CGCT, les recettes du Syndicat se composent de:

- la contribution des collectivités membres,
- les subventions diverses,
- le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat,
- les produits des emprunts,
- les produits des dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- le revenu des prestations de services réalisées pour le compte de tiers.

Article 14 : Contribution des membres

Le Syndicat met en œuvre une comptabilité détaillée permettant d'identifier les contributions nécessaires :

- au fonctionnement général,
- à l'exercice de la compétence GeMAPI sur chaque sous-bassin,
- aux opérations relevant de la gestion et de la création des ouvrages de prévention des inondations,
- aux opérations relevant des compétences à la carte.

La répartition des contributions des membres du Syndicat est effectuée conformément aux dispositions suivantes (cf. annexe 3) :

A. Fonctionnement général du syndicat :

- dépenses nettes de structure : charges de personnel, de locaux, matériel... déduction faite des subventions et des produits de prestation

Sur la base du principe de solidarité territoriale, le montant des contributions des EPCI-FP est basé sur les quotes-parts ainsi calculées :

Caractéristiques des EPCI-FP membres	Pondération
Population dans le bassin versant	1/3
Longueur de berges des cours d'eau principaux	1/3
Superficie de bassin versant	1/3

B. Gave de Pau (DPF) : items 1°, 2° et 8° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, soit les opérations d'aménagement du bassin du gave de Pau, d'entretien du cours d'eau, des canaux et des plans d'eau, de protection et restauration des sites, écosystèmes aquatiques et zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Le montant des contributions des EPCI-FP traversés par le DPF est basé sur les quotes-parts ainsi calculées :

Caractéristiques des EPCI-FP concernés	Pondération
Population dans le bassin versant	1/3
Longueur de berge du DPF	1/3
Superficie de bassin versant	1/3

C. Sous-bassins affluents du gave de Pau : items 1°, 2° et 8° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, soit les opérations d'aménagement des sous-bassins affluents du gave de Pau, d'entretien du cours d'eau, des canaux et des plans d'eau, de protection et restauration des sites, écosystèmes aquatiques et zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Le montant des contributions est calculé entre chaque EPCI-FP concerné par le sous-bassin au prorata des longueurs de berges des cours d'eau principaux du sous-bassin considéré.

D. Opérations de défense contre les inondations : item 5° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, soit les opérations d'entretien, gestion, surveillance des ouvrages de protection existants contre les crues, les études et travaux neufs sur l'implantation de nouveaux ouvrages, ainsi que la définition et régularisation administrative des systèmes d'endiguement dont les caractéristiques seront approuvées par le Syndicat et l'ensemble des collectivités bénéficiaires.

Le montant des contributions est calculé pour chaque opération entre les collectivités bénéficiaires de l'opération tant sur le DPF que ses affluents.

E. Compétence à la carte, mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau : item 11° de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement.

Sur la base du principe de solidarité territoriale, le montant des contributions des EPCI-FP adhérents à cette compétence est basé sur les quotes-parts ainsi calculées :

Caractéristiques des EPCI-FP adhérent à la compétence à la carte	Pondération
<i>Population dans le bassin versant</i>	<i>1/3</i>
<i>Longueur de berge des cours d'eau principaux</i>	<i>1/3</i>
<i>Superficie de bassin versant</i>	<i>1/3</i>

- F. Compétence à la carte, animation et concertation dans les domaines de la prévention des inondations ainsi que de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques : item 12° de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement.**

Sur la base du principe de solidarité territoriale, le montant des contributions des EPCI-FP adhérents à cette compétence est basé sur les quotes-parts ainsi calculées :

Caractéristiques des EPCI-FP adhérent à la compétence à la carte	Pondération
Population dans le bassin versant	1/3
Longueur de berge des cours d'eau principaux	1/3
Superficie de bassin versant	1/3

L'actualisation du critère population est effectuée à chaque renouvellement de mandat au prorata de l'évolution de la population pour chaque EPCI-FP. Les valeurs indiquées en annexes 3 et 4 correspondent à la situation au 1^{er} janvier 2018.

Le montant des différentes contributions est fixé annuellement par le comité syndical. Les modalités d'appel par le Syndicat des participations auprès de ses membres sont fixées par le règlement intérieur.

Article 15 : Receveur du syndicat

Les règles de la comptabilité publique s'appliquent au Syndicat. La comptabilité est tenue par les services administratifs du Syndicat sous l'autorité du Président et sous le contrôle du comité syndical.

Les fonctions de receveur du Syndicat sont assurées par le Trésorier de la trésorerie municipale de Pau.

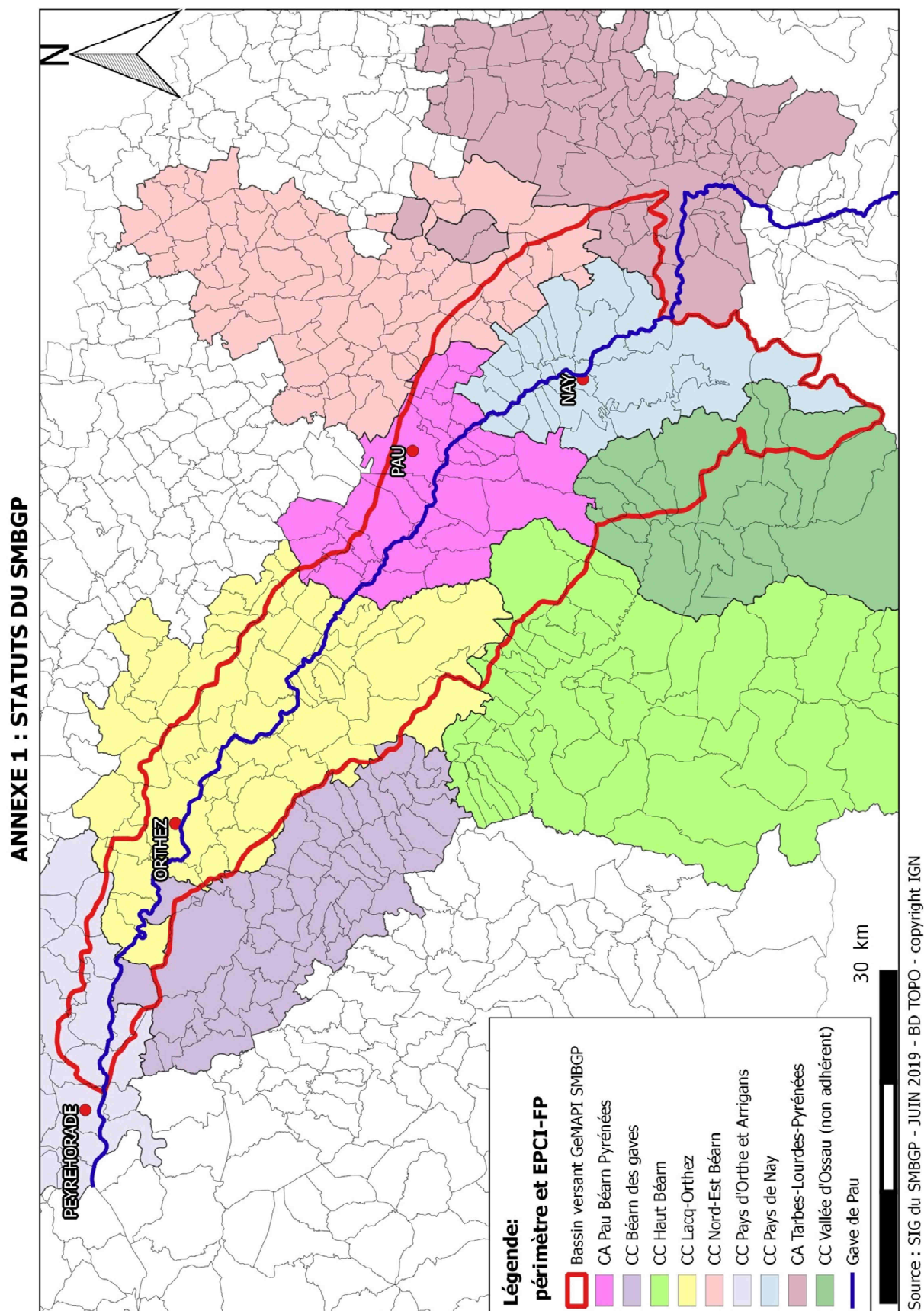
Article 16 : Retrait du Syndicat

Les conditions dans lesquelles des membres peuvent se retirer du Syndicat sont fixées par les articles L5211-19, L5212-29, L5212-29-1, L5212-30 et L5711-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 17: Autres dispositions

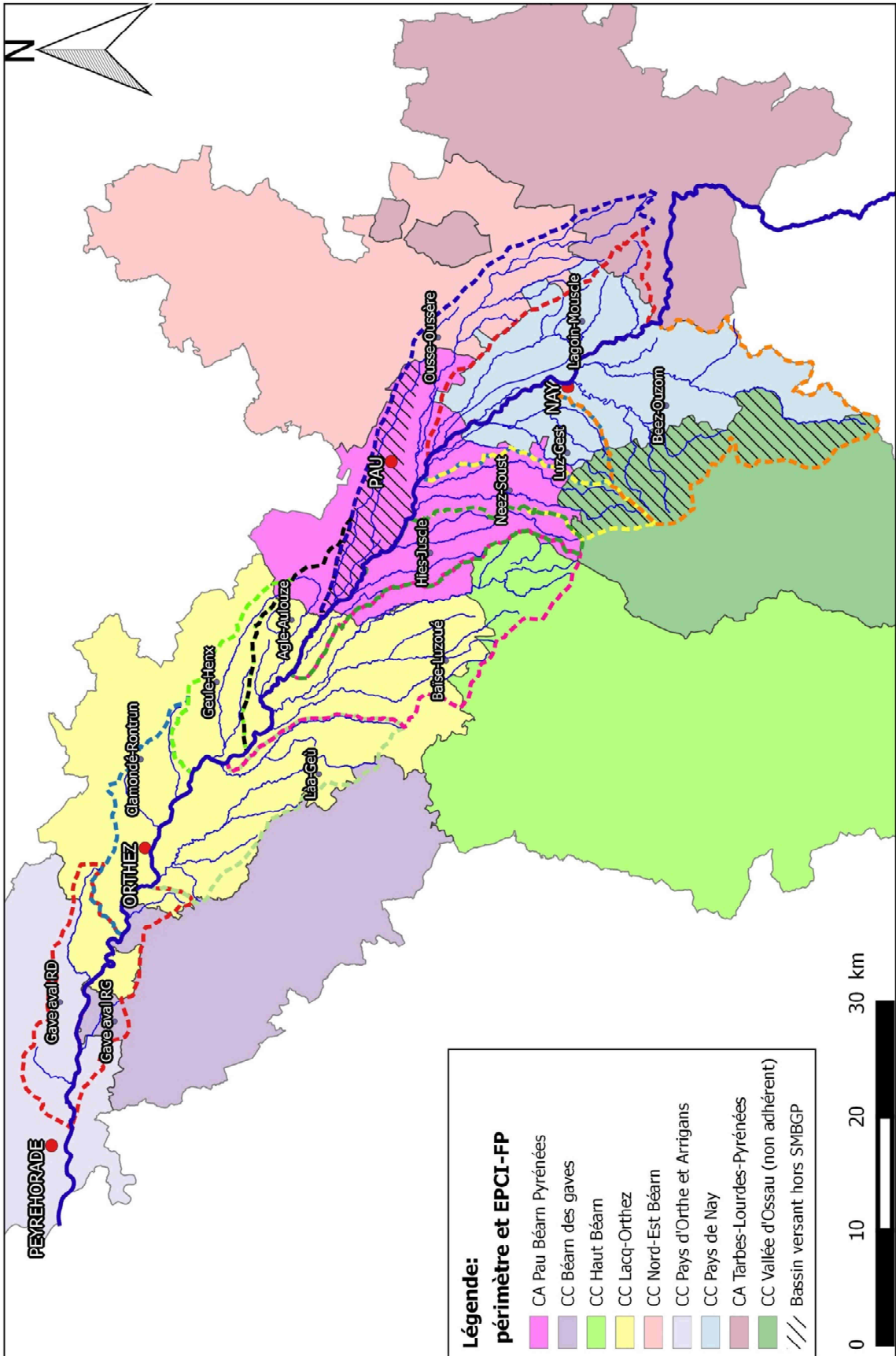
Les dispositions législatives et réglementaires en vigueur seront appliquées pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts.

ANNEXE 1 : carte du bassin versant



ANNEXE 2 : carte des sous-bassins où le Syndicat exerce la compétence GeMAPI

ANNEXE 2 : STATUTS DU SMBGP



ANNEXE 3 : clés de répartition financière entre chaque membre du Syndicat

Au 1^{er} janvier 2020, l'application des clés de répartition des présents statuts donne les valeurs suivantes :

A- Fonctionnement général du Syndicat :

EPCI-FP membres	Contribution au fonctionnement général	Population du périmètre d'adhésion	Superficie dans le BV (Ha)	Km de berges des cours d'eau
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	35,80%	159 811	29 173	417,2
Communauté de communes Lacq-Orthez	30,32%	48 869	52 213	595,1
Communauté de communes du Pays de Nay	19,90%	29 568	32 711	382,4
Communauté de communes Nord Est Béarn	4,87%	9 260	6 864	104,8
Communauté de communes du Haut Béarn	3,03%	2 106	7 195	47,8
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	2,84%	3 158	6 304	65,5
Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	1,81%	2 375	3 104	39,4
Communauté de communes du Béarn des Gaves	1,43%	1 205	2 891	30,4
Totaux	100%	256 352	139 491	1 682,5

B- Gave de Pau - Domaine Public Fluvial

Tout ou partie des communes de : DENGUIN, ARBUS, SIROS, ARTIGUELOUVE, LESCAR, LARAIN, LONS, BILLERE, PAU, JURANCON, BIZANOS, MAZERES-LEZONS, GELOS, UZOS, ARESSY, MEILLON, RONTIGNON, BELLOCQ, PUYOO, RAMOUS, BAIGT-DE-BEARN, SALLES-MONGISCARD, ORTHEZ, CASTETIS, BIRON, SARPOURENX, ARGAGNON, MASLACQ, MONT-ARANCE-GOUZE-LENDRESSE, LAGOR, ABIDOS, LACQ-AUDEJOS, OS-MARSILLON, ARTIX, PARDIES, BESINGRAND, LABASTIDE-CEZERACQ, ABOS, TARSACQ, NARCASTET, ASSAT, BALIROS, BORDES, PARDIES-PIETAT, BOEIL-BEZING, SAINT-ABIT, BAUDREIX, MIREPEIX, BOURDETTES, NAY, COARRAZE, MONTAUT, LESTELLE-BETHARRAM, ASSON, IGON, CAUNEILLE, HABAS, LABATUT, SORDE-L'ABBAYE, SAINT-CRICQ-DU-GAVE, LAHONTAN, BERENX

EPCI-FP membres	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges du DPF
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	36,84%	46,6
Communauté de communes Lacq-Orthez	35,15%	95,4
Communauté de communes du Pays de Nay	19,60%	44,6
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	5,53%	22,6
Communauté de communes du Béarn des Gaves	2,88%	12,9
Totaux	100%	222,1

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_18a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

C- Sous-bassins du gave de Pau

1- Sous-bassin Beez-Ouzom

Tout ou partie des communes de : ARTHEZ-D'ASSON, ASSON, BOURDETTES, BRUGES-CAPBIS-MIFAGET, FERRIERES, COARRAZE, IGON, LESTELLE-BETHARRAM, MIREPEIX, NAY, ARBEOST

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes du Pays de Nay	100%	123,9
Communauté de communes de la Vallée d'Ossau	pm	(70,5)
Totaux	100%	123,9

Non incluses, les communes de : LOUVIE-JUZON, LOUVIE-SOUBIRON, LYS, SAINTE-COLOME, BEOST, CASTET

2- Sous-bassin Lagoin-Mouscle

Tout ou partie des communes de : LOURDES, POUYEFERRE, SAINT-PE-DE-BIGORRE, BAUDREIX, BENEJACQ, BEUSTE, BOEIL-BEZING, BORDERES, BORDES, COARRAZE, ANGAIS, ASSAT, LAGOS, MIREPEIX, MONTAUT, NAY, SAINT-VINCENT, ARESSY, ARTIGUELOUTAN, MEILLON, OUSSE, BIZANOS

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	6,52%	9,8
Communauté de communes du Pays de Nay	80,84%	121,5
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	12,64%	19,0
Totaux	100%	150,3

3- Sous-bassin Luz-Gest

Tout ou partie des communes de : ARROS-DE-NAY, ASSAT, BALIROS, BAUDREIX, BOEIL-BEZING, BORDES, BOSDARROS, BOURDETTES, BRUGES-CAPBIS-MIFAGET, HAUT-DE-BOSDARROS, MIREPEIX, NARCASTET, NAY, PARDIES-PIETAT, SAINT-ABIT, ARESSY, BIZANOS, GELOS, MAZERES-LEZONS, MEILLON, RONTIGNON, UZOS

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes du Pays de Nay	69,91%	66,9
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	30,09%	28,8
Communauté de communes de la Vallée d'Ossau	pm	(9,5)
Totaux	100%	95,7

Non incluses, les communes de : SEVIGNACQ-MEYRACQ, LYS

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_18a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

4- Sous-bassin Ousse-Oussère

Tout ou partie des communes de : BARLEST, BARTRES, LAMARQUE-PONTACQ, LOUBAJAC, LOURDES, POUUEYFERRE, ESPOEY, BARZUN, ANDOINS, LUCGARIER, LIMENDOUS, LIVRON, GOMER, LABATMALE, HOURS, MORLAAS, NOUSTY, PONTACQ, SOUMOULOU, ASSAT, BENEJACQ, BOEIL-BEZING, SAINT-VINCENT, ARESSY, ARTIGUELOUTAN, BIZANOS, GELOS, IDRON, LEE, MEILLON, OUSSE, PAU

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	14,62%	29,6
Communauté de communes Nord Est Béarn	51,78%	104,8
Communauté de communes du Pays de Nay	12,60%	25,5
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	21,00%	42,5 km sur un total de 123,7 km
Totaux	100%	202,4

Non incluses, tout ou partie des communes de : ARBUS, ARTIGUELOUVE, AUSSEVIELLE, BILLERE, DENGUIN, LAROIN, LESCAR, LONS, POEY-DE-LESCAR, SENDETS, SIROS

5- Sous-bassin Neez-Soust

Tout ou partie des communes de : GAN, GELOS, JURANCON, LAROIN, BOSDARROS, MAZERES-LEZONS, PAU, RONTIGNON, UZOS

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	100%	72,1
Communauté de communes de la Vallée d'Ossau	pm	(29)
Totaux	100%	72,1

Non incluses, les communes de : BESCAT, BUZY, REBENACQ, SAINTE-COLOME, SEVIGNACQ-MEYRACQ

6- Sous-bassin Juscle-Hies

Tout ou partie des communes de : GAN, JURANCON, ARBUS, ARTIGUELOUVE, AUBERTIN, LAROIN, SAINT-FAUST, ABOS, BESINGRAND, NOGUERES, PARDIES, TARSACQ

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	89,56%	104,7
Communauté de communes Lacq-Orthez	10,44%	12,2
Totaux	100%	116,9

Accuse de reception en prefecture
065-200069300-20190925-cc250919_18a-AU
Date de téléransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/30/2019

7- Sous-bassin Agle-Aulouze

Tout ou partie des communes de : AUSSEVIELLE, BEYRIE-EN-BEARN, BOUGARBER, DENGUIN, LESCAR, POEY-DE-LESCAR, ABIDOS, ARTIX, BESINGRAND, CESCOU, LABASTIDE-CEZERACQ, LABASTIDE-MONREJEAU, LACQ-AUDEJOS, MONT-ARANCE-GOUZE-LENDRESSE, OS-MARSILLON, PARDIES, SERRES-SAINTE-MARIE

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	19,68%	11,0
Communauté de communes Lacq-Orthez	80,32%	44,9
Totaux	100%	55,9

8- Sous-bassin Baïses-Luzoué

Tout ou partie des communes de : ESTIALESCQ, GOES, LASSEUBE, LASSEUBETAT, LEDEUX, OGEU-LES-BAINS, OLORON-SAINTE-MARIE, ARBUS, AUBERTIN, GAN, ABIDOS, ABOS, CARDESSE, CUQUERON, LACOMMANDE, LACQ-AUDEJOS, LAGOR, LAHOURCADE, LUCQ-DE-BEARN, MASLACQ, MONEIN, MONT-ARANCE-GOUZE-LENDRESSE, MOURENX, NOGUERES, OS-MARSILLON, PARBAYSE, PARDIES, TARSACQ

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes du Haut Béarn	26,96%	65,5
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	3,42%	8,3
Communauté de communes Lacq-Orthez	69,62%	169,1
Totaux	100%	242,9

9- Sous-bassin Laa-Geu

Tout ou partie des communes de : BIRON, CASTETIS, CASTETNER, LAA-MONDRANS, LAGOR, LAHOURCADE, LANNEPLAA, LOUBIENG, LUCQ-DE-BEARN, MASLACQ, ORTHEZ, SARPOURENX, SAUVELADE, VIELLESEGURE, OZENX-MONESTRUCQ, L'HOPITAL-D'ORION, OGENNE-CAMPTORT

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes Lacq-Orthez	97,71%	158,2
Communauté de communes Béarn des Gaves	2,29%	3,7
Totaux	100%	161,9

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_18a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

10-Sous-bassin Geule-Henx

Tout ou partie des communes de : BOUGARBER, DENGUIN, ARGAGNON, ARTHEZ-DE-BEARN, LACQ-AUDEJOS, MONT-ARANCE-GOUZE-LENDRESSE, SERRES-SAINT-MARIE, URDES

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	5,25%	3,1
Communauté de communes Lacq-Orthez	94,75%	56,0
Totaux	100%	59,1

11-Sous-bassin Clamondé

Tout ou partie des communes de : ARGAGNON, ARTHEZ-DE-BEARN, BAIGTS-DE-BEARN, BALANSUN, CASTETIS, MESPLEDE, ORTHEZ, RAMOUS, SAINT-BOES, SALLESPISSÉ

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes Lacq-Orthez	100%	31,9

12-Sous-bassin gave rive gauche aval

Tout ou partie des communes de : SALLES-MONGISCARD, ORTHEZ, BELLOCQ, BERENX, LAHONTAN, SALIES-DE-BEARN, LABATUT, SAINT-CRICQ-DU-GAVE, SORDE-L'ABBAYE

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes Lacq-Orthez	33,46%	9,0
Communauté de communes Béarn des Gaves	51,67%	13,9
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	14,87	4,0
Totaux	100%	26,9

13-Sous-bassin gave rive droite aval

Tout ou partie des communes de : BAIGTS-DE-BEARN, PUYOO, RAMOUS, SAINT-BOES, SAINT-GIRONS, CAUNEILLE, HABAS, LABATUT, MISSON, OSSAGES, PEYREHORADE, POUILLON

EPCI-FP	Financement des actions 1°, 2° et 8° du L211-7 du Code de l'Environnement	Km de berges
Communauté de communes Lacq-Orthez	46,33%	18,3
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	53,67%	21,2
Totaux	100%	39,5

ANNEXE 4 : composition du comité syndical

A compter du 1^{er} janvier 2019, le comité syndical est composé de 32 délégués, se répartissant de la façon suivante :

EPCI-FP membres	Nombre de délégués titulaires	Population du périmètre d'adhésion	Superficie dans le BV (Ha)	Km de berges de cours d'eau
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées	11	159 811	29 173	417,2
Communauté de communes Lacq-Orthez	9	48 869	52 213	595,1
Communauté de communes du Pays de Nay	6	29 568	32 711	382,4
Communauté de communes Nord Est Béarn	2	9 260	6 864	104,8
Communauté de communes du Haut Béarn	1	2 106	7 195	47,8
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	1	3 158	6 304	65,5
Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	1	2 375	3 104	39,4
Communauté de communes du Béarn des Gaves	1	1 205	2 891	30,4
Totaux	32	256 352	139 491	1 682,5

Les valeurs de population sont issues des données INSEE relatives aux populations légales millésimés 2015 entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2018 et ramenées au bassin versant du gave de Pau.

Les linéaires de cours d'eaux et affluents correspondent aux catégories 1 à 5 de la BD-Carthage.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 18

**GeMAPI - Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau (SMBGP) -
modification du périmètre et carte item n°11**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT

M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHESTO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD

Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M.

Paul HABATJOU
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

M. Daniel DARRE
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : GeMAPI - Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau (SMBGP) - modification du périmètre et carte item n°11

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_18-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°28 du conseil communautaire du 28 juin 2018 concernant l'item n° 11.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre de la GEMAPI, il est apparu opportun de transférer, en sus des quatre compétences obligatoires, la compétence « mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques » (item n°11 de l'article L211-7 du code de l'environnement).

Après délibérations du conseil communautaire, en date du 28 juin, et des communes concernées, à l'exclusion, pour tout ou partie, des communes du bassin versant du Gabas (Azereix, Bartrès, Gardères, Lamarque Pontacq, Luquet et Ossun), la Préfecture des Hautes Pyrénées a modifié nos statuts par arrêté préfectoral le 21 décembre 2018.

Le Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau (SMBGP) exerce la compétence GeMAPI sur notre territoire pour le bassin versant du Gave de Pau aval, y compris le bassin versant de l'Ousse.

Par délibération en date du 26 juin 2019, le SMBGP a approuvé la dissolution du SIVU de l'Agle et de l'Aulouze par transfert de compétence au SMBGP à compter du 1^{er} janvier 2020. Ceci entraîne une extension du périmètre du SMBGP entériné par un projet de nouveaux statuts.

En sus, le SMBGP a délibéré ce même jour afin de se transformer en syndicat mixte à la carte en proposant à ses membres d'adhérer également pour un ou deux items supplémentaires :

- Item n°11 de l'article L.211-7 du code de l'environnement,
- Item n°12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement : « l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Pour la « mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques », comme pour les bassins versants de l'Adour et du Gave de Pau amont, il est proposé de transférer cette compétence au SMBGP en adhérant à la carte « item n°11 ».

Concernant l'item n°12, depuis le travail mené sur la GEMAPI et l'adhésion aux différents syndicats de rivière, la CATLP a une position claire: la GeMAPI répond à deux finalités : la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ; toute démarche qui s'y réfère dont des programmes d'action tels les PAPI, des stratégies telles que les SLGRI ... est incluse dans les 4 items obligatoires de la GeMAPI (items n° 1, 2, 5 et 8 de l'article L.211-7 du code de l'environnement). Cette position a été confortée par la Préfecture des Hautes Pyrénées jusqu'à présent. Par ailleurs la circulaire du Ministère de la transition écologique et solidaire du 29 juin 2017 sur les PAPI 3 indique dans son paragraphe I : « les autorités compétentes en matière de GeMAPI ont vocation à assurer le portage des PAPI d'intention et PAPI ».

De ce fait, nous ne pouvons pas être en adéquation avec les motifs énoncés dans la délibération du SMBGP, qui envisage cette carte comme suit :

« ... - item 12° de l'article L211-7 du code de l'environnement animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous bassin ou un groupement de sous bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (SLGRi, PAPI...) »

L'ajout de ces nouvelles compétences à la carte permettra :

- de sécuriser juridiquement les actions menées par le Syndicat ne pouvant être strictement rattachées à la GeMAPI : animation de la Stratégie Locale de Gestion du Risque inondation

(SIGRi), élaboration des Programmes d'Action et Prévention des Inondations (PAPI)
- de mettre en œuvre certaines actions du volet opérationnel de la SLGRi et des PAPI,
- de laisser la possibilité à chaque EPCI-FP membre d'adhérer ou pas au Syndicat pour ces compétences.»

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'extension du périmètre du SMBGP au 1^{er} janvier 2020 par dissolution du SIVU de l'Agle et de l'Aulouze, l'ajout à la carte de l'item n°11 mais de ne pas accepter l'ajout à la carte de l'item n°12 pour les raisons explicatives ci-dessus.

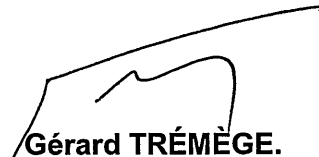
Article 2 : de transférer la compétence « mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques » (item n°11 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement) au SMBGP pour le bassin versant du gave de Pau aval dont le bassin versant de l'Ousse.

Article 3 : d'entériner notre position sur les compétences GeMAPI et rappeler que les actions, programmes et autres documents, tels que le PAPI et la SLGRi, sont compris dans les quatre items obligatoires de la GeMAPI.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

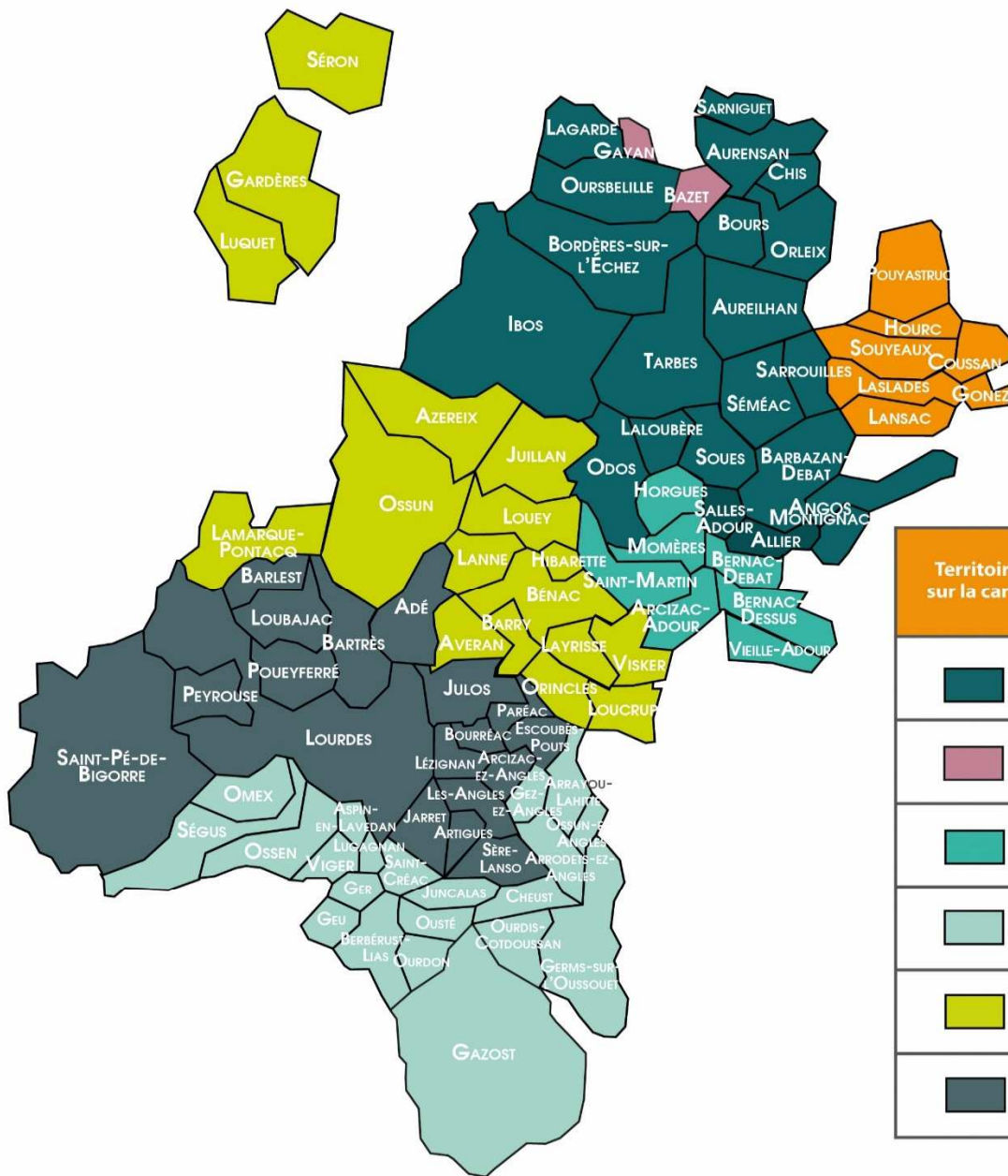
à l'unanimité







Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

**- Déploiement de la TEOMI sur le territoire de la CA TLP –
Document SYMAT – septembre 2019**



Territoire sur la carte	Puçage des bacs, récupération des informations	Test technique des équipements	Comptabilisation réelle	Part incitative incluse dans la TEOM sur la Taxe Foncière
	Réalisé	2017	2018	2019
	2018	2018	2019	2020
	2018	2018	2019	2020
	2019	2019	2020	2021
	2019	2020	2021	2022
	2020	2021	2022	2023

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_19a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 19

TEOMI - extension du périmètre à 9 communes

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE

M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noël CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHESTO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI

M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY

Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROcq
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

M. Daniel DARRE
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : TEOMI - extension du périmètre à 9 communes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2244-13, L. 2333-16, L.5111-4, L.5216-1 et suivants,
Vu le Code Général des Impôts et en particulier les articles, L. 1379, L. 1520 à L. 1526, L. 1609 quater et L. 1639 A, bis,
Vu le décret du 17 décembre 2012 pris en application de l'article L. 1522 bis du Code général des Impôts et relatif aux modalités de communication des données concernant la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_19-DE
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric;

Vu la délibération n° 9 en date du 31 janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées portant adhésion au SYMAT,

Vu la délibération n°20 de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées du 28 septembre 2017 sur la mise en place de la TEOMI (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative),

Vu la délibération n°18 de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées du 21 décembre 2017 sur la mise en place partielle de la TEOMI (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative).

EXPOSE DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CA TLP), par délibération en date du 31 janvier 2017, a transféré la compétence « élimination des déchets ménagers et assimilés » au SYMAT qui gère la partie « collecte » et a adhéré au Syndicat Mixte de Traitement des Déchets des Hautes Pyrénées (SMTD65) pour la partie « traitement ».

Pour autant la CA TLP reste compétente pour voter les recettes liées à ce service : produit de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) ainsi que ses taux, basés sur les services rendus donc différenciés par zonage afin de prendre en compte les situations existantes dans les anciens EPCI FP.

Comme le SYMAT a mené, depuis 2014, une réflexion sur la mise en place de la TEOM Incitative (TEOMI), notre structure a adopté, par délibérations les 28 septembre et 21 décembre 2017, une mise en place partielle sur 21 communes

L'intérêt de la TEOMI est de favoriser le tri pour répondre aux objectifs de réduction des déchets définis par le Grenelle de l'Environnement et au problème local d'exutoire des déchets pour les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR). Avec une tarification incitative, les usagers paient, pour partie, en fonction de la quantité de déchets produits.

Il vous est proposé d'étendre l'instauration de la TEOMI sur les communes listées ci-après. Après un puçage des bacs et des tests techniques en 2018, ces communes sont en phase « comptabilisation réelle » depuis le 1^{er} janvier 2019 et leurs habitants paieront la TEOMI en 2020.

Commune
ARCIZAC ADOUR
BAZET
BERNAC DEBAT
BERNAC DESSUS
GAYAN
HORGUES
MOMERES
SAINT MARTIN
VEILLE ADOUR

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_19-DE
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

DECIDE

Article 1 : d'acter la mise en place de la TEOMI sur les 9 communes listées ci-dessous, en sus des 21 actées en 2017 :

Commune
ARCIZAC ADOUR
BAZET
BERNAC DEBAT
BERNAC DESSUS
GAYAN
HORGUES
MOMERES
SAINT MARTIN
VEILLE ADOUR

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

CONVENTION

Relative à la répartition des recettes issues des forfaits de Post-Stationnement

Entre,

La Ville de Lourdes, représentée par Madame Josette BOURDEU, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par délibération n° XX du Conseil Municipal en date du XX,

Ci-après dénommé « la Ville »,

D'une part,

Et,

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représenté par Monsieur Gérard TRÉMÈGE, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération n° XX du Conseil Communautaire du 25 Septembre 2019,

Ci-après désigné « la Communauté d'Agglomération »,

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit.

1) Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de répartition des produits de Forfait Post-Stationnement (FPS) entre la Ville, qui a institué la redevance de stationnement, et la Communauté d'Agglomération au titre de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

2) Cadre réglementaire

Les modalités de répartition entre les collectivités et d'utilisation du produit des FPS sont précisées dans le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

3) Modalités de répartition des produits de FPS

Compte tenu des dispositions prévues au III de l'article L.2333-87 du CGCT, la Ville reverse les recettes issues des FPS à la Communauté d'Agglomération, déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS.

Les différents postes de dépenses pour la Ville sont les suivants :

- Dépenses devant être couvertes par les produits de FPS et qui seront nécessairement déduites à l'enveloppe avant reversement :
 - Collecte des FPS,
 - Traitement des RAPO (Recours Administratifs Préalables Obligatoires),
 - Traitement des recours en contentieux.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_20a-AU Date de télétransmission : 01/10/2019 Date de réception préfecture : 01/10/2019

- Dépenses pouvant être couvertes par les produits de FPS :
 - Etudes préalables,
 - Actions de communication,
 - Horodateurs,
 - Surveillance.

L'article L 2333-87 du CGCT dispose que le produit du forfait post-stationnement (FPS) est affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et de la circulation, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement.

L'article R 2334-12 énumère ces opérations tant pour les transports en commun (aménagement et équipements améliorant la sécurité des usagers, aménagements de voirie, etc..) que pour la circulation routière (plan de circulation, parcs de stationnement aménagements de carrefours,...)

En effet la compétence voirie d'intérêt communautaire de l'Agglomération est limitée à la réalisation des entrées d'agglomération et la quasi-totalité des ouvrages destinés à l'amélioration de la sécurité routière continue à relever de la compétence des communes.

D'autre part, les communes restent maîtres d'ouvrage des pôles d'échange de transport au titre de la compétence voirie.

Il est décidé pour l'année 2019 qu'il n'y ait pas de reversement du FPS entre la Ville et la Communauté d'Agglomération.

4) Définition du montant de l'enveloppe

Avant le 30 juin 2020, la Ville communique par courrier à la Communauté d'Agglomération le montant définitif de l'enveloppe pour les recettes issues des FPS pour l'année 2019, et l'utilisation qu'elle en a fait.

Fait à Juillan, le _____

Pour la Ville de Lourdes,

Pour la Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Josette BOURDEU.

Gérard TRÉMÈGE.

CONVENTION

Relative à la répartition des recettes issues des forfaits de Post-Stationnement

Entre,

La Ville de Tarbes, représentée par Madame Gérard TRÉMÈGE, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par délibération n° XX du Conseil Municipal en date du XX,

Ci-après dénommé « la Ville »,

D'une part,

Et,

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représenté par Monsieur Gérard TRÉMÈGE, agissant en qualité de personne dûment habilitée à cet effet par la délibération n° XX du Conseil Communautaire du 25 Septembre 2019,

Ci-après désigné « la Communauté d'Agglomération »,

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit.

1) Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de répartition des produits de Forfait Post-Stationnement (FPS) entre la Ville, qui a institué la redevance de stationnement, et la Communauté d'Agglomération au titre de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire.

2) Cadre réglementaire

Les modalités de répartition entre les collectivités et d'utilisation du produit des FPS sont précisées dans le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

3) Modalités de répartition des produits de FPS

Compte tenu des dispositions prévues au III de l'article L.2333-87 du CGCT, la Ville reverse les recettes issues des FPS à la Communauté d'Agglomération, déduction faite des coûts de mise en œuvre des FPS.

Les différents postes de dépenses pour la Ville sont les suivants :

- Dépenses devant être couvertes par les produits de FPS et qui seront nécessairement déduites à l'enveloppe avant reversement :
 - Collecte des FPS,
 - Traitement des RAPO (Recours Administratifs Préalables Obligatoires),
 - Traitement des recours en contentieux.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_20b-AU Date de télétransmission : 01/10/2019 Date de réception préfecture : 01/10/2019

- Dépenses pouvant être couvertes par les produits de FPS :
 - Etudes préalables,
 - Actions de communication,
 - Horodateurs,
 - Surveillance.

L'article L 2333-87 du CGCT dispose que le produit du forfait post-stationnement (FPS) est affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et de la circulation, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement.

L'article R 2334-12 énumère ces opérations tant pour les transports en commun (aménagement et équipements améliorant la sécurité des usagers, aménagements de voirie, etc..) que pour la circulation routière (plan de circulation, parcs de stationnement aménagements de carrefours,...)

En effet la compétence voirie d'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération est limitée à la réalisation des entrées d'agglomération et la quasi-totalité des ouvrages destinés à l'amélioration de la sécurité routière continue à relever de la compétence des communes.

D'autre part, les communes restent maîtres d'ouvrage des pôles d'échange de transport au titre de la compétence voirie.

Il est décidé pour l'année 2019 qu'il n'y ait pas de reversement du FPS entre la Ville et la Communauté d'Agglomération.

4) Définition du montant de l'enveloppe

Avant le 30 juin 2020, la Ville communique par courrier à la Communauté d'Agglomération le montant définitif de l'enveloppe pour les recettes issues des FPS pour l'année 2019, et l'utilisation qu'elle en a fait.

Fait à Juillan, le _____

Pour la Ville,

Pour la Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Gérard TRÉMÈGE.

Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 20

**Conventions relatives au forfait post-stationnement (FPS) entre la
CATLP et les communes de Lourdes et de Tarbes**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER

Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

Mme Maryse VERDOUX
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

M. Daniel DARRE
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PEDEBOY

Objet : Conventions relatives au forfait post-stationnement (FPS) entre la CATLP et les communes de Lourdes et de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2333-87, R 2334-12 et R 2333-120-18,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_20-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération N°19 du Conseil Communautaire du 28 juin 2017 relative aux choix des compétences optionnelles et définitions d'intérêt communautaire notamment de la voirie,

Vu la délibération N°17 du Conseil Communautaire du 26 septembre 2018 relative à l'approbation des conventions sur le forfait post-stationnement à passer avec les communes de Lourdes et de Tarbes.

EXPOSE DES MOTIFS :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la réforme de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie est entrée en vigueur.

Les collectivités compétentes en matière de voirie peuvent dans le cadre de l'occupation de leur domaine public demander un droit d'occupation de celui-ci qui se traduit par la fixation d'une redevance et d'un « forfait post stationnement » en cas de non-paiement spontané ou d'insuffisance de versement.

Ce dernier montant est fixé par la commune et se substitue désormais à l'amende pénale.

L'article L 2333-87 du CGCT dispose que le produit du forfait post-stationnement (FPS) est affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et de la circulation, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement.

L'article R 2334-12 du CGCT énumère ces opérations tant pour les transports en commun (aménagement et équipements améliorant la sécurité des usagers, aménagements de voirie, etc...) que pour la circulation routière (plan de circulation, parcs de stationnement aménagements de carrefours,...).

Enfin l'article R 2333-120-18 du CGCT dispose que chaque année les communes ayant instauré le forfait post stationnement et l'EPCI signent une convention afin de se répartir ce produit.

Il est proposé pour l'année 2019 comme nous l'avons fait en 2018 qu'il n'y ait pas de reversement du FPS de la part des Villes de Lourdes et Tarbes à la CATLP.

En effet la compétence voirie d'intérêt communautaire de la CATLP est limitée à la réalisation des entrées d'agglomération et la quasi-totalité des ouvrages destinés à l'amélioration de la sécurité routière continue à relever de la compétence des communes.

D'autre part, les communes restent maîtres d'ouvrage des pôles d'échange de transport au titre de la compétence voirie.

C'est pour ces raisons que nous proposons pour l'année 2019 de signer des conventions sans reversement de produits entre les collectivités concernées.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_20-DE Date de télétransmission : 30/09/2019 Date de réception préfecture : 30/09/2019
--

Article 1 : d'approuver les conventions à intervenir entre la Ville de Lourdes et la Ville de Tarbes relatives à la répartition des forfaits de post stationnement pour l'année 2019.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer les conventions à intervenir et prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE LA CA TARBES LOURDES PYRENEES (2020 / 2023)

- Les enjeux
- A - Préserver les ressources et assurer un développement équilibré des espaces
- B - Assurer la pérennité de l'économie agricole et agroalimentaire du territoire
- C - Développer une culture alimentaire et gastronomique locale
- D - Garantir l'accessibilité à une alimentation de qualité pour tous (population précaires, lieux d'achat pour tous, accessibilité bio/local, question des séniors)
- E - Faire émerger une gouvernance locale de la stratégie agricole et alimentaire

Axes stratégiques	Enjeux	Objectif stratégique	Action/Mise en œuvre	Impact financier CA TLP
1_Orienter les facteurs de production agricole (exploitations, foncier, eau) pour répondre aux besoins et les piloter	A, B	1.1_Redéfinir les priorités foncière entre urbanisme et agriculture dans les documents de planification pour faciliter l'accès à du foncier périurbain pour des projets d'installation et réserver les terres de qualité	1.1.1_Groupe de travail en cours au sein des collectivités; mettre en lien avec les acteurs de l'installation agricole	Sans impact financier
		1.2_Identifier et répertorier le foncier agricole disponible et les fermes à transmettre et faire du lien avec les projets d'installation (observatoire)	1.2.1_Groupe de travail à animer sur le sujet : SAFER, Chambre d'Agriculture, Acteurs de l'installation agricole, EPCI	Sans impact financier
		1.3_Etudier l'état de la ressource dans une démarche prospective et définir des actions pour assurer sa préservation (quantité et qualité)	1.3.1_Groupe de travail à animer à l'échelle départementale sur le sujet	Sans impact financier
2_Développer la création de valeur ajoutée au stade production agricole et la diversification pour répondre aux besoins	B	2.1_Développer l'engraissement	2.1.1_Projet qui doit être porté par un opérateur économique aval : coopérative agricole, regroupement de producteurs. S'appuyer sur les opérateurs existants (coopérative du pays des gaves, SICA pyrénéenne, Alti Bio)	Sans impact financier
		2.2_Accompagner la diversification des productions végétales vers les besoins du territoire (maraichage et légumes de PC)	2.2.1_Groupe projet réunissant les acteurs concernés à mettre en place (structures d'accompagnement, coopératives agricoles, etc.). Faire du lien entre les producteurs et l'aval de la filière.	Sans impact financier
			2.2.2_Etudier la réalisation d'une pépinière de maraichers (étude de faisabilité)	15 000 €
3_Consolider et développer la création de valeur ajoutée par la transformation	B	3.1_Sécuriser et consolider les abattoirs du territoire, s'assurer de la cohérence des outils entre eux	3.1.1_Construire un scénario « sans Arcadie »et rapprocher les groupes de travail autour des abattoirs	Sans impact financier
		3.2_Offrir à la filière agro-alimentaire, un pôle économique dédié à rayonnement régional	3.1.2_Engager une réflexion collective sur la question	Sans impact financier
			3.2.1_Faire de la ZAE Pôle Adour Pyrénées, un pôle d'excellence et l'intégrer dans le schéma des ZAE	Sans impact financier
		3.3_Soutenir la création d'outils (cofinancement études et investissement): conserverie de viande, conditionnement d'œufs, abattage de volaille (poule noire), atelier itinérant d'ensachage, ...	3.3.1_Financer les projets immobiliers agricoles (lien avec comité des financeurs) en modifiant le règlement d'intervention Entrepren@ Immobilier	Action déjà en cours
4_Accompagner l'élévation de la qualité de la restauration et développer un tourisme gastronomique	C	4.1_Sensibiliser et accompagner les restaurateurs sur l'introduction des produits du territoire (travailler avec les lycées professionnels pour inclure de la sensibilisation sur les produits locaux (IRTH et L'Arrouza), concevoir et diffuser des recettes, ...)	4.1.1_Organiser et animer des rencontres producteurs – restaurateurs	3 000€ / an pendant 3 ans
			4.1.2_Attirer et accueillir un étoilé sur le territoire	Sans impact financier
		4.2_Développer des activités touristiques autour des acteurs alimentaires de l'amont à l'aval sur le territoire et communiquer	4.2.2_Développer de la signalétique autour du patrimoine gastronomique local : ex: panneaux « vous entrez en territoire du haricot tarbais »	20 000 €
			4.2.3_Créations de sentiers pédagogiques	En cours par le service environnement
			4.2.4_Inclure dans les manifestations à destination des touristes des actions sur l'alimentation locale	Sans impact financier
			4.2.5_Soutien à la création de maisons gastronomiques des Pyrénées	15 000 €
5_Accompagner le développement des produits locaux dans la restauration collective	C, B	5.1_Structurer un réseau d'accompagnement technique des collectivités et les producteurs	5.1.1_Soutien aux rencontres producteurs/restauration collective	5 000 €
			5.1.2_Former et accompagner les collectivités à la rédaction des marchés	Sans impact financier
			5.1.3_Former et accompagner les producteurs à adapter leurs produits pour la restauration	Sans impact financier
		5.2_Développer une offre segmentée répondant aux besoins spécifiques des populations (sénior - santé - scolaire)	5.2.1_Créer un groupe de travail avec des nutritionnistes	Sans impact financier
			5.2.2_Spécialiser les outils existants?	Sans impact financier
		5.3_Sensibiliser les collectivités et les parents	5.3.1_Elaborer un argumentaire/référentiel de sensibilisation pour les collectivités et les parents : pourquoi des produits locaux, qu'est ce que cela apporte, ...	Sans impact financier
6_Assurer l'accès des populations en difficultés à des produits locaux et sains	D	6.1_Renforcer le lien entre acteurs amont-aval et aide alimentaire	6.1.1_Animer un groupe de travail sur le sujet afin de faciliter les échanges entre les acteurs, mettre un œuvre un plan d'action collectif afin notamment de faciliter l'accès des populations précaires à une alimentation de qualité	Sans impact financier
		6.2_Se saisir des besoins sur l'alimentation et la santé de la population isolée	6.2.1_Mettre sur pied un groupe de travail ad hoc (acteurs non présents au séminaire)	Sans impact financier
			6.2.2_Coordonner les ateliers de sensibilisation à destination des publics précaires organisés par les diverses structures du territoires (associations d'aide alimentaire, CCAS...)	Sans impact financier
7_Faire évoluer les pratiques alimentaires des consommateurs	A,C	7.1_Sensibiliser la population aux produits de proximité et aux bonnes pratiques	7.1.1_S'appuyer sur les outils de communication existants pour sensibiliser sur le bien manger	Sans impact financier
		7.2_Ancrer les bonnes pratiques alimentaires dès le plus jeune âge	7.1.2_Développer des petits sujets dans les radios locales	3 000€ par an pendant 3 ans
			7.2.1_Organiser des animations auprès du public scolaire	2 000€ par an pendant 3 ans
8_Assurer des relations équilibrées entre les acteurs des filières	B, E	7.3_Favoriser la réduction du gaspillage alimentaire	7.3.1_Actions du SYMAT en cours : Diversifier les partenariats et assurer un essaiimage de la démarche	Sans impact financier
		8.1_Développer les outils de contractualisation amont aval, des cahiers des charges, etc.	8.1.1_Développer Hapy Saveurs sur de nouvelles filières et intégrer l'AB, afin de développer des filières territoriales reposant sur un meilleur partage de la valeur	4280€/an depuis 2017 dans le cadre du projet de territoire (Ambition Pyrénées)
		8.2_Animer des rencontres amont-aval favorisant l'interconnaissance et le "jeu collectif" Hapy	8.2.1_Mettre en place un comité interprofessionnel, des rencontres régulières entre les acteurs de l'amont à l'aval afin d'assurer une meilleure connaissance entre les acteurs et de favoriser l'émergence de projets collectifs	Sans impact financier
9_Structurer une gouvernance du PAT en distinguant Politique/Technique/Financier	E	9.1_Coordonner les actions des acteurs qui accompagnent le développement des circuits de proximité vers une valorisation de l'existant en priorité (cohérence des initiatives/répartition sur le territoire, non concurrence...)	9.1.1_Mettre en place un comité de pilotage du PAT; Agglo TLP, Département/HPTE, Etat, Région, Consulaires, GAB, UMIH, Association de consommateur, CPIE, SYMAT, ADAPEI, les SRC, Sanctuaires, CCAS, associations d'aide alimentaire, élus des coopératives	Sans impact financier
		9.2_Assurer la coordination des soutiens publics aux investissements structurants sur le territoire	9.2.1_Mettre en place un comité des financeurs: Etat, Agglo, Département, Région, MASSIF, Agence de l'eau, BPI France	Sans impact financier
		9.3_Eclairer les décision des comités de pilotage politique et des financeurs	9.3.1_Mettre en place un comité technique pour expertiser les projets: Technicien des structures du COFIL, Formation(ISTHIA, IRTH, lycées), Organisations Amont, SAFER	Sans impact financier

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_21a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 21

**Approbation du programme d'actions du Projet alimentaire
territorial Tarbes-Lourdes-Pyrénées : délibération cadre**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT

M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET

M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
Mme Maryse VERDOUX

M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Jôsette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON

M. Daniel DARRE
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : Mme CURBET

Objet : Approbation du programme d'actions du Projet alimentaire territorial Tarbes-Lourdes-Pyrénées : délibération cadre

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_21-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°1 du conseil communautaire du 10 avril 2018 approuvant le règlement pour le fonds d'intervention communautaire économique.

Vu la délibération n°26 du 14 février 2019 approuvant le cahier des charges pour l'appel à projet 2019 de la filière industrie agro-alimentaire et de transformation.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'agriculture constitue un enjeu majeur pour le territoire du Tarbes-Lourdes-Pyrénées par son importance économique (961 exploitations), par son rôle structurant des paysages, par rapport aux problématiques dans la préservation des ressources naturelles et également en raison de fortes attentes sociétales en matière d'alimentation.

Mais depuis l'élargissement de l'intercommunalité en 2017, cet enjeu est encore plus prégnant afin d'offrir un cadre de vie de qualité et durable pour les habitants de l'agglomération.

Dans le contexte national et régional des Etats généraux de l'alimentation et des orientations en matière de changement des modes de production, Tarbes-Lourdes-Pyrénées souhaite affirmer son engagement sur les enjeux agricoles et alimentaires.

L'affirmation de cette volonté au niveau communautaire est d'autant plus nécessaire face à un contexte international qui fragilise les modes de production durable, qui remet en cause la santé des populations et la qualité de l'environnement.

Ainsi, l'agglomération a engagé depuis 2017 des initiatives multi partenariales et plusieurs dispositifs pour promouvoir l'ensemble des filières : appel à projets filière agricole et agro-alimentaire, intégration de cette thématique au sein du PCAET, réalisation d'un diagnostic agricole et alimentaire, analyse des acteurs de l'alimentation, , déploiement du dispositif « La bio pour tous », définition d'une ZAE thématisée « Cap Pyrénées » ainsi que les enjeux culturels, sanitaires et environnementaux, etc.

Au regard des nombreuses réflexions engagées sur tous les aspects de la filière agricole, du champ à l'assiette, et considérant la volonté de poursuivre une politique de développement d'une agriculture durable pour la profession, l'environnement et la santé de tous, cette délibération cadre a pour objectif de fixer le programme d'actions du Projet alimentaire territorial porté par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées autour de 5 enjeux :

Préservation des ressources et développement équilibré des espaces

Pérennité de l'économie agricole et agroalimentaire du territoire

Accessibilité à une alimentation de qualité pour tous (population précaires, lieux d'achat pour tous, accessibilité bio/local, question des seniors)

Développer une culture alimentaire et gastronomique locale

Mettre en œuvre une gouvernance locale de la stratégie du PAT

Et structurés en 9 axes stratégiques :

Orienter les facteurs de production agricole (exploitations, foncier, eau) pour répondre aux besoins et les piloter

Développer la création de valeur ajoutée au stade production agricole et la diversification pour répondre aux besoins

Consolider et développer la création de valeur ajoutée par la transformation

Accompagner l'élévation de la qualité de la restauration et développer un tourisme gastronomique

Accompagner le développement des produits locaux dans la restauration collective

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_21-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Assurer l'accès des populations en difficultés à des produits locaux et sains
Faire évoluer les pratiques alimentaires des consommateurs
Assurer des relations équilibrées entre les acteurs des filières
Structurer une gouvernance du PAT en distinguant Politique/Technique/Financier

Cette délibération doit permettre d'accompagner les mutations du secteur agricole et du système alimentaire vers des pratiques qualitatives et durables auxquelles s'adjoignent des objectifs opérationnels.

Elle réaffirme la volonté de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées de défendre les rôles de l'agriculture sur son territoire, de concilier les grands enjeux du secteur avec les autres politiques de l'agglomération (santé, urbanisme, outils de planification, environnement...) dans une démarche de co-construction avec l'ensemble des acteurs concernés.

Il convient de préciser que les actions débuteront à compter du 1^{er} janvier 2020 après le vote du budget.

Le Conseil Communautaire,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les orientations de la stratégie agricole et alimentaire intercommunale présentées et son programme d'actions annexé à la présente délibération,

Article 2 : De contribuer à la mobilisation de tous les acteurs du territoire concernés par la pluralité des enjeux précédemment cités,

Article 3 : D'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Avenant n°2 au Contrat de ville du Grand Tarbes

Projet de protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville 2019 / 2022

Préambule

Dans son article 1^{er}, la loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 dispose que « *la politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.(...) Elle mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres. Elle s'inscrit dans une démarche de co-construction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques, s'appuyant notamment sur la mise en place de conseils citoyens, selon des modalités définies dans les contrats de ville, et sur la co-formation. »*

Conformément aux attendus de la loi de 2014, deux Contrats de ville ont été signés le 26 juin 2015 dans le département des Hautes-Pyrénées : le Contrat de ville du Grand Tarbes et le Contrat de ville de Lourdes. Ils constituent les documents cadre en matière de politique de la ville pour la période 2015/2020. Ils sont pilotés depuis le 1er janvier 2017 par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP), dans le cadre de sa compétence obligatoire politique de la ville.

La gouvernance locale de la politique de la ville repose sur un partenariat entre l'Etat, la CA TLP, le Conseil Départemental, ainsi que la CAF, incarnée dans un Groupement d'intérêt public (GIP) Politique de la ville, mutualisateur de financements et de stratégies et porteur de la mise en œuvre des deux Contrats de ville.

La durée des Contrats de ville a été prolongée jusqu'en 2022 par la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, cette prorogation entraînant celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées. Conformément à la circulaire du 22 janvier 2019 visant à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, le Protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019 / 2022 constitue le cadre de rénovation des Contrats de ville jusqu'en 2022.

Les contrats de ville renouvelés seront le plan d'actions territorial de la Politique de la ville, en s'inscrivant dans l'esprit du Pacte de Dijon et des priorités gouvernementales, mais aussi en s'appuyant sur l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville ainsi que sur l'association de toutes les parties prenantes, notamment les Conseils Citoyens.

La rénovation du Contrat de ville du Grand Tarbes prend ainsi la forme du présent « Protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville pour 2019 / 2022 », qui tient lieu d'avenant n°2 au Contrat de ville.

Ce Protocole s'appuie sur plusieurs textes et documents de référence :

- La loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- La loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 ;
- La loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
- Le Pacte de Dijon « *Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons* », avril 2018 (dont la CA TLP est signataire) ;
- La circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019 portant sur la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers ;
- Le Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE) ;
- Le rapport « *Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens* » de la Commission nationale du débat public ;
- L'évaluation conduite à mi-parcours du Contrat de ville, finalisée en 2019.

Il actualise la stratégie globale en matière de politique de la ville, en articulant les moyens d'actions de l'ensemble des partenaires, en s'appuyant sur les nouvelles orientations nationales (volet enfance et soutien à la parentalité, mesures du plan de mobilisation nationale pour les habitants des QPV) et des thématiques prioritaires localement (thématiques

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

de la santé et du numérique). Il traduit au niveau local la mobilisation de chacun des partenaires de la politique de la ville.

Il s'appuie également sur l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, ciblée localement autour de l'emploi et la participation des habitants.

Ce Protocole est la concrétisation d'un travail partenarial mené de septembre 2018 à juin 2019 et associant les partenaires institutionnels signataires des Contrats de ville, les associations, les entreprises signataires du PAQTE et les six conseils citoyens. Il s'appuie sur la collecte de données quantitatives et qualitatives et sur les échanges lors de groupes de travail multiples. Plus de 300 contributions ont ainsi été recueillies.

Le Protocole est décliné de la manière suivante :

Article 1 : Rappel du contexte

Article 2 : Objet du protocole d'engagements renforcés et réciproques

Article 3 : Modalités de gouvernance

Article 4 : Approche globale de l'action publique

Article 5 : Axes de rénovation des contrats de ville :

5-1 : Des priorités identifiées en 2015 réaffirmées jusqu'en 2022

- Pilier cadre de vie et renouvellement urbain
- Volet éducatif des contrats de ville
- Dimension culturelle

5-2 : Des orientations renforcées au vu des résultats de l'évaluation à mi-parcours et du bilan opérationnel du plan d'actions

- Pilier emploi et développement économique
- Volet participation citoyenne
- Soutien aux structures associatives

5-3 : Des axes réinterrogés au vu des orientations nationales et locales

- Axe inclusion numérique
- Axe santé
- Axe enfance /parentalité

Article 6 : Modalités de suivi et d'évaluation

Article 1 : Rappel du contexte

Article 1.1. Contexte réglementaire

Le contrat de ville du Grand Tarbes a été signé le 26 juin 2015 pour la période 2015/ 2020, avec un pilotage de la Communauté d'agglomération du Grand Tarbes.

Les signataires sont les suivants : Etat, Conseil régional, Conseil départemental, Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, Caisse d'Allocations Familiales, Ville de Tarbes, Ville d'Aureilhan, OPH 65, Promologis, SEMI, Mission Locale, Pôle emploi, Agence Régionale de Santé, Education nationale, Caisse des Dépôts et Consignations. Il a été complété par l'avenant n°1 (adopté le 12 avril 2016), qui a rajouté ICF Atlantique dans la liste des signataires.

Les signataires du Protocole restent inchangés, à l'exception des modifications mentionnées ci-dessous :

- Signature par la CA TLP (qui vient remplacer la CA du Grand Tarbes) ;
- Signature par la Banque des Territoires (qui vient remplacer la Caisse des Dépôts et Consignations) ;
- Signature par la CPAM (du fait du renforcement de la thématique santé).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Article 1.2. Contexte territorial

Le département des Hautes-Pyrénées compte environ **228 000 habitants**, dont la moitié au sein de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, qui regroupe **122 000 habitants**.

Un peu moins de **10 000 habitants** vivent dans des quartiers politique de la ville de l'agglomération, tels que définis par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine en :

- 4 Quartiers Prioritaires à la Ville (QPV) : 3 sur Tarbes (Tarbes Nord, Tarbes Est, Tarbes Ouest) et 1 sur Lourdes (Ophite) ;
- 2 quartiers en veille active (QV), situés à Aureilhan (Arreous/Courreous/Agau) et Lourdes (Lannedarré/ Turon de Gloire/ Biscaye/Astazou), sur lesquels les indicateurs de précarité sont identiques à ceux des QPV pour une population inférieure au seuil réglementaire.

La population habitant les QPV et QV représente en 2019 :

- A l'échelle du département des Hautes-Pyrénées : 4.3 % ;
- A l'échelle de la CA TLP : 8.2% ;
- A l'échelle communale : 17.7 % de la population de Tarbes, 8.5% de la population de Lourdes (15 % en comptant la population du quartier de veille) et 6.6% de la population d'Aureilhan (données INSEE 2015).

Article 2 : Objet du Protocole d'engagements

Le présent Protocole s'attache à actualiser les objectifs du Contrat de ville pour la période 2019/2022, au regard des évolutions constatées, des résultats obtenus à mi-parcours des Contrats et des nouvelles orientations nationales et locales. Il vient compléter le Contrat de ville initial, mais ne le remplace pas.

Il entend ainsi :

- Recentrer l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de ville, au regard des résultats de l'évaluation participative et partagée conduite à mi-parcours et des orientations nationales ;
- Préciser les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de ville, en les traduisant de manière opérationnelle ;
- Réaffirmer le principe de la co-construction, associant les conseils citoyens ;
- Décrire les modalités de mise en œuvre du Contrat et ses évolutions éventuelles.

Article 3 : Modalités de gouvernance

Le pilotage des deux contrats de ville est assuré depuis le 1^{er} janvier 2017 par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, créée à cette date, qui détient la compétence politique de la ville.

Le GIP Politique de la ville incarne le partenariat local en matière de Politique de la ville entre l'État, la CA TLP, le Conseil Départemental, ainsi que la CAF. Il assure une gouvernance partagée entre les différentes institutions et une mutualisation de financements et de stratégies. Cette configuration est prolongée jusqu'en 2022.

Les crédits spécifiques de la Politique de la ville de l'État et des autres institutions membres du GIP, sont affectés aux quartiers prioritaires du territoire par l'intermédiaire du GIP, au vu d'un plan d'actions validé par le conseil d'administration et d'un appel à projets qui découle des axes d'interventions prioritaires.

Les instances dédiées au Contrat de ville sont maintenues et confortées dans leur rôle :

- **Le Conseil d'administration du GIP Politique de la ville** est l'instance politique et décisionnaire du Contrat de ville. Il est composé de représentants de l'Etat, de la CA TLP, du Conseil départemental et de la CAF. Sa composition, son organisation et ses missions sont décrites dans les statuts du GIP.
- **L'équipe projet politique de la ville**, créée en 2015, est confortée : elle est

Accusé de réception en préfecture de
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

ville. Elle est composée des référents politique de la ville des institutions suivantes : Etat (Préfecture, DDCSPP, Direccte, ARS, Education nationale), CA TLP, Conseil départemental, CAF, Villes de Tarbes, Lourdes et Aureilhan, GIP.

Ils assurent l'interface avec leur institution respective et les services qui la composent, dans un souci de transversalité de la politique de la ville.

Une articulation est systématiquement recherchée avec le Programme de réussite éducative, porté par la ville de Tarbes mais partie intégrante du volet éducatif du contrat de ville de l'ex Grand Tarbes, et le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, action majeure du volet cadre de vie et renouvellement urbain des deux contrats de ville, piloté par la CATLP. L'équipe projet est l'instance permettant de faire le lien et d'assurer la cohérence entre les différents dispositifs de la politique de la ville.

- **Les conseils citoyens** : les 6 conseils citoyens (4 sur Tarbes et 2 sur Lourdes) « sont associés à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des contrats de ville », conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014.

Article 4 : Approche globale de l'action publique

La mobilisation prioritaire des politiques de droit commun est un principe rappelé dans la loi du 21 février 2014, dans son article 1 : « **La politique de la ville mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres.** »

L'objectif de territorialisation des politiques de droit commun est décliné de façon opérationnelle dans l'article 5 de la loi prévoyant que les signataires des contrats de ville « **s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à mettre en œuvre les actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville.** »

A cet effet, il est rappelé que la politique de la ville vient s'inscrire en complément des politiques publiques portées par les institutions, elles-mêmes traduites dans des plans, schémas, ...

- **Le droit commun de l'État** est constitué de l'ensemble des ressources ou moyens que l'État met en place pour l'ensemble du territoire national, de manière indifférenciée, dans les différents domaines où il intervient (Politiques sectorielles) : emploi, éducation, santé, sécurité, habitat, cohésion sociale, soutien aux associations, sport, culture, environnement, etc.

La mobilisation du droit commun constitue un axe majeur de la réforme de la politique de la ville et de la mise en œuvre des contrats de ville. Par leur signature, les services de l'État se sont engagés à ce que ces moyens de droit commun (ressources humaines, crédits, subventions, accompagnement des publics, aides aux structures...) soient le socle des politiques mises en œuvre au profit des quartiers prioritaires et de leurs habitants : il s'agit de mobiliser ces moyens en priorité en direction des quartiers, de veiller à ce qu'ils y soient effectivement mis en œuvre, voire de les y concentrer.

Les crédits spécifiques de la Politique de la ville agissent dès lors comme un levier en appui des moyens de droit commun, avec l'action conjuguée des différents partenaires des contrats de ville, en premier lieu des collectivités territoriales.

Dans le cadre de la rénovation des contrats de ville, il est important que chaque service de l'État, chaque opérateur public, mais également chaque partenaire puisse préciser en terme opérationnel et concret ce qu'il pourra apporter au bénéfice des quartiers prioritaires et de leurs habitants du territoire concerné, dans le cadre des orientations renouvelées.

Dans ce cadre, la politique de la ville s'inscrit notamment dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté qui se décline autour de **5 engagements** :

1. L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté

Accusé de réception en préfecture
063-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

2. Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants
3. Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes
4. Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi
5. Investir pour l'accompagnement de tous dans l'emploi. Dans le cadre du Plan d'investissement dans les Compétences et de l'AAP « Repérer et Mobiliser », cet engagement vise notamment le renforcement de l'accompagnement vers l'emploi des jeunes, moyens complémentaires pour l'IAE. Cet engagement s'inscrit également dans les priorités du Plan d'investissement dans les Compétences (dont l'AAP « Repérer et Mobiliser » les jeunes invisibles).

La stratégie pauvreté pour renforcer l'action du « droit-commun » s'appuie sur les schémas sociaux existants et en particulier sur le projet politique territorial départemental qui s'inscrit dans une démarche de développement social appelée « Solid'action 65 ». Dans ce cadre la gouvernance territoriale est renforcée et vient mobiliser toutes les forces vives du territoire et les ressources locales.

La contractualisation pour 3 ans (2019-2021) entre l'Etat et le Département repose sur deux types d'actions :

1. Des actions dites « les engagements du socle » autour de trois axes (enfants et jeunes ; renforcer les compétences des travailleurs sociaux, service public de l'insertion) : elles sont obligatoires et communes à l'ensemble des Départements qui entrent dans la contractualisation.
2. Des actions laissées à l'initiative du Département qui contribuent aux objectifs de la stratégie.

- **La politique de la ville est également déclinée dans tous les domaines de compétences portés par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.** Cela se traduit par la participation du GIP et/ou l'intégration des différentes thématiques de la politique de la ville (renouvellement urbain, emploi, cohésion sociale...) dans les réflexions et actions menées dans le cadre de l'ensemble des autres compétences de l'agglomération.

- Ainsi, le développement économique (dispositif CitésLab), l'aménagement (PLUi), le logement, l'habitat et les équilibres de peuplement (PLH, NPNRU, Conférence Intercommunale du Logement), l'environnement (Plan Climat Air énergie Territorial), etc..., mobilisent la politique de la ville en tant qu'approche globale. La signature, par l'agglomération, du Pacte de Dijon constitue une preuve de cette stratégie intégratrice.

- **La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée** est signataire des 39 contrats de ville sur son territoire pour la période 2015-2020. Dans le cadre de la rénovation des contrats de ville et de leur prolongation jusqu'en 2022, la Région souhaite réaffirmer sa détermination à améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers défavorisés, assurer une plus forte équité territoriale, rompre l'isolement social, économique et spatial de ces quartiers, et renforcer leur ancrage dans la ville pour qu'ils contribuent et bénéficient davantage des dynamiques de développement urbaines et régionales et ainsi s'inscrire dans le partenariat avec l'Etat et les collectivités locales concernées.

Pour ce faire, la Région s'appuiera sur la mobilisation de crédits spécifiques dédiés à la politique de la ville, ainsi que sur des crédits du droit commun régional.

- Dans le cadre du nouveau dispositif régional de soutien aux associations, adopté à la CP du 13 octobre 2017, la Région accompagnera les projets permettant le développement social et économique des quartiers prioritaires, l'égalité des chances et l'accès au droit pour tous. Ainsi, seront accompagnées les actions intervenant dans des champs sectoriels qui correspondent à des compétences ou priorités régionales : emploi, formation professionnelle, développement économique, soutien à la scolarité et parentalité, jeunesse, insertion par la culture et par le sport, santé, lutte contre les discriminations... La Région sera attentive aux actions d'envergure départementale/régionale ou aux actions structurantes/mutualisées et/ou aux actions innovantes. Ces différents types d'actions pourront bénéficier d'une aide régionale bonifiée.
- Les actions intervenant dans les champs sectoriels suivants devront quant à elle relever prioritairement de financements du droit commun régional : lutte contre l'illettrisme, prévention du décrochage scolaire.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- La Région accompagnera également la formation professionnelle des adultes relais salariés d'associations loi 1901, dans la mesure où ces formations ne sont pas finançables par un organisme de formation et où elles s'inscrivent dans les parcours professionnels qualifiants (dispositif adopté à la CP du 7 décembre 2018).
- Enfin, s'agissant du soutien à la dynamique entrepreneuriale et repreneuriale, la Région Occitanie souhaite poursuivre son soutien à l'écosystème permettant d'accompagner les créateurs-repreneurs-cédants issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville, sur les différentes phases de la création-transmission-reprise d'entreprise. Ce soutien a pris la forme d'un appel à projets en 2018 et 2019.
- S'agissant de l'habitat et du cadre de vie, la Région soutiendra les territoires en rénovation urbaine et sera signataire des conventions de NPNRU. Cet engagement a été approuvé lors de l'assemblée plénière du 22 juin 2018 puis de la commission permanente du 20 juillet 2018 adoptant 3 dispositifs spécifiques venant compléter les interventions de droit commun (en particulier sur le soutien à la reconstitution de logements locatifs sociaux). Ces dispositifs concernent : l'aménagement et la qualification des espaces publics, la création d'équipements publics d'intérêt local, le soutien aux activités économiques de proximité. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique de contractualisation de la Région (2018-2021), ainsi que de la politique bourgs-centres.

Article 5 : Axes de rénovation des contrats de ville

5-1 : Des priorités identifiées en 2015 réaffirmées jusqu'en 2022 (pilier cadre de vie et renouvellement urbain, volet éducatif des contrats de ville et dimension culturelle)

5.1.1 Les priorités du pilier cadre de vie et renouvellement urbain sont recentrées principalement autour des orientations suivantes :

➔ La transformation urbaine des quartiers présentant des dysfonctionnements urbains conséquents : l'Ophite à Lourdes et Bel Air à Tarbes

Cette transformation s'appuie de façon prioritaire sur la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et sur des actions complémentaires de restructuration urbaine (OPAH RU Tarbes et Lourdes et action Cœur de ville Tarbes et Lourdes).

Deux QPV ont été identifiés comme quartiers d'intérêt régional : Ophite (à Lourdes) et Bel Air (à Tarbes).

Sur ces deux quartiers, les études de préfiguration NPNRU sont toujours en cours. Elles ont toutefois déjà permis de définir plusieurs scénarii possibles d'évolution de ces quartiers à travers les piliers d'intervention suivants :

- **Bel-Air** : intégration du quartier au centre-ville par des actions de désenclavement ; mise en valeur du potentiel paysager des espaces publics ; déspecialisation des formes d'habitat ; soutien aux copropriétés.
- **Ophite** : amélioration des conditions de vie et d'accueil des habitants ; meilleure répartition de l'offre de logements dans l'agglomération ; traitement des risques sismiques ; meilleure intégration de la RD821 dans le respect du cadre de vie ; sécurité des habitants et accueil des touristes ; développement des projets innovants de commerces liés aux flux touristiques « montagne » pour développer l'emploi, l'économie et l'offre d'habitat.

Les deux études déboucheront sur des plans d'actions qui formeront les projets de renouvellement urbain.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Enfin, les deux projets NPNRU s'articuleront avec les actions « cœur de ville » et OPAH RU, également engagées, qui permettront de traiter de façon complémentaires la question de la réhabilitation du parc privé (plus particulièrement celle des copropriétés pour la partie Tarbes Bel-Air).

NB : les aides de l'Anah de droit commun pour la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, la lutte contre la précarité énergétique, et l'adaptation autonomie des logements s'appliquent dans la mesure où l'ensemble des conditions d'éligibilité sont remplies.

→ Le règlement des dysfonctionnements du quotidien, dans une logique de gestion urbaine et sociale de proximité, en s'appuyant sur les contreparties à l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties en QPV et sur des actions volontaristes sur les quartiers en veille active.

L'abattement de TFPB est une mesure fiscale d'exonération partielle des bailleurs sociaux supportée partiellement par les collectivités locales, dans un objectif de redéploiement financier au bénéfice des quartiers.

Des conventions cadre ont été signées avec les trois bailleurs concernés (OPH 65, SEMI, ICF Atlantique) et courent jusqu'en 2020, les plans d'actions des contreparties étant travaillés et négociés annuellement avec les partenaires de la politique de la ville (dont les conseils citoyens), puis validés en CA du GIP. Ce travail collaboratif s'est avéré opérant en termes d'action d'insertion et d'amélioration du cadre de vie.

La loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 disposant que les mesures fiscales associées au Contrat de ville sont prorogés jusqu'en 2022, de nouvelles conventions-cadre seront travaillées entre les bailleurs sociaux et les partenaires de la politique de la ville pour 2021/2022, en veillant en particulier :

- A prendre compte les propositions émanant des partenaires et des membres des conseils citoyens, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de référence national ;
- En veillant à soutenir des actions d'insertion professionnelle conformément à un des axes du cadre de référence.

Les contreparties viendront nourrir les démarches de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) existantes ou à venir, telle que celle du quartier Ormeau Bel Air (actions concertées et mises en œuvre dans l'objectif d'améliorer les services rendus aux habitants et la qualité de vie dans le quartier).

→ L'équilibre en matière de peuplement à l'échelle du territoire de la CA TLP pour être attentif à la mixité sociale dans les QPV, en s'appuyant sur la Convention intercommunale d'attribution (CIA)

L'enjeu résidant dans l'articulation des objectifs de droit au logement et de mixité sociale s'appuie notamment sur l'absence de concentration des demandeurs de logement social les plus fragiles dans les quartiers de la politique de la ville. C'est en ce sens que la CA TLP a réuni sa première Conférence Intercommunale du Logement (CIL) le 28 juin 2018. Les orientations stratégiques fondant la politique d'attribution ont été formalisées via la CIA, signée par le Préfet des Hautes Pyrénées et le Président de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées le 18 janvier 2019. Ce document cadre rassemble les différents engagements pris permettant de contribuer au rééquilibrage du peuplement et de tendre vers davantage de mixité sociale notamment dans les QPV. Les objectifs portés à la fois par la CIA et le NPNRU permettent à l'agglomération de porter une attention particulière à l'équilibre de peuplement à différentes échelles :

- ⇒ L'échelle du quartier concerné par le projet de renouvellement urbain ;
- ⇒ L'échelle de la commune ;
- ⇒ L'échelle de l'intercommunalité, porteuse du projet.

Ainsi, sur l'ensemble du territoire communautaire, les engagements pris par les bailleurs sociaux, la CA TLP et l'ensemble des acteurs de la nouvelle politique en matière d'attributions sont les suivants :

- attributions prioritaires aux personnes définies à l'article 70 de la loi Egalité et Citoyenneté ;
- 25% des attributions annuelles hors QPV seront consacrées aux demandeurs du 1er quartile soit aux demandeurs ayant des ressources annuelles inférieures ou égales à 6 848 € (montant de ressource annuelle fixé par arrêté préfectoral) ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ;
- tendre vers un taux de 50% d'attributions en QPV pour les ménages ayant des ressources supérieures aux demandeurs du 1er quartile.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

5.1.2 Le volet éducatif des contrats de ville est également réaffirmé.

>> Constats :

L'école primaire est déterminante pour la réussite de nos élèves. En effet, l'inégale maîtrise des savoirs fondamentaux constitue l'un des principaux obstacles à la réduction des inégalités sociales. Cette ambition que porte l'École républicaine doit se construire dès les premières années : c'est tout le sens de l'abaissement à trois ans de l'instruction obligatoire.

L'accueil des 2 ans est favorisé dans le Réseau d'Éducation Prioritaire, mais aussi sur le quartier de veille d'Aureilhan. Le dédoublement des classes de CP est effectif dans le REP et celui des CE1 aura lieu à la rentrée 2019-2020. Des moyens supplémentaires vont permettre d'achever le dédoublement des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire dès la rentrée 2019.

Afin d'approfondir ce qui a été engagé, deux mesures seront mises en œuvre au cours des rentrées 2020 et 2021 : le dédoublement des classes de grande section en éducation prioritaire et un maximum de 24 élèves pour toutes les classes de grande section, CP et CE1.

Les établissements scolaires sont parfois confrontés à des situations compliquées, avec certains enfants mais aussi certains parents, parfois peu convaincus par les règles de vivre ensemble ou les valeurs de la République.

Les actions réalisées en matière de soutien éducatif, portées par les dispositifs « Politique de la ville », ont mis en exergue que depuis 2016, malgré un important travail de priorisation du public et de partenariat, la file active du Programme de Réussite Éducative avait augmenté de manière significative, au regard notamment du déploiement progressif du PRE sur les quartiers nouvellement entrés en politique de la ville sur Tarbes. Les situations sont également de plus en plus complexes car les familles orientées vers le dispositif, en majorité par l'éducation nationale, sont souvent des familles étrangères vivant dans une très grande précarité et exposées à des difficultés multiples.

Par ailleurs, un travail de renforcement de la cordée de la réussite a été mené depuis 2017 avec le soutien financier du GIP qui a permis à la cordée d'atteindre en 2018 les objectifs ciblés de 50 % de bénéficiaires habitants les QPV de Tarbes et Lourdes, avec une réelle plus-value sur les parcours des jeunes.

>> Orientations :

→ **Mettre en place des actions d'information à destination des enfants et des parents, sur les règles de vie ensemble, les droits et obligations citoyennes...**

→ **Prioriser le public cible du Programme de Réussite Éducative**

→ **Accompagner la montée en puissance des cordées de la réussite en s'appuyant sur : l'inscription de la cordée dans les projets d'établissements, l'ouverture à plus de lycées professionnels et le suivi de cohorte ou de parcours...**

5.1.3 Une dimension culturelle du Contrat de ville réaffirmée, à articuler avec la stratégie plus globale de développement culturel à l'échelle de l'agglomération

>> Constats :

Il est apparu opportun de détailler la dimension culturelle du Contrat de ville dans le présent Protocole, qui n'apparaît pas comme volet spécifique dans le contrat initial au vu de la mobilisation partenariale sur ce sujet depuis 2015.

Une convention triennale « Culture et politique de la ville dans les Hautes-Pyrénées » 2018 / 2020 a été signée entre la DRAC, le GIP et les collectivités locales, marquant la volonté de renforcer les actions et le partenariat sur ce champ. *« Cette convention de développement culturel à l'égard de la politique de la ville entre les différents partenaires signataires s'inscrit dans le cadre d'une volonté conjointe de poursuivre les efforts pour favoriser un accès le plus large possible à la culture dans les quartiers prioritaires, de porter à connaissance un discours commun, des objectifs, une procédure simple et cohérente. (...) Elle précise les objectifs et les modalités spécifiques que l'État accompagnera le cas échéant. Dans ce cadre, la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie veillera à porter l'action dans un cadre interministériel, en lien avec sa stratégie de développement culturel en direction des territoires. La stratégie partagée est formalisée dans un appel à projets culturel commun sur les QPV. Dans ce cadre, il s'agira de favoriser et d'accompagner des projets artistiques co-construits avec les habitants, participant ainsi à la mise en place de « Parcours culturels tout au long de la vie. »*

Pour cela, les signataires, s'engageront à soutenir l'accès aux artistes et aux œuvres, aux pratiques artistiques (le faire) et aux pratiques culturelles (le comprendre) par la prise en considération en priorité du jeune public (enfance et jeunesse), et aussi des publics empêchés, notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les personnes en recherche d'emploi et en difficultés sociales. La mixité sociale et culturelle sera privilégiée » (extrait de la convention).

Les actions suivantes sont encouragées :

- L'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes, en prenant en compte la parentalité ;
- Des actions ciblées seront mises en œuvre pour favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture (fréquenter l'offre de services culturelle existante sur le territoire par des projets innovants ou par la médiation culturelle, faciliter l'ancrage des équipes artistiques sur les quartiers prioritaires en développant des résidences de territoire) ;
- Le soutien à la structuration des services publics de la culture et du monde associatif sera privilégié.

Un appel à projet culture commun entre la DRAC et le GIP a été initié depuis 2018 (avec délégation des crédits au GIP), permettant d'une part de continuer à soutenir les actions à vocation socio-culturelle et d'autre part de développer les actions à dimension artistique. Sur le volet culture du Contrat de ville, en moyenne, 30 % des crédits annuels sont ainsi apportés par la DRAC (volet artistique), les 70 % restants étant mobilisés par le GIP (volet socio-culturel).

L'outil « résidence de territoire » s'est avéré particulièrement intéressant car permettant la rencontre entre un artiste et les habitants, dans la durée, sur Tarbes comme sur Lourdes. L'Orchestre à l'école, autre action nouvelle structurante, est portée par l'agglomération depuis 2016 auprès de l'école Voltaire, et a également bénéficié de crédits DRAC et GIP PV.

>> Orientations :

→ Prolonger l'action concertée et partenariale menée en matière de culture sur les QPV

Il est convenu de prolonger la convention cadre « Culture et politique de la ville dans les Hautes-Pyrénées » jusqu'en 2022 ainsi que les modalités opératoires associées (appel à projets commun travaillé avec les partenaires et en particulier avec le Réseau d'Education Prioritaire et ou en direction des publics scolarisés).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

→ Conforter la présence artistique sur les QPV par l'organisation de résidences artistiques régulières et travaillées en lien avec les équipements culturels du territoire

La résidence de territoire est un dispositif de la DRAC, menées à des fins d'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie et visant à réduire l'exclusion et les inégalités liées à l'art et la culture. Elle a pour objectif de permettre la rencontre avec l'œuvre, l'artiste, la pratique artistique et la démarche de création.

L'artiste doit résider sur le territoire (dont il n'est pas issu), sur un temps suffisamment long pour que sa présence soit notable auprès des habitants.

Cet outil sera conforté pendant les trois années du Protocole, en veillant notamment à l'inscrire dans un partenariat avec l'Education nationale et une équité entre les QPV.

→ Développer un jumelage dans la durée entre une institution culturelle du territoire et un QPV

Ce dispositif piloté par le Ministère de la culture s'adresse à tous les habitants du quartier et acteurs avec une priorité donnée au public jeune (en partenariat étroit avec l'Education nationale), et la recherche d'un lien intergénérationnel avec les familles.

Il consiste à favoriser des liens très réguliers sur la saison culturelle entre les habitants du quartier et la programmation artistique et/ou culturelle de l'institution culturelle du territoire (Scènes nationales, scènes conventionnées, scènes de musiques actuelles, services Villes d'art et d'histoire...). Cela se traduit par ailleurs par l'intervention d'artistes au travers d'actions de médiation/sensibilisation/pratique via des rencontres, des ateliers, de la diffusion hors les murs de la structure. En parallèle, et dans l'optique de passerelles/d'aller-retour entre le quartier et l'institution (bien souvent placée en centre-ville), ces interventions ont en écho des invitations en salle et un accès privilégié aux propositions artistiques de la structure culturelle au travers de spectacles, visites de décors, rencontres avec les professionnels artistiques et les techniciens...). Un lien sera recherché avec la contractualisation du « plan mercredi », qui devrait permettre de mener des actions en cohérence avec les projets d'écoles et les projets pédagogiques des ACCEM, pour travailler la complémentarité des projets respectifs sur l'ouverture culturelle.

5-2 : Des orientations renforcées au vu des résultats de l'évaluation à mi-parcours et du bilan opérationnel du plan d'actions (pilier emploi et développement économique, participation citoyenne et soutien aux structures associatives)

5.2.1 Présentation de l'évaluation à mi-parcours

La démarche d'évaluation à mi-parcours des deux Contrats de ville a été menée en 2018/2019 autour de trois questions évaluatives prioritaires par le Conseil d'administration du GIP Politique de la ville : une concernant l'évolution du contexte intercommunal et deux liées aux nouvelles thématiques portées par les contrats de ville depuis 2015.

La démarche d'évaluation à mi-parcours des deux Contrats de ville a été menée en 2018/2019 autour de trois questions prioritaires par le Conseil d'administration du GIP Politique de la ville car constituant des nouveautés :

- **Dans quelle mesure le contexte intercommunal a-t-il changé depuis la signature des contrats de ville ? La situation des quartiers a-t-elle changé ?**
- **En quoi la politique de la ville vient-elle compléter le droit commun existant en matière d'emploi ?**
- **En quoi le conseil citoyen est-il utile dans la mise en œuvre des Contrats de ville ?**

Dans ce cadre, l'évaluation s'est appuyée sur une collecte de données quantitatives et qualitatives (questionnaires et entretiens). Elle s'est achevée par une « matinale de la politique de la ville » le 9 février 2019, visant à recueillir les réflexions des membres du Conseil d'administration du GIP, d'élus, d'institutions, des partenaires associatifs, des entreprises signataires de la charte Entreprises et quartiers, ainsi que des membres des conseils citoyens de Tarbes et de Lourdes sur les thèmes retenus.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Question évaluative 1 : Dans quelle mesure le contexte intercommunal a-t-il changé depuis la signature des contrats de ville ? La situation des quartiers a-t-elle changé ?

Les évolutions du contexte intercommunal

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République de 2015, une nouvelle agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a été créée le 1^{er} janvier 2017, composée de 86 communes. Un projet de territoire a été repensé à l'échelle de cette nouvelle communauté d'agglomération par les élus. Il a donné lieu à l'élaboration d'un projet politique, validé lors du Conseil communautaire du 30 novembre 2017.

3 communes de la CA TLP comptent des quartiers politiques de la ville (inscrits dans des quartiers prioritaires ou de veille) : Tarbes, Lourdes et Aureilhan, qui sont également les villes ayant le poids démographique le plus important.

Le transfert de la compétence politique de la ville à la CATLP et le portage des deux contrats de ville par la même agglomération n'a pas remis en question la gouvernance partenariale au sein du GIP. Les 3 communes sont désormais représentées au sein du GIP en tant que membres de la CA TLP.

Par ailleurs, l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a impulsé une réflexion sur l'élaboration d'un PLUI voire d'un SCOT intégrant les différentes politiques publiques telles que l'habitat, l'environnement, l'aménagement du territoire, les équipements culturels et sportifs, etc...

La politique de la ville contribuera à alimenter cette démarche, actuellement engagée dans le cadre de sa compétence, afin d'une part de faire « entendre » la réalité des habitants des QPV ou QV, qui représentent un peu moins de 10 % de la population totale, et d'autre part, d'envisager un transfert ou dupliquer certaines expérimentations de la politique de la ville vers le reste de la CATLP, en particulier le rural, dont les habitants sont parfois confrontés à des difficultés similaires à celles des habitants des QPV, sans pour autant bénéficier d'un environnement institutionnel et associatif aussi riche et de démarches de participation citoyenne réglementairement organisées.

La situation des QPV au sein de cette nouvelle agglomération

Quelques données permettent de situer les QPV au sein de cette nouvelle agglomération et viennent confirmer que les quartiers sont encore en situation de décrochage et concentrent les populations les plus fragiles :

- **en termes de population** : la part relative des QPV et QV au sein des villes de Tarbes et de Lourdes a augmenté de respectivement 1.7 % (17.7% actuellement) et 1% (16 % actuellement) depuis 2015 ;

- **en termes de concentration de la précarité** : les QPV ont un revenu fiscal mensuel médian inférieur de 500 à 1000€ par rapport à celui de la CATLP (1584 € en 2013) et se situent tous en-deçà du seuil de pauvreté.

- **en termes de logement social** : 90 % du logement social est concentré sur les 3 villes comptant des QPV ou QV, à savoir Tarbes, Lourdes et Aureilhan, soit 8384 sur 9597 logements en 2016 (6457 logements sur Tarbes, 1474 à Lourdes, 453 à Aureilhan).

- **en termes d'emploi** : 60 % des bénéficiaires départementaux du RSA habitent dans l'agglomération. Ils habitent majoritairement dans les QPV, leur part relative étant deux fois plus importante que sur le reste du territoire. 19,8 % des jeunes âgés de 16 à 29 ans dans les Hautes-Pyrénées sont des NEETs (ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation), leur poids étant significativement plus élevé sur les cantons comptant des QPV (Canton de Tarbes : 21 %, Canton de Lourdes : 27.8 %, Aureilhan : 21.6%). 242 NEETs sont recensés sur les QPV (DIRECCTE – février 2019).

- **en termes d'éducation** : le retard à l'entrée en sixième (ayant redoublé au moins une fois) est enfin deux fois plus important sur les QPV que sur la CATLP.

- **en termes de familles monoparentales** : elles représentent une part significativement plus élevée sur Tarbes (24.8%) et Lourdes (21.8 %) que sur le reste du département (15.2%) et la CA TLP (16.5 %).

Ces données invitent donc à prendre en compte une approche « population » dans l'ensemble des politiques publiques conduites à l'échelle de la CATLP.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Question évaluative 2 : En quoi la politique de la ville vient-elle compléter le droit commun existant en matière d'emploi ?

Bien que ne représentant que 4,5% de la population du département des Hautes-Pyrénées, la population habitant un QPV représente 12% des bénéficiaires du RSA et 7% des demandeurs d'emploi, sans compter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi et non comptabilisées par le Service Public de l'Emploi, en particulier les moins de 25 ans (population invisible).

Le Conseil d'Administration du GIP Politique de la ville a souhaité faire du volet « emploi et développement économique » un enjeu central des deux contrats de ville en y affectant plus de 20% du budget opérationnel annuel. Près de 200 000€ supplémentaires ont également été mobilisés sur ce volet dans le cadre des conventions d'abattement de TFPB avec les bailleurs sociaux de 2016 à 2018. Par ailleurs, des financements de droit commun ont été mobilisés de manière renforcée sur ce pilier.

Dans ce contexte partenarial, les membres du Service Public de l'Emploi de la Politique de la ville ont priorisé des axes de travail pour que les actions de la politique de la ville puissent compléter et renforcer le droit commun :

- Le repérage, la remise en confiance et l'accompagnement renforcé des publics éloignés vers les opérateurs de l'emploi en s'appuyant sur deux éducateurs de rue en charge de l'insertion socio-professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi et sur un médiateur vers l'emploi (adulte relais) en lien avec le SPEP ;
- La mise en action des personnes, dans un objectif de valorisation et de reprise de confiance en soi : 12 chantiers premiers pas vers l'emploi, 2 chantiers d'insertion spécifiques aux QPV, permis social... ;
- L'appui à l'émergence d'activités économique sur les QPV par des outils de proximité (CitésLab, action « osons l'entreprise ») ;
- La collaboration supplémentaire avec les entreprises nationales et locales (Charte Entreprises et quartiers /PAQTE, autour d'actions visant à enrichir les stages de 3ème, les parrainages, l'apprentissage, la connaissance des métiers...) ;
- Le soutien à l'orientation positive des jeunes des QPV pour compenser l'absence de réseau et limiter l'autocensure, de manière complémentaire à l'Education nationale (Cordées de la réussite, Programme de réussite éducative).

Points forts :

L'évaluation a confirmé que les actions développées dans le Contrat de ville dans un objectif d'aller vers les publics non repérés ou très éloignés de l'emploi avaient une vraie plus-value.

A titre d'exemple, sur les 86 jeunes suivis par l'éducatrice de rue sur Tarbes Nord de 2016 à 2019 (poste cofinancé par l'OPH 65 et la CAF), la moitié n'était plus ou pas en lien avec la Mission Locale avant l'accompagnement ; sur les 29 jeunes de Laubadère ayant participé à un chantier premiers pas vers l'emploi, 65 % n'avaient jamais travaillé et 48 % avaient un suivi judiciaire.

Le maillage fin et la complémentarité entre différents acteurs de terrain a ainsi permis de toucher des publics dits « invisibles ».

Ces outils de proximité ont par ailleurs un impact en matière de retour à l'emploi ou en formation :

- Parmi les jeunes majeurs très éloignés accompagnés par les éducateurs sur Laubadère et l'Ophite, 70 % sont en emploi ou en formation, 20 % sur la Garantie jeunes, 6 % en service civique.
- Parmi les 64 personnes accompagnées par CitésLab, 20 % ont créé leur entreprise et 16 % ont retrouvé un emploi, les autres étant en cours de montage de leur projet.
- Parmi les 59 habitants suivis par la médiatrice emploi (action engagée depuis septembre 2018), 12 remises en lien avec son conseiller ou référent, 14 nouvelles inscriptions auprès du SPE, 18 retours à l'emploi (8 en CDD, 7 en chantier d'insertion et 6 en formation).

Par ailleurs, des entretiens menés auprès de personnes ayant participé à des actions de l'emploi du Contrat de ville révèlent de manière forte que cela leur a apporté :

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- un contact humain rapproché, facilité et individualisé, ce qui permet de retrouver de la confiance en soi ;
- une approche avec des outils concrets, qui ouvrent des perspectives d'emploi et de formation ;
- un moyen de recréer ou de renforcer un lien avec son conseiller emploi.

Pistes de travail

Les axes de travail retenus sont donc globalement opérants et à conforter. Se pose toutefois la question de l'équité territoriale entre les QPV, notamment pour aller vers les jeunes de 18 / 30 ans dans une logique d'insertion socio-professionnelle, seuls les quartiers de Laubadère et l'Ophite sont couverts.

Il est également apparu, lors de la Matinale de la politique de la ville, que certaines thématiques mériteraient d'être traitées et/ou confortées :

- Par rapport aux freins qu'on peut observer au niveau des personnes : mobilité, problèmes de garde d'enfants, difficulté d'utilisation du numérique, absence de réseau ...
- Par rapport aux freins qu'on peut observer du côté des employeurs : préjugés vis à vis des habitants des quartiers, voire discriminations (liées à l'origine, le handicap, la religion, l'adresse...).
- L'accompagnement des professionnels de l'emploi et de l'insertion à davantage prendre en compte le « faire avec » les publics a également été soulevé.

Question évaluative 3 : En quoi le conseil citoyen est-il utile dans la mise en œuvre du Contrat de ville ?

Instance obligatoire de par la loi de 2014, les conseils citoyens sont un des outils de démocratie participative mobilisés sur Tarbes et Lourdes. Après avoir accordé un temps suffisant de maturation et de stabilisation aux différents conseils citoyens, un arrêté préfectoral de composition et de fonctionnement a été pris le 17 février 2017, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 21 février 2014, pour fixer la composition de chaque conseil citoyen ainsi que la durée du mandat des membres des conseils citoyens et les modalités de remplacement des membres démissionnaires. Ils comptent au total 121 personnes (habitants et acteurs associatifs).

6 conseils citoyens ont été créés et fonctionnent depuis trois ans : 4 à Tarbes (Laubadère, Solazur / Debussy, Mouysset / Val d'Adour et Ormeau Bel Air) et 2 à Lourdes (Ophite, Lannedarré/Turon de Gloire/Astazou/Biscaye). Instances autonomes dans leur fonctionnement, ils sont fortement reliés au Contrat de ville.

Ces 6 conseils citoyens sont accompagnés depuis 2015 par une médiatrice sous dispositif Adulte relais, en charge de l'appui à l'animation des réunions et l'émergence des projets de citoyens.

Points forts :

Les partenaires institutionnels et les associations interrogés dans le cadre de l'évaluation ont fait ressortir que la rencontre et le travail avec les conseils citoyens leur permettaient d'améliorer leur connaissance des quartiers, de penser certains projets avec les habitants et de s'appuyer sur leurs propositions qui viennent éclairer et enrichir les décisions des élus.

Des questionnaires et entretiens individuels ont été réalisés avec les membres composant les six conseils citoyens et font ressortir que :

- 97 % pensent que c'est un lieu où l'on peut s'exprimer ;
- 87 % se sentent mieux informés qu'avant ;
- 82 % ont le sentiment d'apporter quelque chose à leur quartier et se sentent plus acteurs.

Ils ont pu tous, chacun à leur manière et à leur rythme progresser dans l'écoute et l'échange, la construction d'une parole commune, la connaissance de leur ville et des institutions, la déconstruction des stéréotypes et des représentations qu'ils avaient de leurs élus, mais aussi et surtout la capacité à proposer des projets pour leurs quartiers.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

L'évaluation a également montré que les conseils citoyens avaient contribué à redonner confiance en eux à de nombreux habitants en renforçant leur citoyenneté (meilleure connaissance du fonctionnement institutionnel et de leur rôle en tant que citoyen) et leur adhésion à des réseaux favorisant l'insertion professionnelle et sociale (rupture de l'isolement, ouverture aux autres, confiance en soi, retour en emploi ou en formation).

L'animation des conseils citoyens par un tiers neutre, garant du respect du cadre de référence des conseils citoyens, assortie de comptes rendus systématiques, est de façon partagée par les habitants et les institutions une modalité de fonctionnement à maintenir pour les années à venir, quel que soit le statut de ce tiers.

Pistes de travail :

De l'avis de tous, élus, responsables institutionnels, habitants et associations, l'élargissement à de nouveaux membres est important pour maintenir et développer la dynamique des CC. La communication sur l'action des conseils citoyens auprès de l'ensemble des habitants des quartiers est également à améliorer.

L'évaluation a également démontré que les membres des conseils citoyens sont en très forte demande de liens accrus avec leurs élus et entre eux (dynamique inter conseils citoyens à renforcer), en s'appuyant éventuellement sur un budget participatif autour de projets communs.

Ils souhaitent également améliorer leur participation à des projets qui les concernent par la mise en œuvre d'une concertation renforcée, voire une co-construction effective.

5.2.2. Bilan opérationnel du plan d'actions

De manière complémentaire, un bilan opérationnel du plan d'actions 2016/ 2018 a été réalisé. Ce plan écrit de manière partenariale décrit les actions prévues par pilier, en matière de droit commun et de politique de la ville sur les quartiers prioritaires, détaille les actions réalisées et précise leur plan de financement.

Les 4 piliers issus des contrats de ville ont déterminé les axes du plan d'actions. Il s'agit des piliers cohésion sociale, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain, ainsi que le pilier transversal.

Dans chacun des 4 piliers, des objectifs d'intervention ont été identifiés et les actions à mettre en œuvre ont été priorisées. 90 actions étaient inscrites dans ce plan et il apparaît le bilan suivant :

- **75 ont été réalisées ou sont toujours en cours, soit un taux de réalisation de 83 % ;**
- 12 sont en attente, soit 13,5 % ;
- 3 ont été abandonnées, soit 3,5 % (projet non retenu dans le cadre d'appel à projet comme la Grande Ecole du numérique ou projet non réalisable en l'état).

5.2.3. Le renforcement du pilier emploi et développement économique

>> Constats :

Au vu des résultats de l'évaluation à mi-parcours ci-dessus, la mobilisation préalable du droit commun et son adaptation éventuelle sur les quartiers est un principe réaffirmé, qui sera traduit de manière opérationnelle dans le cadre du SPEP Politique de la ville.

Par exemple il sera nécessaire de mettre en place l'information et la coordination nécessaires pour que les formations linguistiques à visée professionnelle, financées par l'État dans le cadre de la Politique d'intégration des étrangers primo arrivants touchent effectivement des habitants des QPV.

Par ailleurs, les actions d'insertion se structurent dans le Pacte Territorial Insertion (PTI 2018-2022), dont le GIP est signataire, la politique départementale est le fruit d'un travail partenarial d'élaboration qui vise 5 axes en parfaite cohérence avec la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

- Favoriser l'accès aux droits des publics
- Des capacités et des compétences pour agir afin de lever les freins sociaux à l'insertion
- Des publics et des spécificités
- L'emploi d'abord

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

- L'insertion : l'affaire de tous

Dans la continuité de ce pacte, le Programme Départemental d'Insertion (PDI 2018-2022), est l'outil opérationnel destiné à l'accompagnement des allocataires du RSA. Dans ce cadre, l'orientation des publics, la mise en œuvre des accompagnements pour favoriser le retour à l'emploi durable occupent une large place et sont largement présentés. Le travail partenarial institué dans le cadre de Solid'Action65, du PTI et du PDI permet de disposer d'un réseau d'acteurs de l'insertion mobilisable.

Le renforcement du pilier emploi et développement économique se déclinera notamment de la manière suivante :

>> Orientations :

→ Des outils confortés pour aller vers les publics les plus éloignés de l'emploi, jeunes comme adultes, invisibles pour les institutions et les accompagner dans une reprise de parcours, en lien avec le service public de l'emploi

Les outils existants (éducateurs de rue, médiateur emploi) sont confortés dans leur rôle au vu de l'évaluation réalisée à mi-parcours du Contrat de ville. Il conviendra de veiller dans la durée à leur bonne articulation avec le droit commun de l'emploi.

Sur la base de l'exemple concluant mené depuis 2016 sur deux QPV de Tarbes et Lourdes, l'essaimage et le transfert d'expérience sur les autres QPV est envisagée, en particulier en ce qui concerne les éducateurs de rue en charge de l'insertion socio-professionnelle des jeunes de 18 / 30 ans.

Ce projet devra être construit avec les partenaires de l'emploi et de l'action sociale, en réponse aux différents appels à projet lancés dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) ou de la Stratégie Pauvreté.

→ Des actions pour permettre une remobilisation et mise en action concrète des personnes, dans un objectif de valorisation et de reprise de confiance en soi

Les chantiers « premiers pas vers l'emploi » constituent l'action emblématique sur ce point. Après trois années d'expérimentation, le format actuel pourra être enrichi, en fonction des commanditaires, des publics, des partenariats...

La thématique de la mobilité étant ressortie comme prioritaire pour les habitants, elle continuera à être traitée de manière forte, en lien avec l'ensemble des partenaires compétents sur le sujet, en particulier la CA TLP et le Conseil départemental.

Un projet d'antenne d'école de la deuxième chance pourrait être envisagé à l'échelle des QPV et plus largement du département, l'évaluation ayant montré que le retour à l'emploi des jeunes les plus éloignés devait aussi passer par de la remise à niveau, de la formation adaptée et un lien avec les entreprises du territoire qui rencontrent pour certaines des difficultés de recrutement.

Enfin, le dispositif Ha-Py Actifs, engagement du Département dont l'objectif est de permettre le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA en accordant une aide à l'emploi aux entreprises du secteur marchand, pourra également être mobilisé en lien avec les publics des QPV. Les contrats dénommés Ha-Py Actifs constituent un levier économique et social qui facilite les recrutements par les entreprises et l'accès à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA.

→ L'appui à l'émergence d'activités économiques sur les QPV par des outils de proximité

CitésLab est réaffirmé comme l'outil pivot en matière d'amorçage de projets d'activités économiques sur l'ensemble des QPV et QV de Tarbes, Lourdes et Aureilhan. Un nouveau conventionnement est envisagé pour la période 2020 / 2022 entre la CA TLP, BPIFrance, le GIP Politique de la ville TLP et la Région Occitanie. Ce dispositif doit pouvoir continuer à s'appuyer sur des outils de droit commun permettant d'accompagner son parcours.

Aposté de projet dans la suite de
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

La démarche Territoires 0 chômeurs de longue durée pourrait également être déployée, dans une logique partenariale.

→ Une collaboration renforcée avec les entreprises nationales et locales à travers l'initiative « la France une chance, les entreprises s'engagent » et les dispositifs « Plan 10 000 entreprises et Pacte avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises »

La mise en lien des publics jeunes ou adultes, avec des entreprises désireuses de s'engager au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires sera renforcée, selon des modalités diverses à travailler avec les établissements scolaires, les partenaires en lien avec les habitants et les membres des conseils citoyens, comme suite à la proposition faite dans l'évaluation.

→ Le soutien à l'orientation positive des jeunes des QPV pour compenser l'absence de réseau et limiter l'autocensure, de manière complémentaire à l'Éducation nationale.

Que ce soit dans le cadre du PAQTE ou des Cordées de la réussite, la politique de la ville, avec notamment l'appui du Programme de Réussite Éducative, viendra en complément de l'Éducation nationale sur ce sujet, en particulier autour de la question de l'apprentissage. À partir de l'expérimentation menée avec un collège en REP pour faciliter l'accès à l'apprentissage, une généralisation pourra être envisagée à d'autres établissements.

→ Améliorer les représentations : mieux comprendre le monde de l'entreprise et lutter contre les préjugés et discriminations à l'embauche

Cela pourrait passer par des actions de sensibilisation ou formation sur ces questions ou des rencontres directes employeurs/demandeurs d'emploi, des mises en situation d'emploi.

5.2.4. Le renforcement de la participation citoyenne via les conseils citoyens

Plusieurs engagements sont pris afin de conforter le fonctionnement actuel des 6 conseils citoyens, pour asseoir les bonnes conditions d'exercice de leurs membres et d'aller dans le sens d'une participation citoyenne efficace et constructive :

- **Animation des conseils citoyens** : poursuite de la co-animation par une personne en poste adulte relais au GIP et par un co-animateur d'une institution jusqu'en 2022 ;
- **Implication en tant qu'acteur du Contrat de ville** : participation au COPIL NPNRU, aux propositions dans le cadre des conventions d'abattement de TFPB, aux groupes de travail thématiques issues du présent Protocole ;
- **Fonctionnement interne** : réalisation par les conseils citoyens d'un règlement intérieur commun aux 6 conseils citoyens ;
- **Mise en œuvre de projets** : maintien du fonds de participation des habitants (expérimenté depuis 2016), accompagnement des projets d'un point de vue technique par les institutions ;

Par ailleurs, conformément aux résultats de l'évaluation, les dynamiques interconseils citoyens seront favorisées tout comme le lien avec les élus.

Un arrêté préfectoral de composition sera pris avant fin 2020, afin d'acter la nouvelle composition des conseils citoyens. Au préalable, une communication sera réalisée sur les QPV pour élargir le cercle des participants, selon des modalités diverses.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

5.2.5. Le renforcement du soutien aux structures associatives

>> Constats :

Le GIP a accompagné certaines structures associatives par des **Conventions Pluriannuelles d'Objectifs 2016/2018**. A l'échéance de ces premières CPO, le constat effectué est particulièrement positif. Elles permettent de rassurer et sécuriser les structures associatives et les co-financeurs, mais aussi permettent aux porteurs de projets de proposer des projets sur du moyen terme, au-delà d'une seule année.

En outre, les associations œuvrant sur les QPV du territoire sont souvent de taille très modeste, ce qui ne leur a d'ailleurs pas permis de répondre majoritairement à l'appel à manifestation d'intérêt national destiné aux associations plus structurantes (seules 5 associations d'envergures nationales et œuvrant sur le département des Hautes-Pyrénées ont été retenues parmi les 44 lauréats sélectionnés).

En parallèle plusieurs associations ont sollicité M. le Préfet afin de pouvoir bénéficier d'un poste adulte relais ou d'un poste Fonjep, pour renforcer les structures mais aussi les liens sociaux sur les quartiers.

>> Orientations :

→ **Renforcement et augmentation des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs avec les structures associatives œuvrant sur les QPV de Tarbes et Lourdes**

→ **Attribution de postes Adultes Relais et Fonjep guidée prioritairement par les orientations stratégiques identifiées dans le cadre de la rénovation des contrats de ville.**

5-3 : Des axes réinterrogés au vu des orientations nationales et locales (inclusion numérique, santé, enfance /parentalité).

Au vu des orientations nationales issues de la feuille de route gouvernementale et des travaux menés localement, les champs suivants du volet cohésion sociale font l'objet d'un éclairage spécifique dans le présent Protocole. Les autres axes identifiés dans le contrat de ville initial, en matière de jeunesse, de prévention de la délinquance ou d'intégration des personnes étrangères, ne sont pas modifiés.

5.3.1. Une stratégie en matière de politique de la ville pour un numérique inclusif

La stratégie nationale pour un numérique inclusif, annoncée le 18 septembre 2018 et pilotée par la Société numérique de l'Agence du numérique, part du constat d'une « accélération de la dématérialisation des services publics et du retard des Français en matière de compétences numériques ». Elle prévoit d'accompagner vers l'autonomie les personnes en difficulté en appuyant la structuration des filières de médiation, d'outiller les aidants et de soutenir le déploiement d'actions locales efficaces et cohérentes par les collectivités territoriales.

>> Constats :

L'ensemble des partenaires associés au travail préparatoire au Protocole, membres des conseils citoyens, associations, institutions, constate de manière unanime et avec une certaine inquiétude, que même si l'accès à l'informatique est un outil offrant de nombreux potentiels, cela représente un frein croissant dans l'accès aux droits et participe au renoncement aux droits des personnes les plus fragiles.

La dématérialisation généralisée pose particulièrement problème aux personnes étrangères qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue française pour être autonomes dans leurs démarches, aux citoyens ayant des difficultés avec la lecture du français, à ceux qui ne maîtrisent pas les outils numériques, et met ainsi en difficulté une population diversifiée (personnes âgées, personnes handicapées, certains jeunes...) dans leurs démarches d'accès aux droits.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

L'accès au matériel (scanner, imprimante, accès internet), liée à la faiblesse des revenus, est une difficulté récurrente, tout comme la complexité pour se repérer sur les multiples sites, plateformes,

Autre problématique évoquée par les membres des conseils citoyens, celle liée aux dérives des usages d'internet (cyber-harcèlement, addictions en particulier aux réseaux sociaux), qui pose des enjeux en matière de santé publique.

Face à la rapidité de cette transition vers le numérique, non préparée, les médiateurs de proximité sont submergés de demandes sur les quartiers prioritaires pour accompagner de manière individuelle les habitants dans leurs démarches numériques. Au-delà de la charge supplémentaire de travail sur des missions dépassant le champ de la seule médiation, des questions émergent en termes de confidentialité des données et de responsabilité juridique.

Plusieurs initiatives d'actions d'accompagnement au numérique se sont mises en place depuis 2015 sur les QPV, qu'il conviendrait désormais de structurer, de sécuriser et d'articuler avec le droit commun et les actions existantes menées par les partenaires.

La lutte contre le renoncement aux droits passe par l'inclusion numérique des publics.

>> Orientations :

→ L'accompagnement aux usages du numérique pour faciliter l'accès aux droits

La politique de la ville est un maillon de proximité, utile pour permettre aux publics les plus éloignés de gagner en compétence, en individuel ou en collectif, et ainsi faciliter l'accès aux droits.

A cette fin, la politique de la ville appuiera la structuration de filières de médiation, visant à l'accès aux droits par l'usage du numérique, de deux manières : d'une part, en faisant en sorte que les acteurs de terrain présents sur les QPV intègrent cette pratique dans leurs accompagnements, et d'autre part, appuyer à la structuration d'une compétence spécifique sur ce champ. Des mutualisations et complémentarités seront systématiquement recherchées entre les initiatives menées sur les QPV et par les institutions.

→ Le soutien à des actions locales efficaces et cohérentes, complémentaires du droit commun

Il paraît utile de travailler sur l'optimisation des lieux de proximité pour mettre à disposition du matériel et un accompagnement sur tous les QPV, en veillant à une équité territoriale et une complémentarité entre les propositions. Il conviendra également de s'appuyer sur les centres sociaux et les Points Relais qui développent sur Tarbes et Lourdes des actions d'accompagnement au numérique. Cette réflexion sera menée en lien étroit avec les orientations nationales (France services).

La formation des médiateurs de proximité et acteurs de proximité aux bonnes postures au vu de la réglementation en vigueur en matière de traitement des données personnelles et de respect de la confidentialité, et de manière plus large le développement de la culture numérique des professionnels, est un autre enjeu pour les années à venir.

5.3.2. Un soutien conforté aux actions menées en matière de santé

>> Constats partagés en matière de démographie médicale :

La problématique liée à la démographie médicale ne concerne pas que la population des QPV. C'est une problématique départementale. En effet, 30 % de la population du département renonce à l'accès aux soins (donnée CPAM) pour les raisons suivantes

- Une offre de soins qui se raréfie : même si le département est à ce jour à la quinzième place au niveau national en termes de démographie en médecine générale libérale, la problématique va s'aggraver fortement dans les années à venir (départs à la retraite importants non compensés par l'installation de nouveaux médecins). Les membres des conseils citoyens ont fait état de difficultés croissantes d'accès aux soins.

Accusé de réception en préfecture
065-20096989-2019-09-22-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

généralistes et de spécialistes sur Tarbes et Lourdes. Le départ de médecins à la retraite entraîne pour eux de multiples difficultés : les rendez-vous sont trop longs à obtenir et ils connaissent tous des personnes autour d'eux qui n'ont pas de médecin traitant car les médecins généralistes n'acceptent plus de patients nouveaux.

- Le coût des restes à charge : la CPAM propose une Plateforme d'Intervention Départementale pour l'Accès aux Soins et à la Santé (PFIDASS), dispositif de détection et de lutte contre le renoncement aux soins. Il repose sur le repérage des personnes en situation de renoncement tant par les services de la CPAM que par ses partenaires, et sur une phase d'accompagnement à la réalisation des soins (sous réserve du consentement de la personne).

Ces difficultés sont partagées sur l'ensemble des quartiers de Tarbes et de Lourdes. Le manque de spécialistes est également évoqué : manque de pédiatre, de gynécologue, de dermatologue, d'orthophoniste, plus de cardiologue à l'Hôpital, ... Par ailleurs, les habitants regrettent que les médecins ne consultent plus sur créneau libre et ne se déplacent plus à domicile. Se rendre chez le médecin quand on est malade est dans certains cas très problématique, voire impossible. La question de la mobilité affecte aussi la santé car si on ne peut pas se déplacer chez un médecin, on renonce à se soigner.

L'offre de santé se raréfie également sur Aureilhan et ces difficultés sont partagées sur l'ensemble du territoire d'Aureilhan et en particulier sur notre quartier classé en veille active. La Commune d'Aureilhan a lancé la construction d'une Maison de Santé afin de tenter de remédier à cette raréfaction de l'offre médicale.

Par ailleurs, est soulevé un problème concernant la Maison médicale : les frais doivent être avancés et plusieurs personnes indiquent ne pas pouvoir se le permettre financièrement (ou connaître des personnes dans cette situation). Seuls les bénéficiaires de la CMU sont exonérés de cette avance de frais, mais pas les « travailleurs pauvres ».

>> Orientations :

La CPAM, l'ARS, l'ordre des médecins et les collectivités réfléchissent à l'attractivité médicale du territoire, à une échelle départementale. Une réflexion est également engagée par le CCAS de Tarbes, dans le cadre de l'Analyse des Besoins sociaux. Certaines propositions faites relèvent plutôt de l'ordre du droit commun, avec des articulations à trouver avec la politique de la ville (mise en place d'un médico-bus, regroupements de médecins pour faciliter l'obtention de rendez-vous en cas d'urgence).

Les réponses à la problématique globale susmentionnée en matière de santé ne pourront pas être apportées par la Politique de la ville, qui ne dispose pas des leviers adéquats. Seules les institutions compétentes sur le sujet à l'échelle départementale seront éventuellement en capacité d'apporter des solutions.

Néanmoins, des actions spécifiques visant à informer les publics en matière de santé et aller chercher les publics les plus éloignés pour les rapprocher du « droit commun », sont envisageables à l'échelle de la politique de la ville.

Dès lors, les orientations retenues en matière de politique de la ville sont les suivantes :

→ Le renforcement de l'information et de l'orientation pour réduire les inégalités sociales de santé

Des actions seront déployées afin d'orienter :

- Vers les examens périodiques de santé du centre d'examen de santé de la CPAM, prioritairement destinés aux personnes en situation de précarité et/ou non-consommatrices de soins
- Vers les centres de santé mutualistes dentaire de Tarbes et Lourdes.

L'accompagnement vers un usage du numérique généralisé y compris dans le parcours de soins devra également pris en compte. Cette problématique est particulièrement à prendre en compte pour les populations nouvellement arrivées sur le territoire et en difficulté avec le français.

Enfin, il conviendrait de mettre en place des actions pour participer à la lutte contre le non recours aux soins au niveau des publics et garder un rôle de veille/d'interpellation des dispositifs, dans les domaines les plus importantes sont en cours ou à prévoir).

Accusé de réception des élections
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

→ Le projet de création d'une médiation en santé

La médiation en santé est reconnue comme un chaînon essentiel pour l'accès aux soins des populations qui en sont le plus éloignées. Elle s'appuie sur le fait d'aller vers les publics, d'apporter un soutien individualisé à la personne dans le cadre d'un projet global d'accompagnement et de favoriser le retour vers le droit commun dans une logique de parcours de soin. Au vu des problématiques repérées sur les QPV notamment, un projet de médiation en santé pourrait être travaillé, en réponse aux orientations du Programme régional d'accès à la prévention et aux soins des plus démunis piloté par l'ARS.

>> Constats partagés en matière d'éducation à la santé :

Des actions plurielles sont menées en matière d'accès à la prévention de la santé par le sport, la nutrition et une alimentation locale de qualité pour les populations des QPV, avec une forte implication des collectivités locales. Leur intégration future dans différents plans (Plan Climat Air Energie Territoire, Projet Alimentaire de Territoire) illustre la mobilisation renforcée du droit commun sur ces sujets.

Les membres des conseils citoyens ont à ce titre fait remonter que les difficultés pour avoir accès à une alimentation de qualité constituent également un frein à la santé et que les actions menées en ce sens (de type épicerie sociale) étaient importantes. Ils ont également souligné le projet de mise en œuvre actuelle d'une formation au premier secours sur Mouysset, financée par des actions menées par les habitants.

L'enjeu est d'arriver à élargir les publics touchés, en particulier les jeunes adultes, et de mieux articuler les actions entre elles. Un Contrat local de santé pourrait être l'outil adapté pour favoriser la coordination, mais l'échelle des QPV ne semble pas forcément pertinente.

De façon complémentaire et au sens de la santé définie par OMS (bien-être...), on peut aussi penser à d'autres actions du Programme Départemental d'Insertion : estime de soi, dynamisation et valorisation, des collectifs passerelle, groupe ressource... Pour l'agglomération tarbaise, outre le pilote PDI, 3 référents actions collectives officient et participent aux actions.

Des actions diversifiées en direction des personnes âgées existent portées par les CCAS de Tarbes et de Lourdes en matière de nutrition, activité physique, utilisation de l'outil numérique. Mais elles touchent peu les seniors des QPV que ce soit sur Tarbes comme sur Lourdes alors que la part des personnes âgées est croissante (environ 15 % des habitants ont plus de 66 ans – source bailleurs sociaux).

Au vu des enjeux croissants sur les QPV (migrants, personnes en précarité) et de l'engorgement des structures de droit commun, un soutien financier important de la Politique de la ville a été apporté aux actions menées en matière de santé mentale sur le territoire. L'Aleph traite de la santé mentale sur les QPV et hors QPV (pop QPV majoritaire sur Tarbes mais pas sur Lourdes). Un déploiement potentiel des expérimentations menées en matière de prise en charge des soins de psychologues par certains départements pilote, pourrait répondre au besoin local.

>> Orientations :

→ Mieux articuler les actions existantes en matière d'éducation à la santé et d'accès aux soins

L'amélioration de la coordination entre les différents acteurs de santé et les acteurs de proximité est un enjeu majeur, afin de toucher les publics les plus isolés et éloignés des institutions. La forme et le pilotage de cette coordination restent à préciser.

De nouvelles actions ont été proposées, comme les formations aux premiers secours sur les QPV (PSC1), en partant des propositions et de l'implication des habitants, qu'il conviendra d'articuler avec l'existant.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

→ **Aller vers les personnes âgées habitant les QPV pour rompre l'isolement et faciliter leur participation aux actions visant à un mieux être**

15 % environ des habitants des QPV ont plus de 66 ans, et cette part est croissante. En s'appuyant sur les différents acteurs de santé, mais aussi les bailleurs sociaux, il conviendra de travailler sur une stratégie visant d'une part à entrer en lien et aller vers ces personnes âgées et d'autre part à faciliter leur participation à l'offre existante en matière d'activités adaptées et d'actions de lien social.

→ **Poursuivre l'action engagée en matière de santé mentale, en la réorganisant au vu des évolutions du droit commun**

Le déploiement de la prise en charge des psychologues par le droit commun est actuellement expérimenté sur quelques départements et devrait être généralisé dans les années à venir. En fonction des évolutions du droit commun, l'offre proposée dans le cadre de la politique de la ville pourra être amenée à évoluer.

5.3.3. Une priorité réaffirmée en matière de politique petite enfance et parentalité

>> **Constats partagés :**

>>> **Des réponses de droit commun coordonnées entre les institutions**

Sur le territoire, le droit commun est déjà très présent et structuré sur cette thématique, les compétences sociales étant réparties de la manière suivante :

- **Le Conseil départemental** détient les compétences en matière de Protection maternelle et infantile (PMI), ainsi que de protection de l'enfance dont fait partie la parentalité. En matière de PMI, les compétences obligatoires portent sur la santé de la mère et des enfants, la police des établissements (agrément d'exercice auprès des enfants de 0 à 6 ans), la prévention primaire, l'aide sociale à l'enfance, la prévention et protection administrative. Sur les QPV, les Maisons Départementales de Solidarité ont pour objectif de mettre en œuvre toutes les orientations découlant des compétences précitées. Des actions spécifiques peuvent aussi être mises en œuvre dans le respect et la priorité des missions obligatoires.
- **La CAF et MSA** viennent renforcer les politiques familiales et financer les politiques de droit commun. Depuis 2014, il existe un Comité départemental de parentalité (CDSP), dont la CAF est le coordinateur et l'animateur. Un diagnostic partagé a été réalisé en 2015 et a permis de définir des orientations stratégiques en matière de parentalité. 6 axes d'interventions ont été validés et sont déclinés dans le Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP). Des actions de parentalité sont soutenues chaque année depuis 2016 par un appel à projets commun co-financé par la CAF, le CD 65 et le GIP, en associant la DDCSPP¹ et l'Education nationale. Cela a permis de renforcer les actions parentalité menées par le droit commun dans les QPV.

En 2016, la mise en place du Schéma départemental des services aux familles (SDSF), a comporté l'intégration des instances existantes parentalité et petite enfance (soit le CDSP et l'instance petite enfance). La CAF est chargée du co-pilotage du SDSF avec le CD65 et du pilotage et coordination de la politique parentalité. Ce schéma arrive à échéance en 2019, une démarche d'évaluation est en cours.

Les 4 centres sociaux, agréés par la Caf et situés sur les QPV de Tarbes et Lourdes (Centres sociaux Arc en Soleil sur Laubadère, Henri IV sur Tarbes Ouest, SAGV et Vie citoyenne jeunesse de la ville à Lourdes) développent, en complément de leur mission d'Animation Globale, un projet d'intervention spécifique mené en faveur des familles. A ce titre, la Caf finance par le biais d'une Prestation de service un poste de référent Familles visant à développer des actions et projets collectifs.

¹ l'association de la DDCSPP à la politique départementale de soutien à la parentalité a participé en revue au regard des instructions de l'État concernant son organisation territoriale

La stratégie nationale de soutien à la parentalité (2018) pose les bases pour la nouvelle définition de la politique d'accompagnement à la parentalité. Elle est en grande partie reprise par la Convention d'Objectifs et de Gestion CNAF 2018-2022. Aussi, la stratégie nationale lutte contre la pauvreté lancée fin 2018 renforce des actions/missions dans le cadre de la parentalité. Enfin, en matière de petite enfance, un des axes de la stratégie pauvreté portera sur les quartiers de la politique de la ville. Un regard attentif sera porté par la CAF sur les publics spécifiques (handicap et parents en insertion socio-professionnelle). Les centres sociaux Arc et Henri 4 développent un projet articulé autour de 3 axes: la famille, la jeunesse et la mise en place d'un service de proximité.

- **Les communes et intercommunalités** sont compétentes sur la petite enfance.
 - **Sur Tarbes, le CCAS de la ville de Tarbes** porte la compétence sur la petite enfance jusqu'à 6 ans puis passe le relais aux autres services. La politique d'accompagnement à la parentalité s'est étoffée dans le temps, suite aux constats posés en matière d'analyse des besoins sociaux, qui souligne la forte présence de familles monoparentales et d'importants besoins en matière de parentalité. Pour compléter l'offre municipale en faveur des familles, le lieu d'accueil enfants/parents (LAEP), l'atelier de Geppetto, a été étendu aux QPV via le projet itinérant Geppetto en balade qui a pour mission d'aller à la rencontre des familles. L'accueil en crèche a été renforcé par de l'accompagnement à la parentalité. Sur 400 familles accompagnées, 40 vivent en QPV. En parallèle, un travail a été amorcé avec l'Education nationale pour les enfants de 2 à 4 ans. Néanmoins, il conviendrait de renforcer le travail avec l'Education nationale pour toucher les familles.
 - **Le Programme de Réussite Éducative** indique qu'en 2018, ce sont 300 enfants et jeunes des QPV qui ont été accompagnés, en lien étroit avec leurs parents. Les situations sont de plus en plus complexes, notamment parce que les familles orientées vers le dispositif, en majorité par l'Education nationale, sont souvent des familles étrangères vivant dans une très grande précarité et exposées à des difficultés multiples.
 - **Le service jeunesse et vie citoyenne de la ville de Tarbes** a développé une mission de soutien à la parentalité sur les QPV, qui s'appuie sur des médiatrices sociales. Il confirme le grand isolement de certaines familles, notamment étrangères arrivées depuis peu sur le territoire.
 - **Sur Aureilhan**, l'offre de service à destination de la petite enfance est une des priorités de la Commune, qui s'appuie en premier lieu sur le Relais d'Assistantes Maternelles Aureilhan / Séméac. Il a été créé en 2007 à l'initiative des communes d'Aureilhan et de Séméac. Il s'inscrit dans un contrat d'objectifs et de financement signé entre les deux communes et la Caisse d'Allocations Familiales des Hautes-Pyrénées.
Le RAM s'inscrit en complément des missions de la Protection Maternelle et Infantile (PMI). C'est un lieu neutre et gratuit.
Par ailleurs, l'école maternelle qui se situe au cœur du quartier des Cèdres, quartier en Veille Active de la « Politique de la Ville », composée à ce jour de 3 classes, accueille un dispositif d'accueil des enfants de moins de 3 ans. C'est un dispositif innovant et qualitatif mis en place par la commune et l'Education Nationale (dispositif unique dans le Département) afin de favoriser la réussite scolaire d'enfants trop souvent éloignés de la culture scolaire, mobilisant des moyens des deux partenaires.

>>> Etat des lieux des besoins repérés

En matière de petite enfance, l'offre existante couvre globalement les besoins en matière de mode de garde, même si certaines demandes particulières (horaires décalés, garde ponctuelle) peuvent ne pas trouver de réponse. Sur Lourdes, la difficulté réside principalement dans l'existence d'horaires atypiques, liés à la saison.

En matière de parentalité, il apparaît que la complémentarité des services existants sur Tarbes et ses trois QPV permet d'apporter des réponses aux besoins identifiés. Les actions de soutien à la parentalité sont à renforcer sur Lourdes, en centre-ville avec une éventuelle déclinaison sur le QPV.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Globalement, il est fait état sur Tarbes comme sur Lourdes de la nécessité de créer des liens entre les parents et les enfants dans les écoles, dans le cadre d'un parcours et d'une approche globale de l'enfant.

Il apparaît d'ores et déjà qu'une attention particulière aux familles étrangères devra être développée, sachant qu'elles cumulent les difficultés de tout parent à éduquer leur enfant dans la société actuelle avec la difficulté d'éduquer leur enfant dans une autre culture. En ce sens, le développement prévu du dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des élèves » devrait être un point d'appui intéressant.

Par ailleurs, la part importante de familles monoparentales sur Tarbes comme sur Lourdes invite à adapter les réponses. A l'initiative de l'État (Préfecture/DDCSPP), une réflexion partenariale est en cours à partir des besoins qui ont émergé dans le cadre de la conférence inversée « femmes isolées et familles monoparentales ». Elle devrait conduire à la création de lieux d'accueil et de soutien pour les familles monoparentales sur Tarbes et Lourdes, selon le modèle expérimental des Maisons des Familles. Ces lieux qui ne seront sans doute pas créés sur un QPV afin de rester ouverts à un public le plus large possible, devront atteindre les familles monoparentales habitant les QPV et leur permettre de tisser des liens avec d'autres familles.

Les membres des conseils citoyens font état des difficultés rencontrées par certains parents pour gérer leurs enfants. Ils n'osent pas toujours demander de l'aide, par peur du jugement, « par peur que l'institution ne prenne leur enfant ». Certaines mamans seules en particulier se retrouvent démunies. Des appuis existent et sont mobilisés par certaines personnes, mais des barrières persistent. Les interventions en collectif permettent de briser les tabous (exemple du ciné débat qui dépasse les débats, du café des femmes à Mouysset), rassurent, dédramatisent. Il faudrait les démultiplier en invitant des professionnels. L'important est de faire de la prévention, de l'information en amont.

Le harcèlement à l'école et en dehors de l'école est une problématique qui préoccupe les parents car très présente au quotidien. Il faudrait une prise de conscience du phénomène beaucoup plus précoce, dès la maternelle. La problématique du harcèlement est réelle.

L'Education nationale y est très attentive, c'est une priorité nationale. Elle agit dans le cadre d'un protocole mis en œuvre depuis 2011. Des formations, des actions de prévention sont proposées. Les situations d'harcèlement signalées sont en nombre limité dans le département.

Enfin, sur l'ensemble des QPV, les questions de formation des professionnels présents sur le terrain, de remédiation, d'analyse de pratique, mais aussi de coordination des professionnels pour assurer une meilleure orientation des enfants et de leurs familles, semblent également être des axes à travailler.

>> Propositions :

→ Poursuivre l'implication de la politique de la ville dans le Schéma départemental des services aux familles et le REAAP, dans un souci de cohérence avec le droit commun, et participer à l'actualisation des objectifs ;

→ Renforcer les actions en matière de parentalité sur Lourdes, et conforter celles existant sur Tarbes et Aureilhan en s'articulant et s'appuyant sur les centres sociaux, et en réfléchissant sur des projets complémentaires d'espaces de vie sociale ;

→ Privilégier les interventions en collectif pour rassurer les parents, avec des professionnels, de manière non jugeante et dans une logique de prévention, en veillant en particulier à la participation des familles monoparentales et des familles de différentes cultures.

→ Développer des actions spécifiques de prévention et de lutte contre le harcèlement scolaire et hors champ scolaire dès le plus jeune âge, dès l'école maternelle.

→ S'inscrire dans les projets envisagés auprès des familles monoparentales (en particulier un projet de tiers-lieu pour les familles monoparentales non stigmatisant reposant sur une mise en réseau des acteurs et associant étroitement les familles monoparentales).

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Article 6. Modalités de suivi et d'évaluation

Comme pour la période 2016 /2018, le présent Protocole sera décliné de manière opérationnelle et partenariale dans **un plan d'actions 2019 / 2022**, adossé à des indicateurs précis. Il donnera lieu à un bilan final de réalisation en 2022.

Par ailleurs, de manière concomitante, un dispositif de suivi des mesures gouvernementales pour la mobilisation dans les quartiers est mis en place.

Une évaluation globale du Contrat de ville du Grand Tarbes sera réalisée en 2022, en ciblant notamment les nouvelles thématiques prioritaires dans ce Protocole.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Les signataires

A Tarbes, le

- Le Préfet des Hautes Pyrénées, Brice BLONDEL
- La Présidente du Conseil régional Occitanie, Carole DELGA
- Le Président du Département des Hautes-Pyrénées, Michel PELIEU
- Le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Gérard TREMEGE
- Le Maire de Tarbes, Gérard TREMEGE
- Le Directeur général de l'ARS Occitanie, Pierre RICORDEAU
- La Rectrice d'Académie, Béatrice GILLE
- Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales, Bertrand PERRIOT BOCQUEL
- La Directrice Territoriale Sud-Ouest de Pôle Emploi, Catherine GUILBAUDEAU
- La Présidente de la Mission Locale, Virginie SIANI WEMBOU
- Le Maire d'Aureilhan, Yannick BOUBEE
- Le Président de l'OPH 65, Jean GLAVANY
- Le Président de la SEMI, Gérard TREMEGE
- La Directrice régionale d'ICF Atlantique, Françoise CRAVEA
- Le Directeur Général de Promologis, Philippe PACHEU
- Le Directeur Occitanie de la Banque des Territoires, Thierry RAVOT
- Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Pierre-Jean DALLEAU
- La Présidente du GIP Politique de la ville Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Andrée DOUBRERE

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019



PRÉFET DES
HAUTES-PYRÉNÉES



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 22

**Avenants n°2 au Contrat de ville du Grand Tarbes et n°1 au Contrat
de ville de Lourdes. Protocoles d'engagements renforcés et
réciproques 2019-2022**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noël CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER

Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE

M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUCOUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : Mme DOUBRERE

Objet : Avenants n°2 au Contrat de ville du Grand Tarbes et n°1 au Contrat de ville de Lourdes. Protocoles d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014,

Vu la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017,

Vu la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

Vu la circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019 portant sur la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers.

EXPOSE DES MOTIFS :

Conformément aux attendus de la loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, deux contrats de ville ont été signés le 26 juin 2015 dans le département des Hautes-Pyrénées : le contrat de ville du Grand Tarbes et le contrat de ville de Lourdes. Ils constituent les documents cadre en matière de politique de la ville pour la période 2015/2020. Ils sont pilotés, depuis le 1er janvier 2017, par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP), dans le cadre de sa compétence obligatoire politique de la ville.

La durée des contrats de ville a été prolongée jusqu'en 2022 par la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, cette prorogation entraînant celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées. Conformément à la circulaire du 22 janvier 2019 visant à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, le protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 constitue le cadre de rénovation des contrats de ville jusqu'en 2022.

La rénovation du contrat de ville du Grand Tarbes prend ainsi la forme du « Protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville pour 2019-2022 », qui tient lieu d'avenant n°2 au contrat de ville.

La rénovation du contrat de ville de Lourdes prend ainsi la forme du « Protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville pour 2019-2022 », qui tient lieu d'avenant n°1 au contrat de ville.

Ces 2 protocoles actualisent la stratégie globale en matière de politique de la ville, en articulant les moyens d'actions de l'ensemble des partenaires, en s'appuyant sur les nouvelles orientations nationales (volet enfance et soutien à la parentalité, mesures du plan de mobilisation nationale pour les habitants des QPV) et des thématiques priorisées localement.

Ils sont la concrétisation d'un travail partenarial mené de septembre 2018 à juin 2019 et associant les partenaires institutionnels signataires des contrats de ville, les associations, les entreprises signataires du PAQTE et les six conseils citoyens. Ils s'appuient sur la collecte de données quantitatives et qualitatives et sur les échanges lors de groupes de travail multiples. Plus de 300 contributions ont ainsi été recueillies.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_22-DE Date de télétransmission : 30/09/2019 Date de réception préfecture : 30/09/2019
--

Article 1 : d'approuver les 2 projets de protocoles d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 en matière de politique de la ville pour Tarbes et Lourdes tels qu'annexés à la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Avenant n°1 au Contrat de ville de Lourdes

Projet de protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville 2019 / 2022

Préambule

Dans son article 1^{er}, la loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 dispose que *« la politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.(...) Elle mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres. Elle s'inscrit dans une démarche de co-construction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques, s'appuyant notamment sur la mise en place de conseils citoyens, selon des modalités définies dans les contrats de ville, et sur la co-formation. »*

Conformément aux attendus de la loi de 2014, deux Contrats de ville ont été signés le 26 juin 2015 dans le département des Hautes-Pyrénées : le Contrat de ville du Grand Tarbes et le Contrat de ville de Lourdes. Ils constituent les documents cadre en matière de politique de la ville pour la période 2015/2020. Ils sont pilotés depuis le 1er janvier 2017 par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP), dans le cadre de sa compétence obligatoire politique de la ville.

La gouvernance locale de la politique de la ville repose sur un partenariat entre l'Etat, la CA TLP, le Conseil Départemental, ainsi que la CAF, incarnée dans un Groupement d'intérêt public (GIP) Politique de la ville, mutualisateur de financements et de stratégies et porteur de la mise en œuvre des deux Contrats de ville.

La durée des Contrats de ville a été prolongée jusqu'en 2022 par la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, cette prorogation entraînant celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées. Conformément à la circulaire du 22 janvier 2019 visant à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, le Protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019 / 2022 constitue le cadre de rénovation des Contrats de ville jusqu'en 2022.

Les contrats de ville renouvelés seront le plan d'actions territorial de la Politique de la ville, en s'inscrivant dans l'esprit du Pacte de Dijon et des priorités gouvernementales, mais aussi en s'appuyant sur l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville ainsi que sur l'association de toutes les parties prenantes, notamment les Conseils Citoyens.

La rénovation du Contrat de ville de Lourdes prend ainsi la forme du présent « Protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville pour 2019 / 2022 », qui tient lieu d'avenant n°1 au Contrat de ville.

Ce Protocole s'appuie sur plusieurs textes et documents de référence :

- La loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- La loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 ;
- La loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
- Le Pacte de Dijon « *Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons* », avril 2018 (dont la CA TLP est signataire) ;
- La circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019 portant sur la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers ;
- Le Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE) ;
- Le rapport « *Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens* » de la Commission nationale du débat public ;
- L'évaluation conduite à mi-parcours du Contrat de ville, finalisée en 2019.

Il actualise la stratégie globale en matière de politique de la ville, en articulant les moyens d'actions de l'ensemble des partenaires, en s'appuyant sur les nouvelles orientations nationales (volet enfance et soutien à la parentalité, mesures du plan de mobilisation nationale pour les habitants des QPV) et des thématiques prioritaires

localement (thématiques de la santé et du numérique). Il traduit au niveau local la mobilisation de chacun des partenaires de la politique de la ville.

Il s'appuie également sur l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, ciblée localement autour de l'emploi et la participation des habitants.

Ce Protocole est la concrétisation d'un travail partenarial mené de septembre 2018 à juin 2019 et associant les partenaires institutionnels signataires des Contrats de ville, les associations, les entreprises signataires du PAQTE et les six conseils citoyens. Il s'appuie sur la collecte de données quantitatives et qualitatives et sur les échanges lors de groupes de travail multiples. Plus de 300 contributions ont ainsi été recueillies.

Le Protocole est décliné de la manière suivante :

Article 1 : Rappel du contexte

Article 2 : Objet du protocole d'engagements renforcés et réciproques

Article 3 : Modalités de gouvernance

Article 4 : Approche globale de l'action publique

Article 5 : Axes de rénovation des contrats de ville :

5-1 : Des priorités identifiées en 2015 réaffirmées jusqu'en 2022

- Pilier cadre de vie et renouvellement urbain
- Volet éducatif des contrats de ville
- Dimension culturelle

5-2 : Des orientations renforcées au vu des résultats de l'évaluation à mi-parcours et du bilan opérationnel du plan d'actions

- Pilier emploi et développement économique
- Volet participation citoyenne
- Soutien aux structures associatives

5-3 : Des axes réinterrogés au vu des orientations nationales et locales

- Axe enfance/parentalité
- Axe santé
- Axe inclusion numérique

Article 6 : Modalités de suivi et d'évaluation

Article 1 : Rappel du contexte

Article 1.1. Contexte réglementaire

Le contrat de ville de Lourdes a été signé le 26 juin 2015 pour la période 2015/ 2020, avec un pilotage de la Ville de Lourdes.

Les signataires sont les suivants : Etat, Conseil régional, Conseil départemental, Communauté de communes du pays de Lourdes, Caisse d'Allocations Familiales, Ville de Lourdes, Mission Locale, Pôle emploi, Agence Régionale de Santé, Education nationale, Caisse des Dépôts et Consignations.

Les signataires du Protocole restent inchangés, à l'exception des modifications mentionnées ci-dessous :

- Signature par la CA TLP;
- Signature par la Banque des Territoires (qui vient remplacer la Caisse des Dépôts et Consignations) ;
- Signature par la CPAM (du fait du renforcement de la thématique santé).

Article 1.2. Contexte territorial

Le département des Hautes-Pyrénées compte environ **228 000 habitants**, dont la moitié au sein de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, qui regroupe **122 000 habitants**.

Un peu moins de **10 000 habitants** vivent dans des quartiers politique de la ville de l'agglomération, tels que définis par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine en :

- 4 Quartiers Prioritaires à la Ville (QPV) : 3 sur Tarbes (Tarbes Nord, Tarbes Est, Tarbes Ouest) et 1 sur Lourdes (Ophite) ;
- 2 quartiers en veille active (QV), situés à Aureilhan (Arreous/Courreous/Agau) et Lourdes (Lannedarré/ Turon de Gloire/ Biscaye/Astazou), sur lesquels les indicateurs de précarité sont identiques à ceux des QPV pour une population inférieure au seuil réglementaire.

La population habitant les QPV et QV représente en 2019 :

- A l'échelle du département des Hautes-Pyrénées : 4.5 % ;
- A l'échelle de la CA TLP : 8.2% ;
- A l'échelle communale : 17.5 % de la population de Tarbes, 8.5% de la population de Lourdes (16 % en comptant la population du quartier de veille) et 6.6% de la population d'Aureilhan.

Article 2 : Objet du Protocole d'engagements

Le présent Protocole s'attache à actualiser les objectifs du Contrat de ville pour la période 2019/2022, au regard des évolutions constatées, des résultats obtenus à mi-parcours des Contrats et des nouvelles orientations nationales et locales. Il vient compléter le Contrat de ville initial, mais ne le remplace pas.

Il entend ainsi :

- Recentrer l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de ville, au regard des résultats de l'évaluation participative et partagée conduite à mi-parcours et des orientations nationales ;
- Préciser les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de ville, en les traduisant de manière opérationnelle ;
- Réaffirmer le principe de la co-construction, associant les conseils citoyens ;
- Décrire les modalités de mise en œuvre du Contrat et ses évolutions éventuelles.

Article 3 : Modalités de gouvernance

Le pilotage des deux contrats de ville est assuré depuis le 1^{er} janvier 2017 par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, créée à cette date, qui détient la compétence politique de la ville.

Le GIP Politique de la ville incarne le partenariat local en matière de Politique de la ville entre l'État, la CA TLP, le Conseil Départemental, ainsi que la CAF. Il assure une gouvernance partagée entre les différentes institutions et une mutualisation de financements et de stratégies. Cette configuration est prolongée jusqu'en 2022.

Les crédits spécifiques de la Politique de la ville de l'État et des autres institutions membres du GIP, sont affectés aux quartiers prioritaires du territoire par l'intermédiaire du GIP, au vu d'un plan d'actions validé par le conseil d'administration et d'un appel à projets qui découle des axes d'interventions prioritaires.

Les instances dédiées au Contrat de ville sont maintenues et confortées dans leur rôle :

- **Le Conseil d'administration du GIP Politique de la ville** est l'instance politique et décisionnaire du Contrat de ville. Il est composé de représentants de l'Etat, de la CA TLP, du Conseil départemental et de la CAF. Sa composition, son organisation et ses missions sont décrites dans les statuts du GIP.
- **L'équipe projet politique de la ville**, créée en 2015, est confortée : elle est la cheville ouvrière du contrat de ville. Elle est composée des référents politique de la ville des institutions suivantes : Etat (Préfecture, DDCSPP, Direccte, ARS, Éducation Nationale), CA TLP, Conseil départemental, CAF, Ville de Tarbes, Lourdes

et Aureilhan, GIP.

Ils assurent l'interface avec leur institution respective et les services qui la composent, dans un souci de transversalité de la politique de la ville.

Une articulation est systématiquement recherchée avec le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, action majeure du volet cadre de vie et renouvellement urbain du Contrat de ville, piloté par la CATLP. L'équipe projet est l'instance permettant de faire le lien et d'assurer la cohérence entre les différents dispositifs de la politique de la ville.

- **Les conseils citoyens** : les 6 conseils citoyens (4 sur Tarbes et 2 sur Lourdes) « sont associés à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des contrats de ville », conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014.

Article 4 : Approche globale de l'action publique

La mobilisation prioritaire des politiques de droit commun est un principe rappelé dans la loi du 21 février 2014, dans son article 1 : « **La politique de la ville mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres.** »

L'objectif de territorialisation des politiques de droit commun est décliné de façon opérationnelle dans l'article 5 de la loi prévoyant que les signataires des contrats de ville « **s'engagent, dans le cadre de leurs compétences respectives, à mettre en œuvre les actions de droit commun concourant à la réalisation des objectifs de la politique de la ville** »

A cet effet, il est rappelé que la politique de la ville vient s'inscrire en complément des politiques publiques portées par les institutions, elles-mêmes traduites dans des plans, schémas, ...

- **Le droit commun de l'État** est constitué de l'ensemble des ressources ou moyens que l'État met en place pour l'ensemble du territoire national, de manière indifférenciée, dans les différents domaines où il intervient (Politiques sectorielles) : emploi, éducation, santé, sécurité, habitat, cohésion sociale, soutien aux associations, sport, culture, environnement, etc.

La mobilisation du droit commun constitue un axe majeur de la réforme de la politique de la ville et de la mise en œuvre des contrats de ville. Par leur signature, les services de l'État se sont engagés à ce que ces moyens de droit commun (ressources humaines, crédits, subventions, accompagnement des publics, aides aux structures...) soient le socle des politiques mises en œuvre au profit des quartiers prioritaires et de leurs habitants : il s'agit de mobiliser ces moyens en priorité en direction des quartiers, de veiller à ce qu'ils y soient effectivement mis en œuvre, voire de les y concentrer.

Les crédits spécifiques de la Politique de la ville agissent dès lors comme un levier en appui des moyens de droit commun, avec l'action conjuguée des différents partenaires des contrats de ville, en premier lieu des collectivités territoriales.

Dans le cadre de la rénovation des contrats de ville, il est important que chaque service de l'État, chaque opérateur public, mais également chaque partenaire puisse préciser en terme opérationnel et concret ce qu'il pourra apporter au bénéfice des quartiers prioritaires et de leurs habitants du territoire concerné, dans le cadre des orientations renouvelées.

Dans ce cadre, la politique de la ville s'inscrit notamment dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté qui se décline autour de **5 engagements** :

1. L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté
2. Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants

3. Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes
4. Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi
5. Investir pour l'accompagnement de tous dans l'emploi. Cet engagement s'inscrit également dans les priorités du Plan d'investissement dans les Compétences (dont l'AAP « Repérer et Mobiliser » les jeunes invisibles).

La stratégie pauvreté pour renforcer l'action du « droit-commun » s'appuie sur les schémas sociaux existants et en particulier sur le projet politique territorial départemental qui s'inscrit dans une démarche de développement social appelée « Solid'action 65 ». Dans ce cadre la gouvernance territoriale est renforcée et vient mobiliser toutes les forces vives du territoire et les ressources locales.

La contractualisation pour 3 ans (2019-2021) entre l'Etat et le Département repose sur deux types d'actions :

1. Des actions dites « les engagements du socle » autour de trois axes (enfants et jeunes ; renforcer les compétences des travailleurs sociaux, service public de l'insertion) : elles sont obligatoires et communes à l'ensemble des Départements qui entrent dans la contractualisation.
2. Des actions laissées à l'initiative du Département qui contribuent aux objectifs de la stratégie.

- **La politique de la ville est également déclinée dans tous les domaines de compétences portés par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.** Cela se traduit par la participation du GIP et/ou l'intégration des différentes thématiques de la politique de la ville (renouvellement urbain, emploi, cohésion sociale...) dans les réflexions et actions menées dans le cadre de l'ensemble des autres compétences de l'agglomération.

- Ainsi, le développement économique (dispositif CitésLab), l'aménagement (PLUi), le logement, l'habitat et les équilibres de peuplement (PLH, NPNRU, Conférence Intercommunale du Logement), l'environnement (Plan Climat Air énergie Territorial), etc..., mobilisent la politique de la ville en tant qu'approche globale. La signature, par l'agglomération, du Pacte de Dijon constitue une preuve de cette stratégie intégratrice.

- **La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée** est signataire des 39 contrats de ville sur son territoire pour la période 2015-2020. Dans le cadre de la rénovation des contrats de ville et de leur prolongation jusqu'en 2022, la Région souhaite réaffirmer sa détermination à améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers défavorisés, assurer une plus forte équité territoriale, rompre l'isolement social, économique et spatial de ces quartiers, et renforcer leur ancrage dans la ville pour qu'ils contribuent et bénéficient davantage des dynamiques de développement urbaines et régionales et ainsi s'inscrire dans le partenariat avec l'Etat et les collectivités locales concernées.

Pour ce faire, la Région s'appuiera sur la mobilisation de crédits spécifiques dédiés à la politique de la ville, ainsi que sur des crédits du droit commun régional.

- Dans le cadre du nouveau dispositif régional de soutien aux associations, adopté à la CP du 13 octobre 2017, la Région accompagnera les projets permettant le développement social et économique des quartiers prioritaires, l'égalité des chances et l'accès au droit pour tous. Ainsi, seront accompagnées les actions intervenant dans des champs sectoriels qui correspondent à des compétences ou priorités régionales : emploi, formation professionnelle, développement économique, soutien à la scolarité et parentalité, jeunesse, insertion par la culture et par le sport, santé, lutte contre les discriminations.... La Région sera attentive aux actions d'envergure départementale/régionale ou aux actions structurantes/mutualisées et/ou aux actions innovantes. Ces différents types d'actions pourront bénéficier d'une aide régionale bonifiée.
- Les actions intervenant dans les champs sectoriels suivants devront quant à elle relever prioritairement de financements du droit commun régional : lutte contre l'illettrisme, prévention du décrochage scolaire.
- La Région accompagnera également la formation professionnelle des adultes relais salariés d'associations loi 1901, dans la mesure où ces formations ne sont pas finançables par un organisme

de formation et où elles s'inscrivent dans les parcours professionnels qualifiants (dispositif adopté à la CP du 7 décembre 2018).

- Enfin, s'agissant du soutien à la dynamique entrepreneuriale et repreneuriale, la Région Occitanie souhaite poursuivre son soutien à l'écosystème permettant d'accompagner les créateurs-repreneurs-cédants issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville, sur les différentes phases de la création-transmission-reprise d'entreprise. Ce soutien a pris la forme d'un appel à projets en 2018 et 2019.
- S'agissant de l'habitat et du cadre de vie, la Région soutiendra les territoires en rénovation urbaine et sera signataire des conventions de NPNRU. Cet engagement a été approuvé lors de l'assemblée plénière du 22 juin 2018 puis de la commission permanente du 20 juillet 2018 adoptant 3 dispositifs spécifiques venant compléter les interventions de droit commun (en particulier sur le soutien à la reconstitution de logements locatifs sociaux). Ces dispositifs concernent : l'aménagement et la qualification des espaces publics, la création d'équipements publics d'intérêt local, le soutien aux activités économiques de proximité. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique de contractualisation de la Région (2018-2021), ainsi que de la politique bourgs-centres.

Article 5 : Axes de rénovation des contrats de ville

5-1 : Des priorités identifiées en 2015 réaffirmées jusqu'en 2022 (pilier cadre de vie et renouvellement urbain, volet éducatif des contrats de ville et dimension culturelle)

5.1.1 Les priorités du pilier cadre de vie et renouvellement urbain sont recentrées principalement autour des orientations suivantes :

→ La transformation urbaine des quartiers présentant des dysfonctionnements urbains conséquents : l'Ophite à Lourdes et Bel Air à Tarbes

Cette transformation s'appuie de façon prioritaire sur la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et sur des actions complémentaires de restructuration urbaine (OPAH RU Tarbes et Lourdes et action Cœur de ville Tarbes et Lourdes).

Deux QPV ont été identifiés comme quartiers d'intérêt régional : Ophite (à Lourdes) et Bel Air (à Tarbes).

Sur ces deux quartiers, les études de préfiguration NPNRU sont toujours en cours. Elles ont toutefois déjà permis de définir plusieurs scénarii possibles d'évolution de ces quartiers à travers les piliers d'intervention suivants :

- **Ophite** : amélioration des conditions de vie et d'accueil des habitants ; meilleure répartition de l'offre de logements dans l'agglomération ; traitement des risques sismiques ; meilleure intégration de la RD821 dans le respect du cadre de vie ; sécurité des habitants et accueil des touristes ; développement des projets innovants de commerces liés aux flux touristiques « montagne » pour développer l'emploi, l'économie et l'offre d'habitat.
- **Bel-Air** : intégration du quartier au centre-ville par des actions de désenclavement ; mise en valeur du potentiel paysager des espaces publics ; déspecialisation des formes d'habitat ; soutien aux copropriétés.

Les deux études déboucheront sur des plans d'actions qui formeront les projets de renouvellement urbain.

Enfin, les deux projets NPNRU s'articuleront avec les actions « cœur de ville » et OPAH RU, également engagées, qui permettront de traiter de façon complémentaires la question de la réhabilitation du parc privé.

NB : les aides de l'Anah de droit commun pour la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, la lutte contre la précarité énergétique, et l'adaptation autonomie des logements s'appliquent dans la mesure où l'ensemble des conditions d'éligibilité sont remplies.

→ Le règlement des dysfonctionnements du quotidien, dans une logique de gestion urbaine et sociale de proximité, en s'appuyant sur les contreparties à l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties en QPV et sur des actions volontaristes sur les quartiers en veille active.

L'abattement de TFPB est une mesure fiscale d'exonération partielle des bailleurs sociaux supportée partiellement par les collectivités locales, dans un objectif de redéploiement financier au bénéfice des quartiers.

Une convention cadre a été signée avec le bailleur concerné (OPH 65) et court jusqu'en 2020 pour le QPV de l'Ophite, les plans d'actions des contreparties étant travaillés et négociés annuellement avec les partenaires de la politique de la ville (dont les conseils citoyens), puis validés en CA du GIP. Ce travail collaboratif s'est avéré opérant en termes d'action d'insertion et d'amélioration du cadre de vie.

La loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 disposant que les mesures fiscales associées au Contrat de ville sont prorogés jusqu'en 2022, de nouvelles conventions-cadre seront travaillées entre les bailleurs sociaux et les partenaires de la politique de la ville pour 2021/2022, en veillant en particulier :

- A prendre compte les propositions émanant des partenaires et des membres des conseils citoyens, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de référence national ;
- En veillant à soutenir des actions d'insertion professionnelle conformément à un des axes du cadre de référence ;

Les contreparties viendront nourrir les démarches de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) à venir (actions concertées et mises en œuvre dans l'objectif d'améliorer les services rendus aux habitants et la qualité de vie dans le quartier).

→ L'équilibre en matière de peuplement à l'échelle du territoire de la CA TLP pour être attentif à la mixité sociale dans les QPV, en s'appuyant sur la Convention intercommunale d'attribution (CIA)

L'enjeu résidant dans l'articulation des objectifs de droit au logement et de mixité sociale s'appuie notamment sur l'absence de concentration des demandeurs de logement social les plus fragiles dans les quartiers de la politique de la ville. C'est en ce sens que la CA TLP a réuni sa première Conférence Intercommunale du Logement (CIL) le 28 juin 2018. Les orientations stratégiques fondant la politique d'attribution ont été formalisées via la CIA, signée par le Préfet des Hautes Pyrénées et le Président de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées le 18 janvier 2019. Ce document cadre rassemble les différents engagements pris permettant de contribuer au rééquilibrage du peuplement et de tendre vers davantage de mixité sociale notamment dans les QPV. Les objectifs portés à la fois par la CIA et le NPNRU permettent à l'agglomération de porter une attention particulière à l'équilibre de peuplement à différentes échelles :

- ⇒ L'échelle du quartier concerné par le projet de renouvellement urbain ;
- ⇒ L'échelle de la commune ;
- ⇒ L'échelle de l'intercommunalité, porteuse du projet.

Ainsi, sur l'ensemble du territoire communautaire, les engagements pris par les bailleurs sociaux, la CA TLP et l'ensemble des acteurs de la nouvelle politique en matière d'attributions sont les suivants :

- Attributions prioritaires aux personnes définies à l'article 70 de la loi Egalité et Citoyenneté ;
- 25% des attributions annuelles hors QPV seront consacrées aux demandeurs du 1er quartile soit aux demandeurs ayant des ressources annuelles inférieures ou égales à 6 848 € (montant de ressource annuelle fixé par arrêté préfectoral) ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ;
- Tendre vers un taux de 50% d'attributions en QPV pour les ménages ayant des ressources supérieures aux demandeurs du 1er quartile.

Une Conférence Intercommunale du Logement se tiendra tous les ans afin d'évaluer les engagements pris.

5.1.2 Le volet éducatif des contrats de ville est également réaffirmé.

>> Constats :

L'école primaire est déterminante pour la réussite de nos élèves. En effet, l'inégale maîtrise des savoirs fondamentaux constitue l'un des principaux obstacles à la réduction des inégalités sociales. Cette ambition que porte l'École républicaine doit se construire dès les premières années : c'est tout le sens de l'abaissement à trois ans de l'instruction obligatoire.

Le territoire de Lourdes ne bénéficie pas de mesures spécifiques liées à l'éducation prioritaire (pas de Réseau d'Éducation Prioritaire ni de programme de Réussite Éducative notamment), le droit commun de l'Éducation Nationale bénéficiant à l'ensemble des habitants de la ville.

Pour autant, deux mesures spécifiques ont été déployées depuis 2015 pour venir étayer les moyens de droit commun :

- Un travail de renforcement de la Cordée de la Réussite a été mené depuis 2017 avec le soutien financier du GIP qui a permis à la Cordée d'atteindre en 2018 les objectifs ciblés de 50% de bénéficiaires habitant les QPV de Tarbes et de Lourdes, avec une réelle plus-value sur le parcours des jeunes.
- Le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la scolarité porté par la ville de Lourdes est déclinée sur le quartier prioritaire et le quartier de veille, avec un appui financier du GIP et de la CAF.

>> Orientations :

→ Mettre en place des actions d'information à destination des enfants et des parents, sur les règles de vie ensemble, les droits et obligations citoyennes...

→ Accompagner la montée en puissance des cordées de la réussite en s'appuyant sur : l'inscription de la cordée dans les projets d'établissements, l'ouverture à plus de lycées professionnels et le suivi de cohorte ou de parcours...

5.1.3 Une dimension culturelle du Contrat de ville réaffirmée, à articuler avec la stratégie plus globale de développement culturel à l'échelle de l'agglomération

>> Constats :

Il est apparu opportun de détailler la dimension culturelle du Contrat de ville dans le présent Protocole, qui n'apparaît pas comme volet spécifique dans le contrat initial au vu de la mobilisation partenariale sur ce sujet depuis 2015.

Une convention triennale « Culture et politique de la ville dans les Hautes-Pyrénées » 2018 / 2020 a été signée entre la DRAC, le GIP et les collectivités locales, marquant la volonté de renforcer les actions et le partenariat sur ce champ. *« Cette convention de développement culturel à l'égard de la politique de la ville entre les différents partenaires signataires s'inscrit dans le cadre d'une volonté conjointe de poursuivre les efforts pour favoriser un accès le plus large possible à la culture dans les quartiers prioritaires, de porter à connaissance un discours commun, des objectifs, une procédure simple et cohérente. (...) Elle précise les objectifs et les modalités spécifiques que l'État accompagnera le cas échéant. Dans ce cadre, la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie veillera à porter l'action dans un cadre interministériel, en lien avec sa stratégie de développement culturel en direction des territoires. La stratégie partagée est formalisée dans un appel à projets culturel commun sur les QPV. Dans ce cadre, il s'agira de favoriser et d'accompagner des projets artistiques co-construits avec les habitants, participant ainsi à la mise en place de « Parcours culturels tout au long de la vie. »*

Pour cela, les signataires, s'engageront à soutenir l'accès aux artistes et aux œuvres, aux pratiques artistiques (le faire) et aux pratiques culturelles (le comprendre) par la prise en considération en priorité du jeune public (enfance et jeunesse), et aussi des publics empêchés, notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les

personnes en recherche d'emploi et en difficultés sociales. La mixité sociale et culturelle sera privilégiée » (extrait de la convention).

Les actions suivantes sont encouragées :

- L'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes, en prenant en compte la parentalité ;
- Des actions ciblées seront mises en œuvre pour favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture (fréquenter l'offre de services culturelle existante sur le territoire par des projets innovants ou par la médiation culturelle, faciliter l'ancrage des équipes artistiques sur les quartiers prioritaires en développant des résidences de territoire) ;
- Le soutien à la structuration des services publics de la culture et du monde associatif sera privilégié.

Un appel à projet culture commun entre la DRAC et le GIP a été initié depuis 2018 (avec délégation des crédits au GIP), permettant d'une part de continuer à soutenir les actions à vocation socio-culturelle et d'autre part de développer les actions à dimension artistique. Sur le volet culture du Contrat de ville, en moyenne, 30 % des crédits annuels sont ainsi apportés par la DRAC (volet artistique), les 70 % restants étant mobilisés par le GIP (volet socio-culturel).

L'outil « résidence de territoire » s'est avéré particulièrement intéressant car permettant la rencontre entre un artiste et les habitants, dans la durée, sur Tarbes comme sur Lourdes. L'Orchestre à l'école, autre action nouvelle structurante, est portée par l'agglomération depuis 2016 auprès de l'école Voltaire, et a également bénéficié de crédits DRAC et GIP PV.

>> Orientations :

→ Prolonger l'action concertée et partenariale menée en matière de culture sur les QPV

Il est convenu de prolonger la convention cadre « Culture et politique de la ville dans les Hautes-Pyrénées » jusqu'en 2022 ainsi que les modalités opératoires associées (appel à projets commun travaillé avec les partenaires et en particulier avec le Réseau d'Education Prioritaire et ou en direction des publics scolarisés).

→ Conforter la présence artistique sur les QPV par l'organisation de résidences artistiques régulières et travaillées en lien avec les équipements culturels du territoire

La résidence de territoire est un dispositif de la DRAC, menées à des fins d'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie et visant à réduire l'exclusion et les inégalités liées à l'art et la culture. Elle a pour objectif de permettre la rencontre avec l'œuvre, l'artiste, la pratique artistique et la démarche de création.

L'artiste doit résider sur le territoire (dont il n'est pas issu), sur un temps suffisamment long pour que sa présence soit notable auprès des habitants.

Cet outil sera conforté pendant les trois années du Protocole, en veillant notamment à l'inscrire dans un partenariat avec l'Education nationale et une équité entre les QPV.

→ Développer un jumelage dans la durée entre une institution culturelle du territoire et un QPV

Ce dispositif piloté par le Ministère de la culture s'adresse à tous les habitants du quartier et acteurs avec une priorité donnée au public jeune (en partenariat étroit avec l'Education nationale), et la recherche d'un lien intergénérationnel avec les familles.

Il consiste à favoriser des liens très réguliers sur la saison culturelle entre les habitants du quartier et la programmation artistique et/ou culturelle de l'institution culturelle du territoire (Scènes nationales, scènes conventionnées, scènes de musiques actuelles, services Villes d'art et d'histoire...). Cela se traduit par ailleurs par l'intervention d'artistes au travers d'actions de médiation/sensibilisation/pratique via des rencontres, des ateliers, de la diffusion hors les murs de la structure. En parallèle, et dans l'optique de passerelles/d'aller-retour entre le quartier et l'institution (bien

souvent placée en centre-ville), ces interventions ont en écho des invitations en salle et un accès privilégié aux propositions artistiques de la structure culturelle au travers de spectacles, visites de décors, rencontres avec les professionnels artistiques et les techniciens...).

5-2 : Des orientations renforcées au vu des résultats de l'évaluation à mi-parcours et du bilan opérationnel du plan d'actions (pilier emploi et développement économique, participation citoyenne)

5.2.1 Présentation de l'évaluation à mi-parcours

La démarche d'évaluation à mi-parcours des deux Contrats de ville a été menée en 2018/2019 autour de trois questions prioritaires par le Conseil d'administration du GIP Politique de la ville car constituant des nouveautés :

- **Dans quelle mesure le contexte intercommunal a-t-il changé depuis la signature des contrats de ville ? La situation des quartiers a-t-elle changé ?**
- **En quoi la politique de la ville vient-elle compléter le droit commun existant en matière d'emploi ?**
- **En quoi le conseil citoyen est-il utile dans la mise en œuvre des Contrats de ville ?**

Dans ce cadre, l'évaluation s'est appuyée sur une collecte de données quantitatives et qualitatives (questionnaires et entretiens). Elle s'est achevée par une « matinale de la politique de la ville » le 9 février 2019, visant à recueillir les réflexions des membres du Conseil d'administration du GIP, d'élus, d'institutions, des partenaires associatifs, des entreprises signataires de la charte Entreprises et quartiers, ainsi que des membres des conseils citoyens de Tarbes et de Lourdes sur les thèmes retenus.

Question évaluative 1 : Dans quelle mesure le contexte intercommunal a-t-il changé depuis la signature des contrats de ville ? La situation des quartiers a-t-elle changé ?

Les évolutions du contexte intercommunal

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République de 2015, une nouvelle agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a été créée le 1^{er} janvier 2017, composée de 86 communes. Un projet de territoire a été repensé à l'échelle de cette nouvelle communauté d'agglomération par les élus. Il a donné lieu à l'élaboration d'un projet politique, validé lors du Conseil communautaire du 30 novembre 2017.

3 communes de la CA TLP comptent des quartiers politiques de la ville (inscrits dans des quartiers prioritaires ou de veille) : Tarbes, Lourdes et Aureilhan, qui sont également les villes ayant le poids démographique le plus important.

Le transfert de la compétence politique de la ville à la CATLP et le portage des deux contrats de ville par la même agglomération n'a pas remis en question la gouvernance partenariale au sein du GIP. Les 3 communes sont désormais représentées au sein du GIP en tant que membres de la CA TLP.

Par ailleurs, l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a impulsé une réflexion sur l'élaboration d'un PLUI voire d'un SCOT intégrant les différentes politiques publiques telles que l'habitat, l'environnement, l'aménagement du territoire, les équipements culturels et sportifs, etc...

La politique de la ville contribuera à alimenter cette démarche, actuellement engagée dans le cadre de sa compétence, afin d'une part de faire « entendre » la réalité des habitants des QPV ou QV, qui représentent un peu moins de 10 % de la population totale, et d'autre part, d'envisager un transfert ou dupliquer certaines expérimentations de la politique de la ville vers le reste de la CATLP, en particulier le rural, dont les habitants sont parfois confrontés à des difficultés similaires à celles des habitants des QPV, sans pour autant bénéficier d'un environnement institutionnel et associatif aussi riche et de démarches de participation citoyenne réglementairement organisées.

La situation des QPV au sein de cette nouvelle agglomération

Quelques données permettent de situer les QPV au sein de cette nouvelle agglomération et viennent confirmer que les quartiers sont encore en situation de décrochage et concentrent les populations les plus fragiles :

- **en termes de population** : la part relative des QPV et QV au sein des villes de Tarbes et de Lourdes a augmenté de respectivement 1.7 % (17.7% actuellement) et 1% (16 % actuellement) depuis 2015 ;

- **en termes de concentration de la précarité** : les QPV ont un revenu fiscal mensuel médian inférieur de 500 à 1000€ par rapport à celui de la CATLP (1584 € en 2013) et se situent tous en-deçà du seuil de pauvreté.

- **en termes de logement social** : 90 % du logement social est concentré sur les 3 villes comptant des QPV ou QV, à savoir Tarbes, Lourdes et Aureilhan, soit 8384 sur 9597 logements en 2016 (6457 logements sur Tarbes, 1474 à Lourdes, 453 à Aureilhan).

- **en termes d'emploi** : 60 % des bénéficiaires départementaux du RSA habitent dans l'agglomération. Ils habitent majoritairement dans les QPV, leur part relative étant deux fois plus importante que sur le reste du territoire. 19,8 % des jeunes âgés de 16 à 29 ans dans les Hautes-Pyrénées sont des NEETs (ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation), leur poids étant significativement plus élevé sur les cantons comptant des QPV (Canton de Tarbes : 21 %, Canton de Lourdes : 27.8 %, Aureilhan : 21.6%). 242 NEETs sont recensés sur les QPV (DIRECCTE – février 2019).

- **en termes d'éducation** : le retard à l'entrée en sixième (ayant redoublé au moins une fois) est enfin deux fois plus important sur les QPV que sur la CATLP.

- **en termes de familles monoparentales** : elles représentent une part significativement plus élevée sur Tarbes (24.8%) et Lourdes (21.8 %) que sur le reste du département (15.2%) et la CA TLP (16.5 %).

Ces données invitent donc à prendre en compte une approche « population » dans l'ensemble des politiques publiques conduites à l'échelle de la CATLP.

Question évaluative 2 : En quoi la politique de la ville vient-elle compléter le droit commun existant en matière d'emploi ?

Bien que ne représentant que 4,5% de la population du département des Hautes-Pyrénées, la population habitant un QPV représente 12% des bénéficiaires du RSA et 7% des demandeurs d'emploi, sans compter le nombre de personnes très éloignées de l'emploi et non comptabilisées par le Service Public de l'Emploi, en particulier les moins de 25 ans (population invisible).

Le Conseil d'Administration du GIP Politique de la ville a souhaité faire du volet « emploi et développement économique » un enjeu central des deux contrats de ville en y affectant plus de 20% du budget opérationnel annuel. Près de 200 000€ supplémentaires ont également été mobilisés sur ce volet dans le cadre des conventions d'abattement de TFPB avec les bailleurs sociaux de 2016 à 2018. Par ailleurs, des financements de droit commun ont été mobilisés de manière renforcée sur ce pilier.

Dans ce contexte partenarial, les membres du Service Public de l'Emploi de la Politique de la ville ont priorisé des axes de travail pour que les actions de la politique de la ville puissent compléter et renforcer le droit commun :

- Le repérage, la remise en confiance et l'accompagnement renforcé des publics éloignés vers les opérateurs de l'emploi en s'appuyant sur deux éducateurs de rue en charge de l'insertion socio-professionnelle des jeunes les plus éloignés de l'emploi et sur un médiateur vers l'emploi (adulte relais) en lien avec le SPEP ;
- La mise en action des personnes, dans un objectif de valorisation et de reprise de confiance en soi : 12 chantiers premiers pas vers l'emploi, 2 chantiers d'insertion spécifiques aux QPV, permis social... ;

- L'appui à l'émergence d'activités économique sur les QPV par des outils de proximité (CitésLab, action « osons l'entreprise ») ;
- La collaboration supplémentaire avec les entreprises nationales et locales (Charte Entreprises et quartiers /PAQTE, autour d'actions visant à enrichir les stages de 3ème, les parrainages, l'apprentissage, la connaissance des métiers...) ;
- Le soutien à l'orientation positive des jeunes des QPV pour compenser l'absence de réseau et limiter l'autocensure, de manière complémentaire à l'Education nationale (Cordées de la réussite, Programme de réussite éducative).

Points forts :

L'évaluation a confirmé que les actions développées dans le Contrat de ville dans un objectif d'aller vers les publics non repérés ou très éloignés de l'emploi avaient une vraie plus-value.

Le maillage fin et la complémentarité entre différents acteurs de terrain a ainsi permis de toucher des publics dits « invisibles ».

Ces outils de proximité ont par ailleurs un impact en matière de retour à l'emploi ou en formation :

- Parmi les jeunes majeurs très éloignés accompagnés par les éducateurs sur Laubadère et l'Ophite, 70 % sont en emploi ou en formation, 20 % sur la Garantie jeunes, 6 % en service civique.
- Parmi les 64 personnes accompagnées par CitésLab, 20 % ont créé leur entreprise et 16 % ont retrouvé un emploi, les autres étant en cours de montage de leur projet.
- Parmi les 59 habitants suivis par la médiatrice emploi (action engagée depuis septembre 2018), 12 remises en lien avec son conseiller ou référent, 14 nouvelles inscriptions auprès du SPE, 18 retours à l'emploi (8 en CDD, 7 en chantier d'insertion et 6 en formation).

Par ailleurs, des entretiens menés auprès de personnes ayant participé à des actions emploi du Contrat de ville révèlent de manière forte que cela leur a apporté :

- Un contact humain rapproché, facilité et individualisé, ce qui permet de retrouver de la confiance en soi ;
- Une approche avec des outils concrets, qui ouvrent des perspectives d'emploi et de formation ;
- Un moyen de recréer ou de renforcer un lien avec son conseiller emploi.

Pistes de travail

Les axes de travail retenus sont donc globalement opérants et à conforter. Se pose toutefois la question de l'équité territoriale entre les QPV, notamment pour aller vers les jeunes de 18 / 30 ans dans une logique d'insertion socio-professionnelle, seuls les quartiers de Laubadère et l'Ophite sont couverts.

Il est également apparu, lors de la Matinale de la politique de la ville, que certaines thématiques mériteraient d'être traitées et/ou confortées :

- Par rapport aux freins qu'on peut observer au niveau des personnes : mobilité, problèmes de garde d'enfants, difficulté d'utilisation du numérique, absence de réseau ...
- Par rapport aux freins qu'on peut observer du côté des employeurs : préjugés vis à vis des habitants des quartiers, voire discriminations (liées à l'origine, le handicap, la religion, l'adresse...).
- L'accompagnement des professionnels de l'emploi et de l'insertion à davantage prendre en compte le « faire avec » les publics a également été soulevé.

Question évaluative 3 : En quoi le conseil citoyen est-il utile dans la mise en œuvre du Contrat de ville ?

Instance obligatoire de par la loi de 2014, les conseils citoyens sont un des outils de démocratie participative mobilisés sur Tarbes et Lourdes. Après avoir accordé un temps suffisant de maturation et de stabilisation aux différents conseils citoyens, un arrêté préfectoral de composition et de fonctionnement a été pris le 17 février 2017, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 21 février 2014, pour fixer la composition de chaque conseil citoyen ainsi que la

durée du mandat des membres des conseils citoyens et les modalités de remplacement des membres démissionnaires. Ils comptent au total 121 personnes (habitants et acteurs associatifs).

6 conseils citoyens ont été créés et fonctionnent depuis trois ans : 4 à Tarbes (Laubadère, Solazur / Debussy, Mouysset / Val d'Adour et Ormeau Bel Air) et 2 à Lourdes (Ophite, Lannedarré/Turon de Gloire/Astazou/Biscaye). Instances autonomes dans leur fonctionnement, ils sont fortement reliés au Contrat de ville. Ces 6 conseils citoyens sont accompagnés depuis 2015 par une médiatrice sous dispositif Adulte relais, en charge de l'appui à l'animation des réunions et l'émergence des projets de citoyens.

Points forts :

Les partenaires institutionnels et les associations interrogés dans le cadre de l'évaluation ont fait ressortir que la rencontre et le travail avec les conseils citoyens leur permettaient d'améliorer leur connaissance des quartiers, de penser certains projets avec les habitants et de s'appuyer sur leurs propositions qui viennent éclairer et enrichir les décisions des élus.

Des questionnaires et entretiens individuels ont été réalisés avec les membres composant les six conseils citoyens et font ressortir que :

- 97 % pensent que c'est un lieu où l'on peut s'exprimer ;
- 87 % se sentent mieux informés qu'avant ;
- 82 % ont le sentiment d'apporter quelque chose à leur quartier et se sentent plus acteurs.

Ils ont pu tous, chacun à leur manière et à leur rythme progresser dans l'écoute et l'échange, la construction d'une parole commune, la connaissance de leur ville et des institutions, la déconstruction des stéréotypes et des représentations qu'ils avaient de leurs élus, mais aussi et surtout la capacité à proposer des projets pour leurs quartiers.

L'évaluation a également montré que les conseils citoyens avaient contribué à redonner confiance en eux à de nombreux habitants en renforçant leur citoyenneté (meilleure connaissance du fonctionnement institutionnel et de leur rôle en tant que citoyen) et leur adhésion à des réseaux favorisant l'insertion professionnelle et sociale (rupture de l'isolement, ouverture aux autres, confiance en soi, retour en emploi ou en formation).

L'animation des conseils citoyens par un tiers neutre, garant du respect du cadre de référence des conseils citoyens, assortie de comptes rendus systématiques, est de façon partagée par les habitants et les institutions une modalité de fonctionnement à maintenir pour les années à venir, quel que soit le statut de ce tiers.

Pistes de travail :

De l'avis de tous, élus, responsables institutionnels, habitants et associations, l'élargissement à de nouveaux membres est important pour maintenir et développer la dynamique des CC. La communication sur l'action des conseils citoyens auprès de l'ensemble des habitants des quartiers est également à améliorer.

L'évaluation a également démontré que les membres des conseils citoyens sont en très forte demande de liens accrus avec leurs élus et entre eux (dynamique inter conseils citoyens à renforcer), en s'appuyant éventuellement sur un budget participatif autour de projets communs.

Ils souhaitent également améliorer leur participation à des projets qui les concernent par la mise en œuvre d'une concertation renforcée, voire une co-construction effective.

5.2.2. Bilan opérationnel du plan d'actions

De manière complémentaire, un bilan opérationnel du plan d'actions 2016/ 2018 a été réalisé. Ce plan écrit de manière partenariale décrit les actions prévues par pilier, en matière de droit commun et de politique de la ville sur les quartiers prioritaires, détaille les actions réalisées et précise leur plan de financement.

Les 4 piliers issus des contrats de ville ont déterminé les axes du plan d'actions. Il s'agit des piliers cohésion sociale, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain, ainsi que le pilier transversal.

Dans chacun des 4 piliers, des objectifs d'intervention ont été identifiés et les actions à mettre en œuvre ont été priorisées. 90 actions étaient inscrites dans ce plan et il apparaît le bilan suivant :

- **75 ont été réalisées ou sont toujours en cours, soit un taux de réalisation de 83 % ;**
- 12 sont en attente, soit 13,5 % ;
- 3 ont été abandonnées, soit 3,5 % (projet non retenu dans le cadre d'appel à projet comme la Grande Ecole du numérique ou projet non réalisable en l'état).

5.2.3. Le renforcement du pilier emploi et développement économique

>> Constats :

Au vu des résultats de l'évaluation à mi-parcours ci-dessus, la mobilisation préalable du droit commun et son adaptation éventuelle sur les quartiers est un principe réaffirmé, qui sera traduit de manière opérationnelle dans le cadre du SPEP Politique de la ville.

Par exemple il sera nécessaire de mettre en place l'information et la coordination nécessaires pour que les formations linguistiques à visée professionnelle, financées par l'État dans le cadre de la Politique d'intégration des étrangers primo arrivants touchent effectivement des habitants des QPV.

Par ailleurs, les actions d'insertion se structurent dans le Pacte Territorial Insertion (PTI 2018-2022), dont le GIP est signataire, la politique départementale est le fruit d'un travail partenarial d'élaboration qui vise 5 axes en parfaite cohérence avec la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

- Favoriser l'accès aux droits des publics
- Des capacités et des compétences pour agir afin de lever les freins sociaux à l'insertion
- Des publics et des spécificités
- L'emploi d'abord
- L'insertion : l'affaire de tous

Dans la continuité de ce pacte, le Programme Départemental d'Insertion (PDI 2018-2022), est l'outil opérationnel destiné à l'accompagnement des allocataires du RSA. Dans ce cadre, l'orientation des publics, la mise en œuvre des accompagnements pour favoriser le retour à l'emploi durable occupent une large place et sont largement présentés. Le travail partenarial institué dans le cadre de Solid'Action65, du PTI et du PDI permet de disposer d'un réseau d'acteurs de l'insertion mobilisable.

Le renforcement du pilier emploi et développement économique se déclinera notamment de la manière suivante :

>> Orientations :

→ Des outils confortés pour aller vers les publics les plus éloignés de l'emploi, jeunes comme adultes, invisibles pour les institutions et les accompagner dans une reprise de parcours, en lien avec le service public de l'emploi

Les outils existants (éducateurs de rue, médiateur emploi) sont confortés dans leur rôle au vu de l'évaluation réalisée à mi-parcours du Contrat de ville. Il conviendra de veiller dans la durée à leur bonne articulation avec le droit commun de l'emploi.

Sur la base de l'exemple concluant mené depuis 2016 sur deux QPV de Tarbes et Lourdes, l'essaimage et le transfert d'expérience sur les autres QPV est envisagée, en particulier en ce qui concerne les éducateurs de rue en charge de l'insertion socio-professionnelle des jeunes de 18 / 30 ans.

Ce projet devra être construit avec les partenaires de l'emploi et de l'action sociale, en réponse aux différents appels à projet lancés dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) ou de la Stratégie Pauvreté.

→ Des actions pour permettre une remobilisation et mise en action concrète des personnes, dans un objectif de valorisation et de reprise de confiance en soi

Les chantiers « premiers pas vers l'emploi » constituent l'action emblématique sur ce point. Après trois années d'expérimentation, le format actuel pourra être enrichi, en fonction des commanditaires, des publics et des partenariats.

La thématique de la mobilité étant ressortie comme prioritaire pour les habitants, elle continuera à être traitée de manière forte, en lien avec l'ensemble des partenaires compétents sur le sujet, en particulier la CA TLP et le Conseil départemental.

Un projet d'antenne d'école de la deuxième chance pourrait être envisagé à l'échelle des QPV et plus largement du département, l'évaluation ayant montré que le retour à l'emploi des jeunes les plus éloignés devait aussi passer par de la remise à niveau, de la formation adaptée et un lien avec les entreprises du territoire qui rencontrent pour certaines des difficultés de recrutement.

Enfin, le dispositif Ha-Py Actifs, engagement du Département dont l'objectif est de permettre le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA en accordant une aide à l'emploi aux entreprises du secteur marchand, pourra également être mobilisé en lien avec les publics des QPV. Les contrats dénommés Ha-Py Actifs constituent un levier économique et social qui facilite les recrutements par les entreprises et l'accès à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA.

→ L'appui à l'émergence d'activités économiques sur les QPV par des outils de proximité

CitésLab est réaffirmé comme l'outil pivot en matière d'amorçage de projets d'activités économiques sur l'ensemble des QPV et QV de Tarbes, Lourdes et Aureilhan. Un nouveau conventionnement est envisagé pour la période 2020 / 2022 entre la CA TLP, BPIFrance, le GIP Politique de la ville TLP et la Région Occitanie. Ce dispositif doit pouvoir continuer à s'appuyer sur des outils de droit commun permettant d'accompagner le porteur de projet dans la suite de son parcours.

La création d'un outil d'insertion sur Lourdes a été identifiée comme une priorité, dans l'optique de couvrir des niches économiques non exploitées et d'accompagner dans leur parcours les personnes très éloignées de l'emploi.

→ Une collaboration renforcée avec les entreprises nationales et locales à travers l'initiative « la France une chance, les entreprises s'engagent » et les dispositifs « Plan 10 000 entreprises et Pacte avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises »

La mise en lien des publics jeunes ou adultes, avec des entreprises désireuses de s'engager au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires sera renforcée, selon des modalités diverses à travailler avec les établissements scolaires, les partenaires en lien avec les habitants et les membres des conseils citoyens, comme suite à la proposition faite dans l'évaluation.

→ Le soutien à l'orientation positive des jeunes des QPV pour compenser l'absence de réseau et limiter l'autocensure, de manière complémentaire à l'Éducation nationale.

Que ce soit dans le cadre du PAQTE ou des Cordées de la réussite, la politique de la ville, avec notamment l'appui du Programme de Réussite Éducative, viendra en complément de l'Éducation nationale sur ce sujet, en particulier autour de la question de l'apprentissage.

→ Améliorer les représentations de part et d'autre : mieux comprendre le monde de l'entreprise, lutter contre les préjugés et discriminations à l'embauche

Cela pourrait passer par des actions de sensibilisation ou formation sur ces questions ou des rencontres directes employeurs/demandeurs d'emploi, des mises en situation d'emploi.

5.2.4. Le renforcement de la participation citoyenne via les conseils citoyens

Plusieurs engagements sont pris afin de conforter le fonctionnement actuel des 6 conseils citoyens, pour asseoir les bonnes conditions d'exercice de leurs membres et d'aller dans le sens d'une participation citoyenne efficace et constructive :

- **Animation des conseils citoyens** : poursuite de la co-animation par une personne en poste adulte relais au GIP et par un co-animateur d'une institution jusqu'en 2022 ;
- **Implication en tant qu'acteur du Contrat de ville** : participation au COPIL NPNRU, aux propositions dans le cadre des conventions d'abattement de TFPB, aux groupes de travail thématiques issues du présent Protocole ;
- **Fonctionnement interne** : réalisation par les conseils citoyens d'un règlement intérieur commun aux 6 conseils citoyens ;
- **Mise en œuvre de projets** : maintien du fonds de participation des habitants (expérimenté depuis 2016), accompagnement des projets d'un point de vue technique par les institutions.

Par ailleurs, conformément aux résultats de l'évaluation, les dynamiques interconseils citoyens seront favorisées tout comme le lien avec les élus. **Un arrêté préfectoral de composition sera pris avant fin 2020, afin d'acter la nouvelle composition des conseils citoyens. Au préalable, une communication sera réalisée sur les QPV pour élargir le cercle des participants, selon des modalités diverses.**

5.2.5. Le renforcement du soutien aux structures associatives

>> Constats :

Le GIP a accompagné certaines structures associatives par des **Conventions Pluriannuelles d'Objectifs 2016/2018**. A l'échéance de ces premières CPO, le constat effectué est particulièrement positif. Elles permettent de rassurer et sécuriser les structures associatives et les co-financeurs, mais aussi permettent aux porteurs de projets de proposer des projets sur du moyen terme, au-delà d'une seule année.

En outre, les associations œuvrant sur les QPV du territoire sont souvent de taille très modeste, ce qui ne leur a d'ailleurs pas permis de répondre majoritairement à l'appel à manifestation d'intérêt national destiné aux associations plus structurantes (seules 5 associations d'envergures nationales et œuvrant sur le département des Hautes-Pyrénées ont été retenues parmi les 44 lauréats sélectionnés).

En parallèle plusieurs associations ont sollicité M. le Préfet afin de pouvoir bénéficier d'un poste adulte relais ou d'un poste Fonjep, pour renforcer les structures mais aussi les liens sociaux sur les quartiers.

>> Orientations :

→ **Renforcement et augmentation des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs avec les structures associatives œuvrant sur les QPV de Tarbes et Lourdes**

→ **Attribution de postes Adultes Relais et Fonjep guidée prioritairement par les orientations stratégiques identifiées dans le cadre de la rénovation des contrats de ville.**

5-3 : Des axes réinterrogés au vu des orientations nationales et locales (inclusion numérique, santé, enfance /parentalité).

Au vu des orientations nationales issues de la feuille de route gouvernementale et des travaux menés localement, les champs suivants du volet cohésion sociale font l'objet d'un éclairage spécifique dans le présent Protocole. Les autres axes identifiés dans le contrat de ville initial, en matière de jeunesse, de prévention de la délinquance ou d'intégration des personnes étrangères, ne sont pas modifiés.

5.3.1. Une stratégie en matière de politique de la ville pour un numérique inclusif

La stratégie nationale pour un numérique inclusif, annoncée le 18 septembre 2018 et pilotée par la Société numérique de l'Agence du numérique, part du constat d'une « accélération de la dématérialisation des services publics et du retard des Français en matière de compétences numériques ». Elle prévoit d'accompagner vers l'autonomie les personnes en difficulté en appuyant la structuration des filières de médiation, d'outiller les aidants et de soutenir le déploiement d'actions locales efficaces et cohérentes par les collectivités territoriales.

>> Constats :

L'ensemble des partenaires associés au travail préparatoire au Protocole, membres des conseils citoyens, associations, institutions, constate de manière unanime et avec une certaine inquiétude, que même si l'accès à l'informatique est un outil offrant de nombreux potentiels, cela représente un frein croissant dans l'accès aux droits et participe au renoncement aux droits des personnes les plus fragiles.

La dématérialisation généralisée pose particulièrement problème aux personnes étrangères qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue française pour être autonomes dans leurs démarches, aux citoyens ayant des difficultés avec la lecture du français, à ceux qui ne maîtrisent pas les outils numériques, et met ainsi en difficulté une population diversifiée (personnes âgées, personnes handicapées, certains jeunes...) dans leurs démarches d'accès aux droits.

L'accès au matériel (scanner, imprimante, accès internet), liée à la faiblesse des revenus, est une difficulté récurrente, tout comme la complexité pour se repérer sur les multiples sites et plateformes.

Autre problématique évoquée par les membres des conseils citoyens, celle liée aux dérives des usages d'internet (cyber-harcèlement, addictions en particulier aux réseaux sociaux), qui pose des enjeux en matière de santé publique.

Face à la rapidité de cette transition vers le numérique, non préparée, les médiateurs de proximité sont submergés de demandes sur les quartiers prioritaires pour accompagner de manière individuelle les habitants dans leurs démarches numériques. Au-delà de la charge supplémentaire de travail sur des missions dépassant le champ de la seule médiation, des questions émergent en termes de confidentialité des données et de responsabilité juridique.

Plusieurs initiatives d'actions d'accompagnement au numérique se sont mises en place depuis 2015 sur les QPV, qu'il conviendrait désormais de structurer, de sécuriser et d'articuler avec le droit commun et les actions existantes menées par les partenaires. La lutte contre le renoncement aux droits passe par l'inclusion numérique des publics.

>> Orientations :

→ L'accompagnement aux usages du numérique pour faciliter l'accès aux droits

La politique de la ville est un maillon de proximité, utile pour permettre aux publics les plus éloignés de gagner en compétence, en individuel ou en collectif, et ainsi faciliter l'accès aux droits.

A cette fin, la politique de la ville appuiera la structuration de filières de médiation, visant à l'accès aux droits par l'usage du numérique, de deux manières : d'une part, en faisant en sorte que les acteurs de terrain présents sur les QPV intègrent cette pratique dans leurs accompagnements, et d'autre part, appuyer à la structuration d'une compétence spécifique sur ce champ. Des mutualisations et complémentarités seront systématiquement recherchées entre les initiatives menées sur les QPV et par les institutions.

→ Le soutien à des actions locales efficaces et cohérentes, complémentaires du droit commun

Il paraît utile de travailler sur l'optimisation des lieux de proximité pour mettre à disposition du matériel et un accompagnement sur tous les QPV, en veillant à une équité territoriale et une complémentarité entre les propositions. Il conviendra également de s'appuyer sur les centres sociaux et les Points Relais qui développent sur Tarbes et Lourdes des actions d'accompagnement au numérique. Cette réflexion sera menée en lien étroit avec les orientations nationales (France services).

La formation des médiateurs de proximité et acteurs de proximité aux bonnes postures au vu de la réglementation en vigueur en matière de traitement des données personnelles et de respect de la confidentialité, et de manière plus large le développement de la culture numérique des professionnels, est un autre enjeu pour les années à venir.

5.3.2. Un soutien conforté aux actions menées en matière de santé

>> Constats partagés en matière de démographie médicale :

La problématique liée à la démographie médicale ne concerne pas que la population des QPV. C'est une problématique départementale. En effet, 30 % de la population du département renonce à l'accès aux soins (donnée CPAM) pour les raisons suivantes :

- Une offre de soins qui se raréfie : même si le département est à ce jour à la quinzième place au niveau national en termes de démographie en médecine générale libérale, la problématique va s'aggraver fortement dans les années à venir (départs à la retraite importants non compensés par l'installation de nouveaux médecins). Les membres des conseils citoyens ont fait état de difficultés croissantes d'accès aux soins, du fait du manque de généralistes et de spécialistes sur Tarbes et Lourdes. Le départ de médecins à la retraite entraîne pour eux de multiples difficultés : les rendez-vous sont trop longs à obtenir et ils connaissent tous des personnes autour d'eux qui n'ont pas de médecin traitant car les médecins généralistes n'acceptent plus de patients nouveaux.
- Le coût des restes à charge : la CPAM propose une Plateforme d'Intervention Départementale pour l'Accès aux Soins et à la Santé (PFIDASS), dispositif de détection et de lutte contre le renoncement aux soins. Il repose sur le repérage des personnes en situation de renoncement tant par les services de la CPAM que par ses partenaires, et sur une phase d'accompagnement à la réalisation des soins (sous réserve du consentement de la personne).

Ces difficultés sont partagées sur l'ensemble des quartiers de Tarbes et de Lourdes. Le manque de spécialistes est également évoqué : manque de pédiatre, de gynécologue, de dermatologue, d'orthophoniste, plus de cardiologue à l'Hôpital, ... Par ailleurs, les habitants regrettent que les médecins ne consultent plus sur créneau libre et ne se déplacent plus à domicile. Se rendre chez le médecin quand on est malade est dans certains cas très problématique, voire impossible. La question de la mobilité affecte aussi la santé car si on ne peut pas se déplacer chez un médecin, on renonce à se soigner.

L'offre de santé se raréfie également sur Aureilhan et ces difficultés sont partagées sur l'ensemble du territoire d'Aureilhan et en particulier sur notre quartier classé en veille active. La Commune d'Aureilhan a lancé la construction d'une Maison de Santé afin de tenter de remédier à cette raréfaction de l'offre médicale.

Par ailleurs, est soulevé un problème concernant la Maison médicale : les frais doivent être avancés et plusieurs personnes indiquent ne pas pouvoir se le permettre financièrement (ou connaître des personnes dans cette situation). Seuls les bénéficiaires de la CMU sont exonérés de cette avance de frais, mais pas les « travailleurs pauvres ».

>> Orientations :

La CPAM, l'ARS, l'ordre des médecins et les collectivités réfléchissent à l'attractivité médicale du territoire, à une échelle départementale. Certaines propositions faites relèvent plutôt de l'ordre du droit commun, avec des articulations à trouver avec la politique de la ville (mise en place d'un médico-bus, regroupements de médecins pour faciliter l'obtention de rendez-vous en cas d'urgence).

Les réponses à la problématique globale susmentionnée en matière de santé ne pourront pas être apportées par la Politique de la ville, qui ne dispose pas des leviers adéquats. Seules les institutions compétentes sur le sujet à l'échelle départementale seront éventuellement en capacité d'apporter des solutions.

Néanmoins, des actions spécifiques visant à informer les publics en matière de santé et aller chercher les publics les plus éloignés pour les rapprocher du « droit commun », sont envisageables à l'échelle de la politique de la ville.

Dès lors, les orientations retenues en matière de politique de la ville sont les suivantes :

→ Le renforcement de l'information et de l'orientation pour réduire les inégalités sociales de santé

Des actions seront déployées afin d'orienter :

- Vers les examens périodiques de santé du centre d'examen de santé de la CPAM, prioritairement destinés aux personnes en situation de précarité et/ou non-consommatrices de soins
- Vers les centres de santé mutualistes dentaire de Tarbes et Lourdes.

L'accompagnement vers un usage du numérique généralisé y compris dans le parcours de soins devra également pris en compte. Cette problématique est particulièrement à prendre en compte pour les populations nouvellement arrivées sur le territoire et en difficulté avec le français.

Enfin, il conviendrait de mettre en place des actions pour participer à la lutte contre le non recours aux soins au niveau des publics et garder un rôle de veille et d'interpellation des dispositifs, dans un contexte où des évolutions importantes sont en cours ou à prévoir.

→ Le projet de création d'une médiation en santé

La médiation en santé est reconnue comme un chaînon essentiel pour l'accès aux soins des populations qui en sont le plus éloignées. Elle s'appuie sur le fait d'aller vers les publics, d'apporter un soutien individualisé à la personne dans le cadre d'un projet global d'accompagnement et de favoriser le retour vers le droit commun dans une logique de parcours de soin. Au vu des problématiques repérées sur les QPV notamment, un projet de médiation en santé pourrait être travaillé, en réponse aux orientations du Programme régional d'accès à la prévention et aux soins des plus démunis piloté par l'ARS.

>> Constats partagés en matière d'éducation à la santé :

Des actions plurielles sont menées en matière d'accès à la prévention de la santé par le sport, la nutrition et une alimentation locale de qualité pour les populations des QPV, avec une forte implication des collectivités locales. Leur intégration future dans différents plans (Plan Climat Air Energie Territoire, Projet Alimentaire de Territoire) illustre la mobilisation renforcée du droit commun sur ces sujets.

Les membres des conseils citoyens ont à ce titre fait remonter que les difficultés pour avoir accès à une alimentation de qualité constituent également un frein à la santé et que les actions menées en ce sens (de type épicerie sociale) étaient importantes.

L'enjeu est d'arriver à élargir les publics touchés, en particulier les jeunes adultes, et de mieux articuler les actions entre elles. Un Contrat local de santé pourrait être l'outil adapté pour favoriser la coordination, mais l'échelle des QPV ne semble pas forcément pertinente.

De façon complémentaire et au sens de la santé définie par OMS (bien-être...), on peut aussi penser à d'autres actions du Programme Départemental d'Insertion : estime de soi, dynamisation et valorisation, des collectifs passerelle, groupe ressource.

Des actions diversifiées en direction des personnes âgées existent portées par les CCAS de Tarbes et de Lourdes en matière de nutrition, activité physique, utilisation de l'outil numérique. Mais elles touchent peu les seniors des QPV que ce soit sur Tarbes comme sur Lourdes alors que la part des personnes âgées est croissante (environ 15 % des habitants ont plus de 66 ans – source bailleurs sociaux).

Au vu des enjeux croissants sur les QPV (migrants, personnes en précarité) et de l'engorgement des structures de droit commun, un soutien financier important de la Politique de la ville a été apporté aux actions menées en matière de santé mentale sur le territoire. L'Aleph traite de la santé mentale sur les QPV et hors QPV (pop QPV majoritaire sur Tarbes mais pas sur Lourdes). Un déploiement potentiel des expérimentations menées en matière de prise en charge des soins de psychologues par certains départements pilote, pourrait répondre au besoin local.

>> Orientations :

→ Mieux articuler les actions existantes en matière d'éducation à la santé et d'accès aux soins

L'amélioration de la coordination entre les différents acteurs de santé et les acteurs de proximité est un enjeu majeur, afin de toucher les publics les plus isolés et éloignés des institutions. La forme et le pilotage de cette coordination restent à préciser.

→ Aller vers les personnes âgées habitant les QPV pour rompre l'isolement et faciliter leur participation aux actions visant à un mieux être

15 % environ des habitants des QPV ont plus de 66 ans, et cette part est croissante. En s'appuyant sur les différents acteurs de santé, mais aussi les bailleurs sociaux, il conviendra de travailler sur une stratégie visant, d'une part, à entrer en lien et aller vers ces personnes âgées et, d'autre part, à faciliter leur participation à l'offre existante en matière d'activités adaptées et d'actions de lien social.

→ Poursuivre l'action engagée en matière de santé mentale, en la réorganisant au vu des évolutions du droit commun

Le déploiement de la prise en charge des psychologues par le droit commun est actuellement expérimenté sur quelques départements et devrait être généralisé dans les années à venir. En fonction des évolutions du droit commun, l'offre proposée dans le cadre de la politique de la ville pourra être amenée à évoluer.

5.3.3. Une priorité réaffirmée en matière de politique petite enfance et parentalité

>> Constats partagés :

>>> Des réponses de droit commun coordonnées entre les institutions

Sur le territoire, le droit commun est déjà très présent et structuré sur cette thématique, les compétences sociales étant réparties de la manière suivante :

- **Le Conseil départemental** détient les compétences en matière de Protection maternelle et infantile (PMI), ainsi que de protection de l'enfance dont fait partie la parentalité. En matière de PMI, les compétences obligatoires portent sur la santé de la mère et des enfants, la police des établissements (agrément d'exercice auprès des enfants de 0 à 6 ans), la prévention primaire, l'aide sociale à l'enfance, la prévention et protection administrative. Sur les QPV, les Maisons Départementales de Solidarité ont pour objectif de mettre en œuvre toutes les orientations découlant des compétences précitées. Des actions spécifiques peuvent aussi être mises en œuvre dans le respect et la priorité des missions obligatoires.
- **La CAF et MSA** viennent renforcer les politiques familiales et financer les politiques de droit commun. Depuis 2014, Il existe un Comité départemental de parentalité (CDSP), dont la CAF est le coordinateur et l'animateur. Un diagnostic partagé a été réalisé en 2015 et a permis de définir des orientations stratégiques en matière de parentalité. 6 axes d'interventions ont été validés et sont déclinés dans le Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP). Des actions de parentalité sont soutenues chaque année depuis 2016 par un appel à projets commun co-financé par la CAF, le CD 65 et le GIP, en associant la DDCSPP¹ et l'Education nationale. Cela a permis de renforcer les actions parentalité menées par le droit commun dans les QPV.

En 2016, la mise en place du Schéma départemental des services aux familles (SDSF), a comporté l'intégration des instances existantes parentalité et petite enfance (soit le CDSP et l'instance petite enfance). La CAF est chargée du co-pilotage du SDSF avec le CD65 et du pilotage et coordination de la politique parentalité. Ce schéma arrive à échéance en 2019, une démarche d'évaluation est en cours.

Les 4 centres sociaux, agréés par la Caf et situés sur les QPV de Tarbes et Lourdes (Centres sociaux Arc en Soleil sur Laubadère, Henri IV sur Tarbes Ouest, SAGV et Vie citoyenne jeunesse de la ville à Lourdes) développent, en complément de leur mission d'Animation Globale, un projet d'intervention spécifique mené en faveur des familles. A ce titre, la Caf finance par le biais d'une Prestation de service un poste de référent Familles visant à développer des actions et projets collectifs.

La stratégie nationale de soutien à la parentalité (2018) pose les bases pour la nouvelle définition de la politique d'accompagnement à la parentalité. Elle est en grande partie reprise par la Convention d'Objectifs et de Gestion CNAF 2018-2022. Aussi, la stratégie nationale lutte contre la pauvreté lancée fin 2018 renforce des actions/missions dans le cadre de la parentalité. Enfin, en matière de petite enfance, un des axes de la stratégie pauvreté portera sur les quartiers de la politique de la ville. Un regard attentif sera porté par la CAF sur les publics spécifiques (handicap et parents en insertion socio-professionnelle). Les centres sociaux Arc et Henri 4 développent un projet articulé autour de 3 axes: la famille, la jeunesse et la mise en place d'un service de proximité.

- **Les communes et intercommunalités** sont compétentes sur la petite enfance.
 - **Sur Lourdes, le SIMAJE** détient la compétence petite enfance, enfance, écoles. Il y a 4 crèches sur le territoire : 2 privées, 1 hospitalière et 1 micro crèche communale. La crèche hospitalière n'a plus d'horaires atypiques puisque quand ils étaient en place, peu de personnes y avaient recours. En outre, peu de familles des QPV utilisent les places en crèche, mais encore moins les places chez les assistantes maternelles, eu égard aux aides versées par la CAF. En effet, les crèches sont financièrement plus accessibles aux familles à faibles revenus. La garde à domicile est le premier mode d'accueil des familles.
 - En outre, il est indiqué que **le service Vie citoyenne jeunesse de la ville de Lourdes** a obtenu une labellisation "Centre social" de la CAF en 2018. Ce service a présenté un nouveau projet de labellisation pour la période 2019-2023 avec 3 axes: la famille, la jeunesse et la mise en place d'un service de proximité.

1 l'association de la DDCSPP à la politique départementale de soutien à la parentalité à partir de 2020 sera revue au regard des instructions de l'État concernant son organisation territoriale

- Sur le QPV de l'Ophite, la médiatrice sociale (sous dispositif adulte relais) présente à la Maison du projet, reçoit des familles et fait part de besoins de la part des résidents à l'année mais aussi des saisonniers. La précarité des familles est une problématique commune. Il est par ailleurs noté qu'il n'existe pas de lieu d'accueil enfants/parents et que le volet « famille, parentalité » serait à développer sur la ville de Lourdes.

>>> Etat des lieux des besoins repérés

En matière de petite enfance, sur Tarbes, l'offre existante couvre globalement les besoins en matière de mode de garde, même si certaines demandes particulières (horaires décalés, garde ponctuelle) peuvent ne pas trouver de réponse. Sur Lourdes, l'offre est également importante, la difficulté résidant principalement dans l'existence d'horaires atypiques, liés à la saison.

En matière de parentalité, il apparaît que la complémentarité des services existants sur Tarbes et ses trois QPV permet d'apporter des réponses aux besoins identifiés. Les actions de soutien à la parentalité sont à renforcer sur Lourdes, en centre-ville avec une éventuelle déclinaison sur le QPV.

Globalement, il est fait état sur Tarbes comme sur Lourdes de la nécessité de créer des liens entre les parents et les enfants dans les écoles, dans le cadre d'un parcours et d'une approche globale de l'enfant.

Il apparaît d'ores et déjà qu'une attention particulière aux familles étrangères devra être développée, sachant qu'elles cumulent les difficultés de tout parent à éduquer leur enfant dans la société actuelle avec la difficulté d'éduquer leur enfant dans une autre culture. En ce sens, le développement prévu du dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des élèves » devrait être un point d'appui intéressant.

Par ailleurs, la part importante de familles monoparentales sur Tarbes comme sur Lourdes invite à adapter les réponses. A l'initiative de l'État (Préfecture/DDCSPP), une réflexion partenariale est en cours à partir des besoins qui ont émergé dans le cadre de la conférence inversée « femmes isolées et familles monoparentales ». Elle devrait conduire à la création de lieux d'accueil et de soutien pour les familles monoparentales sur Tarbes et Lourdes, selon le modèle expérimental des Maisons des Familles. Ces lieux qui ne seront sans doute pas créés sur un QPV afin de rester ouverts à un public le plus large possible, devront atteindre les familles monoparentales habitant les QPV et leur permettre de tisser des liens avec d'autres familles.

Les membres des conseils citoyens font état des difficultés rencontrées par certains parents pour gérer leurs enfants. Ils n'osent pas toujours demander de l'aide, par peur du jugement, « par peur que l'institution ne prenne leur enfant ». Certaines mamans seules en particulier se retrouvent démunies. Des appuis existent et sont mobilisés par certaines personnes, mais des barrières persistent. Les interventions en collectif permettent de briser les tabous, rassurent, dédramatisent. Il faudrait les démultiplier en invitant des professionnels. L'important est de faire de la prévention et de l'information en amont.

Le harcèlement à l'école et en dehors de l'école est une problématique qui préoccupe les parents car très présente au quotidien. Il faudrait une prise de conscience du phénomène beaucoup plus précoce, dès la maternelle. La problématique du harcèlement est réelle.

L'Education nationale y est très attentive, c'est une priorité nationale. Elle agit dans le cadre d'un protocole mis en œuvre depuis 2011. Des formations, des actions de prévention sont proposées. Les situations d'harcèlement signalées sont en nombre limité dans le département.

Enfin, sur l'ensemble des QPV, les questions de formation des professionnels présents sur le terrain, de remédiation, d'analyse de pratique, mais aussi de coordination des professionnels pour assurer une meilleure orientation des enfants et de leurs familles, semblent également être des axes à travailler.

>> Propositions :

→ Poursuivre l'implication de la politique de la ville dans le Schéma départemental des services aux familles et le REAAP, dans un souci de cohérence avec le droit commun, et participer à l'actualisation des objectifs ;

→ Renforcer les actions en matière de parentalité sur Lourdes, et conforter celles existant sur Tarbes en s'articulant et s'appuyant sur les centres sociaux ;

→ Privilégier les interventions en collectif pour rassurer les parents, avec des professionnels, de manière non jugeante et dans une logique de prévention, en veillant en particulier à la participation des familles monoparentales et des familles de différentes cultures.

→ Développer des actions spécifiques de prévention et de lutte contre le harcèlement scolaire et hors champ scolaire dès le plus jeune âge, dès l'école maternelle.

→ S'inscrire dans les projets envisagés auprès des familles monoparentales (en particulier un projet de tiers-lieu pour les familles monoparentales non stigmatisant reposant sur une mise en réseau des acteurs et associant étroitement les familles monoparentales).

Article 6. Modalités de suivi et d'évaluation

Comme pour la période 2016 /2018, le présent Protocole sera décliné de manière opérationnelle et partenariale dans un plan d'actions 2019 / 2022, adossé à des indicateurs précis. Il donnera lieu à un bilan final de réalisation en 2022.

Par ailleurs, de manière concomitante, un dispositif de suivi des mesures gouvernementales pour la mobilisation dans les quartiers est mis en place.

Une évaluation globale du Contrat de ville de Lourdes sera réalisée en 2022, en ciblant notamment les nouvelles thématiques prioritaires dans ce Protocole.

Les signataires

A Lourdes, le

- Le Préfet des Hautes Pyrénées, Brice BLONDEL
- La Présidente de la Mission Locale, Virginie SIANI WEMBOU
- La Présidente du Conseil régional Occitanie, Carole DELGA
- Le Président de l'OPH 65, Jean GLAVANY
- Le Président du Département des Hautes-Pyrénées, Michel PELIEU
- Le Directeur Occitanie de la Banque des Territoires, Thierry RAVOT
- Le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Gérard TREMEGE
- Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Pierre-Jean DALLEAU
- La Maire de Lourdes, Josette BOURDEU
- Le Directeur général de l'ARS Occitanie, Pierre RICORDEAU
- La Présidente du GIP Politique de la ville Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Andrée DOUBRERE
- La Rectrice d'Académie, Béatrice GILLE
- Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales, Bertrand PERRIOT BOCQUEL
- La Directrice Territoriale Sud-Ouest de Pôle Emploi, Catherine GUILBAUDEAU



PRÉFET DES
HAUTES-PYRÉNÉES



Région académique
OCCITANIE



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_22b-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019



**CONVENTION CONCERNANT LE TRANSFERT DES ÉQUIPEMENTS
COMMUNAUTAIRES DE LA COMMUNE DE TARBES À LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

AVENANT N°1

Entre

La commune de Tarbes, représentée par son Maire, Monsieur Gérard Trémège, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 30 septembre 2019,

D'une part,

Et,

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par son Vice-Président, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du

D'autre part,

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2003, la compétence Équipements culturels et sportifs a été transférée de la commune de Tarbes à la Communauté d'Agglomération : Ecole Nationale de Musique (Conservatoire Henri Duparc), Bibliothèque/Médiathèque Louis Aragon, Bibliobus, centre socio-culturel de Laubadère, Centre Nautique Paul Boyrie et Piscine Tournesol.

La convention en date du 30 décembre 2002, signée entre les parties, a fixé les rapports entre la commune et la Communauté d'Agglomération concernant le transfert de ces équipements d'intérêt communautaire, et notamment que la Ville de Tarbes met à disposition de l'agglomération l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers nécessaires au bon fonctionnement des équipements transférés.

L'article 2 « Mise à disposition des biens », « Dispositions particulières concernant le centre Socio culturel de Laubadère », « Etat de répartition des charges » prévoit au 3 la clé de répartition des surfaces à la charge des deux occupants de la façon suivante :

- Surface occupée par la Ville de Tarbes : 270,10 m², soit 26,22% de la surface totale
- Surface occupée par le Grand Tarbes : 760 m², soit 73,78 % de la surface totale.

Après vérification par la commune, il s'avère que cette répartition est inexacte et il convient donc de la modifier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

L'article 2 « Mise à disposition des biens », « Dispositions particulières concernant le centre Socio culturel de Laubadère », « Etat de répartition des charges », 3 – Répartition de la convention concernant le transfert des équipements d'intérêt communautaire de la commune de Tarbes à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, en date du 30 décembre 2002, est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« 3-Répartition

La clé de répartition des surfaces à la charge des deux occupants est la suivante :

- *Surface occupée par la Ville de Tarbes : 420,67 m², soit 30,62 % de la surface totale*
- *Surface occupée par TLP : 953,16 m², soit 69,38 % de la surface totale. »*

Article 2

Toutes les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant sont maintenues sans modification d'aucune sorte.

Fait à TARBES en deux exemplaires originaux, le

Pour la communauté d'agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Le Vice-Président

Pour la Ville de Tarbes

Le Maire de TARBES,

Gérard TRÉMÈGE



Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes pour la réalisation de de travaux sur le centre socio-culturel de Laubadère

Entre :

La Ville de Tarbes représentée par M. Gérard TREMEGE Maire, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du 30 septembre 2019

Ci-après dénommée « la Ville »

D'une part,

Et :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, représentée par son Premier Vice-Président, M. Patrick VIGNES, dûment habilité par la délibération N° en date du ,

Ci-après dénommée « la CA TLP »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Tarbes et la CA TLP souhaitent réaliser des travaux Protection contre le vandalisme et modification de la verrière dégradée du centre socio culturel de Laubadère, située n°10 avenue Saint Exupéry à Tarbes

L'article L.2422-12 du code de la commande publique dispose : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

S'agissant en l'espèce de la rénovation d'un bâtiment qui relève simultanément de la compétence de la Ville de Tarbes et de la CA TLP, ces dernières ont décidé d'user

de la faculté offerte par l'article précité pour confier la maîtrise d'ouvrage des travaux à la Ville de Tarbes.

Il est convenu ce qui suit

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de la co-maîtrise d'ouvrage de travaux de réfection de la verrière de la Bibliothèque Nelson Mandela

Article 2 – Désignation du maître d'ouvrage

Dans le cadre des travaux précités, la Ville et la CA TLP décident de confier la maîtrise d'ouvrage à un maître d'ouvrage unique.

La CA TLP confie à la Ville la compétence de maître d'ouvrage pour l'opération de réfection de la verrière.

Article 3 – Etendue de la maîtrise d'ouvrage

D'un commun accord, la Ville de Tarbes est missionnée pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération. Dans ces conditions, ses organes sont exclusivement compétents.

Article 4 – Programme de l'opération

- Démolition du mur qui se trouve en prolongement de la Mairie Annexe au Nord-Est afin de créer une meilleure visibilité pour la surveillance et pour éviter que des personnes accèdent à la toiture avec reprofilage des terres.

- Suppression de la verrière dégradée de la Médiathèque (qui n'est plus étanche) située à l'Est avec création d'une couverture en zinc avec puits de jour (velux) et prolongement de celle-ci contre la couverture de la Mairie Annexe afin d'éviter que des personnes accèdent à la toiture.

Bardage en zinc réalisé sur le mur arrondi existant se trouvant à l'aplomb de la verrière pour éviter qu'il serve d'escalier pour accéder à la toiture.

- Fermeture du passage entre la Mairie Annexe et la Médiathèque composée d'ensembles en grilles métalliques fixes avec portillon de chaque côté au Nord et à l'EST de la Médiathèque (finition thermo laquée) afin que cette partie ne serve plus de zone de rassemblement de personnes malintentionnées et éviter qu'elle serve d'urinoir.

- Mise en place de poteaux avec des pièces transversales (en partie haute) sur le garde-corps de la terrasse de la Médiathèque afin d'éviter que des personnes accèdent à la toiture.

- Remplacement des vitrages incurvés (vitrages spéciaux) de la Mairie Annexe qui ont été cassés ou fendus par des jets de pierre avec dépose et repose des parcloches bois.

Article 5 – Financement des ouvrages

Le coût de cet aménagement est estimé à 82 000 € TTC (frais de maîtrise d'œuvre compris).

Dans le cadre de sa mission de maître d'ouvrage, la Ville acquitte toute facture liée à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Il est convenu entre les parties que la CA TLP, conformément à la clé de répartition des surfaces, que la CATLP remboursera à la Ville 69,38% du coût prévisionnel, soit 56 891,60 € TTC.

Le mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage est exercé à titre gratuit.

Article 6 – Modalités du remboursement

Le paiement interviendra après service fait, en une seule fois, sur présentation d'un décompte final retraçant les dépenses acquittées (tableau récapitulatif visé par le receveur municipal) ainsi que sur présentation d'un titre de paiement établi par la Ville.

Article 7 – Achèvement de la mission du maître d'ouvrage

La mission du maître d'ouvrage désigné prend fin à la remise des ouvrages.

Un procès-verbal définitif de remise de l'ouvrage sera établi pour l'intégration comptable du bien dans les actifs de la CA TLP.

Article 8 – Responsabilités – assurances

➤ 8.1 Responsabilités

La Ville assumera les responsabilités de maître d'ouvrage jusqu'à la remise complète des ouvrages à la CA TLP. Une fois les ouvrages remis à la CA TLP, cette dernière reprendra pour son compte tous les droits et obligations du maître d'ouvrage.

➤ 8.2 Assurances

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Article 9 – Durée et modification de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de signature entre les parties.

Elle prendra fin avec l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage.

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 10 – Résiliation

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties par la présente convention, l'une des parties pourra prononcer la résiliation unilatérale de la présente convention après une mise en demeure de un mois par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Article 11 – Litiges

Si une contestation ou un différend ne peuvent être réglés à l'amiable ou par les voies de droit ouvertes aux parties, le Tribunal administratif de Pau sera seul compétent pour régler le litige.

Fait à Juillan, le

Pour la Ville de Tarbes,
Le Maire,

Pour la Communauté d'Agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
Le Premier Vice-Président,

Gérard TRÉMÈGE

Patrick VIGNES

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 23

Travaux de réfection de la verrière de la bibliothèque Nelson Mandela à Tarbes : Avenant à la convention de transfert des équipements culturels et convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Tarbes et la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA

M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noël CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHESTO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO

M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER

M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : Mme ISSON

Objet : Travaux de réfection de la verrière de la bibliothèque Nelson Mandela à Tarbes : Avenant à la convention de transfert des équipements culturels et convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Tarbes et la Communauté d'Agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

La Ville de Tarbes et la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ont souhaité réaliser des travaux de réfection de la verrière de la bibliothèque Nelson Mandela à Tarbes.

L'article 2-II de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP, dispose : « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

S'agissant en l'espèce de la réfection de la verrière dans un bâtiment qui relève simultanément de la compétence de la Ville de Tarbes et de la Communauté d'Agglomération, ces dernières ont décidé d'user de la faculté offerte par la loi précitée pour confier la maîtrise d'ouvrage des travaux à la Ville de Tarbes.

Le coût de cette rénovation est estimé à 82 000 € TTC (frais de maîtrise d'œuvre compris).

Conformément à la convention concernant le transfert des équipements d'intérêt communautaire de la Ville de Tarbes à la Communauté d'agglomération, la clé de répartition des surfaces à la charge des deux occupants est établie en fonction de la surface.

Il s'avère que la convention de transfert des équipements culturels du 30 décembre 2002 entre la Ville de Tarbes et le Grand Tarbes comportait une erreur puisque la superficie d'ensemble est de 1 373,83 m² et non de 1 030,10 m² et que la surface occupée par la Ville de Tarbes est de 30,62% et pas de 26,22% et que celle de la CATLP est de 69,38% et non de 73,78%.

Dans ces conditions, et conformément à cette nouvelle répartition des superficies, il est convenu que la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées remboursera à la Ville de Tarbes 69,38% du coût prévisionnel soit 56 891,60 € TTC pour la partie bibliothèque.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :d'approuver la modification de la convention de transfert des équipements culturels du 30 décembre 2002 en intégrant les nouvelles superficies citées ci-dessus.

Article 2 :d'approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Ville de Tarbes et la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_23-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Convention de partenariat pour le développement du livre et de lecture auprès des personnes placées sous main de justice

ENTRE :

- LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE TOULOUSE,
Représentée par son Directeur, M. Stéphane GELY
- LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES OCCITANIE,
Représentée par son Directeur par intérim, M. Bruno MIKOL
- L'UNITE PEDAGOGIQUE REGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE TOULOUSE,
Représentée par sa Directrice, Mme Maryse COSTE
- LA COMMUNAUTE DES COMMUNES TARBES LOURDES PYRENEES,
Représentée par son Président, M. Gérard TREMEGE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 septembre 2019.
- LE SERVICE PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DES HAUTES-PYRENEES,
Représenté par sa Directrice, Mme Stéphanie VARINARD
- LA MAISON D'ARRET DE TARBES,
Représentée par son Chef d'établissement, M. Edson TREBOR

Vu la convention nationale établie le 10 avril 1991 entre la Direction du Livre et de la Lecture au Ministère de la Culture et de la Communication, et la Direction de l'Administration Pénitentiaire au Ministère de la Justice et des Libertés.

Vu la circulaire de décembre 1992 sur le Fonctionnement des bibliothèques et développement des pratiques de la lecture dans les établissements pénitentiaires,

Vu le décret n°99-276 du 13 avril 1999 portant sur la création des services pénitentiaires d'insertion et de probation.

Vu le protocole national établi le 30 mars 2009 entre le Ministère de la Culture et de la Communication et le Ministère de la Justice et les Libertés.

Vu l'article 1^{er} de la loi pénitentiaire n°2009-1436 du 24 novembre 2009 rappelant que « le régime d'exécution de la peine de privation de liberté concilie la protection de la société, la sanction du condamné et les intérêts de la victime avec la nécessité de préparer l'insertion ou la réinsertion de la personne détenue afin de lui permettre de mener une vie responsable et de prévenir la commission de nouvelles infractions ».

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_24a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Vu la convention régionale d'objectifs Culture/Justice 2015-2017 établie entre la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Interrégionale des Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud.

Préambule :

Cette présente convention s'inscrit dans le cadre des orientations nationales en matière de politique de lecture auprès des personnes placées sous main de justice. Sur le plan local, elle s'inscrit, également, dans la continuité des différents protocoles signés les années précédentes. Elle poursuit les engagements des différents partenaires dans le domaine de la cohésion sociale.

Elle a pour objet de fixer les termes de la collaboration entre les signataires de ce document concernant des actions concourant au développement d'une politique vivante de lecture publique au sein de la Maison d'arrêt de Tarbes et au-delà, au moment de leur libération, au sein du réseau de lecture publique de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées afin de poursuivre cet objectif en milieu ouvert.

Les partenaires de la présente convention considèrent que le livre peut offrir, aux personnes placées sous main de justice, un espace d'ouverture au monde, mais également un outil de formation et de préparation à l'insertion. Il peut également nourrir leur imaginaire dans un moment de difficulté et d'exclusion de la vie sociale. Les actions, dans ce domaine, contribuent également à la prévention et à la lutte contre l'illettrisme. Elles participent pleinement à la prévention de la délinquance et de la récidive.

L'objectif est donc de faire accéder ce public à diverses interventions suivies autour du livre et de la lecture et aux documents déposés au sein des bibliothèques des différentes structures.

ARTICLE 1 : Engagements de l'Administration pénitentiaire

- Développer, en collaboration avec les partenaires du présent protocole, l'action culturelle en direction des personnes détenues, faciliter la mise en place d'animations autour du livre.
- Désigner, au sein du S.P.I.P, un personnel référent « Livre et Lecture » et s'assurer de sa formation.
- Autoriser, après contrôle, les intervenants extérieurs à pénétrer dans l'enceinte de l'établissement pour y pratiquer leur activité.
- Accueillir le personnel du réseau de lecture publique TLP, les animateurs et les intervenants spécialisés, désignés d'un commun accord entre les signataires de la présente convention, après contrôle.
- Établir chaque année un budget de fonctionnement pour l'aménagement et l'animation des lieux de lecture (achats de livres, abonnements, interventions).
- Diffuser l'information des services proposés par le réseau de lecture publique TLP aux personnes détenues.
- Assurer la responsabilité des ouvrages prêtés par le réseau de lecture publique TLP en remplaçant par son équivalent le livre qui serait perdu ou détérioré par des personnes détenues, si le montant total dû, au regard d'un plafond fixé au cours de la réunion bilan, ne peut être absorbé par le réseau de lecture publique.
- Favoriser la mise en place de projets avec les réseaux de lecture publique (visites d'équipements, mise en place de stage de citoyenneté et l'accueil de personnes condamnées à une peine de travail d'intérêt général au sein des médiathèques...).

- Développer, en collaboration avec les partenaires du présent protocole, l'action culturelle en direction des personnes détenues, faciliter la mise en œuvre d'animations autour du livre.
- Informer chaque trimestre les référents du réseau de lecture publique TLP sur les actions culturelles mises en place au sein de l'établissement.
- Informer, via le canal vidéo interne, les personnes détenues des modalités de fonctionnement de la bibliothèque de la maison d'arrêt de Tarbes ainsi que celles des médiathèques de la communauté des communes de Tarbes-Lourdes-Pyrénées.
- Organiser annuellement une réunion bilan et perspectives avec les intervenants du réseau de lecture publique TLP dans le courant du mois de novembre.
- Organiser le fonctionnement de la bibliothèque afin qu'un accès au livre et aux périodiques, soit assuré à toutes les personnes incarcérées.
- Organiser l'accès aux livres au sein des quartiers des arrivants, d'isolement et disciplinaire.
- Classer et rémunérer une personne détenue classée auxiliaire de bibliothèque. Le choix de celle-ci sera déterminé par le chef d'établissement en concertation avec le S.P.I.P selon un profil établi par les professionnels.
- Permettre à la personne détenue classée auxiliaire de bibliothèque d'être présente, en dehors des horaires d'ouverture (travail interne nécessaire au bon fonctionnement du lieu).
- Permettre à la personne détenue classée auxiliaire de bibliothèque de recevoir une formation en matière de lecture et de bibliothéconomie.
- Assurer la mise en état des équipements (notamment logiciel et maintenance) et du mobilier.
- Engager dans la mesure du possible un budget annuel pour l'aménagement et l'animation des lieux de lecture (achats de livres, abonnements, interventions...).

ARTICLE 2 : Engagements des acteurs locaux de la lecture publique : le réseau de lecture publique TLP

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées fonde son action en matière de lecture publique sur les principes fondateurs des bibliothèques publiques (accès à la culture et à la connaissance pour tous : manifeste de l'UNESCO et Charte des bibliothèques de 1991). Ainsi, le réseau de lecture publique TLP mène, dans le cadre de la présente convention, une action commune et très complémentaire autour des axes suivants :

- Assurer un rôle de **conseil technique**, pour l'aménagement, la gestion, la politique d'acquisition et l'animation des lieux de lecture dépendant de l'Administration pénitentiaire.
- Assurer un **prêt de documents** :
 - le réseau de lecture publique TLP assure pour sa part un prêt d'ouvrages en réponse à la demande des personnes détenues ou du SPIP (dans le cadre d'une activité culturelle). Ce prêt est valable pour une durée de 3 semaines
 - le réseau de lecture publique TLP met à disposition de la maison d'arrêt un ou des bibliothécaires, à minima, une journée par mois.
- **Désigner au sein du réseau de lecture publique TLP un ou des référent(s)**, interlocuteur(s) privilégié(s) « Livre et lecture » auprès des personnes placées sous main de justice, pour mener à bien ce travail. Sous réserve des ressources humaines mobilisables, un ludothécaire du réseau TLP sera susceptible d'être affecté à ce rôle.

cadre de séances de présentation et animation de jeux coopératifs et/ou d'actions culturelles proposées par le réseau TLP.

- Dispenser une **formation** de base en bibliothéconomie auprès de la personne détenue classée auxiliaire de bibliothèque et toute autre personne chargée de la gestion des bibliothèques (coordinatrice des activités socio-culturelles, conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation, bénévoles...).
- Considérer la Maison d'arrêt de Tarbes comme un point de leur réseau pour la circulation d'**expositions**, d'**animations**, et la desservir en tant que telle, et ce dans la mesure de ses possibilités en termes techniques et de mobilisation de personnel.
- Soutenir une **programmation culturelle autour du livre et de la lecture** en concertation avec les partenaires impliqués et la programmation du SPIP (présentations thématiques, proposition de participation à des manifestations, ...).
- Proposer, dans la mesure de ses possibilités, aux personnes détenues, des **actions culturelles mises en œuvre par le réseau TLP**, dans un objectif de renforcement du lien dedans/dehors.
- Proposer aux personnels du SPIP et notamment à ceux prenant en charge des condamnés en milieu ouvert, dans un souci de sensibilisation au réseau de lecture publique, **une visite accompagnée** d'une des médiathèques du réseau.
- **Mettre à disposition**, dans la mesure du possible et pour un projet défini, **de façon définitive des documents issus du désherbage des collections**. Chaque don fera l'objet d'une demande spécifique.

ARTICLE 3 : Engagement de l'Unité Pédagogique Régionale

A l'Unité Locale d'Enseignement de la Maison d'arrêt de Tarbes, dans laquelle intervient un enseignant, celui-ci s'engage à :

- Participer à la remontée d'informations sur les demandes des personnes placées sous main de justice, afin d'améliorer la définition de la politique documentaire pour les bibliothèques de l'établissement.
- Diffuser l'information des services proposés par les médiathèques aux personnes placées sous main de justice, et notamment sur les actions culturelles autour du livre et de la lecture.
- Informer chaque trimestre en retour les référents des médiathèques du réseau de lecture publique, sur les actions culturelles éventuellement mises en place au sein de l'Unité Locale d'Enseignement.

ARTICLE 4 : Engagement de la DRAC

- Garantir un suivi qualitatif de l'action et offrir un soutien technique.
- Positionner ce partenariat dans les axes du protocole Culture/Justice.
- Veiller à ce qu'un lien soit établi entre cette action et les activités culturelles programmées à la maison d'arrêt de Tarbes avec le soutien financier de la DRAC.
- Inciter les acteurs de la vie littéraire régionale à intégrer les publics placés sous main de justice parmi les publics destinataires des projets soutenus (résidences d'écriture, manifestations littéraires...).
- Relayer cette opération sur le plan national au niveau du service en charge des politiques interministérielles au sein du Ministère de la Culture.

ARTICLE 5 : Mobilisation des acteurs de la vie littéraire régionale

- Inciter les acteurs de la vie littéraire régionale à intégrer les publics placés sous main de justice
- Convenir sous forme d'avenant annuel de la participation des organismes régionaux dédiés au livre et à la lecture

ARTICLE 6 : Bilan annuel

Une réunion de bilan sera organisée chaque année entre tous les partenaires signataires afin d'examiner le bon fonctionnement des bibliothèques, des différents lieux de lecture et le respect de la présente convention, dans le cadre de l'application du protocole d'accord interministériel pour le développement des pratiques culturelles auprès des personnes placées sous main de justice.

ARTICLE 7 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle peut être dénoncée ou amendée, par avenant et en accord avec tous les signataires, chaque année à l'occasion de la réunion établie à l'article 6.

ARTICLE 8 : Litiges/compétence juridictionnelle

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises à la juridiction compétente.

Fait à Tarbes, le/..../2019, en 7 exemplaires.

Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Toulouse

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles Occitanie

La Directrice de l'Unité Pédagogique Régionale de l'Éducation Nationale de la DISP de Toulouse

Le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

La Directrice du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Hautes- Pyrénées

Le Chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Tarbes

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 24

**Convention de partenariat pour le développement du livre et de la
lecture auprès des personnes placées sous main de justice**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT

M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET

M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : Mme ISSON

Objet : Convention de partenariat pour le développement du livre et de la lecture auprès des personnes placées sous main de justice

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_24-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Depuis plusieurs années, le réseau de lecture publique de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est partenaire de la maison d'arrêt de Tarbes pour apporter son soutien aux actions de promotion de la lecture au sein de l'établissement pénitencier.

La convention de partenariat arrivant à échéance il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver son renouvellement

Cette convention s'inscrit dans le cadre des orientations nationales en matière de politique de lecture auprès des personnes placées sous main de justice. Sur le plan local, elle s'inscrit, également, dans la continuité des différents protocoles signés les années précédentes. Elle poursuit les engagements des différents partenaires dans le domaine de la cohésion sociale.

Elle a pour objet de fixer les termes de la collaboration entre les signataires de ce document concernant des actions concourant au développement d'une politique vivante de lecture publique au sein de la Maison d'arrêt de Tarbes et au-delà, au moment de leur libération, au sein du réseau de lecture publique de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées afin de poursuivre cet objectif en milieu ouvert.

Les partenaires de la présente convention considèrent que le livre peut offrir, aux personnes placées sous main de justice, un espace d'ouverture au monde, mais également un outil de formation et de préparation à l'insertion. Il peut également nourrir leur imaginaire dans un moment de difficulté et d'exclusion de la vie sociale. Les actions, dans ce domaine, contribuent également à la prévention et à la lutte contre l'illettrisme. Elles participent pleinement à la prévention de la délinquance et de la récidive.

L'objectif est donc de faire accéder ce public à diverses interventions suivies autour du livre et de la lecture et aux documents déposés au sein des bibliothèques des différentes structures.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

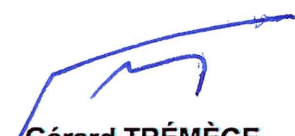
DECIDE

Article 1 : d'approuver les termes de la convention à intervenir annexée à la présente délibération

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer ladite convention et à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_24-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_24-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE
DISTRIBUTEURS DE BOISSONS**

Entre :

La Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, Zone tertiaire Pyrène Aéropole-Téléport
1-65290 JUILLAN représentée par Monsieur Gérard TREMEGE, Président dénommée
« CATLP » habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 25 septembre 2019

ET :

La société DALTY SUD représentée pardont le siège social est sis 15 Parc
d'Activités Bompertuis 13120 GARDANNE

PREAMBULE :

Dans la convention initiale il était prévu qu'un distributeur de boissons soit installé à la Médiathèque
de Lourdes si les conditions techniques le permettaient.

Il s'avère que compte tenu des difficultés techniques et du coût que représente une telle installation
il n'a pu y être donné suite et il est proposé d'installer un distributeur de boissons sur le site de la
Bibliothèque Nelson Mandela à Tarbes.

Article Unique : Il est proposé d'ajouter à la liste des sites où sont installés des distributeurs de
boissons :

« 1 distributeur à la Bibliothèque Nelson Mandela. »

Fait à Juillan, le

Pour la société DALTY

Pour la CATLP,

Le Président,

Gerard TREMEGE

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_25a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 25

**Avenant N°1 à l'occupation du domaine public pour exploitation de
distributeurs de boissons à la Bibliothèque Nelson Mandela**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUCOUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : Mme ISSON

Objet : Avenant N°1 à l'occupation du domaine public pour exploitation de distributeurs de boissons à la Bibliothèque Nelson Mandela

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération du Conseil Communautaire N° 23 en date du 19 décembre 2018 relative à l'approbation de la convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation de distributeurs de boissons

EXPOSE DES MOTIFS :

Au 1 février 2019, il a été installé des distributeurs de boissons au siège de la CATLP à Juillan, dans le bâtiment de Saint Exupéry à Tarbes, au Conservatoire Henri Duparc, dans les 3 piscines de Tarbes et à la Médiathèque Louis Aragon de Tarbes.

Le centre aquatique de Lourdes sera intégré à la fin de la convention d'occupation passée par la CCPL qui court jusqu'au 15 décembre 2020.

Comme cela avait été envisagé lors de la passation de la convention, il est proposé d'ajouter un distributeur de boissons à la Bibliothèque Nelson Mandela.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,


DECIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant n°1 à intervenir afin d'ajouter dans les sites où sont installés des distributeurs de boissons le site de la bibliothèque Nelson Mandela.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à signer l'avenant à intervenir et prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc2501919_25-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019



FONDS D'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE ECONOMIQUE « Entrepren@ »

REGLEMENT D'INTERVENTION

Conseil communautaire du 25 septembre 2019

Le règlement d'intervention « Entrepren@ » traduit l'engagement de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées en faveur du développement économique, de l'emploi, de l'innovation et de l'attractivité.

Dispositif	Fiches	Page
Entrepren@ Immobilier d'entreprises sur ZAE	Fiche n° 1.1 : Aide au bâti de moins de 1 000 000 € HT	5
	Fiche n° 1.2 : Aide au bâti de plus de 1 000 000 € HT	7
	Fiche n° 1.3 : Aide aux entrées de site industriel	9
Entrepren@ Immobilier d'entreprises - Commerce	Fiche n° 2.1 : Appel à projet annuel pour aider l'investissement immobilier pour les commerces de proximité en milieu rural	11
	Fiche n° 2.2 : Aides à l'investissement immobilier pour les commerces de proximité situés dans les bourgs centres	13
	Fiche n° 2.3 : Aides à l'investissement immobilier pour les commerces de proximité situés dans les centres-villes	15
Entrepren@ Immobilier d'entreprises – Tiers Lieux	Fiche 3 : Appel à projet Tiers-lieux	
Entrepren@ Innovation	Fiche n°4 : Aides aux études de faisabilité à destination des startups	21
Entrepren@ Attractivité	Fiche n°5 : Soutien à l'évènementiel a rayonnement régional, national et international	23
Entrepren@ Recherche et Développement	Fiche n° 6 : Soutien aux allocations de recherches doctorales	25

ENTREPREN@ IMMOBILIER D'ENTREPRISES

FILIERE ARTISANALE ET INDUSTRIELLE

*Créer des interventions au titre du
Fonds d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 1 : DISPOSITIF D'AIDES A L'IMMOBILIER DES ENTREPRISES

Fiche n° 1.1 : Aide au bâti

Idée forte :

Soutenir l'immobilier d'entreprises pour les projets
d'investissement **inférieur à 1 000 000 € H.T.**

Descriptif du dispositif financier :

Sont concernées les opérations d'investissements immobiliers réalisés par une entreprise, permettant le développement de son activité sur le territoire de l'agglomération : construction et/ou rénovation et/ou agrandissement de bâtiments.

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :**
 - ETI, PME et TPE des secteurs de l'artisanat de production, l'industrie, la production, la logistique, **l'agricole, de l'industrie agro-alimentaire** et de l'ESS dont le siège social est sur le territoire de la Communauté d'agglomération.
 - L'entreprise concernée devra avoir plus de 3 ans d'existence, être dans une situation financière saine, être à jour de ses dettes fiscales et sociales respecter les réglementations en vigueur pour son activité actuelle (autorisations administratives, normes de sécurité, etc.) et porter un projet de développement, de diversification, de transmission ou de retournement, créateur d'emplois.
 - Le montage en crédit-bail est éligible
 - **Les SCI ne sont pas éligibles sauf sur les ZAE labellisées Occitanie Zones Economiques (OZE) et qu'à condition que les associés fondateurs de la SCI soient les mêmes personnalités que le dirigeant d'entreprises.**
- **Dépenses éligibles :**
 - Les dépenses, qui pourront être prises en compte, sont les suivantes (en hors taxes) :
 - les travaux,
 - le contrôle technique,

- la coordination sécurité et protection de la santé (dépenses éligibles uniquement pour les entreprises adhérentes à la charte qualité coordonnateurs SPS)
- l'assurance « dommage ouvrage »
- les levés topographiques, sondages, branchements
- les honoraires de maîtrise d'œuvre et honoraires de maîtrise d'ouvrage déléguée et frais d'appel d'offres dans la limite de 10% du coût du projet
- Ne sont pas éligibles :
 - Le rachat de bâtiments, les coûts de dépollution, les acquisitions foncières, les voiries et réseaux divers extérieurs au terrain sur lequel le bâtiment est construit
 - Les simples travaux de réparations ou de rénovations n'intégrant pas une démarche de développement durable ne sont pas éligibles
 - **Les projets dont les travaux sont supérieurs à 1000 000 €HT**
- Les achats en crédit-bail pourront être pris en compte. Le contrat de crédit-bail devra prévoir dans tous les cas une option d'achat à terme.
- **Territoire éligible :**
 - Zones d'activités économiques (ZAE) de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées
 - Pour les entreprises de l'ESS **et de la filière agricole et agro-alimentaire**, l'éligibilité est sur l'ensemble du périmètre de l'agglomération
- **Critères d'intervention :**
 - **Montant plafond de l'investissement (projet) : 1 000 000 €HT**
 - Investissement doit permettre obligatoirement une augmentation au minimum de 10% du nombre d'emplois
- **Montants et plafond d'aides**
 - 20 % maximum de la base subventionnable en €HT plafonné à **50 000 € maximum par entreprise**
 - **Demande d'aide de l'entreprise tous les 3 ans**
- **Contenu du dossier de demande de subvention :**
 - Saisine de l'entreprise sur la base d'un dossier à remplir en incluant un plan de financement
 - Notice explicative de l'entreprise détaillant l'investissement (amélioration de la productivité, confort de l'utilisateur, mise aux normes...). L'investissement doit permettre obligatoirement la création d'emplois.
- **Paieement :**
 - 50% dès le lancement des travaux
 - 50% à la fin des travaux sur présentation des factures
- **Autres :**
 - Cette aide peut être couplée avec un rabais octroyé sur le prix de vente d'un foncier dans le cas d'une cession dans le périmètre d'une ZAE gérée par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
 - Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire hors le rabais sur le prix du foncier (délibération n°6 du bureau communautaire du 30/08/2017)
 - Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

ENTREPREN@ IMMOBILIER D'ENTREPRISES

FILIERE ARTISANALE ET INDUSTRIELLE

*Créer des interventions au titre du
Fonds d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 1 : DISPOSITIF D'AIDES A L'IMMOBILIER DES ENTREPRISES

Fiche n° 1.2 : Aide au bâti

Idée forte :

**Soutenir l'immobilier d'entreprises pour les projets
d'investissement supérieur à 1 000 000€HT**

Descriptif du dispositif financier :

Sont concernées les opérations d'investissements immobiliers de plus de 1 000 000€HT réalisées par une entreprise, permettant le développement de son activité sur le territoire de l'agglomération : construction et/ou rénovation intégrant une dimension de développement durable et/ou agrandissement de bâtiments.

- **Type d'aides :** Avance remboursable
- **Bénéficiaires :**
 - ETI, PME et TPE des secteurs de l'artisanat de production, l'industrie, la production, la logistique, l'agricole, de l'industrie agro-alimentaire et de l'ESS dont le siège social est sur le territoire de la Communauté d'agglomération.
 - L'entreprise concernée devra avoir plus de 3 ans d'existence, être dans une situation financière saine, être à jour de ses dettes fiscales et sociales respecter les réglementations en vigueur pour son activité actuelle (autorisations administratives, normes de sécurité, etc.) et porter un projet de développement, de diversification, de transmission ou de retournement, créateur d'emplois.
 - Le montage en crédit-bail est éligible
 - Les SCI ne sont pas éligibles sauf sur les ZAE labellisées Occitanie Zones Economiques (OZE) et qu'à condition que les associés fondateurs de la SCI soient les mêmes personnalités que le dirigeant d'entreprises.
- **Dépenses éligibles :**
 - Les dépenses, qui pourront être prises en compte, sont les suivantes (en hors taxes) :
 - les travaux,
 - le contrôle technique,
 - la coordination sécurité et protection de la santé (dépenses éligibles uniquement pour les entreprises adhérentes à la charte qualité coordonnateurs SPS)
 - l'assurance « dommage ouvrage »

- les levés topographiques, sondages, branchements
- les honoraires de maîtrise d'œuvre et honoraires de maîtrise d'ouvrage déléguée et frais d'appel d'offres dans la limite de 10% du coût du projet

○ **Ne sont pas éligibles :**

- Le rachat de bâtiments, les coûts de dépollution, les acquisitions foncières, les voiries et réseaux divers extérieurs au terrain sur lequel le bâtiment est construit
- Les simples travaux de réparations ou de rénovations n'intégrant pas une démarche de développement durable ne sont pas éligibles.

Les achats en crédit-bail pourront être pris en compte. Le contrat de crédit-bail devra prévoir dans tous les cas une option d'achat à terme.

● **Territoire éligible :**

- Zones d'activités économiques (ZAE) de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- Pour les entreprises de l'ESS, l'éligibilité est sur l'ensemble du périmètre de l'agglomération

● **Critères d'intervention :**

- Montant de l'investissement (projet) : **supérieur à 1 000 000 € HT**
- Investissement doit permettre obligatoirement une augmentation au minimum de 10% du nombre d'emplois

● **Montants et plafond d'aides**

- 20 % maximum de la base subventionnable en € HT plafonné à **100 000 € maximum par entreprise**
- Demande d'aide de l'entreprise tous les 3 ans
- La contrepartie étant nécessairement assurée par des financements moyen terme complémentaires

● **Contenu du dossier de demande de subvention :**

- Saisine de l'entreprise sur la base d'un dossier à remplir en incluant un plan de financement
- Notice explicative de l'entreprise détaillant l'investissement (amélioration de la productivité, confort de l'utilisateur, mise aux normes...).

● **Païement :**

- L'aide sera remboursée sur la base d'un échancier sur 5 ans, par annuités à terme échu. Au terme de la 3^{ème} année, un bilan intermédiaire sera réalisé par la Communauté d'agglomération et, à cette occasion, en fonction des résultats obtenus, une alternative sera proposée :
 - Soit poursuivre le plan de remboursement initialement fixé ;
 - Soit, sous condition expresse et préalable d'apport personnel nouveau du dirigeant en capital de 20% de la somme avancée (soit 20 000€ maximum), abandonner le restant dû de la créance (40 000€ maximum) qui sera transformée en subvention. Cette décision fera alors l'objet d'une délibération du Bureau communautaire et d'une convention définissant les modalités administratives de mise en œuvre de l'aide.

Dans l'hypothèse où il apparaîtrait que les fonds versés n'auraient pas été utilisés à bon escient pour le financement de l'opération immobilière (contrôle réalisé à n+3), la Communauté d'agglomération pourra dénoncer la déchéance de l'échancier et exiger le remboursement complet et immédiat de l'avance initialement consentie.

● **Autres :**

- Cette aide peut être couplée avec un rabais octroyé sur le prix de vente d'un foncier dans le cas d'une cession dans le périmètre d'une ZAE gérée par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire hors le rabais sur le prix du foncier (délibération n°6 du bureau communautaire du 30/08/2017)
- Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

ENTREPREN@ IMMOBILIER D'ENTREPRISES

FILIERE ARTISANALE ET INDUSTRIELLE

*Créer des interventions au titre du
Fonds d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 1 : DISPOSITIF D'AIDES A L'IMMOBILIER DES ENTREPRISES ARTISANALES ET INDUSTRIELLES

Fiche n° 1.3 : Aide aux entrées de site industriel

Idée forte :

**Soutenir l'immobilier d'entreprises en complément des aides
régionales dans un objectif d'attractivité**

Descriptif du dispositif financier :

Sont concernées les opérations d'investissements immobiliers réalisés par une entreprise, permettant la mise en valeur de son activité sur le territoire de l'agglomération : aménagement des entrées de sites industriels.

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :** TPE et PME, ETI des secteurs de l'artisanat de production, l'industrie, la production et la logistique existantes. Le site industriel doit être existant depuis au moins 10 ans. SCI non éligibles.
- **Dépenses éligibles :**
 - Sont éligibles les dépenses : Travaux réalisés par une entreprise tiers couverte par une assurance décennale (l'auto-construction est exclue) : aménagement des entrées de site (clôture, voirie, éclairage, etc.)
 - Ne sont pas éligibles : les simples travaux de réparations, de rénovations ou réaménagement
- **Territoire éligible :**
 - Zones d'activités économiques (ZAE) de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- **Critères d'intervention :**
 - Investissement doit permettre obligatoirement la création d'emplois
 - Projet de développement global de l'entreprise (bâti + entrées de site)
- **Montants et plafond d'aides**
 - 50 % maximum de la base subventionnable en €HT plafonné à **50 000 € maximum par projet**
 - **Demande d'aide de l'entreprise tous les 5 ans**

- Une enveloppe annuelle de 50 000€ sera allouée chaque année à cette action

- **Contenu du dossier de demande de subvention :**

- Saisine de l'entreprise sur la base d'un dossier à remplir en incluant un plan de financement
- Notice explicative de l'entreprise détaillant l'investissement (amélioration de la productivité, confort de l'utilisateur, mise aux normes...). L'investissement doit permettre obligatoirement la création d'emplois.

- **Paiement :**

- 50% dès le lancement des travaux
- 50% à la fin des travaux sur présentation des factures

- **Autres :**

- Cette aide peut être couplée avec un rabais octroyé sur le prix de vente d'un foncier dans le cas d'une cession dans le périmètre d'une ZAE gérée par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire hors le rabais sur le prix du foncier (délibération n°6 du bureau communautaire du 30/08/2017)
- Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

ENTREPREN@ IMMOBILIER D'ENTREPRISES

FILIERE COMMERCE

*Créer des interventions du Fonds
d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 2 : DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX COMMERCES

Fiche n° 2.1 : Aide à l'investissement immobilier pour les commerces de proximité en milieu rural

Idée forte :

**Soutenir le commerce de proximité en milieu rural en
complément du dispositif régional « Pass Commerce de
proximité »**

Descriptif du dispositif financier :

Ce dispositif a pour objectif de soutenir les projets portés par les communes visant le maintien, la création ou le développement d'activités de commerce ou artisanat de proximité qui répondent à des besoins de première nécessité de la population locale.

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :** Communes
- **Dépenses éligibles :**
 - Sont éligibles les dépenses : construction, réhabilitation, extension ou acquisition de locaux et les frais annexes (architectes, maîtrise d'œuvre, etc.) dans la limite d'un plafond de 1 200€HT/m². Les frais annexes sont limités à 10% du montant du projet.
 - Ne sont pas éligibles : les simples travaux de réparations ou de rénovations et les dépenses d'équipement matériel.
- **Territoire éligible :**
 - Communes de moins de 1 500 hab.
- **Critères d'intervention :**

- Obligation d'accueil d'activités commerciales ou artisanales indépendantes réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 800 000 € HT (hors professions libérales) qui n'existent pas ou plus à l'échelle de la commune.
 - Les activités de débit de boisson sont éligibles lorsqu'elles viennent en complément d'une autre activité répondant à un besoin de première nécessité (moins de 50 % du chiffre d'affaires prévisionnel).
 - L'exploitant devra s'engager à privilégier les circuits courts en recherchant une partie de ses approvisionnements directement auprès des producteurs locaux.
- **Montants et plafond d'aides**
 - Le montant des investissements éligibles doit être entre 60 000€HT et 500 000€HT pour bénéficier de l'aide communautaire
 - **20 % maximum de la base subventionnable en €HT plafonné 50 000 € maximum par projet**
 - **Demande d'aide tous les 3 ans**
 - Dans la limite du budget annuel alloué
 - **Contenu du dossier de demande de subvention :**
 - Saisine de la commune
 - Une étude devra être fournie démontrant la faisabilité du projet et garantissant qu'il n'introduit pas de distorsion de concurrence sur la zone de chalandise et d'un plan de financement
 - **Paielement :**
 - 50% lors du lancement des travaux
 - 50% à la fin des travaux sur présentation des factures et en fonction des dépenses réellement engagées
 - **Autres :**
 - Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire
 - Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

Fiche n° 2.2 : Aides à l'investissement immobilier pour les commerces de proximité situés dans les bourgs centres

Idée forte :

**Soutenir le commerce de proximité dans les bourgs-centre en
complément de la politique contractuelle régionale**

Descriptif du dispositif financier :

Ce dispositif a pour objectif de soutenir les projets d'installation de commerces dans les bourgs-centre visant le maintien, la création ou le développement d'activités de commerce ou artisanat de proximité qui répondent à des besoins de première nécessité de la population locale.

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :**
 - Les entreprises commerciales, artisanales ou services qui envisagent une opération de création, de maintien, de modernisation, d'adaptation ou de transmission de leur activité, afin de préserver ou de développer un tissu d'entreprises de proximité
 - Chiffre d'affaires de moins de 1 M€.
 - Activité exercée (APE) :
 - 45 - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
 - 471 - Commerce de détail en magasin non spécialisé
 - 472 - Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
 - 473 - Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
 - 474 - Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé
 - 475 - Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé
 - 476 - Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé
 - 4771 - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
 - 4772 - Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé
 - 4774 - Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
 - 4775 - Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
 - 4776 - Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
 - 4777 - Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
 - 4778 - Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé
 - 4779 - Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
 - 478 - Commerce de détail sur éventaies et marchés
 - 479 - Commerce de détail hors magasin, éventaies ou marchés
 - 56 – Restauration
 - S - Autres activités de services
 - Critères complémentaires :
 - Lieu d'immatriculation
 - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés
 - Immatriculation au Répertoire des Métiers

- **Dépenses éligibles :**

- Sont éligibles les dépenses :

- Modernisation des locaux d'activité et les équipements professionnels, y compris les véhicules de tournées utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité dans les communes dépourvues d'activités commerciales et leur aménagement ;
- Sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services ;
- Accessibilité à tous les publics ;
- Rénovation des vitrines.

Ne sont pas éligibles : les simples travaux de réparations ou de rénovations et les dépenses d'équipement matériel.

- **Territoire éligible :**

Communes de plus de 1 500 hab.

- **Critères d'intervention :**

La subvention de la Communauté d'agglomération ne pourra être sollicitée uniquement dans le cadre d'un projet validé par le Conseil régional de l'Occitanie au regard de la politique contractuelle de bourgs-centre.

- **Montants et plafond d'aides**

Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 4 000€HT pour bénéficier de l'aide communautaire.

20 % maximum de la base subventionnable plafonné **10 000€HT maximum par projet et pour les travaux liés à l'accessibilité, le plafond est de 15 000€HT.**

- **Païement :**

50% lors du lancement des travaux

50% à la fin des travaux sur présentation des factures et en fonction des dépenses réellement engagées

- **Autre :**

- Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire
- Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

Fiche n° 2.3 : Aides à l'investissement immobilier pour les commerces de proximité situés dans les centres-villes

Idée forte :

Soutenir le commerce de proximité dans les centre-ville en complément d'une opération collective en milieu urbain (FISAC) ou du dispositif cœur de ville

Descriptif du dispositif financier :

Ce dispositif a pour objectif de soutenir les projets d'installation de commerces dans les centres-villes visant le maintien, la création ou le développement d'activités de commerce ou artisanat de proximité qui répondent à des besoins de la population locale.

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :**
 - Les entreprises commerciales, artisanales ou services qui envisagent une opération de création, de maintien, de modernisation, d'adaptation ou de transmission de leur activité, afin de préserver ou de développer un tissu d'entreprises de proximité
 - Chiffre d'affaires de moins de 1 M€.
 - Activité exercée (APE)
 - 45 - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
 - 471 - Commerce de détail en magasin non spécialisé
 - 472 - Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
 - 473 - Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
 - 474 - Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé
 - 475 - Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé
 - 476 - Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé
 - 4771 - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
 - 4772 - Commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir en magasin spécialisé
 - 4774 - Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
 - 4775 - Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
 - 4776 - Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
 - 4777 - Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
 - 4778 - Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé
 - 4779 - Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
 - 478 - Commerce de détail sur éventaies et marchés
 - 479 - Commerce de détail hors magasin, éventaies ou marchés
 - 56 – Restauration
 - S - Autres activités de services
 - Critères complémentaires :
 - Lieu d'immatriculation
 - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés
 - Immatriculation au Répertoire des Métiers

- **Dépenses éligibles :**

- Sont éligibles les dépenses :

- modernisation des locaux d'activité et les équipements professionnels, y compris les véhicules de tournées utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité dans les communes dépourvues d'activités commerciales et leur aménagement ;
- sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services
- accessibilité à tous les publics
- rénovation des vitrines.

- Ne sont pas éligibles : les simples travaux de réparations ou de rénovations et les dépenses d'équipement matériel.

- **Territoire éligible :**

Communes de plus de 10 000 habitants

- **Critères d'intervention :**

La subvention communautaire pourra être sollicitée uniquement dans le cadre d'un projet validé par les services de l'Etat au regard du dispositif opération collective en milieu urbain (OCMU) FISAC. Ce dispositif n'est pas cumulatif avec l'aide communautaire au titre des commerces de proximité situés sur les bourgs-centres.

- **Montants et plafond d'aides**

Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 4 000€HT pour bénéficier de l'aide communautaire. 20 % maximum de la base subventionnable plafonné 10 000€HT maximum par projet et pour les travaux liés à l'accessibilité le plafond est de 15 000€HT.

- **Paie ment :**

- 50% lors du lancement des travaux
- 50% à la fin des travaux sur présentation des factures et en fonction des dépenses réellement engagées

- **Autre :**

- Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire
- Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

ENTREPREN@ IMMOBILIER D'ENTREPRISES

TIERS-LIEUX

Créer des interventions du Fonds
d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)

FICHE N° 3 : AIDE A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES POUR LES TIERS-LIEUX

Idée forte :

Permettre un maillage territorial de tiers-lieux à l'échelle de la
Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Descriptif du dispositif financier :

Au titre de sa compétence en développement économique dont l'immobilier d'entreprises, la Communauté d'agglomération souhaite faire émerger un réseau de Tiers-lieux devant répondre à la transition numérique pour les citoyens et les entreprises.

L'appel à projet sur les Tiers-Lieux : ce dispositif a pour objectif de soutenir les projets immobiliers pour la création de tiers-lieux.

- **Type d'aides :** Subvention d'investissement octroyée suite à un appel à projet annuel ou aide aux loyers
- **Bénéficiaires :** Associations, Entreprises et leurs groupements, Communes, Etablissements publics
- **Dépenses éligibles :**
 - Sont éligibles les dépenses : construction, réhabilitation, extension ou acquisition de locaux et les frais annexes (architectes, maîtrise d'œuvre, etc.) dans la limite d'un plafond de 1 000€HT/m². Les frais annexes sont limités à 10% du montant du projet.
 - Loyers (hors charges)
 - Ne sont pas éligibles : les simples travaux de réparations ou de rénovations et les dépenses d'équipement matériel. L'acquisition de matériel dédié à l'activité de l'entreprise.
- **Territoire éligible :**
 - La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- **Critères d'intervention :** Les projets accompagnés seront sélectionnés suite à l'appel à projet annuel et les aides seront modulées sur la base des principes suivants :

- Accompagnement et animation spécifiques
- Types d'actions (individuelles et collectives) proposées,
- Aménagement du territoire (zone rurale, zone de montagne, quartier politique de la ville, zone à enjeu) en fonction de la stratégie définie par la Communauté d'agglomération.
- Positionnement cohérent avec la stratégie communautaire
- Horaires d'ouverture

- **Montants et plafond d'aides**

- Le montant des investissements éligibles doit être supérieur à 100 000€HT pour bénéficier de l'aide communautaire
- Accompagnement plafonné 50 000 € maximum par projet
- Prise en charge des loyers hors charges pendant un an

- **Paielement :**

- 50% au lancement des travaux
- 50% à la fin des travaux sur présentation des factures et en fonction des dépenses réellement engagées

- **Autre :**

- Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire
- Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

ENTREPREN@ INNOVATION

*Créer des interventions au titre du
Fonds d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 4 : DISPOSITIF D'AIDES AUX ETUDES DE FAISABILITE A DESTINATION DES STARTUPS

Idée forte :

Soutenir l'implantation et le développement des startups sur le territoire communautaire

Descriptif du dispositif financier :

Ce dispositif a pour objectif d'impulser de nouvelles actions permettant de passer à une phase d'accélération dans l'émergence et la croissance des jeunes pousses innovantes. L'enjeu est d'être en mesure d'accompagner les projets de start-up de la phase d'incubation à celle de déploiement, en passant par l'étape intermédiaire d'amorçage. Il est réalisé en complément et en amont du dispositif d'intervention régional : START'OC PROJET.

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :**
 - Les entreprises innovantes implantées sur le territoire de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées :
 - immatriculées depuis 3 ans au maximum,
 - qui ont pour objectif de développer un produit et/ou service basé sur une innovation technologique ou non technologique,
 - dont le modèle d'affaires présente un risque,
 - et n'ayant pas encore distribué de bénéfices.

Personnes physiques qui portent un projet de création d'entreprise innovante dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement reconnu par la CA TLP

Les consortiums industriels (convention obligatoire) qui portent un projet d'innovation collaboratif.

Sont exclus comme activités principales : les services financiers hormis les Fintech, les professions libérales, les banques, les assurances, les sociétés de commerce de détail et de négoce (BtoC), les sociétés de conseil.

- **Dépenses éligibles :**
 - Coûts en lien avec la faisabilité commerciale du projet par le recours à des experts externes (études de marché, études juridique, études fiscales...),
 - Coûts des instruments et du matériel à la réalisation d'un prototype
 - Coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence,
 - Coûts des services de conseil et d'appui utilisés exclusivement aux fins du projet,
 - Coûts liés aux droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle,

- **Territoire éligible :**
Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- **Critères d'intervention :**
Engagement de rester sur le territoire communautaire pendant une durée minimale de 3 ans sinon demande de remboursement de la subvention communautaire
Obligation que le dossier soit présenté devant le Comité d'accompagnement partenarial (CAP)
Note d'opportunité de la structure accompagnatrice
Le programme soutenu devra se dérouler sur une durée maximale de 12 mois.
- **Montants et plafond d'aides**
Les opérations d'un montant minimal de 2 500 €HT de dépenses éligibles
Taux d'intervention maximum : 50% des dépenses éligibles retenues plafonnées 5 000 € maximum par projet
- **Paielement :**
50% dès la délibération du Bureau communautaire de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées
50% à la fin des travaux sur présentation des factures et en fonction des dépenses réellement engagées
- **Autre :**
Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire
Taux d'intervention des partenaires financiers publics : maximum imposé par la réglementation en vigueur

Procédure :

- **Lettre d'intention du porteur de projet adressée au Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées** préalable à l'engagement du financement. La date d'accusé de réception de cette lettre, qui ne préjuge pas d'un soutien financier au titre du présent dispositif, vaut autorisation de démarrage et porte éligibilité des dépenses engagées à partir de cette date. La réception du dossier complet de demande doit intervenir au plus tard 6 mois après la date de réception de la lettre d'intention.
- **Le dossier de demande d'aide doit comporter :**
 - Le cahier des charges de l'étude servant de base à la sélection du futur prestataire et précisant les modalités de suivi et de validation de l'étude
 - Un budget prévisionnel
 - Les différentes pièces administratives nécessaires à l'instruction du dossier
 - L'instruction de la demande d'aide est réalisée par le service Développement économique, Enseignement supérieur et innovation en relation directe avec le porteur de projet et les partenaires extérieurs dans le cadre du Comité d'accompagnement Partenarial
- **Avis de la commission « Développement Economique »**
- **Délibération du bureau communautaire**
- **Une convention fixant les conditions de l'aide économique sera établie et signée par les parties prenantes**

Commentaires :

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

ENTREPREN@ ATTRACTIVITE

*Créer des interventions au titre du
Fonds d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 5 : SOUTIEN A L'EVENEMENTIEL A RAYONNEMENT REGIONAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL

Idée forte :

**Soutenir des évènements d'ampleur contribuant à l'attractivité et
au rayonnement du territoire communautaire en exogène**

Descriptif du dispositif financier :

Ce dispositif a pour objectif de subventionner des actions ou des manifestations qui participent, de par leur caractère exceptionnel ou par leur fréquentation, à la promotion et à l'attractivité du territoire.

- **Type d'aides :** Subvention de fonctionnement
- **Bénéficiaires :**
 - Les associations :
 - ayant leur siège sur le territoire de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
 - existence depuis plus de 2 ans à la date de dépôt de sa demande (doit être en mesure de fournir un bilan de l'association : compte de résultat, actif et passif)
 - Les organismes de recherche ou les établissements académiques
- **Critères d'intervention :**
 - Critères d'attractivité et de rayonnement :
 - Evènements à rayonnement régional, national et international.
 - Pour les associations, le nombre de participants à l'évènement : plus de 10 000. A titre d'exemple, il sera porté une attention toute particulière aux points suivants : attractivité de l'évènement, l'accompagnement médiatique, les retombées économiques et médiatiques de l'évènement pour le territoire communautaire
 - Pour les organismes de recherche, les établissements académiques, le seuil de participants est de minimum 200 personnes pour des évènements uniquement internationaux
 - Critères d'ancrage territorial :
 - Valorisation du territoire
 - Les partenariats locaux réalisés
 - La mobilisation des acteurs locaux
 - Critères administratifs :
 - La complétude du dossier à la date limite du dépôt
- **Montants et plafond d'aides**
 - Subvention de 5 000€ pour les évènements à rayonnement régional, national et de 10 000€ pour les évènements à rayonnement international
 - Subvention de 1 500€ pour les organismes de recherche ou les établissements académiques

- Le porteur de projet ne dispose d'aucun droit automatique à la subvention, ni à son renouvellement.
- Afin notamment de favoriser l'émergence de nouveaux projets, la Communauté peut refuser ou réduire l'attribution d'une subvention à une association qui en a déjà bénéficié l'année précédente. La Communauté d'agglomération, en tant que collectivité publique, dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour l'accorder ou la refuser, ce qui signifie qu'elle n'a pas à justifier ses décisions, qui sont sans recours.

- **Communication :**

- Dans le cadre des manifestations et des événements, la communication autour du projet devra être diffusée sur l'ensemble du territoire communautaire et devra par tout moyen valoriser la participation de la Communauté d'agglomération. Un dossier de presse composé d'un communiqué de presse, d'une présentation du projet, du plan de financement devra être transmis à la Communauté d'agglomération au moins 2 semaines avant l'événement. A défaut de cette communication en amont, il est considéré que l'événement est de faible portée et la subvention de l'intercommunalité peut être remise en question, même si la décision a déjà été prise.

- **Calendrier :**

- L'examen des demandes aura lieu une fois par semestre. La demande de subvention devra nous être transmise avant le 30 novembre N-1 pour les événements prévus au cours du 1er semestre suivant, et avant le 31 mai pour les manifestations du 2nd semestre de l'année en cours. Après le dépôt du dossier, la demande sera examinée par la commission Développement économique puis proposée au vote du Bureau communautaire. Une réponse à la demande (refus ou attribution) sera notifiée.

- **Païement :**

- La subvention allouée est un montant plafond susceptible d'être recalculé selon le bilan financier de l'action, signé par le Président de l'association et joint à la demande de versement, accompagné des justificatifs de dépenses.

- **Autre :**

- Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire

Procédure :

- **Lettre d'intention du porteur de projet adressée au Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées** préalable à l'engagement du financement.
- **Le dossier de demande d'aide doit comporter :**
 1. Fiche de présentation de votre association
 2. Description du projet associatif de l'association et du projet
 3. Budget prévisionnel de votre association et budget prévisionnel de l'action projetée avec le montant sollicité
 4. Attestation sur l'honneur
 5. Les derniers statuts approuvés
 6. Le bilan financier et moral de l'année N-1 de l'association (compte de résultat et bilan actif/passif)
 7. Un relevé d'identité bancaire ou postal
 8. Un dossier de presse au minimum 2 semaines avant l'événement

Afin de permettre d'obtenir l'ensemble de ces informations, l'association devra remplir le formulaire CERFA n°12156.
- **Avis de la commission « Développement Economique »**
- **Délibération du bureau communautaire**
- **Notification de la subvention**

ENTREPREN@ RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

*Créer des interventions au titre du
Fonds d'Intervention Communautaire
Economique (FICE)*

FICHE N° 6 : SOUTIEN AUX ALLOCATIONS DE RECHERCHES DOCTORALES

Idée forte :

**Soutenir le développement du potentiel de recherche comme un
moteur de l'économie de l'innovation**

Descriptif du dispositif financier :

Ce dispositif a pour objectif de subventionner des thèses doctorales menées sur le territoire communautaire

- **Type d'aides :** Subvention
- **Bénéficiaires :** Organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur et de recherche situés sur le territoire communautaire et rattachés au COMUE Toulouse Midi-Pyrénées
- **Territoire éligible :**
 - Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
- **Critères d'intervention :**
 - Cofinancements acquis notamment de la Région Occitanie à la date de la validation en bureau communautaire
 - Validation par la tutelle de l'unité du périmètre scientifique du projet
 - Pour la recherche appliquée : Projets s'intégrant à l'écosystème d'innovation des filières industrielles locales et/ou répondant à des besoins de PME/PMI partenaires
 - Pour les bourses CIFRE : Projets s'intégrant à l'écosystème d'innovation des filières industrielles locales prioritaires : aéronautique – céramique technique et hydrogène
- **Montants et plafond d'aides**
 - Subvention de 5 000€ par an pendant trois ans pour les allocations de recherche appliquée et fondamentales
 - Subvention de 2 500€ par an pendant 3 ans pour les bourses CIFRE
- **Paielement :**
 - La subvention sera versée annuellement après présentation devant les commissions enseignement supérieur et Recherche, innovation et numérique de l'état d'avancement de la thèse par le doctorant

- **Autre :**
 - Cette aide ne peut être couplée avec une autre subvention communautaire

Procédure :

- **Lettre d'intention du porteur de projet adressée au Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées** préalable à l'engagement du financement. La date d'accusé de réception de cette lettre, qui ne préjuge pas d'un soutien financier au titre du présent dispositif, vaut autorisation de démarrage et porte éligibilité des dépenses engagées à partir de cette date. La réception du dossier complet de demande doit intervenir au plus tard 6 mois après la date de réception de la lettre d'intention.
- **Le dossier de demande d'aide doit comporter :**
 1. Fiche de présentation de la thèse
 2. Composition de l'équipe proposante
 3. Plan de financement prévisionnel
 4. Accord des co-financeurs
- **Avis de la commission « Enseignement supérieur »**
- **Délibération du bureau communautaire**
- **Notification de la subvention**
- **Signature de la convention financière**

- Les critères d'intervention, ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un conventionnement avec le Conseil régional d'Occitanie au sens de l'article 3 (Art L. 1511-2) de la loi NOTRe.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 26

**Approbation de l'avenant n°3 du règlement pour le fonds
d'intervention communautaire économique nommé Entrepren@**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT

M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET

M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SEGNERE

Objet : Approbation de l'avenant n°3 du règlement pour le fonds d'intervention communautaire économique nommé Entrepren@

Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis – JOUE 24/12/2013 L 352/1,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_26-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu l'annexe 1 relative à la définition des PME du règlement (UE) n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et publié au JOUE le 26 juin 2014,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1511-1 et suivants, L1611-4 et L4221-1 et suivants,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République répartissant les compétences entre les collectivités notamment en matière de développement économique,

Vu la délibération de la Commission permanente du 2 février 2017 approuvant le schéma régional du développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),

Vu le règlement financier de la Région Occitanie,

Vu la délibération n°12 du Conseil communautaire réuni en séance le 21 décembre 2017 approuvant le règlement d'intervention du fonds d'intervention communautaire économique,

Vu la délibération n°1 du Conseil communautaire réuni en séance le 10 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 du règlement d'intervention du fonds d'intervention communautaire économique,

Vu la délibération n°14 du Conseil communautaire réuni en séance le 26 juin 2019 approuvant l'avenant n°2 du règlement d'intervention du fonds d'intervention communautaire économique,

Vu le projet d'avenant n°3 du règlement d'intervention annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Les collectivités territoriales et leurs groupements, tels que les communautés d'agglomération, peuvent accorder des aides pour favoriser le développement économique sur le territoire de leurs communes membres.

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a approuvé le 21 décembre 2017 son règlement d'intervention du fonds communautaire économique et son avenant n°1 le 10 avril 2018.

Aujourd'hui, il est proposé de faire évoluer le règlement d'intervention au regard des évolutions réglementaires et de l'ambition de la Communauté d'agglomération :

- Ouverture des bénéficiaires des fiches 1.1 et 1.2 aux SCI uniquement sur les ZAE labellisées Occitanie Zones Economiques (OZE)
- Suppression de la fiche n°3 et par conséquent de l'appel à projets annuel agro-alimentaire compte tenu du lancement du projet alimentaire territorial et ouverture de l'éligibilité des entreprises agricoles, agro-alimentaires et bio-déchets au sein des fiches n°1.1 et 1.2.
- Création de la fiche n°3 pour accompagner les projets immobiliers des tiers-lieux sur le territoire communautaire.

Il est donc proposé d'approuver le nouveau règlement d'intervention pour le fonds d'intervention communautaire économique annexé à la présente délibération.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le nouveau règlement d'intervention annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 27

Adhésion Initiative Pyrénées

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE

M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOUCHESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

**M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU**

**M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE**

Excusés :

**Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M.
Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à
Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M.
Paul HABATJOU**

**Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à
Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à
M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à
Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir
à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-
Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M.
Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M.
Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir
à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à
M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à
Mme Céline ROULET**

Absent(s) :

**M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE**

**Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE**

Rapporteur : M. SEGNERE

Objet : Adhésion Initiative Pyrénées

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L. 5214-16,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté
d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,
des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-
Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de
ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_27-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

EXPOSE DES MOTIFS :

L'association Initiative Pyrénées a pour objet de favoriser la création d'activités et d'emplois sur le territoire. Elle aide les porteurs de projet en renforçant leurs fonds propres, leur permettant d'obtenir un financement bancaire complémentaire.

Ce soutien se manifeste par un prêt d'honneur à 0% personnel sans garantie bancaire.

Ainsi, en 2018 à titre d'exemple, Initiative Pyrénées a accueilli 154 porteurs de projets sur le territoire communautaire dont 42 ont été accompagnés par l'octroi de prêts de 393 000€ de prêts d'honneur.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'adhérer à l'association Initiative Pyrénées en versant une subvention représentant une cotisation de 0.15 euros par habitant soit, 18 934.50€.

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_27-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 28

Mise en œuvre de la procédure d'exemption des communes du dispositif SRU pour la période triennale 2020-2022

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

**M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT**

**M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHESTO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET**

M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Mise en œuvre de la procédure d'exemption des communes du dispositif SRU pour la période triennale 2020-2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L. 302-5,
Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_28-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Vu le décret n°2017-840 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux et pris pour l'application de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,
Vu le décret n° 2019-662 du 27 juin 2019 fixant la valeur du ratio de tension sur la demande de logement social permettant de déterminer la liste des agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées, pour la période 2020-2022, de l'application des dispositions de l'article L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation en application du III du même article,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'article 55 de la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU) dispose que les communes de plus de 3 500 habitants, appartenant à un EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants doivent comptabiliser un taux minimum de logements sociaux.

Parallèlement, l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation liste plusieurs motifs d'exemptions des obligations de la loi SRU. Peuvent notamment être exemptées :

- les communes situées dans des agglomérations (au sens de l'INSEE) de plus de 30 000 habitants au sein desquelles le ratio entre le nombre de demandes de logement locatif social et le nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes au sein du parc locatif social, est inférieur à 2 ;
- les communes situées hors d'une agglomération (au sens de l'INSEE) de plus de 30.000 habitants et insuffisamment reliées aux bassins d'activités et d'emplois par le réseau de transports en commun.

Le décret n°2019-662 du 27 juin 2019 a fixé, pour la période 2020-2022, la valeur du ratio de tension sur la demande de logement social à 1,66 pour l'unité urbaine de Tarbes.

Ainsi, les communes d'Aureilhan, Bordères sur l'Echez et Séméac peuvent être exemptées car elles entrent dans le premier cas de figure (elles sont situées dans une agglomération de plus de 30 000 habitants dont le taux de tension sur la demande de logement social est inférieur à 2).

La commune de Juillan peut quant à elle être exemptée car entrant dans le deuxième cas de figure (elle est située hors d'une agglomération de plus de 30.000 habitants - au sens de l'INSEE - et est insuffisamment reliée aux bassins d'activités et d'emplois par le réseau de transports en commun).

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de proposer d'exempter les communes d'Aureilhan, Bordères sur l'Echez, Séméac et Juillan du dispositif SRU pour la période triennale 2020-2022,

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

**Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de
Renouvellement Urbain sur la Ville de Lourdes**

2019-2024

Entre :

L'État,

La Ville de Lourdes

L'Agence nationale de l'Habitat,

Le Département des Hautes-Pyrénées,

La Région Occitanie Pyrénées Méditerranée,

La SACICAP Toulouse Pyrénées-Procivis



La présente convention est établie :

Entre la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par son Président, Monsieur Gérard TRÉMÈGE,

L'État, représenté par le Préfet du département des Hautes-Pyrénées, Monsieur Brice BLONDEL,

L'Agence Nationale de l'Habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par Monsieur Jean-Luc SAGNARD, Directeur départemental des territoires, délégué local adjoint de l'ANAH dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « ANAH »,

La Ville de Lourdes, représentée par son Maire, Madame Josette BOURDEU,

Le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Michel PÉLIEU,

La Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Carole DELGA,

La Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) Toulouse Pyrénées - PROCIVIS, représentée par sa Directrice générale, Madame Sylvie LABESSAN,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence (RGA) nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et pour l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2018-2023, approuvé le 6 décembre 2017 par le comité responsable du plan,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 26 juin 2019, autorisant la signature de la présente convention,

Vu la délibération de l'Assemblée Délibérante du Conseil Général du 23 mars 2012 approuvant le Programme Départemental Habitat / Logement (PDHL), et les délibérations de l'Assemblée Délibérante du Conseil Général du 21 juin 2013, des Commissions Permanentes des 6 mars 2015, 01 juillet 2016, 24 novembre 2017 et 15 décembre 2017 modifiant notamment les critères d'intervention en faveur du logement privé ainsi que les modalités de financements des porteurs d'opérations programmées,

Vu la délibération n°19 en date du 28 juin 2017 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées définissant d'intérêt communautaire, dans sa politique du logement, les opérations programmées, sur l'ensemble de son territoire, à l'exemption de la ville de Tarbes,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées en date du ...

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat des Hautes-Pyrénées, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du ...,

Vu l'avis du délégué de l'ANAH dans la Région en date du ...,

Il a été exposé ce qui suit :

Préambule	6
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.....	8
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux	8
1.1. Dénomination de l'opération	8
1.2. Périmètre et champs d'intervention	8
Chapitre II – Enjeux de l'opération.....	10
Article 2 – Enjeux.....	10
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.	12
Article 3 – Volets d'action	13
3.1. Volet urbain et foncier.....	13
3.2. Volet immobilier	16
3.3. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé	17
3.4. Volet énergie et précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux.....	18
3.5. Volet travaux pour l'autonomie de la personne et le handicap dans l'habitat.....	19
3.6 Volet social	20
3.7. Volet copropriétés.....	21
3.8. Volet patrimonial et environnemental	21
3.9. Volet économique et développement territorial.....	22
Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation	22
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.....	24
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération	24
5.1. Financements de l'ANAH	24
5.2. Financements de l'État au titre du programme « Habiter Mieux »	25
5.3. Financements de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, collectivité maître d'ouvrage	25
5.4. Financements de la Ville de Lourdes	26
5.5. Financements du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées	26
5.6. Financements du Conseil Régional Occitanie	27
5.7 Engagement de la SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS	28
5.8 Engagement d'Action Logement	29
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.	31
Article 6 – Conduite de l'opération.....	31
6.1. Pilotage de l'opération	31
6.1.1. Mission du maître d'ouvrage	31
6.1.2. Instances de pilotage	31
6.2. Suivi-animation de l'opération	32

6.2.1. Équipe de suivi-animation	32
6.2.2. Contenu des missions de suivi-animation	32
6.2.3. Modalités de coordination opérationnelle.....	32
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées.....	32
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs	33
6.3.2. Bilans et évaluation finale	33
Chapitre VI – Communication.....	35
Article 7 – Communication	35
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.....	37
Article 8 - Durée de la convention	37
Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention	37
Article 10 – Transmission de la convention	38
Annexes.....	39
Annexe 1. Périmètre de l'opération.....	39
Annexe 2. Récapitulatif des objectifs et des aides apportées (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention)	39

Préambule

Située dans le département des Hautes-Pyrénées, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CA TLP) est composée de 86 communes et compte plus de 120 000 habitants. La commune de Lourdes, visée par l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU), avec 14 361 habitants en 2014 (INSEE), constitue la deuxième ville de la Communauté d'agglomération et du département des Hautes-Pyrénées. Elle se heurte aux problématiques cumulées d'une ville moyenne en perte de dynamisme et d'un pôle touristique mondial en décroissance.

Le nombre d'habitants de la ville est en constante diminution depuis les années 1960, en particulier sur son centre-ville où la vacance de l'habitat s'amplifie au fil des ans pour atteindre 16,9% de logements vacants en 2014. A l'instar de nombreuses villes moyennes, le centre se fait concurrencer par sa périphérie et a perdu près de 2 500 habitants en trente ans. La ville connaît un revenu médian modeste, qui reste bien en deçà du niveau départemental ou régional. Elle comprend un grand nombre de personnes en précarité, un vieillissement marqué de sa population et une augmentation importante du nombre de personnes seules qui sont autant de facteurs de fragilisation de l'occupation du parc de logements. L'observation des marchés locaux de l'habitat confirme les indicateurs socio-démographiques avec une « segmentation » des marchés et donc un maintien sur Lourdes des profils sociaux et générationnels « captifs » qui n'ont pas la capacité de la mobilité résidentielle ou professionnelle : personnes isolées, ménages de petite taille, âgés et/ou à revenus modestes...

Parallèlement, la cité mariale reçoit environ 2 millions de pèlerins annuellement, ce qui en fait le deuxième parc hôtelier de France et lui donne le profil d'une ville de 80 000 habitants en termes d'équipements et de services. Depuis quelques années, ce pôle touristique culturel souffre cependant d'une perte d'attractivité avec une diminution de 650 000 nuitées observée entre 2009 et 2014, d'où la mise en péril de son parc hôtelier et commercial.

Dans son organisation urbaine, Lourdes est une ville duale aux fonctionnalités marquées et peu poreuses. La ville basse concentre hôtels, pensions de familles et commerces touristiques et la ville haute est plus résidentielle. Le centre-ville, à cheval entre les « deux villes », polarise de nombreuses problématiques :

- centre dense concentrant des populations fragiles,
- morphologie contraignante et bâti peu adapté à la demande et aux normes du marché,
- phénomènes de mal logement et de précarité énergétique,
- vacance de logements importante,
- changements de destination de la zone touristique pour y intégrer la ville résidentielle, etc.

Les quartiers ont des spécificités marquées conjuguant pour certains de réelles qualités résidentielles (quartier du Sacré cœur, quartier des Rochers) et des problématiques de vacance, de qualité énergétique médiocre du bâti et de vieillissement de la population et pour d'autres, des contraintes urbaines et d'habitabilité importantes (boulevard de la Grotte, centre-ancien) et un recul de la vocation touristique générant un délaissement du bâti hôtelier.

Lourdes conserve toutefois une réelle notoriété et reste une ville-centre de poids à l'échelle intercommunale aux portes d'entrée de la vallée des Gaves.

Ces constats, issues des conclusions de l'étude pré-opérationnelle, questionnent le maintien de la cohésion d'ensemble et les équilibres au sein de la ville et sur le territoire élargi. Lourdes doit aujourd'hui gérer sa décroissance, à la fois en tant que pôle territorial de proximité et pôle touristique mondial, et doit engager une stratégie globale et coordonnée au risque d'entretenir ce phénomène.

Portée par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, la commune de Lourdes, a ainsi été retenue, dans le cadre d'une candidature commune avec la commune de Tarbes, pour bénéficier du programme « Action cœur de ville ».

En effet, la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées affiche une volonté partagée de solidarité, de développement pour le territoire, mais surtout d'équilibre entre l'urbain, le péri-urbain et le rural. Ce projet intègre les problématiques importantes, parfois communes aux deux villes, à savoir une perte démographique notamment au sein des cœurs de ville historiques, une augmentation de la vacance commerciale et la présence d'îlots insalubres et en friche. Ces problématiques sont le résultat d'une même dynamique de périurbanisation parfois non maîtrisée, à la fois en termes d'habitat (augmentation de la population dans les communes périphériques) et de commerce (développement de zones commerciales en périphérie).

Aussi, pour conforter efficacement et durablement son développement, les cœurs de ville de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées appellent une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués, dont les collectivités, l'Etat et les partenaires financeurs, ainsi que d'autres acteurs mobilisés ou à mobiliser.

Le programme « Action Cœur de Ville » s'engage dès 2018 par la signature d'une convention-cadre et les premiers investissements des signataires. Au-delà de sa dimension intégratrice de différentes démarches, il permet d'œuvrer à un aménagement exemplaire du territoire. Les acteurs locaux s'attacheront au rééquilibrage des dynamiques d'urbanisation entre le centre-ville et sa périphérie. Les efforts, à travers notamment des actions de renouvellement urbain, participeront à la maîtrise de la consommation foncière. Le territoire s'engage à limiter l'effet de concurrence produit par le développement de lotissements pavillonnaires et l'implantation de surfaces commerciales en périphérie.

Ainsi, le comité de projet local veillera lors de l'élaboration du projet et de la mise en œuvre des actions au respect des principes suivants :

- Agir pour la densification et favoriser la mixité sociale en centre-ville ;
- Lutter contre l'étalement urbain et participer à une gestion économe de la ressource foncière ;
- Engager la reconquête économique et notamment commerciale des centres-villes.

Enfin, la commune de Lourdes est concernée par la mise en œuvre du NPNRU pour le quartier de l'Ophite avec des ambitions de reconstitution d'une offre de logements en centre-ville. Cette action a une double visée. Une première sur le bâti avec à un rééquilibrage de l'offre en centre-ville au regard du potentiel existant et de la vacance forte, et une seconde sur le profil des ménages en attirant de nouvelles familles favorisant ainsi la mixité et la densité.

Fort des constats établis à l'issue de l'étude pré-opérationnelle et en cohérence avec les démarches de revitalisation et de développement engagées, la présente OPAH-RU participe à la réponse au projet global porté par la CA TLP sur les plans à la fois urbain, social et économique. Cette OPAH-RU concerne l'ensemble du territoire communal avec un périmètre d'investigation prioritaire dans le cadre de l'animation du dispositif correspondant au centre-ville afin d'engager une intervention fine sur un secteur présentant à la fois des fragilités et des potentialités et sur des îlots ciblés nécessitant des actions foncières.

À l'issu de ce constat il a été convenu ce qui suit :

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées décide de réaliser l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH-RU) sur la ville de Lourdes en partenariat avec l'État, l'ANAH, le Département des Hautes-Pyrénées, la Région Occitanie et la SACICAP.

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention concerne l'ensemble du territoire de la ville de Lourdes.

Un secteur prioritaire, correspondant au centre-ville de Lourdes, est défini ci-après pour la mise en œuvre de certaines actions d'accompagnement et pour concentrer les investigations dans le cadre de l'animation de l'opération afin d'éviter le saupoudrage et renforcer l'action sur un périmètre délimité :



Les champs d'intervention sont les suivants :

- lutte contre la précarité énergétique,
- lutte contre l'habitat indigne et dégradé,
- adaptation des logements pour l'autonomie et / ou lutte contre le handicap,
- développement d'une offre locative sociale et très sociale de qualité,
- traitement des copropriétés fragiles,
- requalification de l'habitat très dégradé à l'échelle des groupes d'immeubles et d'îlots via des Opérations de Restructuration Immobilière (ORI)
 - résorber l'habitat indigne
 - saisir les opportunités foncières et produire des logements en centre-ville.

Chapitre II – Enjeux de l'opération.

Article 2 – Enjeux

Face aux difficultés et contraintes urbaines observées sur la ville de Lourdes et afin de lutter contre les risques de fragilisation socio-démographique, une ambition forte est partagée afin de redonner de l'attractivité résidentielle à la ville et à son cœur historique. L'étude pré-opérationnelle a permis d'identifier les principales caractéristiques et dynamiques lourdaises en matière d'habitat et de définir les enjeux correspondants, justifiant la nécessité d'une intervention forte au titre de l'amélioration de l'habitat.

Lourdes connaît ainsi :

- un affaiblissement important de l'attractivité de son centre, en particulier au regard de sa situation démographique et d'un phénomène de vacance important (20 %) qui perdure avec une perte de près de 20% de la population lourdaise depuis 1968, un vieillissement marqué et un indice de jeunesse à 0,38,
- une concentration de populations souffrant de difficultés économiques et sociales :
 - 60 % de locataires dans le centre-ville dont 84 % dans le parc privé
 - 50% des ménages vivant sous le seuil de pauvreté sont locataires du parc privé
 - 25% des ménages lourdaïes éligibles à l'ANAH (1 720 ménages),
- une hôtellerie en perte de dynamisme et à la recherche d'une nouvelle vocation, laissant un patrimoine immobilier intéressant parfois vacant ou dont la reconversion questionne quant aux conditions d'occupation,
- des contraintes urbaines et morphologiques dans le centre historique générant des problèmes d'habitabilité,
- un potentiel de réhabilitation important avec une surreprésentation de grands logements alors que les besoins actuels s'orientent plutôt vers les T1, T2 ou T3 et des fragilités énergétiques notoires :
 - un parc ancien (60% des résidences principales construites avant 1970)
 - 1/3 des résidences principales au chauffage électrique,
- de réelles qualités à conforter :
 - richesse patrimoniale
 - notoriété internationale et fonction de pôle au sein du bassin de vie
 - investissement des acteurs locaux
 - opportunités offertes par le NPNRU et le programme Action Cœur de Ville pour intervenir sur le centre-ville.

Aussi, les enjeux lourdaïes auxquels l'OPAH-RU ambitionne d'apporter une réponse peuvent se résumer à différentes échelles :

- Conforter les fonctions de centralité, maintenir la capacité à jouer un rôle structurant au sein du bassin de vie,
- Faire évoluer positivement l'image de Lourdes et réinvestir le cœur de ville,
- Rééquilibrer les tendances socio-démographiques (attirer des familles en centre-ville) et adapter l'offre aux besoins de la population (maintenir les populations en place dans de bonnes conditions d'habitat),
- Cibler le traitement des zones de qualité médiocre et requalifier le bâti ancien occupé et vacant.

La stratégie et les principes d'une intervention en faveur de l'habitat s'organisent selon des approches complémentaires et coordonnées :

- Améliorer l'habitabilité à l'échelle des logements, des immeubles et/ou des îlots,
- Dédensifier certains îlots, structurer et requalifier les espaces publics,

- Saisir les opportunités foncières, notamment en s'appuyant sur les abords immédiats du centre historique, dans une logique de mobilisation des opérateurs publics dans le cadre du programme « Action Cœur de Ville » et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier Ophite.

L'OPAH-RU sur la ville de Lourdes constitue ainsi un outil d'intervention publique volontariste reposant sur un partenariat fort pour résoudre des problèmes spécifiques en matière d'amélioration de l'habitat privé, en complémentarité avec le NPNRU du quartier de l'Ophite et intégré au projet « Action Cœur de Ville », lequel vise à travailler la qualité de la centralité en synergie avec les démarches de valorisation patrimoniale, de développement économique, touristique et commercial, de maintien et d'accès aux services et aux loisirs.

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.

L'OPAH-RU sur la ville de Lourdes vise à enclencher une dynamique positive de requalification du parc de logements, à apporter une réponse aux fragilités des ménages et à amorcer une valorisation du patrimoine immobilier. Elle s'inscrit dans le projet global d'agglomération et dans le programme « Action Cœur de ville » portés par l'intercommunalité. Elle ambitionne de mettre en synergie les actions incitatives et coercitives d'amélioration de l'habitat privé, les démarches complémentaires liées à la reconstitution d'une offre de logements en centre-ville dans le cadre du NPNRU de l'Ophite, et les actions d'accompagnement des collectivités locales en matière de redynamisation (opération façades, mesures coercitives de lutte contre l'habitat indigne et de renouvellement urbain, incitation à l'accession en centre-ville, etc.).

OPAH-RU,

Outil partenarial pour intervenir sur les problématiques spécifiques en matière d'amélioration de l'habitat privé



LEVIERS INCITATIFS A L'AMELIORATION DU PARC PRIVE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Un outil mettant en œuvre des moyens humains et techniques et financier.
Des aides incitatives spécifiques en faveur de l'amélioration de l'habitat et du développement d'une offre nouvelle de qualité.

UN CADRE POUR ACTIONNER DES LEVIERS

Un cadre permettant de développer :
des outils d'accompagnement (opération façades, prime à l'accession...)
des outils coercitifs de renouvellement urbain pour retrouver une attractivité résidentielle en centre-ville

Cette opération a pour objectif d'accompagner les propriétaires sur les aspects techniques, administratifs, financiers dans les projets d'amélioration de l'habitat par la mise en œuvre de moyens humains et techniques et l'organisation d'un partenariat financier.

L'opération permet d'intervenir sur les points de convergence entre les problématiques lourdaises et les axes prioritaires de l'ANAH, dans une recherche de réponses aux enjeux majeurs pour améliorer l'attractivité de la ville :

- Traiter les situations d'habitat indigne chez les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs, à l'échelle du logement et/ou de l'îlot,
- Lutter contre la précarité énergétique en étant offensif sur l'amélioration énergétique des logements des propriétaires occupants à revenus modestes et très modestes et ceux des logements locatifs privés,
- Participer au maintien à domicile des personnes âgées et/ou en situation de handicap en adaptant leur logement,
- Intervenir sur le parc immobilier vacant privé pour développer une offre locative permanente de qualité.

Article 3 – Volets d'action

3.1. Volet urbain et foncier

Lourdes développe une stratégie dans le cadre du projet « Lourdes 2016/2030 » lancé conjointement par l'Etat, la Banque des Territoires et la Ville qui sera renforcée par le projet « Action Cœur de Ville » dont la convention cadre rappelle ces 3 axes principaux :

- Cadre de vie et renouvellement urbain

Objectifs : amélioration du cadre de vie avec l'aménagement des espaces publics, amélioration de l'habitat, modernisation du patrimoine communal.

Actions à mettre en œuvre : mise en œuvre d'une OPAH-RU, mise en œuvre du NPNRU du quartier Ophite, actions de résorption de l'habitat indigne et de la vacance des logements, création de zones piétonnières, poursuite d'opérations façades, réhabilitation du patrimoine communal dont le château de Soum.

- Emploi et développement économique

Objectifs : redynamisation du commerce en centre-ville, confortement du tourisme en tant qu'activité économique principale à Lourdes, modernisation des sites touristiques.

Actions à mettre en œuvre : Lancement d'une Opération Collective en Milieu Urbain (OCMU) FISAC, développement de la signalétique commerciale pour faciliter les accès aux commerces en centre-ville, aménagement des entrées du cœur de ville marchand, réaménagement de la place du Champ Commun, digitalisation des commerces, création d'une plateforme d'achat en ligne, mise en œuvre des programmations des équipements touristiques structurants de la Ville en milieu urbain (Château fort, Office de tourisme, Pic du Jer).

- Accessibilité et mobilité

Objectifs : relier les quartiers au centre-ville, renforcement de l'accessibilité dans l'optique du label « destination pour tous ».

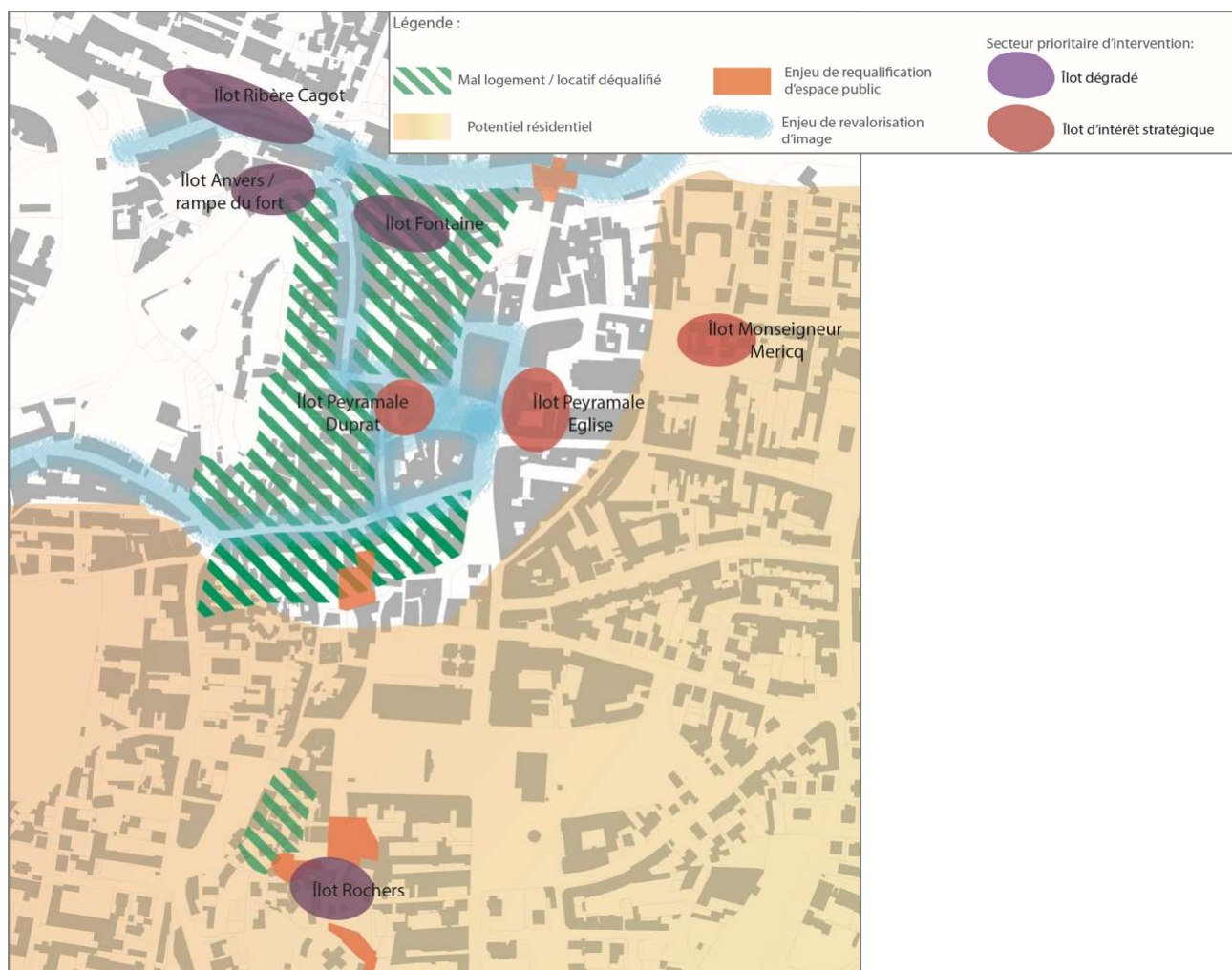
Actions à mettre en œuvre : réalisation et mise en œuvre d'un Plan de Déplacement Urbain, redéfinition et modernisation du réseau de transports urbains, création de liaisons cyclables, apport d'ingénierie aux particuliers et professionnels en matière d'accessibilité, travaux de mise en accessibilité des quartiers marchands et touristiques de la ville de Lourdes.

Dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle, des interventions ont été envisagées à différentes échelles pour répondre à des nécessités urbaines appelant des modalités d'action différenciées. Ainsi, en fonction des problématiques rencontrées, l'articulation de l'incitatif et du coercitif est recherchée :

- Pour les secteurs à enjeux de revalorisation d'image, l'entrée est un travail sur l'image, la dynamique touristique, les commerces, les enseignes, l'esthétique urbaine et le patrimoine.
- Pour les secteurs concentrant des problématiques de mal logement et de logements locatifs déqualifiés, une poursuite de l'engagement fort avec les outils coercitifs de la lutte contre l'habitat indigne est à privilégier.
- Pour les secteurs à potentiel résidentiel, conjuguant qualité du cadre de vie, aménités urbaines et bâti moins contraint, propice pour l'accueil des ménages, en accession ou en locatif, en particulier pour les zones situées aux abords immédiat du centre-ville, les dispositifs incitatifs permettront l'accompagnement.

Enfin, plusieurs îlots stratégiques au regard des difficultés qu'ils concentrent et/ou de leur potentiel font l'objet d'étude de reconquête et de renouvellement. Deux logiques d'intervention sont retenues pour appréhender ces îlots stratégiques :

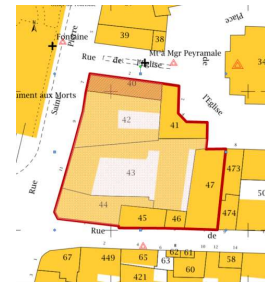
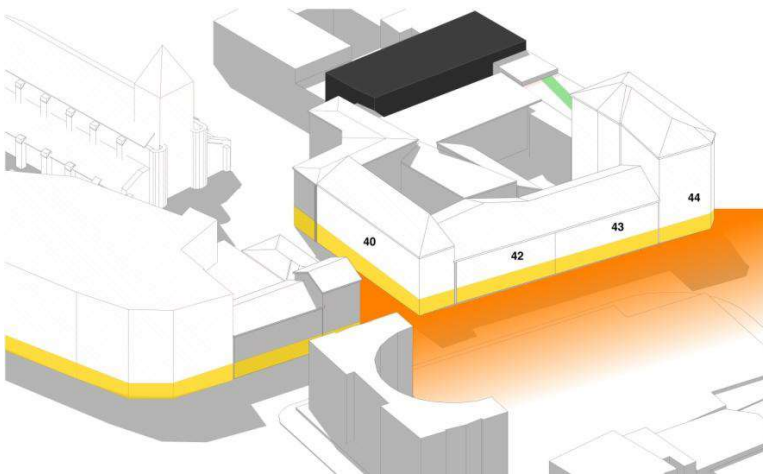
- Les îlots dégradés qui concentrent problématiques aiguës (poches d'habitat indigne, bâti fortement dégradé) ou des désordres graves (immeubles en péril) où il s'agit de s'engager de manière offensive avec des opérations de recyclage foncier et de résorption de l'habitat insalubre,
- Les îlots d'intérêt stratégique présentant à la fois certaines fragilités au regard du bâti / occupation mais pouvant constituer de réelles opportunités d'intervention (cumul de ventes, vacance...) dont la visibilité et la place emblématique auraient pour ambition de jouer un rôle moteur et diffuser une dynamique positive sur l'ensemble de la ville.



En ce sens, l'îlot Peyramale – Eglise a été repéré comme une véritable opportunité foncière en cœur de ville.

Il se compose d'un ensemble d'immeubles en position charnière entre la place Peyramale et la place de l'Eglise, qui constitue une articulation entre deux quartiers d'identités diverses, et qui bénéficie d'une très grande visibilité depuis l'espace public. Une opération ciblée sur un ou plusieurs immeubles de cet ensemble aurait donc un très grand impact sur le tissu urbain environnant et offrirait la possibilité d'orienter la production vers un programme mixte bailleur social / promoteur privé. Il s'agit d'utiliser les atouts du secteur qui se prête facilement à l'activité résidentielle et cette surface à la vente pour produire des logements de typologies variées, susceptibles d'accueillir aussi bien des familles que des personnes seules, actifs ou âgées. Ce dispositif favorise la mixité sociale et peut s'accompagner d'espaces de partage et de sociabilité.

Ces immeubles ont notamment été pré-identifiés dans le cadre du contrat « Action Cœur de Ville » comme pouvant faire l'objet d'opération de reconquête dans un délai restreint dans le cadre d'un montage d'opération de restructuration immobilière par intervention d'organismes publics.



Pour les îlots dégradés, la restructuration en profondeur du tissu urbain vise le traitement du tissu urbain pour l'amélioration des conditions d'habitabilité à travers des actions de dédensification ou de curetage. Cette restructuration nécessite un remembrement foncier et par conséquent une maîtrise foncière rendue possible par la mise en œuvre d'outils volontaristes (DUP travaux ou aménagement). Les îlots « Ribère – Cagots » et « Fontaine » ont été pré-identifiés pour amorcer un travail complémentaire, dont la première étape consiste à valider le projet urbain global de l'îlot et à mettre en œuvre, de manière précise, les procédures adaptées (prise d'arrêtés, ORI).

L'îlot « Fontaine » constitue un secteur stratégique aux fortes potentialités au regard de sa situation en plein cœur historique et touristique. Il bénéficie d'un cachet notable avec un usage mixte regroupant hôtels (dont nombre d'entre eux ont fermé ou se sont transformés en logements), commerces et logements. L'îlot présente une forte densité bâtie et relativement peu de vacance avec quelques bâtiments dans un état moyen voire médiocre et une des zones où se concentrent les logements indécents et des marchands de sommeil qui contribuent à transmettre une image dégradée de cette partie du centre-ville.

Les principes d'intervention à privilégier reposent sur :

- la démolition d'immeubles (parcelles 318 et 324) :
 - Libérer de l'espace au sol pour permettre la création d'un espace public-espace vert de qualité pouvant être envisagé en tant que lieu de convivialité, et pas simplement des espaces de transit.
 - Permettre la mutation des façades attenantes, prélude indispensable à une transformation des hôtels en habitat conforme aux normes actuelles.
- Une opération façade : requalification des façades de certains immeubles attenants, qui impactent de manière significative la perception d'ensemble du quartier et son attrait résidentiel.

L'îlot « Cagots – Ribère » présente peu d'atouts résidentiels. Le secteur se compose uniquement de façades secondaires (rue de la Ribère) et sans identité et comprend de nombreux bâtis dégradés, qui nuisent à la qualité de l'ensemble, malgré la présence importante de bâti d'intérêt patrimonial. Le dénivelé important segmente fortement les espaces et la présence de bâtiments hauts donne une sensation d'enfermement. Le secteur ne dispose pas de stationnement gratuit à proximité, ni d'espace vert structuré (seulement des friches).

Afin d'impulser la transformation et le renouvellement de cet îlot, les orientations d'intervention s'organisent autour de la dédensification et le désenclavement du secteur pour apporter de la qualité aux immeubles attenants et de l'ensoleillement :

- Démolition d'immeubles (parcelles 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 83) :
 - Donner une lisibilité urbaine à l'ensemble en transformant les façades secondaires (façades arrière).
 - Apporter à ces lieux des espaces publics de qualité.
 - Proposer une liaison entre le Boulevard de la grotte et la rue de Pau.

Le travail à amorcer en matière d'opérations foncières ou d'aménagement sur ces îlots dégradés sera à aborder en lien étroit avec l'éradication de l'habitat indigne notamment dans le cadre de mécanismes type ORI ou RHI/THIRORI (voir 3.3).

3.2. Volet immobilier

3.2.1 Descriptif du dispositif

La vacance est une problématique aigüe, particulièrement sur le centre-ville de Lourdes. Si la vacance conjoncturelle ne constitue pas une menace, la vacance structurelle pose le problème de la requalification du centre ancien. En lien avec le délaissement du bâti, dans des secteurs reconnus pour leur qualité patrimoniale, la reconquête du bâti vacant est difficile car les travaux de rénovation se révèlent lourds (morphologie du bâti, contraintes architecturales) avec parfois des opérations qui ne trouvent pas d'équilibre financier. Ainsi, le marché de l'ancien peine depuis quelques années à attirer les investisseurs avec une offre de biens à la vente abondante, voire pléthorique, entretenant le phénomène de la vacance et la spirale de dévalorisation.

Lourdes subit également un recul touristique avec un affaiblissement du parc hôtelier qui fragilise l'attractivité et le fonctionnement du centre urbain. La diminution du nombre de nuitées entraîne une baisse significative du nombre d'hôtels, qui ayant perdu leur fonction d'hôtel, restent vacants ou sont transformés par les propriétaires, souvent à moindre frais, en meublés (touristique ou non). Ainsi, après cessation d'activité, une partie de ce parc hôtelier et de ces pensions de famille peuvent être réaffectés à de la location, offrant une offre locative abordable mais dont la qualité peut s'avérer incertaine, voire problématique, lorsque les travaux d'amélioration et de remise aux normes n'ont pas été réalisés.

La « ville haute » conserve pourtant un certain attrait pour des ménages locataires en recherche de proximité de services, de petits appartements. Malgré l'abondance de l'offre locative, cette dernière est parfois inadaptée et nécessite l'engagement d'efforts par les propriétaires pour remettre à niveau leurs biens afin qu'il trouve preneur. Une petite frange de logements reste néanmoins d'une qualité discutable, avec des situations de « marchands de sommeil » qui perdurent. D'autres propriétaires, en raison de leur âge ou de situations de propriété complexes, se dessaisissent de leur patrimoine, le laissant vacant et sans entretien.

Aussi, l'OPAH-RU se doit d'encourager les propriétaires privés à restaurer leur patrimoine et à encourager les transformations des hôtels de manière à limiter le processus de dégradation, afin de participer à la redynamisation et à la requalification paysage urbain lourdaise par la reconquête du bâti vacant.

Au regard des besoins locatifs, en particulier des niveaux de revenus des ménages lourdaise, il s'agit également de soutenir la création d'une offre locative sociale de qualité (loyers conventionnés avec ou sans travaux).

Des actions de repérage de propriétaires de biens vacants et d'incitation des propriétaires bailleurs à réaliser les travaux en bénéficiant des aides de l'OPAH-RU seront entreprises afin de remettre sur le marché des logements réhabilités, de qualité et conventionnés en mobilisant l'ensemble des acteurs, et en premier lieu en sensibilisant les professionnels de l'immobilier et en sollicitant les services techniques de la commune, etc.

3.2.2 Objectifs

Concernant les propriétaires bailleurs, les objectifs prévisionnels sont fixés à 50 logements conventionnés sur une période de 5 ans. Conformément au Programme d'Actions de la délégation locale de l'ANAH des Hautes-Pyrénées, tout programme de plus de 3 logements devra impérativement respecter la règle du tiers de loyers très sociaux.

3.3. Volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé

3.3.1. Descriptif du dispositif

Lourdes se trouve confrontée à l'affaiblissement du parc hôtelier, dont une grande partie localisée sur un périmètre restreint (rue du Bourg, rue des Fontaines, etc.), qui se voit réaffecté pour de la location, parfois de qualité incertaine. La problématique du devenir des hôtels et des pensions de famille est une préoccupation forte au regard de leur place dans le paysage lourdaïs.

Afin de résoudre les situations problématiques d'habitats indignes et/ou insalubres, un comité de pilotage co-présidé par Mme le Maire, M le Préfet réunissant les services de la ville de Lourdes, du CCAS, du PDLHI, de l'ARS, de la DDT, de la CAF et de l'ADIL a d'ores et déjà été mis en place pour faciliter le partage d'informations. Les actions mises en œuvre dans ce cadre ont pour vocation à être dupliquées. Cette instance a ainsi permis de pré-repérer une dizaine d'hôtels transformés en logements et pouvant entrer dans le champ de l'habitat indigne. Il existe ainsi une « zone grise » liée au phénomène de l'affaiblissement du parc hôtelier, à sa reconversion « officielle ou officieuse » et à son occupation par des ménages en grande fragilité.

Quelques indicateurs permettent d'approcher le phénomène :

- 326 résidences principales relevant du parc privé potentiellement indigne (PPPI), soit 4,9 % des RP privées,
- environ 200 signalements ont été enregistrés pour des difficultés liées aux conditions de logement au cours des 5 dernières années et 22 procédures ont été engagées.

Ce volet s'inscrit donc dans la continuité du travail entrepris dans le cadre du groupe de travail partenarial « marchands de sommeil ». Ce travail sera poursuivi et se fera en lien direct avec l'opérateur en charge du volet incitatif de l'OPAH-RU pour assurer une détection des situations au plus près du terrain et privilégier la négociation avec les propriétaires indécis pour remédier aux situations complexes de mal logement via une intervention sur site et une médiation. La prise en compte de cet enjeu s'exerce aussi par la mise en œuvre du volet coercitif. La conduite du traitement coercitif (arrêtés, travaux d'office nécessaires) continue de relever des autorités compétentes au titre de la santé publique (Préfet) ou de la sécurité publique (Maire).

Certains îlots et immeubles isolés dégradés ont également été identifiés comme présentant un risque potentiel de concentration de situation d'insalubrité (Cf paragraphe 2) et un travail complémentaire d'étude de faisabilité / calibrage doit être conduit. La mission de conduite de l'OPAH-RU devra permettre, le cas échéant, la coordination avec les autres opérations publiques du type RHI, THIRORI. Après étude approfondie et en lien avec le travail urbain et la mobilisation

des outils fonciers, des projets d'intervention LHI se concentrant sur certains secteurs identifiés pourraient participer au traitement de poches d'insalubrité.

Ce volet comporte notamment le repérage et le diagnostic technique, social et juridique des logements indignes et de leurs occupants, les visites des logements éventuellement signalés, l'accompagnement des ménages.

Il s'agit ainsi de :

- Soutenir les travaux d'amélioration engagés par des propriétaires privés sur des logements très dégradés et/ou indignes ;
- Développer les actions coercitives par la conduite des procédures d'insalubrité ou de sécurité ;
- Intervenir en amont, par la mise en place d'outil de contrôle pour agir contre le mal-logement, permettant de repérer les situations et, le cas échéant proposer un accompagnement renforcé des ménages logés dans des logements indignes ;

3.3.2 Objectifs

Les objectifs prévisionnels de traitement incitatif de lutte contre l'habitat indigne (insalubrité avérée et habitat très dégradé) s'élèvent à 35 logements sur une période de 5 ans, dont 10 logements de propriétaires occupants et 25 logements de propriétaires bailleurs.

3.4. Volet énergie et précarité énergétique, mise en œuvre du programme Habiter Mieux

Le volet « énergie et lutte contre la précarité énergétique » vaut protocole territorial permettant d'engager des crédits du programme Habiter Mieux sur le territoire de l'opération programmée, en complément d'autres aides publiques ou privées.

Ce protocole constitue une déclinaison locale du contrat local d'engagement contre la précarité énergétique.

3.4.1 Descriptif du dispositif

Lourdes est fortement concernée par la problématique énergétique au sein de son parc de logements avec un parc des résidences principales ancien, construit selon des principes constructifs traditionnels : près de 60 % des logements ont été construits avant 1970 ; 73 % pour le secteur Centre-Soum. Les logements récents, s'approchant des normes actuelles en matière d'habitabilité et de performance énergétique, sont très peu présents à Lourdes, avec 12 % des résidences principales achevées après 1990 (contre 21 % pour le territoire de la CA TLP).

Les constructions anciennes présentent généralement de faibles performances thermiques et sont facteur de vulnérabilité énergétique notamment celles construites avant 1975 qui constituent une cible prioritaire d'intervention en matière d'amélioration de l'habitat.

La problématique énergétique est accentuée par la dominante de logements de grande taille et la présence de ménages âgés, composés de personnes seules. Près de 1/3 des résidences principales est chauffé au moyen d'un chauffage électrique, dont l'usage peut être énergivore et coûteux en particulier dans le parc ancien mal isolé. Les données relatives aux logements du centre-ville lourdaise soulignent la fragilité et la faible qualité de ce parc : place importante du chauffage électrique au sein du parc de logements le plus ancien.

Ces indicateurs sur la structure et l'occupation du parc, conjugués aux phénomènes socio-démographiques observables sur le territoire (poids des personnes à ressources modestes et des personnes âgées notamment), confirment

l'existence de réponses en matière d'habitat sur les segments les moins qualifiés du centre ancien avec des solutions « bon marché » à la qualité discutable.

Ce volet s'inscrit donc dans une logique globale de maîtrise de l'énergie pour diminuer les consommations énergétiques du parc de logements privés et améliorer le confort des ménages éligibles au programme Habiter Mieux. Les bénéficiaires potentiels identifiés bénéficieront de conseils et d'études techniques personnalisées de l'animateur pour aboutir à la réalisation des travaux les plus pertinents pour lutter contre la précarité énergétique et mobiliser les subventions dans le cadre de l'OPAH-RU.

3.4.2 Objectifs

Les objectifs prévisionnels sont fixés à 100 logements sur une période de 5 ans, spécifiquement sur le volet énergie, dont 80 logements de propriétaires occupants pour lesquels les travaux permettront un gain énergétique supérieur à 25 % et 20 logements locatifs conventionnés dès lors que le gain énergétique réalisé après travaux dépassera 35 %.

Les objectifs de 35 logements accompagnés dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne (cf volet 3.3) intègrent également une intervention en faveur de l'énergie et mobiliseront aussi le programme Habiter Mieux (dont 10 logements de PO et 25 logements locatifs conventionnés).

3.5. Volet travaux pour l'autonomie de la personne et le handicap dans l'habitat

3.5.1 Descriptif du dispositif

Le maintien à domicile des propriétaires occupants en situation de perte d'autonomie et/ou de handicap représente une préoccupation importante au regard des données statistiques et des retours d'expériences. La question du vieillissement et de la dépendance au sein des ménages lourdaux appelle des besoins en matière d'adaptation du bâti ancien aux modes de vie actuels et à la perte de mobilité :

- Un poids significatif des personnes de plus de 75 ans et une tendance au vieillissement de la population lourdaise, avec 34 % de personnes âgées de plus de 60 ans et 16 % de la population âgée de plus de 75 ans,
- L'existence de services structurés autour des personnes âgées permet d'assurer un maintien à domicile, mais les interventions s'avèrent parfois difficiles en raison de l'inadaptation de certains logements.

L'importance des ménages âgés parmi les publics éligibles aux aides de l'ANAH souligne le potentiel pouvant être traité à travers l'OPAH-RU (plus de 2/3 des ménages lourdaux éligibles ANAH sont âgés de plus de 60 ans), confirmant la fragilité, notamment financière, des personnes âgées, et l'importance de cette « cible ».

Des actions seront entreprises avec les structures agissant dans le domaine du maintien à domicile des personnes âgées afin de les sensibiliser à la réalisation de travaux. L'animation veillera à sensibiliser les intervenants à domicile aux possibilités offertes par l'OPAH-RU en termes d'accompagnement technique et de soutien financier aux personnes âgées et/ou en situation de handicap. Le travail partenarial sera également entrepris avec d'autres acteurs tels que le Conseil Départemental, la MDPH, les Caisses de Retraite, la CAF et la MSA en vue de mobiliser des aides complémentaires.

Dans une logique opérationnelle d'amélioration de l'habitat, il s'agit, à travers le présent volet, d'agir prioritairement pour accompagner la réalisation de travaux sur les logements anciens occupés afin d'améliorer les conditions de maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en intervenant sur :

- l'adaptation des sanitaires,
- la création de cellules de vie de plain-pied en rez-de-chaussée au sein des habitations, en envisageant si nécessaire la restructuration du logement,
- les accès et les circulations à l'intérieur et à l'extérieur de l'habitation,
- l'accès aux logements situés aux étages des immeubles urbains.

Ce volet d'intervention permettra une meilleure adaptation du parc de logements à une population vieillissante et aux personnes en situation de handicap. Il s'agira :

- d'aider les occupants dans leurs démarches techniques, administratives et financières pour tendre vers l'accessibilité du logement,
- d'apporter une aide financière pour la réalisation des travaux.

3.5.2 Objectifs

Les objectifs prévisionnels sont fixés à 60 logements de propriétaires occupants et 5 de propriétaires bailleurs sur une période de 5 ans.

3.6 Volet social

3.6.1 Descriptif du dispositif

L'objectif principal de ce volet est d'accueillir et de maintenir une population diversifiée dans le centre de Lourdes, en garantissant une offre de logement adaptée, en terme de loyer et/ou de charges, répondant au niveau de ressources des locataires et des propriétaires occupants. La lutte contre l'insalubrité, la lutte contre la précarité énergétique et la production de logements locatifs conventionnés sociaux ou très sociaux sont les enjeux essentiels et transversaux de l'OPAH-RU. Des démarches d'information sur le conventionnement mais également sur la maîtrise des coûts énergétiques seront menées afin d'inciter massivement les propriétaires de logements locatifs à réhabiliter leur parc. Le travail actuellement engagé en matière d'intermédiation locative à l'échelon départemental pour structurer la filière et favoriser la sécurisation des rapports locatifs et la location à des ménages en difficulté permettra l'orientation et l'accompagnement des bailleurs lourdaux vers des dispositifs d'Intermédiation Locative (IML). Pendant toute la durée de l'OPAH-RU, un partenariat permanent sera instauré entre l'opérateur chargé du suivi-animation et les structures sociales ainsi que l'ensemble des intervenants dans ce domaine, notamment le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne afin :

- de repérer les populations occupant des logements indignes, insalubres ou en situation de précarité énergétique,
- d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux sur leurs logements afin de remédier à ces situations,
- d'inciter à la réalisation de travaux visant à l'adaptation des logements pour personnes âgées ou handicapées,
- de trouver les solutions économiques pour permettre à tous les propriétaires, même ceux en difficulté économique, de monter un projet financièrement réalisable,
- de mettre en œuvre les mesures de relogement définitif ou d'hébergement temporaire,
- de mobiliser les dispositifs existants pour les publics en difficultés via le PDALPD et le FSL,
- d'orienter les bailleurs vers des dispositifs d'intermédiation locative lorsque ces derniers seront structurés localement.

3.7. Volet copropriétés

3.7.1 Descriptif du dispositif

L'étude pré-opérationnelle a permis d'approcher la question des copropriétés potentiellement fragiles identifiées par l'ANAH, repérées selon des critères relatifs à la situation socio-économique des occupants, à l'état du bâti, à la vacance, aux revenus des propriétaires occupants et à la présence de personnes morales de droit privé dans la copropriété. Ainsi, 268 copropriétés sont susceptibles de présenter des signes de fragilité moyenne, forte ou très forte (classes B, C ou D) d'après les données de 2013 pour la commune de Lourdes. 75 % de ces copropriétés comptent moins de 11 logements.

Les retours qualitatifs auprès des agences assurant le rôle de syndic confirment la très large prépondérance de copropriétés de petite taille sur la ville de Lourdes. Au regard de leur expérience, ces derniers n'identifient pas de copropriétés en grande difficulté dans la gestion courante mais s'accordent sur l'existence de copropriétés qui renoncent à engager des travaux face à la faible solvabilité des copropriétaires.

Aussi, dans le cadre de l'OPAH-RU, il s'agit avant tout de sensibiliser et d'informer l'ensemble des professionnels de l'immobilier et les syndicats de copropriétés sur les dispositifs d'accompagnement mobilisables.

3.8. Volet patrimonial et environnemental

3.8.1 Descriptif du dispositif

Le diagnostic de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Lourdes rappelle que la commune est riche d'un patrimoine multiple à la diversité et aux qualités parfois méconnues. Ainsi se côtoient ville médiévale, ville classique, ville des pèlerins du XIXe siècle à nos jours dans un site de vallée des Pyrénées centrales. Les architectures témoignent de ces différents moments et donnent un caractère particulier à la ville. Plusieurs sites, monuments, sont protégés au titre des lois sur les sites et monuments historiques.

La commune souhaite s'engager dans une démarche de valorisation patrimoniale à la fois pour préserver son patrimoine, mais aussi pour mieux le faire connaître et faire émerger des règles de gestion adaptées à leurs enjeux et intérêts qu'ils soient urbains, paysagers et architecturaux comme à leurs usages (résidentiels, hôteliers, commerçants...). Elle souhaite également que soient considérés les enjeux environnementaux.

La présente OPAH-RU et les actions de valorisation portées sur la ville de Lourdes concernent pour beaucoup les valeurs patrimoniales de Lourdes, qu'il s'agisse du bâti ou du paysage urbain existants. Pour cela, l'AVAP donne les moyens de cadrer les interventions de manière à valoriser et conserver les éléments régulateurs ou les immeubles participant de ce caractère. Les actions de développement engagent également des édifices nouveaux. Le cadre de l'AVAP doit assurer l'insertion et le dialogue avec les éléments patrimoniaux repérés.

L'enjeu pour l'AVAP est ainsi d'intégrer les questions de réhabilitation et de transformation : règles sur les évolutions du bâti, remplacement de certains édifices trop dégradés et de mauvaises qualités (règles sur l'insertion d'immeubles neufs).

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) l'AVAP de Lourdes deviendra, après son approbation, qui pourrait aboutir fin 2019, un Site Patrimonial Remarquable au sens de l'article L 631-1 du code du Patrimoine.

Concernant les risques naturels, la commune de Lourdes est concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) prévisibles approuvé le 14/06/2005 et qui définit les règles particulières d'urbanisme et de construction. Le PPR prend en compte les phénomènes naturels (inondations, glissement et tassement de terrain, démantèlement de falaise rocheuse) pour lesquels des zonages et des prescriptions sont définis. Un PPR sismique (PPRS), prescrit en juin 2007, a été présenté au Conseil municipal en novembre 2017. Ce dernier prévoit notamment des prescriptions pour les constructions existantes afin de diminuer la vulnérabilité des bâtiments existants et précise les aides de l'Etat pouvant être allouées aux particuliers et aux professionnels dans le cas de travaux de renforcement des bâtiments.

Enfin, la ville de Lourdes est confrontée à une problématique « mérule » générant une fragilisation et des dégâts sur la structure des bâtiments (attaque des bois, notamment aux charpentes et boiseries des maisons humides et mal aérées). Afin d'en éviter la propagation, une zone de présence d'un risque mérule a été déterminé dans le centre-ancien de Lourdes pour les bâtiments situés sur les voies publiques suivantes : Rue Basse, Boulevard de la Grotte, Rue de Latour de Brie, Chemin des Cagots, Rue de la Ribère, Rue Sainte Cécile, Rue Bernadette Soubirous, Rue Maupas, Rue du Bourg, Rampe du Fort, Rue de la Fontaine, Rue des Petits Fossés.

Par décision en Conseil municipal en date du 14/12/2017, cette proposition de périmètre de protection a été soumise au Préfet pour la prise d'un arrêté. Le projet d'arrêté préfectoral est en cours d'examen.

3.9. Volet économique et développement territorial

3.9.1 Descriptif du dispositif

Lourdes développe une stratégie dans le cadre du projet « Lourdes 2016/2030 » lancé conjointement par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Ville qui sera renforcée par le projet « Action Cœur de Ville ». En matière d'emploi et de développement économique, il est précisé :

Objectifs : redynamisation du commerce en centre-ville, confortement du tourisme en tant qu'activité économique principale à Lourdes, modernisation des sites touristiques.

Actions à mettre en œuvre : lancement d'une Opération Collective en Milieu Urbain (OCMU) FISAC, développement de la signalétique commerciale pour faciliter les accès aux commerces en centre-ville, aménagement des entrées du cœur de ville marchand, réaménagement de la place du Champ Commun, digitalisation des commerces, création d'une plateforme d'achat en ligne, mise en œuvre des programmations des équipements touristiques structurants de la Ville en milieu urbain (Château fort, Office de tourisme, Pic du Jer).

Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation

4.1 Objectifs quantitatifs portant sur les logements subventionnés par l'ANAH

Les objectifs globaux de réhabilitation subventionnés par l'ANAH sont évalués à 200 logements sur une période de 5 ans, répartis comme suit :

- 150 logements occupés par leur propriétaire,
- 50 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés.

La collectivité prévoit d'accompagner 30 logements sur une période de 5 ans, sur des thématiques indépendantes de l'ANAH, pour favoriser la redynamisation du centre-ville :

- Objectif prévisionnel d'accompagnement à l'amélioration de 15 façades,

- Objectif prévisionnel d'attribution de 15 primes « accession dans l'ancien ».

Les objectifs prévisionnels de l'OPAH-RU sont déclinés annuellement selon les thématiques suivantes (les logements traités dans le cadre d'éventuelles aides aux syndicats de copropriétaires ne sont pas inclus dans les objectifs prévisionnels) :

Objectifs de réalisation de la convention OPAH-RU sur la ville de Lourdes

	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Propriétaires Bailleurs (PB)	10	10	10	10	10	50
Dont travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne, insalubre ou très dégradé	1	1	1	1	1	5
Pour sécurité -salubrité, autonomie, logement dégradé, décence,	4	4	4	4	4	20
Dont travaux d'amélioration des performances énergétiques	4	4	4	4	4	20
Dont travaux pour l'autonomie de la personne	1	1	1	1	1	5
Propriétaires Occupants (PO)	30	30	30	30	30	150
Dont travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne, insalubre ou très dégradé	2	2	2	2	2	10
Dont travaux pour l'autonomie de la personne	12	12	12	12	12	60
Dont travaux pour lutter contre la précarité énergétique	16	16	16	16	16	80
Total Bailleurs + Occupants	40	40	40	40	40	200
Dont logements Habiter Mieux répartis en	28	28	28	28	28	140
Propriétaires Bailleurs (PB)	10	10	10	10	10	50
Propriétaires Occupants (PO)	18	18	18	18	18	90

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements de l'ANAH

5.1.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'ANAH, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'ANAH et le délégataire de compétence.

Les conditions relatives aux aides de l'ANAH et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'ANAH.

5.1.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'ANAH pour l'opération sont de **2 185 000 €**, selon l'échéancier suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	Total
AE prévisionnelles	437 000 €	437 000 €	437 000 €	437 000 €	437 000 €	2 185 000 €
Dont aides aux travaux	393 400 €	393 400 €	393 400 €	393 400 €	393 400 €	1 967 000 €
Dont aides à l'ingénierie	43 600 €	43 600 €	43 600 €	43 600 €	43 600 €	218 000 €

Tranche ferme (mission de suivi-animation de base) : le coût global de la mission est estimé à un montant annuel de **60 000 € HT** soit **72 000 € TTC**

Prestation	Financement ANAH
Suivi-animation	50 % HT forfait animation
Prime au dossier	300 € par dossier engagé sur les priorités de l'agence (PO et PB)

Tranche optionnelle (mission relative aux îlots dégradés / volet rénovation urbaine)

Prestation	Montant prévisionnel	Financement ANAH
Etude de faisabilité/Eligibilité RHI-THIRORI (prix unitaire)	20 000 €	10 000€
Etude de calibrage RHI-THIRORI (prix unitaire)	15 000 €	10 500€
Réalisation dossier DUP	15 000 €	7 500€
Etude de faisabilité complémentaire sur îlot non repéré (prix unitaire)	10 000 €	5 000€

5.2. Financements de l'État au titre du programme « Habiter Mieux »

5.2.1. Règles d'application

Les règles d'application sont régies par le conseil d'administration de l'ANAH en date du 29 novembre 2017.

5.2.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement du programme Habiter Mieux pour l'opération sont de **337 600€** maximum, selon l'échéancier suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	Total
AE Prévisionnelles	67 520 €	67 520 €	67 520 €	67 520 €	67 520 €	337 600 €
Dont prime habiter Mieux	51 000 €	51 000 €	51 000 €	51 000 €	51 000 €	255 000 €
Dont aides à l'ingénierie	16 520 €	16 520 €	16 520 €	16 520 €	16 520 €	82 600 €

Prestation	Financement
Prime Habiter Mieux	560 € par logement, soit 14 000 € / an
Prime Habiter Mieux travaux lourds	840 € par logement, soit 2 520 € / an

5.3. Financements de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, collectivité maître d'ouvrage

5.3.1. Règles d'application

La Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées interviendra au titre de sa politique de l'habitat d'intérêt communautaire selon les modalités d'intervention présentées en annexe de la présente convention et conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du 25 septembre 2019 et sous réserve de modifications qui pourront y être apportées.

Les financements de la CA TLP interviennent en complément des aides de l'ANAH et au travers de subventions spécifiques telles que présentées en annexe de la présente convention.

5.3.2 Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de 180 000 € pour l'aide aux travaux, sur le secteur prioritaire, et 300 000 € pour l'ingénierie de suivi-animation de la tranche ferme, dans la limite des dotations budgétaires votées annuellement, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
AE prévisionnels	96 000 €	96 000 €	96 000 €	96 000 €	96 000 €	480 000 €
dont aides aux travaux (en complément de l'ANAH)						
- LHI/très dégradé	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	60 000 €
- Habitat dégradé	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	45 000 €
- Prime sortie de vacance habitat très dégradé	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	45 000 €
Total aides aux travaux	36 000 €	36 000 €	36 000 €	36 000 €	36 000 €	180 000 €
dont ingénierie tranche ferme	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	300 000 €

5.4. Financements de la Ville de Lourdes

5.4.1 Règles d'application

La Ville de Lourdes interviendra selon les modalités d'intervention présentées en annexe de la présente convention et conformément à la délibération du Conseil municipal **en date du ...** et sous réserve de modifications qui pourront y être apportées.

5.4.2. Montants prévisionnels

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par la Ville de Lourdes à l'opération est de 150 000 €, selon l'échéancier suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
enveloppes prévisionnelles	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	150 000€
Prime accession cœur de ville	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	45 000 €
LHI/ très dégradé	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	60 000 €
Opération façade	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	45 000 €

5.5. Financements du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées

5.5.1 Règles d'application

Le Conseil Départemental intervient conformément aux dispositions prévues dans le cadre de son Programme Départemental Habitat/Logement voté le 23 mars 2012 et modifié les 21 juin 2013, 6 mars 2015, 1er juillet 2016 et du 24 novembre 2017 et 15 décembre 2017.

- Suivi-animation :

Le Conseil Départemental s'engage, en complément de l'ANAH, à participer au cofinancement des prestations de suivi-animation mobilisées dans le cadre de la présente convention, sur l'ensemble de sa durée et au vu de la demande annuelle produite par le porteur de projet.

Le Conseil Départemental s'engage à réserver une enveloppe financière correspondant à 20 % du montant HT de la part fixe du suivi-animation.

- Travaux :

Le Conseil Départemental s'engage à accorder des aides financières en complément des aides de l'ANAH et, le cas échéant, d'autres collectivités, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée annuellement à son action en faveur des propriétaires privés (occupants et bailleurs) et dans la limite du taux de 80% toutes aides publiques confondues indiqué dans le tableau en annexe.

En cas d'évolution dans la mise en œuvre du programme prévu par cette convention, toute modification d'intervention pourra être prise en compte par le Conseil Départemental, sur la durée de son exécution et dans la limite de l'enveloppe annuelle dédiée au logement privé, à partir du moment où elle aura fait l'objet d'un examen et d'une validation par le comité de pilotage territorial chargé d'assurer le suivi spécifique de la présente opération, d'une validation en commission permanente et qu'elle sera conforme au Programme d'Actions de la délégation locale de l'ANAH.

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent d'une part du Programme d'actions de la délégation locale de l'ANAH et, d'autre part, du Programme Départemental Habitat/Logement du Conseil Départemental. Les conditions relatives aux aides du Conseil Départemental et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications en fonction des évolutions de la réglementation du régime d'aides de l'ANAH.

5.6. Financements du Conseil Régional Occitanie

5.6.1 Règles d'application

Afin de contribuer à l'effort européen de diminution des émissions de gaz à effet de serre, et dans la continuité des objectifs inscrits dans la Loi pour la Transition énergétique et la Croissance verte de réduire de 50 % les consommations d'énergie à échéance 2050, la Région porte l'ambition de devenir la première Région à énergie positive d'Europe.

L'éco-chèque logement, dispositif de soutien aux particuliers mis en œuvre par la Région en matière d'amélioration énergétique de leur logement, contribue à tendre vers cet objectif ambitieux.

Dans le cadre des critères en vigueur, la Région intervient pour des travaux d'économies d'énergie dans les logements, permettant d'atteindre un gain d'au moins 25% sur les consommations énergétiques après travaux. Ces travaux doivent être réalisés par des professionnels partenaires éco-chèque et donc reconnus garant de l'environnement (RGE) à partir du 1^{er} octobre 2016.

Pour les propriétaires occupants dont les revenus fiscaux sont inférieurs ou égal aux plafonds de revenus définis par les critères en vigueur, le montant de l'éco-chèque logement est de 1 500 €.

Pour les propriétaires bailleurs conventionnant avec l'ANAH, le plafond de revenus ne s'applique pas et le montant de l'éco-chèque logement est de 1 000 €.

L'éco-chèque est cumulable avec d'autres aides liées aux économies d'énergie proposées dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat.

Les décisions d'attribution des éco-chèques de la Région relèvent uniquement des critères en vigueur ; elles sont prises au vu des dossiers directement déposés auprès de la Région par les bénéficiaires potentiels en amont du démarrage de leurs travaux.

La communication autour du dispositif Habiter Mieux devra être élaborée en étroite collaboration avec la Région. En particulier, toute publication et support de promotion élaborés localement par ou à l'initiative d'un des partenaires de la présente convention devra comporter le logo de la Région.

La Région devra être associée pour la planification, l'organisation et la valorisation des temps forts dans le cadre de ce dispositif. La Région sera systématiquement associée à toute instance de pilotage.

5.7 Engagement de la SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS

Par convention signée avec l'Etat le 19 juin 2018, les SACICAP se sont, collectivement et pour une durée de 5 ans, engagées à poursuivre, par leur activité « Missions sociales », leur action permettant de favoriser le financement des logements des ménages très modestes, propriétaires occupants, dans le cadre de conventions fixant les modalités de leurs interventions avec leurs partenaires locaux.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS a voulu par la présente convention inscrire son intervention dans le cadre du programme en faveur des ménages les plus démunis.

5.7.1 Objectif poursuivi par la SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS

Les parties aux présentes constatent que les ménages très modestes, propriétaires occupants visés par la présente convention n'engagent pas de projet de réhabilitation de leur logement faute de trouver une solution au financement de l'avance des subventions et /ou au coût des travaux restant à charge après versement des subventions.

Le but de la SACICAP est de favoriser le financement d'opérations où l'Etat, l'ANAH, les collectivités locales ou d'autres intervenants ne peuvent intervenir seuls, les financements complémentaires indispensables étant difficiles ou impossibles à obtenir compte tenu du caractère très social des dossiers ou présentant des conditions très particulières ne répondant à aucun critère finançable par le circuit bancaire. La SACICAP propose aux populations concernées un financement adapté qui n'aurait pu aboutir dans un cadre classique avec pour objectif que la charge supportée par le bénéficiaire soit compatible avec ses ressources après mobilisation de son éventuelle faculté contributive.

Les conditions de remboursement sont adaptées à la situation particulière de chaque propriétaire occupant, établies à la suite d'une étude budgétaire globale, étant entendu que la SACICAP se réserve le droit d'affecter ou non l'aide dont le montant et les conditions sont également fixées par elle.

5.7.2 Les bénéficiaires

Ce sont les ménages propriétaires ou copropriétaires occupants qui sont reconnus comme « ménages nécessitant une aide » par des organismes ou services sociaux, des collectivités locales et partenaires du fait de leur situation sociale. Pour être éligible au financement « Missions Sociales » de la SACICAP, les ménages devront être bénéficiaires d'une subvention ANAH.

5.7.3 Engagement de la SACICAP TOULOUSE PYRENEES - PROCIVIS

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES – PROCIVIS apporte les financements « Missions Sociales » nécessaires pour :

- L'octroi de prêts, sans intérêt, permettant de financer le coût des travaux restant à la charge du bénéficiaire,
- Et/ou l'avance des aides et/ou subventions dans l'attente de leur déblocage sans frais. En contrepartie, les organismes et le bénéficiaire devront s'engager à verser directement à la SACICAP le montant des subventions accordées.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES – PROCIVIS s'engage à :

- accompagner les actions de l'opération programmée,
- réserver une enveloppe annuelle à l'action,
- étudier les dossiers proposés par le ou les opérateurs agréés dans le cadre de la présente convention.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES – PROCIVIS, au regard des éléments transmis par le ou les opérateurs agréés, décide d'engager ou non le financement « Missions Sociales », son montant, sa durée et ses modalités de remboursements.

La SACICAP TOULOUSE PYRENEES – PROCIVIS s'engage à informer le ou les opérateurs agréés des décisions et des caractéristiques des prêts « Missions Sociales » attribués.

5.8 Engagement d'Action Logement

Action Logement s'est engagée à l'initiative des partenaires sociaux, à financer la rénovation immobilière des centres des villes moyennes, pour appuyer les collectivités locales qui portent un projet de redynamisation de leur centre et de rééquilibre de leur tissu urbain et péri-urbain, dans le cadre d'un projet global économique et d'aménagement. L'enjeu pour Action Logement est de contribuer en priorité au renouvellement de l'offre de logement locative afin de :

- Répondre aux demandes des salariés et notamment des jeunes actifs mobiles et aux besoins des entreprises sur ces territoires, pour accompagner la dynamique de l'emploi ;
- Contribuer aux objectifs de mixité sociale et à la politique de rénovation énergétique du parc ancien.

Dans ce cadre, Action Logement finance les opérateurs de logement sociaux ou investisseurs privés pour les accompagner dans leur projet d'investissement sur des immeubles entiers incluant les pieds d'immeuble, considérés comme stratégiques par la collectivité.

Action Logement dédie à cet emploi de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC) versée par les entreprises la somme de 1,5 Milliards d'euros sur 5 ans, pour solvabiliser la part du coût des opérations d'investissement qui ne peut être supportée par l'économie locative des immeubles en :

- Préfinançant leur portage amont,

- Finaçant en subventions et prêts les travaux de restructuration et de réhabilitation des immeubles à restructurer.

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation.

Article 6 – Conduite de l'opération

6.1. Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage sera chargé de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par le prestataire du suivi-animation.

6.1.2. Instances de pilotage

Les comités de pilotage ont pour objectif la coordination et l'animation des partenariats.

Le pilotage est assuré par la collectivité locale, maître d'ouvrage de l'opération. Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer un bon déroulement de l'opération. À cet effet, il est recommandé de mettre en place deux comités de pilotage.

Le comité de pilotage stratégique sera chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés. Il se réunira au moins une fois par an.

Il est composé :

- Des représentants de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
- Des représentants de la ville de Lourdes,
- Des représentants de la délégation départementale de l'ANAH (DDT 65),
- Des représentants du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées,
- Des représentants de la Région Occitanie,
- Des représentants de la SACICAP,
- Des représentants d'Action Logement,
- Des représentants de l'équipe opérationnelle.

D'autres partenaires intéressés par l'opération ou des personnes compétentes pourront être invités à participer au Comité de pilotage, tels des représentants de l'ADIL, de la Banque des Territoires, etc...

Le comité technique sera en charge de la conduite opérationnelle. Il se réunira autant que de besoin.

Il est composé :

- De représentants du maître d'ouvrage de l'OPAH-RU (Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées),
- Des représentants de la ville de Lourdes,

- Des représentants de la délégation départementale de l'ANAH (DDT 65),
- Des représentants du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées,
- Des représentants de l'équipe opérationnelle.

6.2. Suivi-animation de l'opération

6.2.1. Équipe de suivi-animation

La mission de suivi-animation de l'OPAH-RU est confiée par le maître d'ouvrage à un prestataire dans le cadre d'un marché public.

6.2.2. Contenu des missions de suivi-animation

Le maître d'ouvrage missionne un prestataire pour assurer les actions d'information et de communication adaptées pendant toute la durée du programme. Elles viseront les habitants, les propriétaires ciblés et l'ensemble des acteurs locaux afin d'assurer l'efficacité du dispositif.

Les missions d'animation et de suivi suivantes lui sont confiées :

- Actions d'animation, d'information et de coordination : communication, sensibilisation des propriétaires, des milieux professionnels ; accueil du public pour conseiller et informer sur les enjeux de l'opération ; coordination des acteurs.
- Diagnostic : diagnostic technique ; diagnostic social et juridique ; diagnostic de gestion en cas de copropriété ; proposition de stratégies et des outils adaptés.
- Accompagnement sanitaire et social des ménages : accompagnement social ; accompagnement renforcé dans le cas d'arrêt d'insalubrité ; hébergement et relogement.
- Aide à la décision : AMO technique au propriétaire ; assistance administrative et financière ; assistance à l'autorité publique.
- Constitution et analyse des indicateurs de résultats pour informer le maître d'ouvrage et les comités de pilotage sur l'état d'avancement de l'opération.

6.2.3. Modalités de coordination opérationnelle

L'équipe de suivi-animation assurera la mobilisation de l'ensemble des partenaires, selon les nécessités liées à l'avancée de sa mission et le traitement des situations, notamment avec :

- les services compétents des collectivités,
- les services instructeurs des demandes de subventionnés,
- les services en charge des procédures coercitives,
- les acteurs du secteur social,
- le cas échéant, autres partenaires intervenant sur des thématiques spécifiques (ADIL, ADEME, ANRU...).

L'équipe de suivi-animation mobilisera l'ensemble des acteurs intervenant dans la mise en œuvre du programme « Habiter Mieux » sur le périmètre de l'opération.

6.3. Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

Le bureau d'études animateur du programme assurera le suivi du programme à travers :

- un tableau de bord récapitulant l'ensemble des dossiers déposés
- une analyse statistique et qualitative de l'opération.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Deux rapports d'avancement annuels et un rapport faisant le bilan final de l'opération dans l'année suivant son terme seront établis par l'équipe opérationnelle. Ils seront présentés devant le comité de pilotage et adressés par le Maître d'ouvrage au Délégué local de l'ANAH qui les portera à la connaissance de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat et du Délégué régional.

Bilan annuel

Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage sera plus complet que le rapport d'avancement dans la mesure où il ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme. Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.

Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- pour les opérations réalisées : localisation, nature et objectif ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;
- pour les opérations en cours : localisation, nature et objectif ; état d'avancement du dossier ; plan et financement prévisionnel ; points de blocage.

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Bilan final

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission.

Ce rapport devra notamment :

- rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs ;
- analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants ;
- recenser les solutions mises en œuvre ;
- lorsque l'opération le permet, fournir un récapitulatif ou des fiches des opérations financées avec la nature et le montant prévisionnel des travaux effectués et le détail des subventions et aides perçues ;
- synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

Chapitre VI – Communication.

Article 7 – Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur l'OPAH-RU. Le logo de l'ANAH en quadrichromie, la mention de son numéro indigo (0 820 15 15 15) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre du bureau d'accueil de l'opération notamment.

L'opérateur assurant les missions de suivi-animation indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'ANAH.

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type, la mention du numéro indigo et du site internet de l'Agence dans le respect de la charte graphique ;

Dans le cadre des OPAH, pour les opérations importantes de travaux, les éventuels supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux ...) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'ANAH ».

Le logo du ministère en charge du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération de même que celui d'Action Logement.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés avec la DDT (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre), qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématiques, enjeux locaux, etc. et validera les informations portées sur l'ANAH.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès de la direction de la communication de l'ANAH afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'ANAH peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme. En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à l'OPAH-RU, ils s'engagent à les faire connaître à la direction de la communication de l'ANAH et les mettre à sa disposition libre de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et l'opérateur assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer la direction de la communication de l'ANAH de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence.

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 5 années calendaires. Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'ANAH du au.....

Article 9 - Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'ANAH, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 10 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'ANAH centrale en version PDF.

Fait en exemplaires à le

La **Communauté d'agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées**,
représenté par son Président,

L'État,
représenté par Monsieur le Préfet
des Hautes-Pyrénées,

L'ANAH,
représentée par le Délégué
départemental adjoint,

Monsieur Gérard TRÉMÈGE

Monsieur Brice BLONDEL

Monsieur Jean-Luc SAGNARD

la **Ville de Lourdes**,
représentée par son Maire,

le **Département des Hautes-
Pyrénées**, représenté par le
Président du Conseil Départemental,

Pour la **Région Occitanie
Pyrénées-Méditerranée**,
représentée par la Présidente du
Conseil Régional,

Madame Josette BOURDEU

Monsieur Michel PÉLIEU

Madame Carole DELGA

Pour la **SACICAP** Toulouse
Pyrénées PROCIVIS, représentée
par sa Directrice générale,

Action Logement, représenté par

Madame Sylvie LABESSAN

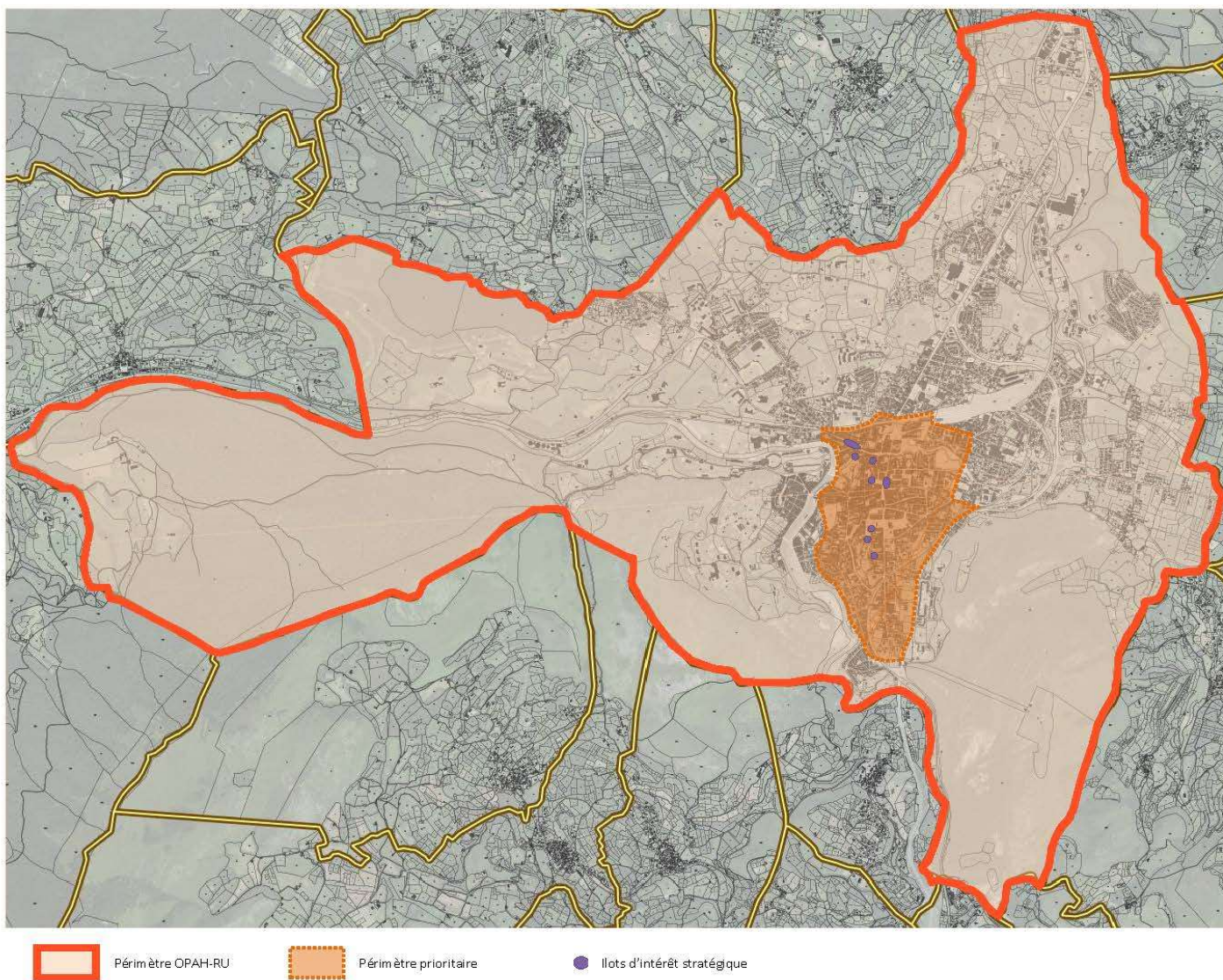
xxxx

Annexes

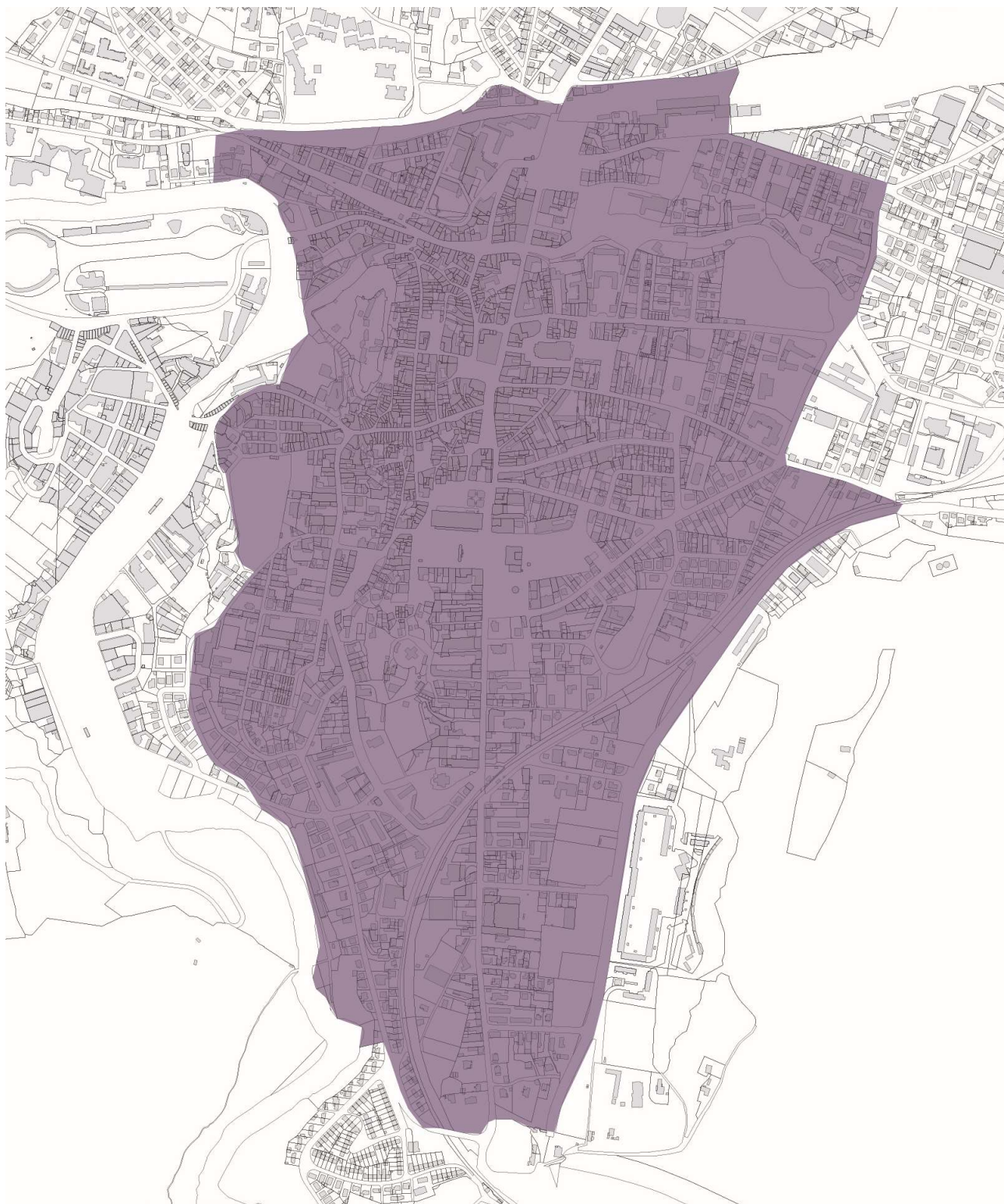
Annexe 1. Périmètres de l'opération

Annexe 2. Récapitulatif des objectifs et des aides apportées (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention)

Annexe 1. Périmètres de l'opération



Périmètre prioritaire



Annexe 2. Récapitulatif des objectifs et des aides apportées (à titre indicatif à la date de conclusion de la convention)

Les conditions relatives aux aides et les taux maximaux de subvention ou de prêts sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'ANAH, du Programme d'Action de la délégation locale des Hautes-Pyrénées et des réglementations respectives de l'ensemble des financeurs du projet (Agglomération, Ville, Département, Région, SACICAP/PROCIVIS). Les tableaux ci-après récapitulent, à titre indicatif seulement, les règles de calcul des aides financières de chaque partenaire.

OPAH-RU Lourdes 2019 - 2023

Programmation prévisionnelle

Signature convention d'OPAH-RU

Durée OPAH-RU (en mois)

2019

60 (5 ans - 2019 - 2023)

	Objectif OPAH-RU Lourdes		ANAH + Habiter Mieux				Région - Eco-chèque	Conseil Départemental 65			CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées			Ville de Lourdes		
Thématiques d'intervention	Programmation annuelle	Programmation durée OPAH	plafond travaux subventionnables	taux	enveloppe annuelle	Habiter Mieux : 10 % (lim 2000 POTM ou 1 600 € POM)	1 500 €	plafond travaux	taux	enveloppe annuelle		plafond travaux	taux	enveloppe annuelle		
Objectifs Propriétaires Occupants (PO)	30	150	330 000 €				36 000 €	15 000 €	39 600 €						6 000 €	
PO LHI et TD occupé vacant	2	10	50 000 €	50%	50 000 €	4 000 €	3 000 €	30 000 €	30%	18 000 €		30 000 €	10%	6 000 €		
PO SSH																
PO Autonomie PO TM PO modeste	12	60	20 000 €	50%	120 000 €	0 €	0 €	6 000 €	30%	21 600 €						
PO Energie (>25%) PO TM PO modeste	16	80		50%	160 000 €	32 000 €	12 000 €	-	-	0 €						
				35%												
Thématiques d'intervention	Programmation annuelle	Programmation durée OPAH	plafond travaux subventionnables	taux	enveloppe annuelle	Habiter Mieux : 1500	1 000 €	plafond travaux	taux selon critères CD	enveloppe annuelle	plafond travaux	taux	enveloppe annuelle			
Objectifs Propriétaires Bailleurs (PB)	10	50	193 000 €				15 000 €	10 000 €	18 000 €			21 000 €				
PB LHI et Très Dégradé LCS LCTS	1	5	80 000 €	35%	28 000 €	1 500 €	1 000 €	30 000 €	10%	6 000 €	60 000 €	10%	12 000 €			
PB petite LHI/ SSH	4	dont 1	60 000 €	35%	84 000 €	7 500 €	5 000 €	30 000 €	10%	12 000 €	30 000 €	10%	9 000 €			
PB dégradé		dont 3		25%												
PB Energie	4	20		25%	60 000 €	6 000 €	4 000 €	-	-	0 €						
PB autonomie	1	5	35%	21 000 €				30 000 €	10%	0 €						
Thématiques d'intervention	Programmation annuelle	Programmation durée OPAH									Montant prime forfaitaire	enveloppe annuelle	Montant prime forfaitaire	enveloppe annuelle		
Objectifs Actions d'accompagnements *											15 000 €		24 000 €			
Subvention PO LHI et TD	2	10											30 000 €	10%	6 000 €	
Opération façades	3	15											3 000 €		9 000 €	
Prime "accession dans l'ancien PO"	3	15											3 000 €		9 000 €	
Prime "sortie de vacance PB"	5	25									3 000 €	15 000 €				
Total enveloppes financières annuelles																
			523 000 €		51 000 €		25 000 €		57 600 €		36 000 €		30 000 €			

* Pas d'incidences financières du Permis de Louer

* Pas d'incidences financières du Permis de Louer

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 29

**Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de
Rénovation Urbaine (OPAH-RU) de la ville de Lourdes –
approbation de la convention**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelynne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelynne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHE SATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER

Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE

M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Rénovation Urbaine (OPAH-RU) de la ville de Lourdes – approbation de la convention

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Vu la délibération n°19 du Conseil Communautaire du 28 juin 2017 définissant d'intérêt communautaire, dans sa politique du logement, les opérations programmées, sur l'ensemble de son territoire, à l'exemption de la ville de Tarbes,
Vu la décision n°2018-9 du 5 février 2018 attribuant le marché de l'étude pré-opérationnelle relative à la réalisation et à la mise en œuvre d'une OPAH-RU sur la commune de Lourdes au groupement ALTAIR/AEA,
Vu la délibération n°30 du Bureau Communautaire du 17 mai 2018 relative à la demande de subvention pour la réalisation d'une étude pré-opérationnelle relative à la réalisation et à la mise en œuvre d'une OPAH-RU sur la commune de Lourdes,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant qu'il est nécessaire de redynamiser les quartiers historiques de la ville de Lourdes en mettant en œuvre des actions d'aménagement urbain et de valorisation du patrimoine visant notamment à traiter l'habitat indigne, lutter contre la précarité énergétique, adapter les logements à la perte d'autonomie et au handicap et engager des actions contre les copropriétés dégradées, l'agglomération a lancé une démarche d'OPAH-RU sur la commune.

La première étape a consisté en la réalisation d'une étude pré-opérationnelle qui a permis d'identifier une nécessaire intervention selon les 5 axes suivants :

- la revalorisation d'image et de redynamisation des secteurs identifiés comme prioritaires ;
- la prise en compte de la concentration des problématiques de mal logement et de logement local déqualifié ;
- la valorisation du potentiel résidentiel fort (qualité du cadre de vie...) ;
- la présence d'îlots dégradés présentant des dysfonctionnements et problématiques aiguës en terme de bâti et d'aménagement urbain ;
- la présence d'îlots stratégiques pouvant donner lieu à de réelles opportunités.

La deuxième étape de la démarche concerne la passation d'une convention, basée sur les résultats de l'étude pré-opérationnelle, qui marque l'engagement de l'ensemble des partenaires (Communauté d'agglomération, ville de Lourdes, Etat /ANAH, Département des Hautes-Pyrénées, Région Occitanie et SACICAP Toulouse Pyrénées) à travers un programme d'actions.

Elaborée conjointement avec les partenaires ci-dessus, il convient aujourd'hui de valider cette convention, pour une durée de 5 ans.

Parallèlement, une consultation visant à se doter d'un prestataire ayant la mission de suivi-animation de l'OPAH-RU de la ville de Lourdes a été lancée par la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention OPAH-RU de la ville de Lourdes annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} vice-Président, à solliciter les subventions des différents partenaires, ~

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

**PROGRAMME LOCAL POUR L'HABITAT
DE L'AGGLOMERATION TARBAISE
2013 – 2018**

Bilan final

ELEMENTS DE CONTEXTE

I. Elaboration et approbation

Le 12 juin 2009, le Conseil Communautaire de l'ex Grand Tarbes a approuvé le lancement de la procédure d'élaboration d'un Programme Local pour l'Habitat de l'agglomération tarbaise.

Cette élaboration s'est déroulée en plusieurs phases :

- Un appel d'offres a été lancé le 14 janvier 2010. Le 17 mai 2010, le cabinet Expertise et Développement a été retenu pour mener cette mission. La convention passée avec le bureau d'études prévoyait la livraison de 3 phases : diagnostic, orientation et programme d'actions.
- La phase 1 a été livrée lors d'une Conférence des élus qui s'est tenue le 19 novembre 2010.
- Le 24 janvier 2011, le bureau d'études a été dissout puis placé en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Cette dissolution anticipée a donc mis fin à la mission qui lui avait été confiée.
- Une nouvelle consultation a été lancée en mars 2011 afin de se doter d'un nouveau bureau d'études. C'est le PACT H&D Béarn Bigorre (nouvellement SOLIHA) qui a été retenu pour mener les phases 2 et 3 du PLH.
- La Conférence des élus du 17 novembre 2011 a permis de valider la phase 2 (dossier d'orientations).
- Le Comité de pilotage du 11 septembre 2012 a validé la phase 3 (le plan d'actions).

A la suite des consultations légales menées fin 2012 - début 2013 auprès des différents partenaires (Etat, Comité Régional de l'Habitat, communes, SCOT), le nouveau PLH de l'agglomération tarbaise a été définitivement approuvé lors du Conseil Communautaire du 17 mai 2013. Il est composé :

- d'un diagnostic ;
- d'un dossier d'orientations ;
- d'un plan d'actions.

Quinze fiches communales viennent compléter le dossier.

II. Enjeux

A la suite du diagnostic, les 6 enjeux suivants ont été validés comme priorités par la Conférence des élus du 27 juin 2011 :

1. Un développement de l'habitat en phase avec les objectifs de développement durable (connexion avec les documents de planification – SCOT, PCET, PDU, PLU « Grenelle » – ainsi que les autres schémas)
2. Une nécessaire maîtrise du foncier et une territorialisation de l'offre de logements par commune (outils à mettre en œuvre, engagements des communes, maillage géographique...)
3. Un équilibre entre la construction neuve et le renouvellement urbain (faire de la programmation) et entre le public et le privé (viser le bon équilibre du logement social)
4. Prioriser des publics cibles (jeunes ; personnes âgées ; gens du voyage...)
5. Favoriser l'efficacité énergétique (Approche Environnementale de l'Urbanisme)
6. Faire reconnaître l'intérêt communautaire de l'habitat (à travers la mise en place de moyens d'intervention).

III. Plan d'actions

Déclinaison opérationnelle des enjeux et objectifs identifiés, le plan d'actions est organisé autour de 9 fiches-actions :

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_30a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

1. Le développement et la mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale
2. La réhabilitation et la mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale
3. Le développement d'un système de veille et d'action sur les copropriétés
4. La déclinaison locale du dispositif « Habiter Mieux » les logements du parc privé, à travers un Programme d'Intérêt Général (PIG)
5. La mise en place d'un label de qualité pour le logement étudiant
6. L'accueil des gens du voyage, à travers les projets de sédentarisation et la réalisation d'une aire de grand passage
7. La poursuite de l'OPAH-RU du centre-ville de Tarbes
8. La mise en place d'un service communautaire pour l'habitat, le foncier et l'urbanisme
9. La participation aux observatoires existants et les compléter : habitat, logement indigne et vacant.

IV. Création de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a été créée par arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016, issue de la fusion de la communauté d'agglomération du Grand Tarbes, des communautés de communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Cette nouvelle intercommunalité de près de 123 000 habitants, exerce depuis le 1^{er} janvier 2017, comme compétence obligatoire en matière d'équilibre social de l'habitat : le programme local pour l'habitat ; la politique du logement d'intérêt communautaire ; les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; les réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; l'action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; l'amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

Dans le cadre de sa politique du logement, le Conseil Communautaire a, par délibération n°19 du 28 juin 2017, définit d'intérêt communautaire : les garanties d'emprunt aux organismes de logements sociaux ; les subventions aux organismes de logements sociaux ; les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH ou PIG), sur l'ensemble de son territoire, à l'exemption de la ville de Tarbes.

Afin de favoriser l'émergence de nouveaux projets de requalification du parc de logement locatif et de soutenir la dynamique mise en œuvre dans le cadre des nombreuses actions portées par la communauté d'agglomération sur les parcs de logement public et privé, le Conseil Communautaire a, par délibération n°35 du 26 juin 2019, reconnu, au titre de sa compétence équilibre social de l'habitat, d'intérêt communautaire les interventions financières en faveur de l'habitat privé, pour les propriétaires bailleurs, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur l'ensemble du territoire communautaire.

L'article L302-4-2 du code de la construction et de l'habitation dispose qu'en cas de modification du périmètre d'un EPCI (par création ou fusion), le PLH en vigueur le reste pendant une durée maximale de deux ans.

Le PLH de l'ex Grand Tarbes est donc devenu caduc au 31 décembre 2018.

Comme mentionné à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, il incombe à l'EPCI de réaliser un bilan final du PLH, objet du présent document.

Ce bilan est à transmettre au représentant de l'Etat et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement.

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est aujourd'hui engagée dans une démarche d'élaboration du son futur PLUi, intégrant un volet Habitat (qui vaudra donc PLH) et un volet Déplacement.

**RESULTATS OBTENUS
ET
PERSPECTIVES D'EVOLUTION DANS LE CADRE DU
VOLET HABITAT DU FUTUR PLUi-HD**

Fiche action n°1 – Développement et mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale

Objectif

Aider à la production de logements locatifs sociaux et très sociaux à travers l'attribution de subventions aux bailleurs sociaux :

- 2 000 € par logement social (PLUS), à hauteur de 40 logements par an
- 3 050 € par logement très social (PLAI), à hauteur de 10 logements par an.

Soit une enveloppe totale maximum de 110 500 € par an.

Résultats

a) Approche quantitative

Ensemble des opérations ayant bénéficié de subventions dans le cadre du PLH :

Bailleur	Commune	Opération	Nbre de logements / type de financement	Subvention
<i>Programmation 2013</i>				
OPH 65	Aureilhan	San Miguel	40 PLUS	80 000 €
Promologis	Tarbes	Gaye Mariole	4 PLAI	12 200 €
<i>Programmation 2014</i>				
Promologis	Tarbes	Aristide Briand	4 PLAI	12 200 €
Promologis	Aureilhan	Hameau de Joulanes (*)	23 logements	17 540 €
<i>Programmation 2015</i>				
OPH 65	Séméac	Rue Lamon	3 PLAI et 8 PLUS	25 150 €
		Lanne Darré	8 PLAI et 23 PLUS	70 400 €
	Bordères / Echez	Dumestre	1 PLAI et 5 PLUS	13 050 €
Promologis	Barbazan	Allée du Château	4 PLAI et 10 PLUS	32 200 €
	Tarbes	Rue Meissonier	3 PLAI	9 150 €
<i>Programmation 2016</i>				
OPH 65	Séméac	Rue Fénélon	5 PLAI et 14 PLUS	43 250 €
	Bours	Centre village	1 PLAI et 5 PLUS	13 050 €
Promologis	Tarbes	Chemin des Poudrières	2 PLAI	6 100 €
	Séméac	Rue Rimbaud	6 PLAI et 15 PLUS	48 300 €
<i>Programmation 2017</i>				
OPH 65	Séméac	Prés Saint-Frai	8 PLAI	24 400 €
Promologis	Aureilhan	Rue de la Moisson	6 PLAI	18 300 €
	Bordères / Echez	Rue des Sports	2 PLAI	6 100 €
	Tarbes	Corps Franc Pommies	4 PLAI	12 200 €
<i>Programmation 2018</i>				
Promologis	Tarbes	Rue Lupau	6 PLAI	18 300 €
	Soues	Henry Guillaumet	8 PLAI et 16 PLUS	32 000 €

(*) opération issue du précédent PLH. Subvention attribuée à la commune (aide à la surcharge foncière)

TOTAL : 75 PLAI et 136 PLUS financés
493 890 € de subventions votées en Conseil Communautaire

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_30a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Production de logements locatifs sociaux par commune depuis l'approbation du PLH :

Objectifs PLH figurant dans les fiches communales (en nombre de logements)		Livraisons							Opérations engagées non livrées	Delta / fiches communales
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total		
Angos	10									-10
Aureilhan	93		23	29		57	16	125	21	+53
Barbazan-Debat	30 à 60			10				10		-20 à -50
Bordères/Echez	80	47	76	26	23	19		191	71	+182
Bours	10 à 20									-10 à -20
Chis	10									-10
Ibos	30 à 60		2					2		-28 à -58
Laloubère	10 à 20									-10 à -20
Odos	30 à 60									-30 à -60
Orleix	20									-20
Salles-Adour	5 à 10									-5 à -10
Sarrouilles	5 à 10									-5 à -10
Séméac	93	5		21			31	57	21	-15
Soues	10 à 20	2			12			14		0 à -6
Tarbes	40 à 80	50	85	44	95	4	3	281	13	+214
TOTAL	476 à 646	104	186	112	130	80	50	680	126	

Source : DDT 65 – SUFL – juin 2019

Alors que les fiches communales faisaient état d'une programmation de logements sociaux comprise entre 476 et 646 (répartis sur l'ensemble de l'agglomération) au début du PLH, 680 logements ont finalement été livrés et 126 autres sont engagés (financièrement ou en cours de réalisation). Parallèlement, 29 logements locatifs sociaux ont été vendus.

Des efforts ont été entrepris sur les communes déficitaires au sens de l'article 55 de la loi SRU (Aureilhan, Bordères sur l'Echez et Séméac) ; ces-dernières rattrapant progressivement leur retard.

Avec un taux d'environ 30%, la ville de Tarbes continue de recevoir une part importante de nouvelles opérations de logements sociaux (au regard du reste de l'agglomération).

Au total, sur la période des 6 années du PLH, le nombre de livraisons de logements locatifs sociaux dépasse les objectifs prévisionnels indiqués dans les fiches communales.

Toutefois, au-delà de résultats quantitatifs supérieurs aux estimations globales, la répartition équilibrée sur l'ensemble du territoire de l'ex agglomération n'a pas entièrement aboutie. En effet, la production s'est concentrée sur quelques communes (Tarbes, Bordères sur l'Echez, Aureilhan, Séméac).

b) Approche qualitative

En termes de méthode, une réunion de programmation été organisée annuellement avec les 3 principaux bailleurs présents sur le territoire de l'ex Grand Tarbes (OPH 65, Promologis et Semi-Tarbes).

Ce temps d'échange permettait de définir de façon conjointe les projets à soutenir financièrement, par ordre de priorité (notamment les opérations sur les communes déficitaires au sens de l'article 55 de la loi SRU – Aureilhan, Bordères / Echez, Séméac – ou les projets visant à réaliser du logement très social). Sur cette base, les bailleurs déposaient des dossiers de demandes de subvention auprès de l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes.

Les projets étaient d'abord présentés en Commission « Equilibre Social de l'Habitat / PLH » puis approuvés en Conseil Communautaire.

Perspectives

S'il est à noter des résultats encourageants sur les communes à forts enjeux (Aureilhan, Bordères sur l'Echez et Séméac) ainsi que sur l'aide à la production de logements locatifs très sociaux (priorité donnée aux PLAI les deux dernières années de programmation), la territorialisation de l'offre de logements par commune (notamment le maillage géographique) ne correspond pas à la répartition initialement prévue. L'enjeu lié au rééquilibrage de l'offre à l'échelle de l'agglomération n'est donc pas atteint dans la mesure où l'offre de production se concentre surtout sur Tarbes et peu sur les communes limitrophes.

Il convient désormais, dans le cadre du volet Habitat du PLUi-HD, de poursuivre les efforts engagés sur les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU ainsi que sur la production de logements très sociaux (toujours en déficit sur l'agglomération) mais, parallèlement, il convient aussi et surtout de mobiliser les acteurs sur le territoire des communes pas ou peu pourvues de logements locatifs sociaux à participer à l'effort de répartition du parc social.

Exemples de réalisations



Résidence Près Saint-Frai - Séméac



Rue du IV Septembre - Tarbes



Résidence l'Ecluse - Bours



Chemin des Poudrières - Tarbes

Fiche action n°2 – Réhabilitation et mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale

Objectif

Aider à la réhabilitation du parc locatif social à travers l'attribution d'une subvention, aux bailleurs sociaux, de 1 500 € par logement, à hauteur de 150 logements par an.

Soit une enveloppe totale maximum de 225 000 € par an.

Résultats

a) Approche quantitative

Les opérations suivantes ont bénéficié de subventions :

Bailleur	Commune	Opération	Nombre de logements	Subvention
Programmation 2013				
OPH 65	Tarbes	Debussy – phase 1	82	123 000 €
Promologis		Figarol	68	102 000 €
Programmation 2014				
OPH 65	Tarbes	Debussy – phase 2	68	102 000 €
Promologis	Soues	Labarrère	82	123 000 €
Programmation 2015				
Promologis	Soues	Noël Claverie	54	81 000 €
SEMI	Tarbes	Pereire	39	58 500 €
		Corps Francs Pommiès	15	22 500 €
		Richelieu	6	9 000 €
		Le Tannat	7	10 500 €
		Pasteur	6	9 000 €
		Massey	2	3 000 €
		Guynemer	1	1 500 €
		L'Ormeau	15	22 500 €
	Séméac	Guinier	4	6 000 €
Programmation 2016				
OPH 65	Tarbes	Portasseau	122	183 000 €
Promologis	Barbazan-Debat	Les Cèdres	28	42 000 €
Programmation 2017				
OPH 65	Tarbes	Laubadère G	28	42 000 €
Programmation 2018				
OPH 65	Tarbes	Mouysset	103	154 500 €
		Laubadère K	47	70 500 €

**TOTAL : 777 logements financés
1 165 500 € de subventions votées en Conseil Communautaire**

b) Approche qualitative

Concernant la méthode, comme indiqué pour la fiche-action n°1, une réunion de programmation était organisée annuellement avec les 3 principaux bailleurs (OPH 65, Promologis, Semi-Tarbes) afin de faire émerger des projets d'ensemble et éviter ainsi le saupoudrage.

De même, les projets étaient d'abord présentés, par les bailleurs sociaux, en Commission « Equilibre Social de l'Habitat / PLH » avant d'être approuvés en Conseil Communautaire.

Parallèlement, afin de répondre au premier enjeu du PLH (un développement de l'habitat en phase avec les objectifs de développement durable), la démarche Plan Climat Air énergie Territorial (PCAeT) a été intégrée dans le dispositif de financement des opérations de réhabilitation.

Un partenariat renforcé s'est donc opéré avec les bailleurs sociaux et une méthode de travail avec des actions communes a pu voir le jour.

Au-delà de l'aspect financier du dispositif, l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes a souhaité apporter une réelle valeur ajoutée aux projets de réhabilitation.

Ainsi, le chargé de mission PCAeT a été associé en amont des opérations (conseil aux maîtres d'ouvrage, avis technique, approche globale...) et en aval (suivi, analyse, retour d'expérience...).

Enfin, au 1er janvier 2016, la Région a modifié ses critères d'attribution : une seule aide (de 3 500 €) pour les logements présentant les caractéristiques suivantes :

- consommation énergétique avant travaux supérieure ou égale à l'étiquette D ;
- consommation énergétique après travaux inférieure ou égale à l'étiquette B ;
- gain minimum de 30% attesté par une étude fournie au moment du dépôt de la demande ;
- à titre exceptionnel, sous réserve d'une justification sur le plan technico-économique, l'atteinte du niveau C de l'étiquette énergétique peut être acceptée à condition d'atteindre un gain énergétique de 50% minimum.

Par délibération n°18 du Conseil Communautaire du 31 mars 2016, les critères techniques de l'ex Grand Tarbes ont été redéfinis afin de les conformer à ceux de la Région, gage d'un niveau d'exigence et de performances énergétiques et environnementales accrues (étiquettes énergétiques A ou B exigées) ; la subvention de l'ex Grand Tarbes restant à 1 500 € par logement.

Perspectives

Les objectifs de favoriser l'efficacité énergétique (développement durable) et de renouveler le parc existant sont atteints.

Dans un marché local détendu, les différents acteurs du logement s'accordent sur le fait de rendre la réhabilitation du parc de logement prioritaire par rapport à la production ; les plans de patrimoines et/ou conventions d'utilité sociale (CUS) des principaux bailleurs sociaux mettant en avant cette volonté de réhabilitation du parc existant.

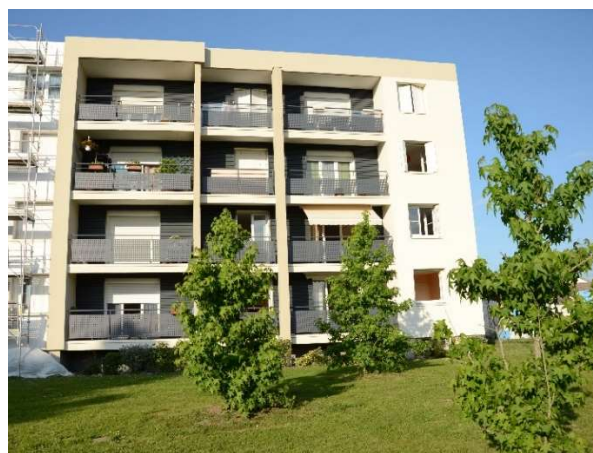
A ce titre, les sommes engagées par l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes en matière de requalification de l'offre ont été importantes.

Dans le cadre du volet habitat du futur PLUi-HD et des CUS 2019-2025 (dont la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées sera signataire), il convient de poursuivre l'accompagnement des bailleurs sociaux dans leur processus de requalification du parc existant et de veiller à la qualité des opérations.

Exemples de réalisations



Résidence Labarrère - Soues



Résidence Claverie - Soues



Résidence Debussy - Tarbes



Résidence les Cèdres - Barbazan Debat



Fiche action n°3 – Développement d'un système de veille et d'action sur les copropriétés

Objectifs

Caractériser l'état du parc de copropriétés.

Repérer les dysfonctionnements et les fragilités parmi les copropriétés de l'agglomération.

Définir en conséquence un plan d'actions.

Contribuer à la réhabilitation du parc de copropriétés dégradées.

Résultats

La question des copropriétés a été appréhendée de différentes façons.

Concernant le parc privé, l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes a d'abord souhaité s'inscrire dans le cadre des priorités nationales de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et plus particulièrement du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat (PREH), à travers le traitement de la question des copropriétés.

Localement, il existait un déficit d'information autour de cette question.

Afin d'en connaître plus précisément son état et de déterminer s'il convenait de mettre en place des outils de veille, de suivi, d'accompagnement ou de traitement des copropriétés, l'ex Grand Tarbes a donc lancé, début 2016, une étude sur les copropriétés dont les objectifs étaient les suivants :

- analyse du parc existant ;
- connaissance plus fine de son état ;
- mobilisation des acteurs ;
- définition d'une stratégie communautaire d'intervention adaptée, à travers un plan d'actions.

C'est le groupement composé de SOLIHA PYRENEES BEARN BIGORRE / ARC SUD OUEST qui a été retenu ; l'ANAH participant à 50% du coût de l'étude.

L'étude a été menée en 2016 et 2017.

Les résultats, qui ont été présentés en Comité de pilotage et en Commission Equilibre social de l'habitat, ont permis de mettre en avant la nécessité d'une intervention en trois temps :

- d'abord, élargir la veille et l'observation des copropriétés à l'échelle du nouveau territoire de l'agglomération, en menant un diagnostic sur Lourdes notamment ;
- ensuite, développer un dispositif de sensibilisation, d'information et de conseil à destination des copropriétaires actuels ou futurs et des acteurs publics et privés de la copropriété ;
- enfin, engager un accompagnement opérationnel ciblé sur quelques copropriétés parmi les plus fragiles.

Le livrable de l'étude figure en annexe du présent bilan

Parallèlement, sur Tarbes, la question des copropriétés est étudiée à travers deux prismes :

- l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Rénovation Urbaine (OPAH-RU), portée par la ville de Tarbes.

Dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle, réalisée en 2016-2017, un pré-diagnostic et des préconisations sur la copropriété Bel Air ont été établis. Ils viennent compléter l'étude de préfiguration NPNRU.

La convention ANAH, réalisée en 2018, intègre quant à elle un volet « mobilisation des copropriétés dans une dynamique de requalification » sur le périmètre NPNRU Bel Air. Des enquêtes sociales visant à caractériser les copropriétés ont été lancées. Elles permettront d'apprécier leur degré de vulnérabilité et de définir des programmes d'actions pour chacune d'elle.

- le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, porté par l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Dans le cadre du protocole de préfiguration NPNRU, toujours en cours, l'objectif est d'aboutir à la réalisation d'un plan d'actions à destination des copropriétés repérées via des travaux de réhabilitation (ANAH – dispositif Habiter Mieux Copropriétés), de résidentialisation et de requalification des espaces publics (ANRU).

Perspectives

Il convient de continuer à suivre dans la durée l'état des copropriétés, dans le but d'accompagner le renouvellement urbain du parc privé (enjeu n°3).

Ainsi, les différents chantiers engagés doivent ainsi se poursuivre.

D'un point de vue macro, à l'échelle de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, le travail issu de l'étude menée par l'ex Grand Tarbes reste à mener sur les trois temps identifiés : élargir le champ d'intervention à l'échelle du nouveau territoire (Lourdes notamment) ; développer un dispositif de sensibilisation, d'information et de conseil ; engager un accompagnement opérationnel ciblé sur quelques copropriétés.

Parallèlement, à l'échelle de Tarbes, les conventions OPAH-RU, NPNRU et Cœur de Ville permettront de faire émerger des projets visant à traiter en profondeur les copropriétés, notamment du quartier Bel Air. L'objectif est ici d'ajouter les dispositifs (ANAH, ANRU, Action Cœur de Ville, Opération de Revitalisation du Territoire – ORT) afin d'appréhender la question du traitement des copropriétés de la façon la plus exhaustive possible.

Enfin, le diagnostic réalisé dans le cadre du volet Habitat du PLUi viendra apporter un éclairage supplémentaire sur cette question.

Fiche action n°4 – « Habiter mieux » les logements du parc privé Programme d'Intérêt Général (PIG) de l'ex Grand Tarbes

Objectif

Requalifier le parc privé, dans le cadre du Programme de Rénovation Energétique de l'Habitat (PREH), selon les trois priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- l'efficacité énergétique ;
- l'adaptation au vieillissement et à la perte d'autonomie ;
- la lutte contre l'habitat indigne.

Méthodologie

Cette action a été engagée, à partir d'avril 2014, à travers un Programme d'Intérêt Général (PIG).

Une première consultation a permis de confier la mission d'ingénierie au bureau d'études SOLIHA Pyrénées Béarn-Bigorre, chargé de l'accueil des familles, de leur suivi et leur accompagnement, du montage des dossiers de financement, du lien entre les partenaires, etc...

L'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes ne participait pas financièrement aux travaux de réhabilitation.

Le coût de cette mission était d'environ 60 000 € par an ; l'ANAH participant à la fois sur les crédits d'ingénierie (part fixe) et en fonction du nombre de dossiers déposés (part variable).

Le territoire couvert par cette opération programmée s'étendait sur 14 communes de l'ex Grand Tarbes (hors la ville-centre, Tarbes, qui disposait de sa propre opération programmée depuis 2001).

L'objectif affiché dans la convention passée avec l'Etat prévoyait le traitement de 80 dossiers par an.

Le PIG, signé début-2014 pour une durée de deux ans, a été renouvelé début-2016 pour une année complémentaire.

Enfin, en 2017, une nouvelle consultation a permis de relancer un nouveau PIG pour deux années supplémentaires, toujours sur le périmètre de l'ex Grand Tarbes ; l'objectif étant de permettre aux autres opérations programmées présentes à l'échelle de la nouvelle agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (OPAH des Vallées des Gaves et OPAH de Gabas-Adour-Echez) de parvenir à leur terme.

Dans le cadre de ce nouveau PIG, un nouveau volet a été intégré suite à l'obligation de financer les travaux de renforcement des habitations situées dans le Périmètre de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'entreprise Nexter Munitions à Tarbes ; les opérations programmées étant le cadre adapté pour le soutien à ces travaux qui concernent pour l'essentiel le renforcement des menuiseries.

Le cout et les objectifs affichés pour ce second PIG étaient équivalents au premier.

Parallèlement, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a, par délibération n°19 du 28 juin 2017, défini d'intérêt communautaire, dans sa politique du logement, les opérations programmées, sur l'ensemble de son territoire, à l'exception de la ville de Tarbes.

Résultats

Cette démarche, soutenue par les élus, a rencontré un succès certain auprès du public. De nombreuses personnes sont régulièrement venues aux permanences tenues par le bureau d'études le mardi après-midi au siège de l'agglomération.

Ainsi, depuis le début de l'opération, il est à noter :

- 8,3M€ de travaux générés ;
- près de 60 emplois soutenus dans le bâtiment ;
- 3,4M€ d'aides octroyées par les financeurs ;
- plus de 360 visites et diagnostics logement réalisés au domicile des propriétaires ;
- 96 logements aménagés garantissant un maintien à domicile de ses occupants.

Résultats PIG depuis avril 2014	
Nombre total de dossiers déposés	300
Energie	176
Adaptation	96
Logement indigne	10
Logement très dégradé	0
Logement dégradé	3
Autres (Energie + adap), assainissement	15



Perspectives

La création de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est venue modifier les périmètres d'intervention des opérations programmées. Ainsi, au 1^{er} janvier 2017, à l'échelle des 86 communes, coexistaient : un PIG (ex Grand Tarbes), une OPAH-RU (Tarbes) et deux OPAH (Gabas-Adour-Echez et Pays des Vallées des Gaves - PLVG).

L'OPAH Gabas-Adour-Echez, le PIG de l'ex Grand Tarbes et l'OPAH portée par le PLVG arrivant à terme en 2019, les élus de l'agglomération ont souhaité regrouper ces trois démarches afin de lancer une seule et même opération programmée couvrant l'intégralité du territoire de l'agglomération (hors les communes de Tarbes et Lourdes, elles-mêmes couvertes par leurs propres OPAH-RU).

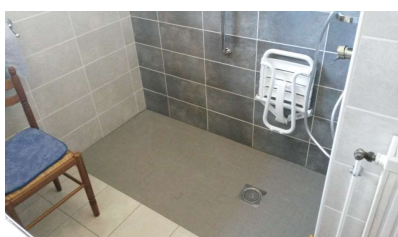
Une consultation a été lancée fin 2018 afin de se doter d'un animateur chargé de réaliser l'étude pré-opérationnelle puis l'animation de la démarche d'OPAH.

Aujourd'hui, l'ensemble du territoire de l'agglomération (hier celui de l'ex Grand Tarbes et aujourd'hui celui de Tarbes-Lourdes-Pyrénées), est couvert par des opérations programmées visant à requalifier le parc privé existant.

Les objectifs de favoriser l'efficacité énergétique, d'accompagner le parc privé et de viser le bon équilibre entre la construction neuve et le renouvellement urbain sont donc atteints.



Projet
adaptation



Projet
efficacité
énergétique



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_30a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Fiche action n°5 – Un label de qualité pour le logement des étudiants

Objectif

Définir un "label qualité du logement étudiant" selon plusieurs critères (état, équipement, accès, gestion, loyer, charges...) afin de constituer et de faire reconnaître une offre de logements dédiés de qualité.

Résultat

Cette action n'a pas été menée.

Perspectives

Dans un contexte de marché détendu, les logements ne manquent a priori pas, y compris pour les étudiants.

Que ce soit dans le cadre du diagnostic initial du PLH, de l'observatoire départemental partenarial de l'habitat ou des nombreuses réunions menées avec les acteurs locaux de l'habitat, l'offre à destination du public jeune (CROUS, Foyer des Jeunes Travailleurs, parc public, résidences étudiantes, bailleurs privés) a toujours semblé répondre à la demande.

Néanmoins, un label de qualité est aussi facteur d'attractivité pour le campus universitaire de Tarbes, le logement pouvant être un critère important dans le choix d'installation des étudiants de tous niveaux.

Le diagnostic à réaliser dans le cadre du volet Habitat du futur PLUi viendra éclairer la situation du logement étudiant et définir s'il convient d'investir ce champ d'intervention.

Fiche action n°6 – Accueil des gens du voyage : développement des projets de sédentarisation et réalisation d'une aire de grand passage

Objectifs

Poursuivre le fonctionnement de la Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) à travers les volets technique et social.

Développer des projets de sédentarisation sur les communes de Bordères sur Échez et Séméac.

Réaliser une aire de grand passage.

Résultats

MOUS (Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale)

Issue du premier Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées, la MOUS, est active depuis 2003.

Elle a pour objet de traiter les besoins en habitat adapté des familles sédentarisées de façon inadéquate sur le territoire de l'agglomération : occupation à plein temps des aires d'accueil, accession à la propriété sur des terrains en zone inconstructible, inadaptés ...

La MOUS vise à accompagner les familles qui le souhaitent dans l'acquisition de foncier et la construction d'habitat adapté au mode de vie en caravane. Elle comporte 2 volets :

- un volet technique, confié à un architecte : suivi des chantiers, accompagnement technique des familles...
- un volet social, confié à l'association SAGV 65 (Solidarité avec les Gens du Voyage) : suivi social des familles, montage des dossiers de financement, aide à l'appropriation des logements...

Parallèlement, la SAGV 65 assure le suivi de la ligne de garantie (garantie d'emprunt auprès du Crédit Agricole permettant aux familles de bénéficier de prêts à la construction et/ou à l'acquisition foncière). Une vingtaine de familles est accompagnée dans ce cadre.

Le budget annuel de cette action, cofinancée par l'Etat à hauteur de 50%, est de 35 000 €.

Des Comités de pilotage annuels permettent d'en dresser les bilans (volets technique et social) et de définir les objectifs pour l'année à venir.

Aire de grand passage

Cette action a été réalisée, pour un coût d'environ 500 000 € TTC.

Située sur la commune de Tarbes, en continuité de l'aire d'accueil de Lasgravettes, ce terrain dédié aux grands passages a été aménagé et ouvert mi-2013.

L'aire accueille de nombreuses missions, de juin à octobre.

Projets de sédentarisation

Le précédent Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV) avait ouvert les portes des projets de sédentarisation sur le périmètre de l'ex Grand Tarbes.

Le nouveau SDAGV, signé en juillet 2018, confirme cette volonté de développer de type d'opérations à l'échelle départementale.

Une première opération, destinée à des familles sédentarisées, a vu le jour à Bordères sur l'Echez, sur un terrain contigu à l'aire d'accueil existante. Huit maisons individuelles ont ainsi été livrées en mai 2015.

Elles sont le fruit d'un travail commun entre l'ex Grand Tarbes, Promologis, la SAGV 65, le Département des Hautes-Pyrénées et l'architecte Jean GARLAT :

- acquisition et aménagement du foncier par l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes puis cession à l'euro symbolique du terrain à Promologis ;

- construction et gestion locative des logements opérées par Promologis (8 PLAI) ;
- aide à l'appropriation des logements réalisée avec la SAGV 65 et la Mission Logement du Département des Hautes-Pyrénées.

Un deuxième projet de sédentarisation d'environ 10 logements était à l'étude sur Séméac. Un maître d'œuvre avait été désigné et un partenariat avec l'OPH 65 avait été noué quant à la réalisation et la gestion des logements (financement également prévu en PLAI). Malheureusement, les lois de Finances 2018 et 2019, avec la mise en place de la réduction de loyer de solidarité (RLS), ayant lourdement impacté les capacités d'investissement des bailleurs publics, ont mis un coup d'arrêt à cette opération ; l'OPH 65 n'étant plus en mesure d'en assurer le portage.

Une réflexion est en cours afin de transformer ce projet en terrains familiaux.

Perspectives

La priorisation du public cible « gens du voyage » (enjeu n°4 du PLH) a toujours été une des préoccupations majeures pour l'agglomération. Les nombreuses actions décrites ci-dessus (auxquelles il convient d'ajouter la construction et la gestion des aires d'accueil) le montrent.

Les thématiques liées à l'accueil des gens du voyage évoluant, les projets de sédentarisation ont vocation à se développer. Aussi, dans le cadre du nouveau Schéma départemental d'accueil des gens du voyage, environ 300 familles ont été identifiées comme potentiellement à sédentariser. Une répartition territoriale visant à accueillir ces ménages a été proposée aux communes. Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du futur PLUi-HD devra prendre en considération cette question.

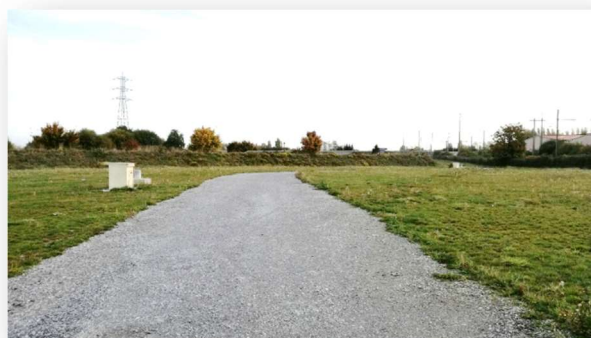
Une inquiétude subsiste toutefois quant à la capacité d'accompagnement des bailleurs sur ce type de projet, auprès de la collectivité.

Parallèlement, à partir de 2019, l'accompagnement social et technique des familles (MOUS) se fera désormais au niveau départemental.

Exemples de réalisations



Aire de sédentarisation



Aire de grand passage



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_30-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Fiche action n°7 – Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) du centre-ville de Tarbes

Objectifs

Comme pour le PIG porté par l'ex Grand Tarbes, l'opération programmée menée par la ville de Tarbes vise à requalifier le parc privé et à s'inscrire dans les priorités nationales de l'ANAH :

- accompagner les projets de travaux des propriétaires (mission de suivi, animation) avec des incitations financières pour la réhabilitation ;
- maintenir à domicile les personnes âgées ;
- favoriser l'efficacité énergétique ;
- lutter contre l'habitat indigne ;
- soutenir le ravalement de façades.

Résultats

Cette action est engagée depuis 2001 sur la ville de Tarbes. Plusieurs opérations programmées se sont ainsi succédées (OPAH-RU et PIG), avec des bilans largement positifs. Elles ont touché près de 1 000 logements et ont permis de générer environ 25M€ de travaux pour 12M€ d'aides octroyées par les financeurs.

Plus précisément, depuis 2014 et le début du PLH, on compte :

- 358 logements améliorés dont 60 logements locatifs à loyers maîtrisés
- plus de 7,9 millions de travaux générés et 3,8 millions de subventions.

Perspectives

Devant le succès rencontré par les opérations précédentes, une nouvelle OPAH-RU a été lancée en 2018, pour la période 2018-2023.

Une étude de préfiguration, réalisée en 2017, a permis d'en définir les contours (enjeux/objectifs/périmètres). Parallèlement, afin de ne pas interrompre l'accompagnement des ménages, un programme d'intérêt général transitoire a été mis en place pour un an.

Il convient de poursuivre cette action et répondre ainsi aux enjeux de développement durable et de requalification du parc privé.



Fiche action n°8 – Un service communautaire pour l’habitat, le foncier et l’urbanisme

Objectif

Proposer aux communes de l’agglomération de l’ingénierie, du conseil, du recours à des expertises externes dans le cadre d’opérations à fort enjeu.

En effet, de nombreuses communes de l’ex Grand Tarbes ne disposaient pas de toutes les ressources nécessaires (humaines, matérielles ou financières) leur permettant de mener des études spécifiques liées à l’habitat, au foncier ou à l’urbanisme.

Cette action visait à aider les communes qui s’engageaient dans des études dont la portée dépassait le cadre communal et représentait souvent un intérêt communautaire (notamment les projets d’aménagement de zone).

Le budget annuel de cette action était de 15 000 € (sous forme de subventions aux communes).

Résultats

Si certaines études ont bénéficié de cofinancement de la part de l’ex Grand Tarbes, elles ont malheureusement été peu nombreuses. L’enveloppe annuelle a donc été sous-consommée.

Etudes ayant fait l’objet d’une subvention :

- aménagement du quartier Saint-Martin, à Aureilhan : 7 000 €
- amendement Dupont, à Séméac : 2 125 €
- aménagement des quartiers Lanne-Darré et Saint-Frai, à Séméac : 7 465 €
- réhabilitation du centre-bourg, à Ibos : 13 638 €.

Perspectives

La nouvelle échelle intercommunale a d’abord permis de poser les bases d’une réflexion sur l’ingénierie apportée par l’agglomération aux communes puis d’enclencher une politique plus ambitieuse autour des questions d’habitat, de foncier et d’urbanisme, en lien avec la politique d’aménagement.

Ainsi, dans le cadre de la réalisation du PLUi-HD, la communauté d’agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a adhéré à l’Agence d’Urbanisme de Toulouse / aire métropolitaine (AUA/T)

Parallèlement, un partenariat a été noué avec l’Etablissement Public Foncier d’Occitanie (EPFO) dans le cadre du dispositif Action Cœur de Ville (ACV).

Enfin, la première Conférence Intercommunale du Logement (CIL) s’est réunie le 28 juin 2018. Elle a donné lieu à la réalisation d’un document-cadre (Convention Intercommunale d’Attribution – CIA) visant à traduire les enjeux de l’agglomération en terme d’équilibre de peuplement et d’attribution de logements.

Fiche action n°9 – Observatoire de l'habitat, du logement indigne et vacant

Objectif

Etablir des données d'observation et partager l'information afin d'orienter la politique communautaire de l'habitat.

Résultats

Afin de pouvoir bénéficier d'une vision d'ensemble de la politique du logement dans le département, la DDT 65 a initié, en 2011, une réflexion partenariale pour la création d'un dispositif d'observation qui permette d'optimiser l'efficacité de la politique de l'habitat dans le département.

L'Observatoire Départemental Partenarial de l'Habitat (ODPH 65) a ainsi vu le jour en 2012.

Il regroupe aujourd'hui 23 membres.

Ses objectifs sont multiples :

- mutualiser les énergies et les moyens ;
- disposer de données fiables, actualisées, échangeables et mutualisées ;
- mieux connaître le territoire ;
- produire des études d'aide à la décision.

L'agglomération participe au fonctionnement de l'observatoire et au financement de diverses études, pour un coût annuel de 3 000 €.

Dans le cadre de l'ODPH 65, les études suivantes ont été réalisées et cofinancées :

- La caractérisation de la vacance des logements dans les Hautes-Pyrénées – 2012
- Les conséquences du vieillissement liées à la précarisation de la population âgée sur le parc immobilier des Hautes-Pyrénées – 2012/2013
- La construction neuve dans les Hautes-Pyrénées – 2013
- Les migrations résidentielles dans les Hautes-Pyrénées – 2014
- L'analyse des marchés fonciers et immobiliers des Hautes-Pyrénées – 2015
- L'analyse territoriale de la précarité énergétique dans les Hautes-Pyrénées – 2015
- La mise en place d'un système d'information géographique du parc locatif social du département des Hautes-Pyrénées – 2015
- L'approfondissement de la connaissance de la vacance sur une ville moyenne (commune de Lannemezan) – 2015
- L'accès au logement locatif privé des plus démunis – 2017-2018.

Perspectives

De nombreuses études de qualité ont été réalisées. Malheureusement, le constat posé lors du bilan à mi-parcours (et partagé par les membres de l'observatoire) demeure toujours : ces études restent à valoriser et leur mode de diffusion est à revoir. En effet, hormis les techniciens en charge des dossiers sur l'habitat, peu de monde connaît leur existence.

Il convient également de mobiliser les élus concernés par les questions liées à l'habitat et au logement afin de participer aux réunions ou aux travaux de cette instance partenariale. En effet, l'enjeu n°6 du PLH visant à faire reconnaître l'intérêt communautaire de l'habitat est, à ce titre, peu atteint.

CONCLUSION

Le bilan final ainsi rédigé permet d'évaluer dans quelle mesure les actions développées tout au long de ces 6 années ont permis de répondre aux enjeux identifiés au lancement du PLH.

Quatre enjeux ont trouvé des réponses adaptées :

1. Un développement de l'habitat en phase avec les objectifs de développement durable (connexion avec les documents de planification – SCOT, PCET, PDU, PLU « Grenelle » – ainsi que les autres schémas)

L'élaboration du PLH a dû prendre en compte les orientations des principaux documents-cadres de planification.

La mise en œuvre des fiches-actions n°2 (réhabilitation et mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale), n°4 (PIG « Habiter mieux ») et n°7 (OPAH-RU de Tarbes) s'est faite en cohérence avec les objectifs de développement durable, notamment le Plan Climat Air énergie Territorial.

3. Un équilibre entre la construction neuve et le renouvellement urbain (faire de la programmation) et entre le public et le privé (viser le bon équilibre du logement social)

La fiche-action n°1 (développement et mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale) a permis de s'engager dans la programmation, telle que visée par l'enjeu 3. Ainsi, la production de logements locatifs sociaux a été supérieure aux prévisions affichées.

La fiche-action n°3 (développement d'un système de veille et d'action sur les copropriétés) a permis d'engager une réflexion autour de cette question et d'aborder une partie parfois fragile de l'habitat privé.

En dehors du simple cadre du PLH, le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) et la dynamique Action Cœur de Ville (ACV) permettent de poursuivre les actions déjà engagées en faveur du renouvellement de l'habitat.

4. Prioriser des publics cibles (jeunes ; personnes âgées ; gens du voyage...)

Depuis de nombreuses années, l'accueil des gens du voyage fait l'objet d'une politique volontariste. Les actions définies à travers la fiche-action n°6 ne représentent qu'une partie de l'investissement important porté par la collectivité en terme d'accueil et d'insertion des gens du voyage.

Parallèlement, les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH ou PIG) rencontrent un succès certain auprès des personnes âgées et des propriétaires modestes et très modestes. L'accompagnement de qualité proposé par les différents prestataires permet un suivi et une instruction des dossiers à la hauteur des attentes des habitants ; le succès des permanences et les retours en attestent.

Enfin, la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), a permis de définir, dans le cadre de la nouvelle politique d'attribution des logements, des publics prioritaires à accompagner particulièrement.

Au-delà, le réseau des acteurs de l'habitat est particulièrement structuré sur le territoire. Dans le cadre des nombreuses instances mises en place (comité logement, commissions d'attribution, observatoire, habitat indigne, PDALHPD...), les publics cibles sont systématiquement prioritaires.

Un bémol toutefois : la question du logement des jeunes, qui fait l'objet de la fiche-action n°5 n'a pas été appréhendée à l'heure actuelle.

5. Favoriser l'efficacité énergétique (Approche Environnementale de l'Urbanisme)

La fiche-action n°2 (réhabilitation et mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale) ainsi que les opérations programmées à destination de l'habitat privé, à travers les fiches-actions n°4 (PIG « Habiter mieux ») et n°7 (OPAH-RU de la Ville de Tarbes), peuvent être mises en avant comme les principales réussites du PLH, permettant largement de répondre à l'enjeu 5.

Les deux autres enjeux n'ont été que partiellement appréhendés :

2. Une nécessaire maîtrise du foncier et une territorialisation de l'offre de logements par commune (outils à mettre en œuvre, engagements des communes, maillage géographique...)

La fiche-action n°1 (développement et mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale) a permis d'orienter les constructions neuves vers les communes déficitaires. Toutefois, malgré les efforts des communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, la territorialisation de l'offre n'est pas aboutie.

La plupart des communes de l'ex Grand Tarbes sont très peu ou pas dotées en offre locative sociale.

Par ailleurs, une réflexion est à mener sur l'équilibre entre l'offre sociale, à travers l'outil des PLUS, et l'offre très sociale, à travers l'outil des PLAI. L'offre très sociale est en effet davantage déficitaire que l'offre sociale à l'échelle de l'agglomération.

Aussi, le volet Habitat du futur PLUi devra-t-il tendre vers une meilleure répartition de l'offre de logement à l'échelle de la nouvelle agglomération.

6. Faire reconnaître l'intérêt communautaire de l'habitat (à travers la mise en place de moyens d'intervention)

Les fiches-actions n°8 (un service communautaire pour l'habitat, le foncier et l'urbanisme) et n°9 (Observatoire de l'habitat, du logement indigne et vacant) ne répondent que marginalement à l'enjeu 6.

En tant que compétence majeure de la communauté d'agglomération d'hier (Grand Tarbes) et d'aujourd'hui (Tarbes-Lourdes-Pyrénées), l'habitat gagnerait à être davantage coordonné à l'échelle communautaire, en lien avec les communes, sous une approche plus transversale.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 30

**Approbation du bilan final du Programme Local pour l'Habitat
(PLH) 2013-2018 de l'ex communauté d'agglomération du Grand
Tarbes**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE

M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER

Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE

M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Approbation du bilan final du Programme Local pour l'Habitat (PLH) 2013-2018 de l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_30-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu les articles L302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération n°38 du 17 mai 2013 du Conseil Communautaire approuvant le Programme Local pour l'Habitat de l'agglomération tarbaise 2013-2018,

Vu la délibération n°19 du 28 juin 2017 du Conseil Communautaire définissant l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

EXPOSE DES MOTIFS :

Le Programme Local pour l'Habitat de l'ex communauté d'agglomération du Grand Tarbes a été approuvé par délibération du 17 mai 2013.

Il était organisé autour de 6 enjeux :

- Un développement de l'habitat en phase avec les objectifs de développement durable (connexion avec les documents de planification et autres schémas) ;
- Une nécessaire maîtrise du foncier et une territorialisation de l'offre de logements par commune (engagements des communes, maillage géographique...) ;
- Un équilibre entre la construction neuve et le renouvellement urbain (programmation) et entre le public et le privé (équilibre du logement social) ;
- Prioriser des publics cibles (jeunes ; personnes âgées ; gens du voyage...) ;
- Favoriser l'efficacité énergétique ;
- Faire reconnaître l'intérêt communautaire de l'habitat (mise en place de moyens d'intervention).

9 fiches-actions ont traduit de manière opérationnelle ces enjeux :

- Le développement et la mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale ;
- La réhabilitation et la mise à niveau de l'offre locative sociale et très sociale ;
- Le développement d'un système de veille et d'action sur les copropriétés ;
- La déclinaison locale du dispositif « Habiter Mieux » les logements du parc privé, à travers un Programme d'Intérêt Général (PIG) ;
- La mise en place d'un label de qualité pour le logement étudiant ;
- L'accueil des gens du voyage, à travers les projets de sédentarisation et la réalisation d'une aire de grand passage ;
- La poursuite de l'OPAH-RU du centre-ville de Tarbes ;
- La mise en place d'un service communautaire pour l'habitat, le foncier et l'urbanisme ;
- La participation aux observatoires existants et les compléter : habitat, logement indigne et vacant.

Au 1^{er} janvier 2017, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a repris le PLH de l'ex Grand Tarbes, au titre de sa compétence obligatoire en matière d'équilibre social de l'habitat, pour une période maximale de deux ans (article L302-4-2 du code de la construction et de l'habitation qui dispose qu'en cas de modification du périmètre d'un EPCI - par création ou fusion-, le PLH en vigueur le reste pendant encore deux ans).

Le PLH de l'ex Grand Tarbes est donc devenu caduc au 31 décembre 2018.

L'article L302-3 du code de la construction et de l'habitation dispose qu'il incombe à l'EPCI de réaliser un bilan final du PLH et de transmettre ce dernier au représentant de l'Etat et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190925-cc250919_30-DE Date de télétransmission : 30/09/2019 Date de réception préfecture : 30/09/2019
--

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bilan final du PLH de l'ex Grand Tarbes 2013-2018 tel que joint à la présente délibération

Article 2 : de transmettre ledit bilan au Préfet et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 31

**Approbation du règlement d'intervention financière en faveur de
l'amélioration de l'habitat et des logements du parc locatif dans le
cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat
(OPAH) et des opérations de revitalisation du territoire (ORT)**

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE

Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA

M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU

Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET

Absent(s) :

M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE

Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. SUBERCAZES

Objet : Approbation du règlement d'intervention financière en faveur de l'amélioration de l'habitat et des logements du parc locatif dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et des opérations de revitalisation du territoire (ORT)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_31-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaignu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,

Vu la délibération n°19 du Conseil Communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du 28 juin 2017, relative aux choix des compétences optionnelles et à la définition d'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles,

Vu la délibération n°35 du Conseil Communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées du 26 juin 2019 reconnaissant, au titre de sa compétence équilibre social de l'habitat, d'intérêt communautaire les interventions financières en faveur de l'habitat privé, pour les propriétaires bailleurs, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

EXPOSE DES MOTIFS :

Dans le cadre de sa politique du logement, le Conseil Communautaire a, par délibération n°19 du 28 juin 2017, défini d'intérêt communautaire : les garanties d'emprunt aux organismes de logements sociaux ; les subventions aux organismes de logements sociaux ; les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH ou PIG), sur l'ensemble de son territoire, à l'exemption de la ville de Tarbes.

Afin de favoriser l'émergence de nouveaux projets de requalification du parc de logement locatif et de soutenir la dynamique mise en œuvre dans le cadre des nombreuses actions portées par la communauté d'agglomération sur les parcs de logement public et privé (dispositif Action Cœur de Ville, Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, conférence intercommunale du logement...), le Conseil Communautaire a, par délibération n°35 du 26 juin 2019, reconnu, au titre de sa compétence équilibre social de l'habitat, d'intérêt communautaire les interventions financières en faveur de l'habitat privé, pour les propriétaires bailleurs, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur l'ensemble du territoire communautaire.

Afin de préciser les différentes modalités d'intervention financière de l'agglomération à destination du parc locatif (type de subvention, public éligible, montant des aides, modalités d'attribution...), dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat et des opérations de revitalisation du territoire, il convient d'élaborer un règlement d'intervention.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le règlement d'intervention joint à la présente délibération

Article 2 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_31-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_31-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

REGLEMENT D'INTERVENTION POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DES LOGEMENTS DU PARC LOCATIF

Table des matières

A. GENERALITES	3
1. Objet du règlement	3
2. Règles communes à l'ensemble des aides	3
3. Composition des dossiers - Instruction des demandes et versement de l'aide	4
 B. LES AIDES FINANCIERES DANS LE CADRE DES OPERATIONS PROGRAMMEES D'AMELIORATION DE L'HABITAT	 5
1. Périmètre d'intervention	5
2. Interventions financières	5
a) Prime forfaitaire « sortie de vacance »	5
b) Subvention habitat dégradé	6
c) Subvention habitat indigne / très dégradé	6
 C. LES AIDES FINANCIERES DANS LE CADRE DES OPERATIONS DE REVITALISATION DU TERRITOIRE (ORT)	 7
1. Périmètre d'intervention	7
2. Interventions financières	7
a) Prime forfaitaire « sortie de vacance »	7
b) Subvention habitat dégradé	7
c) Subvention habitat indigne / très dégradé	7
 D. ANNEXES	 8

A. GENERALITES

1. Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les principes régissant l'attribution des aides financières accordées par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CA TLP) au titre de sa compétence obligatoire « Equilibre social de l'habitat ».

La CA TLP poursuit son soutien en faveur de l'amélioration du parc de logement existant en accordant des aides financières, sous forme de primes et/ou de subventions, aux propriétaires bailleurs, dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle votée par le Conseil Communautaire et sous le strict respect des critères déclinés dans le présent règlement.

2. Règles communes à l'ensemble des aides

Opérations éligibles

Les aides de la communauté d'agglomération sont accordées dans le cadre des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH TLP, OPAH-RU de Lourdes, OPAH-RU de Tarbes) et des Opérations de Revitalisation du Territoire (ORT).

Les opérations listées dans le présent règlement sont éligibles à la participation financière de la communauté d'agglomération sous réserve de répondre aux objectifs stratégiques au titre de la compétence « Equilibre social de l'habitat » et dans les conditions décrites ici.

Les logements (opérations) éligibles doivent :

- être situés sur le territoire de l'agglomération,
- être bâtis depuis plus de 15 ans,
- être destinés à un usage locatif et être occupés à titre de résidence principale par les locataires,
- bénéficier d'un agrément de l'Etat.

Les aides concernent uniquement les opérations de travaux suivantes :

- réhabilitation (type ANAH ; parc privé uniquement),
- transformation de commerce en logement,
- acquisition-amélioration,
- démolition-reconstruction,
- sortie de vacance.

Les opérations de réalisations neuves ou de rénovations d'établissements médicalisés ou d'appartements dits thérapeutiques ainsi que les réhabilitations thermiques de logements locatifs sociaux existants (parc public) sont exclues du dispositif d'aides au logement, même si elles bénéficient de subventions de l'Etat ou d'autre financeur au titre du logement.

Les travaux subventionnables devront réduire de manière significative les charges de consommation d'énergie (l'étiquette énergétique devra obtenir obligatoirement un gain minimum de 2 classes).

Les aides sont non cumulables sur un même logement (prime sortie de vacance et subventions).

La communauté d'agglomération accorde les aides financières (primes ou subventions) par ordre d'arrivée des demandes, en fonction des règles fixées dans le présent règlement et dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle votée par le Conseil Communautaire.

Elle se réserve le droit de ne pas prendre en compte la transformation de commerce en logement dans les secteurs à dominante commerciale.

Le règlement différencie les aides destinées :

Au parc locatif privé

Les aides de la communauté d'agglomération sont conditionnées à l'obtention des aides de l'ANAH.

Pour être éligibles, les opérations devront porter sur les priorités de cette-dernière, à savoir :

- la lutte contre l'habitat indigne, dégradé ou très dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'adaptation au handicap et à la perte d'autonomie,
- le traitement des copropriétés en difficulté.

Au parc locatif public

Les aides de la communauté d'agglomération sont accordées dans le cadre des opérations de travaux d'acquisition-amélioration, de sortie de vacance, de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement) ou de démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux, conventionnés avec l'État et répondant aux critères de loyer et de conditions de revenu des logements de type PLUS (prêt locatif à usage social) et PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) ou produits équivalent (hors financements ANRU).

Bénéficiaires des aides

Les aides de la communauté d'agglomération sont ouvertes, sur le territoire de la communauté d'agglomération, pour des projets locatifs à titre de résidence principale, sous condition de conventionnement avec l'État, du logement remis sur le marché :

- aux propriétaires bailleurs publics, bailleurs sociaux au titre de l'article L.411.10 du code de la construction et de l'habitation et associations agréées ayant vocation à intervenir dans le logement social ;
- aux propriétaires bailleurs privés : personnes physiques ou personnes morales (SCI, SA, associations agréées ou reconnues d'utilité publique...).

3. Composition des dossiers - Instruction des demandes et versement de l'aide

Le service Habitat de la CA TLP assure l'instruction du dossier et son suivi tout au long de la procédure. Les dossiers devront être adressés au service de la collectivité avant le démarrage des travaux ou de toute opération pour laquelle une prime (ou subvention) est sollicitée. Un démarrage anticipé pourra être autorisé sans que cela ne vaille engagement de la collectivité sous réserve d'une demande écrite de l'opérateur et d'un accord signé par la collectivité.

Composition des dossiers de demande d'aide

Le dossier de demande d'aide doit être composé des documents suivants :

- formulaire de demande d'aide complété et signé par le demandeur (annexe 1),
- devis détaillé des travaux et plan de financement de l'opération,
- copie du récépissé de dépôt d'autorisation d'urbanisme le cas échéant,
- justificatif de la durée de la vacance (dans le cadre de l'aide relative à la sortie de vacance),
- copie du courrier de demande d'agrément État,
- attestation de non commencement des travaux.

Dépôt des demandes

Les demandes d'aides sont à envoyer à :

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
A l'attention du service Habitat

Accusé de réception en préfecture 4 065-200069300-20190925-cc250919_31a-AU Date de télétransmission : 01/10/2019 Date de réception préfecture : 01/10/2019

Les dossiers doivent comporter l'ensemble des pièces demandées. Le service instructeur reste libre de demander toute pièce complémentaire qu'il jugera utile à l'analyse de la demande.

L'attribution d'une subvention donne lieu à la signature d'une convention entre la communauté d'agglomération et l'opérateur. La réponse d'accord ou de refus fera l'objet d'une notification écrite.

Versement de l'aide – composition des dossiers

Il s'effectue à l'achèvement des travaux ou de l'opération, sur présentation du certificat d'achèvement de l'opération ou de toute autre pièce mentionnée dans la convention, notamment :

- copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux,
- copie des factures acquittées,
- copie de l'agrément Etat (accord l'ANAH, désignation de subvention...) ou copie du courrier de notification de versement des aides de l'Etat,
- copie de l'évaluation énergétique après travaux envoyée par l'opérateur,
- plan de financement définitif des travaux,
- relevé d'Identité Bancaire (RIB) au nom du bénéficiaire,
- avis d'imposition ou de non-imposition des personnes du foyer et occupants.

Les travaux doivent débuter avant le 31 décembre de l'année N+1 suivant la décision de l'aide accordée sous peine de rendre nulle et sans effet ladite décision.

La CA TLP pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur site ou sur pièces administratives, pour s'assurer du respect des engagements.

B. LES AIDES FINANCIERES DANS LE CADRE DES OPERATIONS PROGRAMMEES D'AMELIORATION DE L'HABITAT

1. Périmètre d'intervention

Le secteur opérationnel du territoire concerne les communes membres de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées couvertes soit par l'OPAH TLP soit par une OPAH-RU (communes de Tarbes et Lourdes, hors secteurs ORT).

2. Interventions financières

Les aides seront accordées dans la limite des crédits votés au budget de de la communauté d'agglomération.

a) Prime forfaitaire « sortie de vacance »

Conditions d'attribution

Cette prime est destinée à favoriser des travaux d'amélioration de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement), financé au moins en partie par l'ANAH ou destiné à bénéficier d'un agrément PLUS ou PLAI et vacant depuis plus d'un an.
Les travaux devront être d'un montant minimum de 10 000 € HT par logement.

Montant de l'aide

La communauté d'agglomération versera une prime forfaitaire de 3 000€/logement, Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

b) Subvention habitat dégradé

Conditions d'attribution

Cette subvention est destinée à favoriser des travaux de réhabilitation de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement) d'immeuble ou de logement dégradé (classification des travaux d'amélioration en rapport à la grille de dégradation ANAH : $0,35 \leq \text{Indice de Dégradation} < 0,55$). Le logement devra être financé au moins en partie par l'ANAH ou être destiné à bénéficier d'un agrément PLUS ou PLAI.

Montant de l'aide

La communauté d'agglomération versera une subvention correspondant à 10% du montant HT des travaux subventionnables (plafonné à 20 000€), l'aide étant limitée à 2 000€/logement. Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

c) Subvention habitat indigne / très dégradé

Conditions d'attribution

Cette subvention est destinée à favoriser des travaux lourds de réhabilitation de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureaux en logement) pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation [grille de dégradation ANAH : Indice de Dégradation $\geq 0,55$] nécessitant des travaux lourds, dont l'ampleur et le coût justifient l'application du plafond de travaux majoré, avec obligation de produire une évaluation énergétique dans tous les cas). Le logement devra être financé au moins en partie par l'ANAH ou être destiné à bénéficier d'un agrément PLUS ou PLAI.

Montant de l'aide

La communauté d'agglomération versera une subvention correspondant à 10% du montant HT des travaux subventionnables (plafonné à 30 000€), l'aide étant limitée à 3 000€/logement. Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

C. LES AIDES FINANCIERES DANS LE CADRE DES OPERATIONS DE REVITALISATION DU TERRITOIRE (ORT)

1. Périmètre d'intervention

Le secteur opérationnel du territoire concerne les périmètres inscrits dans des opérations de revitalisation du territoire (ORT).

2. Interventions financières

a) Prime forfaitaire « sortie de vacance »

Conditions d'attribution

Cette prime est destinée à favoriser des travaux d'amélioration de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement), financé au moins en partie par l'ANAH ou destiné à bénéficier d'un agrément PLUS ou PLAI et vacant depuis plus d'un an.

Les travaux devront être d'un montant minimum de 10 000 € HT par logement.

Montant de l'aide

La communauté d'agglomération versera une prime forfaitaire de 3 000€/logement.

Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

b) Subvention habitat dégradé

Conditions d'attribution

Cette subvention est destinée à favoriser des travaux de réhabilitation de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureau en logement) d'immeuble ou de logement dégradé (classification des travaux d'amélioration en rapport à la grille de dégradation ANAH : $0,35 \leq \text{Indice de Dégradation} < 0,55$). Le logement devra être financé au moins en partie par l'ANAH ou être destiné à bénéficier d'un agrément PLUS ou PLAI.

Montant de l'aide

La communauté d'agglomération versera une subvention correspondant à 10% du montant HT des travaux subventionnables (plafonné à 30 000€), l'aide étant limitée à 3 000€/logement.

Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an et par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

c) Subvention habitat indigne / très dégradé

Conditions d'attribution

Cette subvention est destinée à favoriser des travaux lourds de réhabilitation de logement ou de transformation d'usage (commerce ou bureaux en logement) pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (situation de péril, d'insalubrité ou de forte dégradation [grille de dégradation ANAH : Indice de

Dégradation $\geq 0,55$] nécessitant des travaux lourds, dont l'ampleur et le coût justifient l'application du plafond de travaux majoré, avec obligation de produire une évaluation énergétique dans tous les cas). Le logement devra être financé au moins en partie par l'ANAH ou être destiné à bénéficier d'un agrément PLUS ou PLAI.

Montant de l'aide

La communauté d'agglomération versera une subvention correspondant à 10% du montant HT des travaux subventionnables (plafonné à 60 000€), l'aide étant limitée à 6 000€/logement.

Cette aide sera attribuée dans la limite de 1 logement par an par propriétaire ou de 10 logements par an et par propriétaire s'il s'agit d'un ensemble immobilier.

D. ANNEXES

Annexe 1 : dossier de demande d'aide au parc locatif privé

Annexe 2 : convention de financement

ANNEXE 1

DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE AU PARC LOCATIF

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier :

Date de réception :

Le présent dossier est à adresser en 1 exemplaire original par voie postale et/ou par voie électronique.

Le dépôt de la demande de subvention auprès de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées doit être antérieur au démarrage de l'opération.

Renseignements concernant le demandeur

Personne physique : ☐ M ☐ Mme ☐ M et Mme

NOM et prénoms : _____

Personne morale : ☐ Société ☐ Association ☐ Indivision ☐ Autre

Désignation de la personne morale :

Adresse : _____

Commune : _____ Code postal _____

Numéro de téléphone : ____ / ____ / ____ / ____

Renseignements concernant l'immeuble ou le logement

Adresse : _____

Commune : _____ Code postal _____

Cadastre (n° parcelle) : _____

Date de construction : _____

Numéro PC ou DT si nécessaire pour les travaux envisagés : _____

Nombre de logements : avant travaux : _____ après travaux : _____

Dont logement(s) vacant(s) : _____

Travaux prévus

Descriptif :

Echancier de réalisation

Préciser ici le calendrier de réalisation du projet par grandes phases (date de démarrage et de fin de l'opération collective)

🔗 Dépenses prévisionnelles et plan de financement

DEPENSES		FINANCEMENT	
<u>nature des dépenses</u>	<u>montant (€)</u>	<u>financeurs</u>	<u>montant (€)</u>
		maitre d'ouvrage :	
		montant des aides sollicités	
		Agglomération :	
		Etat (préciser) :	
		Région :	
		Département :	
		autre (préciser) :	
		autre :	
coût total du projet :		coût total du projet :	

🔗 Liste de pièces justificatives à fournir à l'appui de votre demande

A noter : le service instructeur pourra demander toutes pièces complémentaires qu'il jugera nécessaires à l'étude du projet.

- Formulaire de demande d'aide complété et signé par le demandeur
- Devis détaillé des travaux
- Copie du récépissé de dépôt d'autorisation d'urbanisme le cas échéant
- Justificatif de la durée de la vacance

🔗 Engagements du demandeur

Je demande à bénéficier des aides au titre du présent dispositif.

J'atteste sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et ses annexes ainsi que dans les pièces justificatives jointes.

Je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à informer la collectivité de toute modification du projet,
- à mettre en place la communication sur le soutien de la collectivité.

Je suis informé(e) que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de

Accusé de réception en préfecture 11
065-200069300-20190925-cc250919_31a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

rectification aux informations caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la collectivité.

Date et signature

Fait à :

Signature

Le :

ATTESTATION DE NON COMMENCEMENT DE L'OPERATION
et d'engagement à ne pas en commencer l'exécution avant que le dossier soit réceptionné
par les services l'agglomération.

Je, soussigné (nom-prénom et qualité) :

ATTESTE

que l'opération décrite dans le présent document et faisant l'objet d'une demande de subvention au titre du dispositif afférent n'a pas connu de début d'exécution et m'engage à ne pas commencer l'opération avant que le présent dossier ait reçu un accusé de réception émis par les services de l'agglomération.

Libellé de l'opération :

Coût (€) de l'opération :

Dans le cas où l'opération débiterait avant que le dossier de demande de subvention ne soit réceptionné, je m'engage à en informer les services de de l'agglomération afin qu'il en soit pris acte et de ce fait, à renoncer à la subvention sollicitée.

Fait à :

Le :

Signature

ANNEXE 2

CONVENTION DE FINANCEMENT

Vu la délibération n°....du conseil communautaire du 25 septembre 2019 approuvant le règlement d'intervention financière en faveur de l'amélioration de l'habitat et des logements du parc locatif et autorisant le Président ou son représentant à signer la présente convention

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle, Téléport 1, CS 51331, 65 013 TARBES Cedex
représentée par le Président ou son représentant agissant en vertu de la délibération précitée
Ci-après désigné « l'agglomération »,

ET :

Mme, M
Personne morale
domiciliée,.....

Ci-après désigné « opérateur »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet le financement des travaux réalisés par le propriétaire bailleur susmentionné dans le cadre d'une des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH TLP, OPAH-RU Lourdes, OPAH-RU Tarbes) ou d'une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) situées sur le périmètre de l'agglomération.

Le projet est situé.....

ARTICLE 2 : Conditions d'attribution

Conditionné à la réalisation des travaux, le propriétaire obtiendra le soutien financier de l'agglomération.

Pour pouvoir bénéficier de cette aide, l'opérateur devra présenter un projet répondant aux critères d'éligibilité énoncés dans le règlement d'intervention (cf. « opérations éligibles », pages 3 et 4), notamment :

- être propriétaire d'un logement sur le territoire de l'agglomération,
- proposer le logement à titre de résidence principale pour le locataire,
- bénéficier d'un agrément Etat

Les travaux doivent notamment :

- réduire de manière significative les charges de consommation d'énergie (l'étiquette énergétique devra obtenir obligatoirement un gain minimum de 2 classes),
- ne pas avoir commencés avant l'accusé de réception du dossier de par l'agglomération,
- être réalisés par des professionnels du bâtiment inscrits soit au registre du commerce, soit au répertoire des métiers.

ARTICLE 3 : Participation financière de l'agglomération

L'agglomération s'engage à soutenir le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention par l'attribution :

- d'une prime « sortie de vacance » d'un montant de 3 000 € ☐
- d'une subvention d'un montant deeuros dans le cadre de :
 - ☐ Habitat dégradé (10% du montant HT des travaux subventionnables - plafonné à 20 000 €)
 - ☐ LHI très dégradé (10% du montant HT des travaux subventionnables - plafonné à 30 000 €)
 - ☐ LHI très dégradé (10% du montant HT des travaux subventionnables - plafonné à 60 000 €)

ARTICLE 4 : Modalités de paiement de l'aide financière

Le propriétaire a lu et signé le formulaire de demande de subvention des aides financières de l'agglomération.

Le versement de l'aide interviendra en une seule fois à l'achèvement de l'opération.

Pour obtenir le versement de la subvention, le bénéficiaire devra présenter :

- copie de l'agrément Etat (accord l'ANAH, désignation de subvention...) ou copie du courrier de notification de versement des aides de l'Etat,
- copie de l'évaluation énergétique après travaux envoyée par l'opérateur,
- plan de financement des travaux,
- justificatif d'achèvement des travaux,
- relevé d'Identité Bancaire (RIB) au nom du bénéficiaire,
- Avis d'imposition ou de non-imposition des personnes du foyer et occupants.

ARTICLE 5 : Résiliation de la convention

La convention sera résiliée de plein droit en cas d'absence de réalisation des travaux ou de non-respect des engagements pris.

Tout propriétaire ayant obtenu une aide de l'agglomération s'engage à l'avertir par écrit de la vente du logement subventionné, du changement de ses conditions d'occupation ou de toute modification envisagée sur la nature ou les caractéristiques techniques des travaux faisant l'objet de la demande de subvention.

Sauf en cas de force majeure, un remboursement de tout ou partie de la subvention pourra être demandé.

ARTICLE 6 : Règlement des litiges

En cas de contentieux portant sur l'application ou l'interprétation de la convention, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal compétent du lieu de situation géographique de l'agglomération.

Fait à, en 2 exemplaires originaux

Le

La Communauté d'agglomération
Tarbes-Lourdes-Pyrénées

L'opérateur



Communauté d'agglomération

RÈGLEMENT INTÉRIEUR GENERAL DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION**

TARBES-LOURDES-PYRENEES

MIEUX VIVRE ENSEMBLE NOTRE PASSION DU SPORT

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES A TOUS LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Préambule

- Article 01 Objet
- Article 02 Éthique sportive et comportement citoyen
- Article 03 Règles générales applicables à tout équipement public
- Article 04 Activité physique et santé
- Article 05 Sécurité et équipements recevant du public (normes incendie, sûreté)
- Article 06 Responsabilité légale
- Article 07 Assurances
- Article 08 Encadrement des activités sportives
- Article 09 Entretien des installations sportives de la communauté d'agglomération T.L.P.
- Article 10 Utilisation des installations sportives communautaires mises à disposition
- Article 11 Matériel sportif
- Article 12 Dégradations
- Article 13 Affichage
- Article 14 Demande de mise à disposition d'une installation sportive de la communauté d'agglomération T.L.P.
- Article 15 Demande de réservation pour une manifestation exceptionnelle
- Article 16 Annulation
- Article 17 Application du règlement intérieur
- Article 18 Dispositions diverses

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L214-4 ;
Vu le code du sport et notamment les articles L212-1, L. 212-11, L. 321-1, L332-1
À L332-21, L331-9 et R. 322-4 et suivants ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.3335-4 et L. 3511-7.

PRÉAMBULE

La présente réglementation a pour objectif de fixer un cadre de référence qui, mis en application, permet d'une part de favoriser l'accès aux équipements sportifs et d'autre part d'en optimiser leur utilisation.

De plus la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, de par le nombre et la diversité de ses installations sportives, souhaite prendre en compte autant que possible les diverses formes de pratiques aujourd'hui existantes au sein de la population. Le mouvement sportif traditionnel s'appuyant sur les associations reste très représentatif ; pour autant, les pratiques individuelles comme les pratiques libres intéressent un large public.

Cette réglementation a également pour mission de valoriser les relations et la compréhension entre les différents intervenants au sein des équipements sportifs de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, institutionnels ou non, des dirigeants associatifs bénévoles aux enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur et à l'ensemble du personnel communautaire.

Enfin, elle se veut être un outil pédagogique s'adressant à tous les publics, préscolaires, scolaires, étudiants, pratiquants associatifs réguliers ou occasionnels, abonnés, individuels ou libres, en apportant à chacun les réponses adaptées à leurs attentes.

En effet, être sportif ou pratiquer une activité physique même ludique, c'est aussi s'engager à respecter des règles et à être plus tolérant et plus solidaire. L'utilisation d'espaces ou équipements sportifs doit conduire à découvrir et adopter des conduites citoyennes. Le respect des autres, des partenaires, des adversaires, celui de l'arbitre comme du dirigeant bénévole, de l'agent d'entretien et de surveillance, sont des constantes qui doivent guider les comportements au quotidien.

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées souhaite donner tout son sens à l'ESPRIT SPORTIF. Il se caractérise par le respect des règles et des autres, la promotion de valeurs telles que la solidarité, l'honnêteté, le sport sans tricherie... L'esprit sportif, c'est être un bon joueur mais surtout un beau joueur, c'est tout donner pour gagner en acceptant de perdre.

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, pour sa part, souhaite au travers de ce cadre réglementaire favoriser l'expression et l'activité de tous les usagers dans le cadre de leur pratique individuelle ou collective tout en assurant pour chacun la sécurité et l'hygiène nécessaires au bon déroulement de son activité.

ARTICLE 01 OBJET

Ce règlement intérieur a pour objet de présenter les conditions générales et particulières d'utilisation des équipements sportifs de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, d'optimiser leur utilisation et de favoriser leur accès au plus grand nombre d'habitants du territoire de l'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Ces équipements sont mis à la disposition de tous les publics : scolaires, universitaires, sportifs licenciés au sein d'une association à but non lucratif, individuels non encadrés dans certains cas aux heures et conditions déterminées pour chaque installation.

Le présent règlement intérieur est applicable à tout public ayant accès aux équipements de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

L'utilisateur pénétrant dans l'équipement sportif doit en avoir pris connaissance et s'engage à s'y conformer. En cas de non-observation du présent règlement, l'utilisateur ou l'organisme peut voir sa responsabilité engagée.

Ce règlement permet de fixer certaines obligations impératives ainsi que les modalités d'utilisation des équipements sportifs.

Ce texte contribue à ce que la vie collective au sein de ces équipements se déroule dans un climat serein de compréhension des valeurs que souhaite porter la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (cf. Préambule), des droits et des devoirs de chaque acteur, dans le souci que les pratiquants puissent profiter pleinement de leurs activités.

ARTICLE 02 ÉTHIQUE SPORTIVE ET COMPORTEMENT CITOYEN

D'une manière générale, les intervenants au sein des équipements sportifs sont hétérogènes (sportifs, spectateurs, éducateurs, bénévoles, agents territoriaux) et ils ont des besoins, des attentes, voire des contraintes, différents.

Les relations doivent se faire dans le respect d'autrui. Les pratiques et/ou actes d'une personne ne doivent pas nuire aux autres. L'intérêt de tous doit être préservé.

Ainsi, certaines règles sont nécessaires afin que la cohabitation se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Les sportifs, bénévoles, éducateurs, spectateurs, parents doivent faire preuve de **citoyenneté**.

Être citoyen, c'est être acteur du monde qui nous entoure et agir pour une société meilleure en défendant des valeurs. Chaque citoyen a un rôle essentiel à jouer et apporte sa contribution à la vie des équipements sportifs qui prennent sens pour et grâce à lui. Pour que chaque citoyen puisse s'exprimer, encadrer, pratiquer dans les meilleures conditions son activité, chacun doit respecter les activités d'autrui.

Ceci signifie se comporter avec une attitude d'acceptation, de consentement et de considération des obligations explicitées dans ce règlement et donc, par

conséquent, de respect envers tous les citoyens utilisateurs des équipements sportifs.

La participation à une activité ou une manifestation sportive doit se faire en respectant certaines règles éthiques.

Le sport doit être un vecteur de cohésion sociale et un **espace de tolérance**.

Il participe à la mise en relation de personnes qui n'auraient peut-être jamais pu échanger en dehors de ce contexte sportif. Le sport fédère, crée des liens entre différents groupes de population, qu'ils soient de mêmes origines ou d'origines différentes, hommes ou femmes, en situation de handicap ou pas.

Le sport doit être un support pour la solidarité, la fraternité, l'éducation, le loisir, le bien-être et l'accomplissement de soi. Pour que ces valeurs prennent tout leur sens, il va de soi que les acteurs se doivent d'adopter des comportements irréprochables.

Le racisme, l'homophobie, le sexisme, les violences physiques et verbales, les considérations politiques et religieuses sont à proscrire au sein de toutes les enceintes sportives.

De même, la tricherie, l'utilisation, la diffusion de produits dopants ou illicites ne sont pas des pratiques acceptables. Elles peuvent avoir des conséquences graves sur la santé et entraîner des sanctions sportives importantes.

ARTICLE 03 RÈGLES GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUT ÉQUIPEMENT PUBLIC

La législation relative aux établissements recevant du public fixe un cadre légal qui s'applique aux installations sportives communautaires, notamment en termes de sécurité incendie (cf. article 5).

En outre, un certain nombre de dispositions et d'interdictions permettent d'assurer la sécurité et le respect de tous.

Ainsi, le voisinage doit être respecté, le bruit à l'intérieur comme aux abords de l'équipement doit être raisonnable.

Pour des raisons de sécurité, il est prohibé d'introduire dans un équipement sportif tout objet présentant un danger pour la sécurité (objet tranchant métallique...)

La circulation à l'intérieur des enceintes ne peut être que piétonne. Les vélos, rollers, engins motorisés sont interdits, sauf cas exceptionnel fixé par le règlement intérieur spécifique de l'installation.

Conformément au code de la santé publique qui dispose qu'il est interdit de fumer dans des lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, **les équipements sportifs sont non-fumeurs dans leur totalité**.

La vente et la distribution de boissons des groupes 2 à 5 sont interdites dans les stades, les salles d'éducation physique, les gymnases et, d'une manière générale, **dans tous les établissements d'activités physiques et sportives (Art. L.3335-4 du code de la santé publique)**.

L'introduction, la vente, la distribution et donc par conséquent la consommation d'alcool ou de tout produit stupéfiant ne sont pas autorisées au sein de l'enceinte sportive publique.

De plus, le code du travail et le règlement intérieur de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, interdisent aux agents de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'introduire, de distribuer et de consommer toute boisson alcoolisée.

Il faut noter également que **le code de la santé publique interdit la publicité et le parrainage publicitaire en faveur de l'alcool et du tabac** dans les équipements sportifs.

Par arrêté, le Président peut toutefois accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de quarante-huit heures au plus, à l'interdiction de vente à consommer sur place ou à emporter et de distribution des boissons des deuxièmes et troisièmes groupes. Les dérogations peuvent être accordées aux associations sportives agréées et dans la limite des dix autorisations annuelles.

L'accès à une enceinte sportive est par ailleurs interdite à toute personne en état d'ivresse lors de manifestations sportives (rencontres, et transmission de matchs...) (articles L. 332-4 et 332-5 du code du sport).

Pour des raisons de sécurité, toute personne en état d'ébriété ou d'agitation anormale pourra se voir refuser l'entrée au sein d'une installation sportive. En effet, une personne sous influence de stupéfiants ou d'alcool peut devenir irritable, agressive et poser des problèmes d'ordre.

La présence d'animaux, même tenus en laisse, est strictement interdite dans l'enceinte de l'ensemble des installations sportives.

ARTICLE 04 ACTIVITE PHYSIQUE ET SANTÉ

Avant d'aborder une première pratique, il est important d'anticiper d'éventuels problèmes de santé qui compromettraient votre capacité à pouvoir participer à une activité physique et sportive régulière.

Il existe, dans certains cas, des contre-indications à la pratique sportive. Il est recommandé d'effectuer un test d'aptitude au sport certifiant que la pratique sportive ne représente pas de dangers pour vous. Cet examen peut sauver des vies, de nombreuses personnes sont inaptes à la pratique sportive sans en avoir connaissance et mettent leur vie en danger.

Cet examen médical est d'ailleurs obligatoire pour les sportifs qui désirent s'inscrire dans une association sportive ou participer à une compétition.

Par ailleurs, les chewing-gums, outre qu'ils peuvent entraîner des dégradations des installations, représentent un danger réel pour la santé du sportif, s'ils sont consommés pendant la pratique sportive. Ils doivent donc être jetés dans les poubelles avant de pénétrer à l'intérieur de l'enceinte.

Défibrillateurs :

- 1 défibrillateur pour la Maison des Arts Martiaux et la Maison de l'Escrime
- 1 défibrillateur par piscine :
 - Centre Nautique Paul Boyrie
 - Piscine Tournesol
 - Piscine Michel Rauner
 - Complexe Aquatique de Lourdes

ARTICLE 05 SÉCURITÉ ET ÉQUIPEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (NORMES INCENDIE, SÛRETÉ)

Les équipements sportifs sont des Établissements recevant du public (ERP), régis par le code de la construction et de l'habitation et notamment par les articles R 123-1 à R 123-55.

Ils sont classés selon leur activité et leur capacité d'accueil.

Tous les autres équipements sportifs couverts sont de type X.

Ils sont ensuite catégorisés de 1 à 5 selon leur capacité d'accueil du public.

Les ERP sont soumis au respect d'un règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique. Les structures usagères se doivent donc de respecter les dispositions de sécurité des équipements sportifs, notamment à propos de l'évacuation et du respect de la **Fréquence maximale instantanée**. Cette dernière est un seuil maximum d'individus « stationnant » à l'intérieur de l'équipement sportif (sportifs, bénévoles, agents, spectateurs).

En aucun cas l'équipement ne peut accueillir plus de public que la norme prévue dans le procès-verbal de la commission de sécurité, en configuration normale ou en configuration de manifestation exceptionnelle. Le respect de la FMI (Fréquence maximale instantanée) est, en particulier, IMPÉRATIF lors des manifestations sportives et extra-sportives. **Un comptage des entrées et sorties doit être effectué par l'organisateur de la manifestation.**

Les issues de secours doivent être accessibles en permanence car l'évacuation doit se faire dans les plus brefs délais en cas de besoin.

Il existe un dispositif de sécurité variable ordonné par la préfecture. L'autorité territoriale se doit d'appliquer les préconisations de la préfète.

En cas de nécessité, les services de police et d'incendie sont sollicités par le personnel communautaire qui a la responsabilité d'assurer l'accès aux équipements et de faciliter l'intervention des secours. Les utilisateurs peuvent également alerter les services de police ou d'incendie en cas d'indisponibilité du personnel communautaire.

ARTICLE 06 RESPONSABILITÉ LÉGALE

Pendant l'utilisation des installations sportives communautaires, la responsabilité légale incombe :

- pour les groupes scolaires, aux chefs d'établissement ou à leurs représentants désignés ;
- pour les pratiquants adhérents d'une association ou licenciés dans un club, au président de l'association ou du club ou à ses représentants désignés. Ces derniers sont aussi bien des éducateurs sportifs diplômés et rémunérés que des intervenants bénévoles diplômés ou non.

Afin de pouvoir bénéficier de la mise à disposition d'une installation sportive communautaire, l'association ou le club se doit d'être **enregistré auprès de la préfecture et en activité**. Les statuts doivent être joints à toute première demande de créneau au sein d'une installation.

L'affiliation à une fédération sportive, les objectifs ou missions de l'association, le nombre d'adhérents doivent par ailleurs être transmis en même temps que les statuts.

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées décline toute responsabilité pour les dommages ou accidents de toute nature dont peuvent être victimes les utilisateurs, les spectateurs ou les tiers dans l'enceinte des installations sportives en raison de la pratique des sports, de l'indiscipline des joueurs ou de leur dirigeants, d'une organisation insuffisante ou d'un évènement naturel.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et aux équipements. Toute détérioration d'une installation sportive ou de matériel mis à disposition pourra faire l'objet d'une demande de remboursement des frais engagés par la collectivité pour leur réparation ou leur remplacement (voir article 12)

Maintien de l'ordre

A l'occasion de chaque manifestation, il appartient à l'association organisatrice de prendre en charge à ses frais les mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur de l'installation sportive.

ARTICLE 07 ASSURANCES

Les associations ou les établissements scolaires utilisant les équipements sportifs doivent assurer les risques de leurs exploitations. Ils doivent ainsi garantir les risques locatifs liés à la mise à disposition de locaux, leur propre responsabilité pour les dommages causés aux tiers et liés à l'exercice de leurs activités dans les installations mises à disposition, la responsabilité de leurs préposés et celle de leurs licenciés ou pratiquants. Cette assurance est une nécessité légale.

L'attestation d'assurance devra être obligatoirement fournie lors de la demande d'utilisation des installations.

Pour les pratiquants, il n'y a pas d'obligation d'assurance individuelle. En effet, en règle générale, rien n'oblige personne à prendre des garanties d'assurance pour la pratique d'activités physiques et sportives mais il est recommandé de prendre en considération les risques encourus dans ce cadre (dépenses et perte de revenus consécutive à un arrêt de travail pour blessure ou accident). Il est à noter que la souscription à une licence sportive offre le choix de prendre les garanties d'assurance pour faire face à ces conséquences.

ARTICLE 08 ENCADREMENT DES ACTIVITÉS SPORTIVES Encadrement bénévole

Toute personne non diplômée est habilitée à encadrer une activité sportive si elle ne perçoit pas de rémunération et si l'encadrement de la pratique sportive en question n'est pas soumis à une législation particulière (l'escalade par exemple). **Ces bénévoles sont indispensables à la vie associative.** Ils exercent sous la responsabilité du président de l'association.

Encadrement professionnel

(En application des articles du code du sport L. 212-1, L. 212-11, R. 212-85 et A. 212-176.)

Toute personne qui, contre rémunération, enseigne, anime ou encadre une activité physique et sportive ou entraîne ses pratiquants à titre principal ou secondaire, de façon habituelle, saisonnière ou occasionnelle doit :

- déclarer son activité au service décentralisé en charge des sports (la DDSPP) de son principal lieu d'activité ;
- être titulaire d'un diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification garantissant sa compétence en matière de sécurité des pratiquants et des tiers dans l'activité considérée, et enregistré au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ;
- avoir en sa possession une carte professionnelle validée selon les règles ministérielles et fédérales.

Ces dispositions s'appliquent aux personnes en cours de formation pour la préparation à un diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification enregistré au RNCP et dans les conditions prévues par le règlement de ce diplôme, titre, ou certificat.

Chaque enseignant ou accompagnateur doit se renseigner sur la validité de ses diplômes ou titres avant de démarrer son activité.

L'exercice de ces fonctions par un ressortissant d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'espace économique européen fait l'objet de dispositions spéciales prévues au code du sport.

Responsabilités des activités

Les installations sportives, toutes confondues sont strictement réservées à la pratique des activités physiques pour lesquelles elles ont été conçues.

Une activité associative encadrée ne peut démarrer et prendre place sans la présence du référent.

L'encadrement doit être en mesure d'assurer la conduite de l'activité sportive en veillant aussi bien au respect des règles sportives (règles techniques du sport encadré et de sécurité) qu'à une certaine déontologie. Les encadrants doivent faire preuve de respect, de solidarité entre eux, envers les sportifs encadrés, les agents d'accueil, les spectateurs... Les intervenants ont la responsabilité de leurs activités et des sportifs qu'ils encadrent.

Les activités sportives organisées par les associations ou clubs se déroulent sous la responsabilité des référents, bénévoles ou professionnels, qu'ils ont désignés. Les animateurs ou éducateurs sportifs doivent ainsi s'assurer de l'encadrement de leurs jeunes sportifs, particulièrement des mineurs, que ce soit avant, pendant ou après leurs séances, jusqu'à la reconduite des enfants aux représentants légaux. Ils sont également en charge, pour les associations qu'ils représentent, de l'accueil des parents.

Il est conseillé aux associations de s'accorder avec les représentants légaux à propos de la gestion des temps précédant et suivant l'activité. Laisser un enfant seul avant ou après un entraînement ou une compétition est une situation à risques. Dans l'idéal, les parents doivent attendre l'arrivée de l'éducateur et ce dernier doit quitter les lieux après sa séance une fois que tous les parents ont repris la responsabilité de leurs enfants. En aucun cas un enfant ne doit quitter

l'établissement sans être accompagné d'un responsable légal ou sans accord parental.

Les agents d'entretien et de surveillance des installations sportives ne peuvent pas servir de « relais » entre le représentant légal et l'éducateur. Ils ne sont pas responsables des enfants non accompagnés à l'intérieur ou l'extérieur de l'installation sportive.

Les associations doivent mettre à la disposition des éducateurs ou des encadrants un nécessaire médical de premier secours en vue des premiers soins à apporter en cas d'accident.

ARTICLE 09 ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SPORTIVES COMMUNAUTAIRES

Les équipements sportifs sont des biens communs qui œuvrent pour le bien-être de tous et doivent être respectés.

La gestion, l'entretien et le gardiennage des installations sportives sont assurés par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. En vue de leur entretien, les diverses installations peuvent, sur décision du Président des Equipements Sportifs, être provisoirement mises hors services et interdites aux utilisateurs habituels.

Il est demandé aux utilisateurs ainsi qu'aux spectateurs de maintenir les équipements sportifs dans un état de propreté satisfaisant.

L'accès aux équipements se fait obligatoirement en tenue sportive appropriée et adaptée à la pratique. Les revêtements, les sols sportifs sont des produits de haute technicité et de qualité, ce qui permet aux pratiquants d'exercer leurs activités dans des conditions confortables. Cependant, ces sols sont fragiles et peuvent se dégrader suite à de mauvais usages. Les chaussures utilisées doivent être obligatoirement propres et appropriées au sol sportif de l'installation utilisée.

Les personnes ne participant pas aux séances d'entraînement sont soumises aux mêmes règles que les pratiquants.

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est particulièrement sensibilisée à la gestion des déchets et tout particulièrement à leur réduction et au tri sélectif qui doit être amélioré. Une notice informative sera affichée à cet effet dans les endroits appropriés pour permettre à l'ensemble des utilisateurs des installations sportives de trier efficacement les déchets. Les utilisateurs sont vivement encouragés à pratiquer le tri des déchets et à adopter une attitude et des méthodes visant à la réduction des déchets.

ARTICLE 10 UTILISATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES COMMUNAUTAIRES MISES À DISPOSITION

Tenue du cahier de mise à disposition

La structure utilisatrice de l'équipement doit remplir **un cahier de mise à disposition** où elle précise le nombre de participants à chaque séance et reporte les problèmes rencontrés. Celui-ci est un lien entre la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et les utilisateurs. Ces derniers peuvent ainsi communiquer avec les responsables de la Direction des Equipements Sportifs grâce à ce cahier.

Pour des raisons de sécurité, le nombre d'utilisateurs doit être stipulé sur le cahier **avant** le début de la pratique.

Le calendrier d'utilisation de chaque installation fait apparaître :

- la qualité de l'utilisateur
- la nature précise de l'installation mise à disposition
- les jours et heures pendant lesquels l'installation est mise à disposition.

Ce calendrier est affiché de manière apparente et permanente dans l'enceinte de l'installation.

Horaires

Les utilisateurs, sauf autorisation accordée par l'autorité communautaire, doivent impérativement respecter les horaires, dates, jours ou périodes reportés, pour le respect des autres utilisateurs et des agents. L'unité de base de l'utilisation sera l'heure.

Les créneaux horaires attribués aux associations par la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées sont les **heures d'entrée et de sortie de l'enceinte et non celles de l'aire de jeux**. Les responsables de la séance peuvent toutefois pénétrer sur l'aire de jeux quelques minutes avant le début de leur créneau afin de préparer leurs activités si cela ne représente pas une gêne.

Aucun transfert du droit d'utilisation des installations sportives à d'autres personnes physiques ou morales n'est possible pour des raisons contractuelles, d'assurances et de gestion.

Afin de garantir l'égalité d'accès au service public, les heures réservées doivent être utilisées de façon régulière. En cas de non-utilisation, l'association doit prévenir la Direction des Equipements Sportifs. S'il est constaté que le créneau est vacant 3 fois consécutive, la mise à disposition pourra être annulée afin de permettre d'accorder le créneau à un autre utilisateur.

Ouverture et fermeture des installations

L'ouverture et la fermeture de l'équipement sont assurées soit par les services communautaires soit par un système d'accès contrôlé. Sur demande circonstanciée et motivée de clubs, les installations pourront être ouvertes en amont des compétitions programmées.

Eau-électricité-chauffage

L'accès à la chaufferie et la mise en route du chauffage sont la seule responsabilité des services communautaires.

Le branchement de tout nouvel appareil, consommateur d'énergie et de fluides, doit faire l'objet d'un accord préalable de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. L'éclairage doit être utilisé à bon escient.

ARTICLE 11 MATÉRIEL SPORTIF

La mise en place et le rangement du matériel sont effectués par les utilisateurs. Les associations et les établissements scolaires et universitaires se partageant le matériel, par respect mutuel, doivent en prendre soin. Il doit obligatoirement être stocké dans les endroits prévus à cet effet afin d'en faciliter l'exploitation.

Les associations sportives doivent s'assurer du bon usage et du bon état du matériel sportif. Elles doivent vérifier que le matériel qu'elles utilisent (matériel de décoration et structurant) soit homologué et aux normes en vigueur. Après usage, il doit être rendu propre et en parfait état de fonctionnement et sera rangé par les utilisateurs aux emplacements prévus à cet effet, les aires de jeux devant demeurer absolument libres et dégagées de tout obstacle.

Les placards et les réserves sont mis à disposition à titre gracieux et de manière temporaire des associations, établissements scolaires pour y entreposer exclusivement du matériel pédagogique.

Pour des raisons de sécurité, tout matériel structurant installé de manière définitive, durable dans le temps ou de manière atypique (qui ne relève pas d'une utilisation normale, « classique ») doit être monté par une personne agréée par l'autorité communautaire après que celle-ci a délivré une autorisation. Tout matériel endommagé sera à la charge du ou des contrevenants. Les associations et les établissements scolaires et universitaires qui stockent leur propre matériel dans les Equipements Sportifs communautaires en sont responsables.

ARTICLE 12 DEGRADATIONS

Chaque dégradation éventuelle doit être immédiatement signalée par l'utilisateur au service des Equipements Sportifs à l'aide d'une fiche signalétique prévue à cet effet et disponible sur demande auprès du service des Equipements Sportifs. Le coût de la réparation peut-être à la charge de l'utilisateur quel qu'il soit. Les dégradations non signalées, relevées par le surveillant feront l'objet d'un rapport à la direction du service des Equipements Sportifs, à l'élu communautaire en charge des Equipements Sportifs ainsi qu'à M. Le Président. Trois dégradations consécutives imputables au même utilisateur au cours d'une même année, entraîneront le retrait de l'autorisation d'utilisation de l'ensemble des installations sportives.

ARTICLE 13 AFFICHAGE

Les zones d'affichage sont destinées à la communication de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et des associations. Elles ne peuvent pas être utilisées à des fins commerciales.

Les associations utilisatrices des équipements sportifs communautaires doivent afficher, sur le panneau prévu à cet effet :

- copie des diplômes et titres des personnes enseignant, animant, encadrant une activité physique ou sportive ou entraînant ses pratiquants contre rémunération, ainsi que de leurs cartes professionnelles ou des attestations de stagiaires ;
- copie, lorsqu'ils existent, des textes fixant les garanties d'hygiène et de sécurité et les normes techniques applicables à l'encadrement de l'activité physique ou sportive pratiquée ;
- copie de l'attestation de contrat d'assurance.

Les associations qui souhaitent exposer des panneaux publicitaires faisant la promotion de leurs sponsors doivent en faire la demande à l'autorité locale.

ARTICLE 14 DEMANDE DE MISE À DISPOSITION D'UNE INSTALLATION SPORTIVE COMMUNAUTAIRE

Les installations sportives sont mises prioritairement à la disposition des scolaires de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées. En dehors des heures d'utilisation par les scolaires, toute association ou établissement scolaire souhaitant bénéficier de créneaux d'utilisation d'un équipement sportif doit en établir la demande auprès de M. le Président. Les associations doivent fournir, lors de leur première demande, les éléments suivants :

- la copie des statuts (cf. article 7) ;
- la présentation de l'activité de l'association ;
- l'implication locale de l'association.

Un accord écrit, un conventionnement, entre l'autorité communautaire et l'association ou l'établissement scolaire précise toutes les modalités de mise à disposition.

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées décide de l'opportunité de l'attribution de tout ou partie de l'équipement et du choix du bénéficiaire, dans le cas où elle serait saisie de plusieurs demandes simultanées. L'autorisation délivrée par écrit ne peut servir à d'autres fins que celles prévues dans la demande.

L'affectation de tout ou partie de l'équipement tient compte :

- d'un planning annuel élaboré par le service des Equipements Sportifs en concertation avec les associations ;
- d'une programmation hebdomadaire faite pour les scolaires ;
- d'une prévision d'utilisation effectuée pour les week-end par les services communautaires ;
- des petites vacances ;
- des événements sportifs ou extra-sportifs exceptionnels.

Les plannings annuels des installations sportives sont établis à chaque rentrée scolaire après réception de l'ensemble des demandes déposés au plus tard à la fin du mois Juin de chaque année.

Les associations qui souhaitent utiliser leur créneau pendant **les vacances scolaires** devront effectuer une **demande de reconduction de celui-ci pour**

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_32a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

chaque période de vacances scolaires. Dans l'optique d'organiser et d'assurer au mieux l'accueil des associations, ce renouvellement de créneau devra être effectué au moins **72 H avant le** début des vacances scolaires et être accordé par M. le Président ou son représentant désigné.

Les associations désirant occuper les équipements sportifs les week-ends pour des compétitions doivent en faire la demande au Service des Equipements Sportifs. Les calendriers fédéraux doivent être transmis en début de saison sportive.

ARTICLE 15 DEMANDE DE RÉSERVATION POUR UNE MANIFESTATION EXCEPTIONNELLE

En ce qui concerne **les manifestations sportives ponctuelles** de type gala, tournoi ou autres événements organisés par une association sportive, la demande doit être transmise au début de la saison sportive ou au moins deux mois avant l'initiative, afin de respecter les délais de déclaration dans les institutions respectives et pour des raisons organisationnelles.

Toute demande de réservation d'une installation sportive pour l'organisation d'une manifestation exceptionnelle doit faire apparaître :

- la nature de la manifestation ;
- le jour, les horaires et le lieu ;
- le matériel utilisé ;
- le nombre de participants, de spectateurs et d'accompagnateurs ;
- le service d'ordre mis en place ;
- l'organisation des secours (selon la typologie et l'importance de l'épreuve : les postes de secours prévus, les points d'alerte et de premier secours, la communication avec les services de police, les pompiers).

L'organisateur devra en outre produire une attestation d'assurance prévue à l'article L. 321-1 du code du sport et d'une assurance couvrant les risques locatifs liés à la mise à disposition de locaux.

Tout organisateur de manifestation devra préalablement solliciter auprès des administrations et organismes habilités toutes les autorisations exigées par les textes en vigueur (fiscalité, sécurité, secours, SACEM, police, buvette...). La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ne donnera son accord définitif qu'après avoir obtenu **l'assurance** que l'utilisateur répondra de toutes ses obligations.

Cette demande de réservation d'équipement est distincte de la déclaration préalable obligatoire au maire des manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif dont le public et le personnel dépassent 1 500 personnes, laquelle doit, le cas échéant, être établie par ailleurs.

Certains sports sont par ailleurs régis par des dispositions particulières (exemple des galas de boxe) et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation en préfecture qu'il incombe à l'organisateur de faire dans le délai imparti.

Les associations sollicitant une installation sportive communautaire pour **l'organisation d'une manifestation exceptionnelle non sportive** doivent en

faire la demande par un courrier adressé à M. le Président au minimum trois mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 16 ANNULATION

La Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées se réserve le droit de modifier les dispositions retenues, d'annuler temporairement ou définitivement la mise à disposition de tout ou partie d'un équipement, à chaque fois qu'elle le jugera nécessaire dans l'intérêt du service pour des motifs d'intérêt général.

L'équipement peut être « réquisitionné » temporairement par le Président ou le Préfet en cas d'événements particuliers ou en cas de force majeure. Tout ou partie de l'équipement peut être réservé à cette initiative exceptionnelle. L'activité habituelle peut être suspendue ou transférée. Cette situation transitoire en cas de manifestation exceptionnelle prendra en compte les phases de montage et démontage logistiques.

De plus, une association qui présente des manquements graves (défaut d'assurance, quant aux règles de sécurité, dégradations répétées) ou qui n'utiliserait pas 3 fois consécutivement le créneau attribué (cf. article 10) peut se voir retirer sa mise à disposition.

ARTICLE 17 APPLICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Les agents communautaires sont chargés de veiller à l'application de ce règlement.

L'agent d'accueil pour les sites gardés est au cœur du dispositif. Il a un rôle de **facilitateur**. Il guide, conseille les usagers. Il veille et contribue à la bonne utilisation de l'équipement et au bon déroulement des activités. Il porte une vigilance particulière à la surveillance des équipements et à l'accès des publics. Au regard de sa charge de travail quotidienne, il peut également participer à la mise en place et au retrait du matériel avec les encadrants de la séance.

Les agents d'entretien et de surveillance des autres sites ont un rôle de relais entre les utilisateurs et la direction du service des Equipements Sportifs.

Les éducateurs, enseignants et bénévoles sont responsables de l'activité et de la mise en œuvre du matériel sportif, extra-sportif et structurant. Ils sont également responsables de la bonne application de ce document et de son respect par tous les pratiquants qu'ils encadrent.

Le non-respect du règlement intérieur peut remettre en cause l'attribution ou le bénéfice de l'installation.

ARTICLE 18 DISPOSITIONS DIVERSES

Le présent règlement peut être modifié ou complété à tout moment par délibération du Conseil Communautaire.

Les établissements scolaires et universitaires, associations, clubs ou groupements divers, ne pourront être autorisés à utiliser les installations sportives de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées que sous réserve de l'acceptation du présent règlement intérieur qui leur sera notifié individuellement, et qu'ils devront signer, compléter par la mention « Lu et approuvé » et dater.

Le présent règlement peut être complété par des annexes relatives aux prescriptions particulières d'utilisation de certaines installations, comme c'est le cas pour les piscines disposant d'un règlement intérieur spécifique.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_32a-AU
Date de télétransmission : 01/10/2019
Date de réception préfecture : 01/10/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Délibération n° 32

Règlement intérieur des Equipements Sportifs

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE

M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCHEATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

**M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU**

**M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE**

Excusés :

**Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCQ
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU**

**Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET**

Absent(s) :

**M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE**

**Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE**

Rapporteur : M. TOUYA

Objet : Règlement intérieur des Equipements Sportifs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date 28 juin 2017 définissant l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles de la Communauté d'Agglomération

EXPOSE DES MOTIFS :

Pour améliorer sa politique d'accueil sur les équipements sportifs de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, il apparaît souhaitable de mettre en place un règlement intérieur général. Ce dernier a pour objectif de fixer un cadre de référence qui, mis en application, permet d'une part de favoriser l'accès aux équipements sportifs de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et d'autre part d'en optimiser leur utilisation.

Ce règlement intérieur a également pour mission de valoriser les relations et la compréhension entre les différents intervenants au sein des équipements sportifs de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, institutionnels ou non, des dirigeants associatifs bénévoles aux enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur, et à l'ensemble du personnel communautaire.

Enfin, il se veut être un outil pédagogique s'adressant à tous les publics, en apportant à chacun les réponses adaptées à leurs attentes.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1 : d'approuver le règlement intérieur général des équipements sportifs communautaires joint à la présente délibération

Article 2 : d'autoriser M. le Président ou son représentant à signer tout document afférent à cette délibération.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190925-cc250919_32-DE
Date de télétransmission : 30/09/2019
Date de réception préfecture : 30/09/2019

Conseil Communautaire du mercredi 25 septembre 2019

Motion sur la restructuration programmée du réseau des finances publiques

Date de la convocation : le 13 août 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
M. Yannick BOUBEE
M. Fabrice SAYOUS
M. Jean-Claude BEAUQUESTE
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
Mme Geneviève ISSON
Mme Evelyne LABORDE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
Mme Myriam MENDES
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Philippe SUBERCAZES
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES
M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
M. Philippe BAUBAY
M. Francis BORDENAVE

M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Denis DEPOND
M. Jean-François DRON
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOUCHESATO
M. Michel FORGET
M. Joseph FOURCADE
Mme Simone GASQUET
M. Romain GIRAL
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Paul LAFAILLE
M. Francis LAFON PUYO
M. René LAPEYRE
M. Claude LESGARDS
Mme Sylvie MARCHE
M. Pierre MONTOYA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Laurent PENIN
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
Mme Céline ROULET
M. Paul SADER
M. Jacques SEVILLA
M. Jean-Marie TAPIE
M. Jean TOUYA

**M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANOLOU**

**M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE**

Excusés :

**Mme Josette BOURDEU
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Michel AUSINA
M. Roger-Vincent CALATAYUD
M. Marc GARROCC
Mme Michèle PHAM-BARANNE
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Laurent DUBOUX
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
M. Bernard LACOSTE
M. Michel SAJOUX
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE donne pouvoir à Mme Christiane DURAND
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M. Jean-Claude BEAUCOUESTE
M. Christian LABORDE donne pouvoir à M. Fabrice SAYOUS
Mme Yvette LACAZE donne pouvoir à M. Paul HABATJOU**

**Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à Mme Danielle CARCAILLON
Mme Marie-Paule BARON donne pouvoir à M. Roger LESCOUTE
Mme Elisabeth BRUNET donne pouvoir à Mme Andrée DOUBRERE
M. François-Xavier BRUNET donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE donne pouvoir à M. Michel FORGET
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE RODRIGUEZ donne pouvoir à Mme Marie-Françoise CRANCEE
M. Vincent MASCARAS donne pouvoir à M. Jean-François DRON
Mme Chantal MORERA donne pouvoir à M. Ange MUR
Mme Claudine RIVALETTO donne pouvoir à M. Jean-Christian PEDEBOY
M. Robert SUBERCAZES donne pouvoir à M. Jacques GARROT
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à Mme Céline ROULET**

Absent(s) :

**M. Serge DUCLOS
M. Alain TALBOT
M. Bruno VINUALES
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
M. Michel BONZOM
M. Yves CARDEILHAC
M. Philippe CASTAING
M. Georges CASTRES
M. Jean-Louis CAZAUBON
M. Daniel DARRE**

**Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Charles LACRAMPE
M. Pierre LAGONELLE
M. Michel RICAUD
M. Roger SEMMARTIN
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE**

Rapporteur : M. CLAVE

Objet : Motion sur la restructuration programmée du réseau des finances publiques

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Tarbes Lourdes Pyrénées, réuni en assemblée plénière le 25 septembre 2019 adopte la motion telle que présentée ci-dessous :

Le projet de réorganisation des services des finances publiques, présenté par le Ministre Gérard Darmanin, nous inquiète et nous fait craindre le pire pour l'avenir des missions de service public et de l'emploi au sein de la DGFIP.

En effet, la DGFIP envisage de réorganiser ses services et en particulier les implantations de trésoreries et des centres de finances à l'horizon 2022, les premières restructurations étant prévues dès 2020.

Dans toute l'Occitanie, comme dans le reste de l'Hexagone, les nouvelles cartographies territoriales (appelées également Géographie Revisitée) laissent apparaître des fermetures massives de trésoreries, qui à terme, seront remplacées par des Services de Gestion Comptable (SGC) dont le nombre sera extrêmement réduit sur le territoire.

Ainsi en Occitanie ce sont 135 trésoreries sur les 200 existantes qui disparaîtraient à l'horizon 2022.

Dans notre département 10 trésoreries seront fermées et 3 autres réorientées par une spécialisation dans la gestion hospitalière (Lourdes) ou la mise en place de Services de Gestion Comptable (1 à Tarbes et 1 à Lannemezan).

Les Services des Impôts des Particuliers de Lourdes et de Lannemezan ainsi que le service des impôts des entreprises de Lourdes seraient à court terme concentrés sur Tarbes, la mise en place d'antennes ne donnant quant à elle aucune garantie du maintien d'un service public de proximité.

Les Services de Gestion Comptable ne seront pas de proximité immédiate ni ouverts au public.

Les territoires et les collectivités les plus impactés par ce projet seront les communes rurales, et les femmes et les hommes qui habitent le milieu rural seront les premières victimes de cette fracture territoriale du réseau DGFIP et de cet éloignement du service public fiscal.

La campagne de communication gouvernementale qui vante l'augmentation des points de contacts de la DGFIP ne trompe personne.

Ces accueils de proximité, imaginés par le Ministre des Comptes Publics, consistent en une simple permanence ponctuelle ne remplissant pas l'ensemble des missions, dont celle essentielle de Guichet de Proximité, ouvert à la population, de même les postes de conseillers aux collectivités locales ne pourront en aucun cas se substituer et remplir les mêmes missions de tenue des comptes et de conseil qu'assurent les comptables publics actuels.

Ce projet qui concourt à l'abandon du service public de proximité, sacrifie une administration qui, au travers de ses différentes missions, est au cœur du fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales.

Ainsi en 10 ans la DGFIP a perdu plus de 24 000 emplois, 40 000 depuis 2002 et d'ici 2022, ce sont 5 800 postes dont la suppression est à nouveau programmée.

Alors que nos concitoyens réclament avec force une égalité d'accès à un service public de proximité et de qualité, c'est l'inverse que programme le plan présenté par le Ministre des Comptes Publics et les Directions Départementales des Finances Publiques.

Ce projet de réorganisation de la DGFIP, associé à de massives suppressions de postes, ne correspond pas aux besoins des populations de notre département et aurait vocation à être acté avant la fin octobre, alors qu'il a été annoncé fin juin 2019.

Il s'agit en fait d'un simulacre de concertation avec certains élus de certaines collectivités qui n'est qu'une simple opération de communication visant à masquer un projet de démantèlement des services de la DGFIP.

En conséquence, nous élu(e)s du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, réuni(e)s en Séance plénière le 25 septembre 2019,

-rappelons notre attachement à un service public des finances publiques de qualité et de proximité ;

-apportons notre soutien aux organisations syndicales représentatives du personnel et aux élus locaux qui se mobilisent contre cette attaque en règle des missions de service public ;

- Exigeons :

- ♦ le retrait de ce plan de réorganisation de la DGFIP et l'organisation d'une table ronde en Préfecture réunissant élus, administration et représentants des personnels des finances publiques.


- ♦ le Maintien d'une trésorerie de proximité par EPCI et au moins 2 pour la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées avec le plein exercice de leurs compétences actuelles (recouvrement en matière d'impôt, tenue des comptes des hôpitaux et des EHPAD, des collectivités locales et établissements publics locaux).

- ♦ le maintien du Service des Impôts des Particuliers de Lannemezan et de Lourdes de pleine compétence

- ♦ le maintien du Service des Impôts des Entreprises de Lourdes de pleine compétence.

à l'unanimité

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.